

Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Commission ressources et dialogue social

Compte administratif 2023

- 7 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : autorisations de programme du budget principal**
- 8 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget principal**
- 9 - Présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles du compte administratif 2023**
- 10 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : autorisations de programme des budgets annexes**
- 11 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses**
- 12 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement**
- 13 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier**
- 14 - Rapport d'activité 2023 : budget annexe de la Structure accueil enfance**
- 15 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe de la Structure accueil enfance**
- 16 - Affectation du résultat 2023 : budget principal**
- 17 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses**
- 18 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement**
- 19 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier**
- 20 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe de la structure accueil enfance**

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 – autorisations de programme du budget principal

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 adoptant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente le bilan des individualisations sur les autorisations de programme au titre de l'exercice 2023.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

En 2023, le montant des autorisations de programme (AP) votées sur le budget principal s'est élevé à 92,46 M€ dont 64,34 M€ pour la maîtrise d'ouvrage et 28,13 M€ pour les subventions d'investissement. Sur ces AP votées, 84,89 M€ ont été individualisés au cours de l'exercice dont 64,34 M€ pour la maîtrise d'ouvrage et 20,55 M€ pour les subventions d'investissement.

Les tableaux suivants font état de la répartition initiale, par mission et programme, des AP adoptées lors du budget primitif 2023 et réajustées au cours des décisions modificatives. Le montant des AP, non individualisé, est caduque au 31 décembre 2023.

Le détail des AP figure, par ailleurs, en annexe du compte administratif.

1 - Budget principal – Autorisations de programme – maîtrise d'ouvrage :

1.1 Bilan des autorisations de programme - maîtrise d'ouvrage 2023

Les AP 2023 révisées s'élèvent à 64,34 M€ et la totalité ont été individualisées (Annexe 1).

La **mission éducation** affiche un montant de 18,97 M€ et concerne principalement le renouvellement des équipements des collèges pour 5,4 M€ dont 3 M€ pour le matériel informatique et 2,4 M€ pour le mobilier, la maîtrise de l'énergie avec les installations thermiques pour 4,9 M€, les travaux de restructuration de locaux pour 3,45 M€, la maintenance corrective pour 1,8 M€, l'équipement des cuisines pour 1,2 M€, la réfection des réseaux informatiques pour 0,75 M€ et les travaux de sécurisation dans les collèges pour 0,63 M€.

Les AP de la **mission culture et patrimoine** s'élèvent à 1,65 M€, pour le développement des collections de la bibliothèque départementale (0,95 M€), l'acquisition de matériels pour les spectacles (0,19 M€) et les équipements nécessaires à la conservation des documents des archives départementales (0,51 M€).

La **mission sport jeunesse** totalise 0,37 M€ dédiés à l'entretien des sentiers départementaux pour 0,35 M€ et l'acquisition de matériel sportif (0,02 M€).

La **mission environnement et prévention des risques** affiche un montant de 2,2 M€ et comprend la protection des espaces naturels sensibles (ENS) pour 2,1 M€, le programme aménagements hydrauliques et qualité des eaux pour 0,1 M€, et le programme DFCI pour 0,05 M€

La **mission aménagement et attractivité du territoire** d'un montant de 0,5 M€ concerne les opérations d'aménagements fonciers (remembrement foncier et réhabilitation des friches).

La **mission réseau routier et mobilité** totalise 32,06 M€ dont 28,97 M€ pour les routes avec la programmation des travaux en matière d'entretien et de gestion du réseau routier (pérennisation des chaussées et des dépendances) et 3,1 M€ pour l'aménagements de bandes cyclables sur les routes départementales.

Sur le programme routes, l'ensemble des individualisations sont ventilées comme suit :

- travaux neufs : 4,70 M€,
- entretien et gestion du réseau : 24,26 M€,

La **mission administration générale** d'un montant 8,5 M€ permet de réaliser les travaux d'entretien et de grosses réparations sur les bâtiments 5,12 M€ hors collèges et d'acquérir pour 3,08 M€ des véhicules, du mobilier et des équipements divers nécessaires à l'activité des services.

La **mission pilotage et coordination** s'élève à 0,05 M€ pour le développement du site internet du Département de l'Aude.

Il vous est également proposé la désindividualisation des AP 2023 à hauteur de 196 586,34 € pour les missions suivantes :

- Education: 188 262,97 €
- culture et patrimoine: 2 321,94 €
- Environnement et prévention des risques 6 001,43 €

La désindividualisation des AP 2023 vous est proposé en annexe 2.

Cette dernière permet de clôturer certaines AP 2023 et d'arrêter le montant de leur réalisation.

Ainsi, le montant total individualisé pour 2023 s'élève à 64,13 M€ (Annexe 1).

Le détail de l'ensemble des autorisations de programme vous est présenté dans le tableau ci-après :

AP Maîtrise d'ouvrage 2023	AP Initiale	AP révisées	Désindividualisation AP 2023	AP Actualisée (après CA 2023)
D Education	18 969 000,00	18 969 000,00	-188 262,97	18 780 737,03
D1 - Collèges	18 969 000,00	18 969 000,00	-188 262,97	18 780 737,03
E Culture et patrimoine	1 502 000,00	1 652 000,00	-2 321,94	1 649 678,06
E1 - Développement culturel	990 000,00	1 140 000,00	-2 321,94	1 137 678,06
E3 - Archives	512 000,00	512 000,00	0,00	512 000,00
F Sport Jeunesse	465 000,00	365 000,00	0,00	365 000,00
F1 - Sports et activité de pleine nature	465 000,00	365 000,00	0,00	365 000,00
G Environnement et prévention des risques	2 179 962,43	2 232 901,43	-6 001,43	2 226 900,00
G1 - Eau	80 000,00	91 218,00	-0,99	91 217,01
G2 - Espaces naturels	2 093 962,43	2 093 962,43	0,00	2 093 962,43
G4 - Sécurité civile	6 000,00	47 721,00	-6 000,44	41 720,56
H Aménagement attractivité Territoire	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
H5 - Agriculture et pêche	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
I Réseau routier et mobilité	32 050 000,00	32 067 000,00	0,00	32 067 000,00
I1 - Routes	29 050 000,00	28 967 000,00	0,00	28 967 000,00
I3 - Mobilités durables	3 000 000,00	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00
K Administration générale	8 499 500,00	8 499 500,00	0,00	8 499 500,00
K3 - Système Information et télécommunications	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00
K4 - Logistique et patrimoine	8 199 500,00	8 199 500,00	0,00	8 199 500,00
L Pilotage et coordination	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
L2 - Communication externe	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Total général	64 215 462,43	64 335 401,43	-196 586,34	64 138 815,09

1.2 Autorisations de programme – maîtrise d'ouvrage antérieures à 2023

Le règlement budgétaire et financier prévoit la caducité et la clôture des autorisations de programme en cas de déprogrammation des opérations, d'une réalisation financière inférieure aux inscriptions ou de l'absence de prorogation.

Concernant la maîtrise d'ouvrage, leur durée de validité correspond à la fin des travaux et nous amène à traiter dans ce rapport les AP antérieures à l'exercice 2023. La désindividualisation de ces AP est à prononcer pour un montant de 4,77 M€ et leur clôture pour un montant total de 84 M€ sur les programmes détaillés dans le tableau ci-après :

AP Maîtrise d'ouvrage	AP <2023	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	33 181 452,27	- 1 030 297,12	32 151 155,15	32 151 155,15
D1 - Collèges	33 181 452,27	- 1 030 297,12	32 151 155,15	32 151 155,15
E Culture et patrimoine	46 307,23	- 5 010,71	41 296,52	41 296,52
E3 - Archives	46 307,23	- 5 010,71	41 296,52	41 296,52
F Sport Jeunesse	9 249 500,00	- 342 720,54	8 906 779,46	8 906 779,46
F1 - Sports et activité de pleine nature	9 249 500,00	- 342 720,54	8 906 779,46	8 906 779,46
G Environnement et prévention des risques	1 547 468,98	- 121 932,21	1 425 536,77	1 425 536,77
G2 - Espaces naturels	1 500 000,00	- 121 932,21	1 378 067,79	1 378 067,79
G4 - Sécurité civile	47 468,98	0,00	47 468,98	47 468,98
I Réseau routier et mobilité	35 739 428,49	- 1 039 359,41	34 700 069,08	34 700 069,08
I1 - Routes	35 739 428,49	- 1 039 359,41	34 700 069,08	34 700 069,08
K Administration générale	9 035 859,12	- 2 227 321,54	6 808 537,58	6 808 537,58
K4 - Logistique et patrimoine	9 035 859,12	- 2 227 321,54	6 808 537,58	6 808 537,58
Total général	88 800 016,09	- 4 766 641,53	84 033 374,56	84 033 374,56

Les missions impactées par la clôture d'AP sont la mission éducation ramenée à un montant de 32,2 M€, la mission culture et patrimoine pour 0,04 M€, la mission sport jeunesse pour 8,9 M€, la mission environnement et prévention des risques pour 1,4 M€, la mission réseau routier et mobilité pour 55,9 M€ et la mission administration générale pour 6,8 M€

La désindividualisation des AP antérieure à 2023 vous est proposée en annexe 4 et leur clôture en annexe 5.

2 - Budget principal – Autorisations de programme – subventions 2023 :

2.1 Bilan des autorisations de programmes subvention 2023

En matière de subventions d'investissement le montant des AP votées en 2023 est de 28,13 M€ pour un montant individualisé de 20,55 M€.

Le montant d'AP non individualisé au cours de l'exercice, soit 7,58 M€, donne lieu à une réduction. Cela provient du décalage de projets ne présentant pas un degré suffisant de maturité ou de programmations financières moins importantes que prévues initialement. La répartition des principales réductions d'AP est la suivante :

- **mission culture et patrimoine** : 0,86 M€ suite au décalage de la programmation des aides à l'investissement sur les sites pôles du Pays Cathare.
- **mission environnement et prévention des risques** : 1,37 M€ dont 0,67 M€ concernant le programme sécurité civile (modernisation DFCI) et 0,51 M€ pour les espaces naturels.
- **mission aménagement et attractivité du territoire** : 4,8 M€ dont 3,58 M€ pour le programme hydro agricole suite au décalage de projets Aqua Domitia et d'irrigation collective et 1,22 M€ dans le cadre de la LGV Montpellier-Perpignan suite à un retard pris dans l'avancement du projet.

Les individualisations d'AP 2023 s'élèvent à 20,55 M€ et se présentent en annexe 1 comme suit :

Pour la **mission action sociale et insertion**, le montant individualisé est de 0,87 M€ et recouvre le soutien à la construction et la réhabilitation de logements sociaux (0,8 M€) ou encore le PIG précarité énergétique (0,4 M€).

La **mission autonomie** (0,28 M€) concerne le financement de construction d'habitats collectifs.

La **mission culture et patrimoine** (0,29 M€) permet le financement de travaux de restauration et de mise en valeur des monuments historiques.

La **mission sport et jeunesse** (0,07 M€) porte sur les projets d'aménagement cyclable des Communes et des subventions pour les sentiers de randonnée.

La **mission environnement et prévention des risques** (5,66 M€) comprend les investissements liés à l'eau (5 M€) dont les infrastructures d'eau potable et d'assainissement (3 M€) et la prévention des inondations (2 M€). Elle concerne également les interventions en faveur des espaces naturels sensibles (0,46 M€) ainsi que les subventions en matière de DFCI (0,09 M€) et à l'entente pour la forêt méditerranéenne (0,18 M€).

La **mission aménagement et attractivité du territoire** (13,04 M€) englobe les infrastructures d'intérêt départemental avec la LGV (1,47 M€), l'aide aux équipements publics (11,11 M€), ainsi que les investissements dans le secteur agricole (0,46 M€), principalement dans le domaine hydraulique (0,44 M€).

La mission **réseau routier et mobilité** (0,34 M€) inclus l'accompagnement des cessions de domanialité à la Commune d'Armissan (0,05 M€), le financement d'études de faisabilité pour la construction d'un échangeur autoroutier à Montredon des Corbières (0,09 M€) et des aménagements en marge de la voie verte (0,2 M€).

Le détail vous est présenté dans le tableau ci-après :

AP Subvention 2023	AP initiales	AP révisées	AP individualisées
B Action sociale et insertion	1 206 750,00	1 206 750,00	871 300,00
B4 Logement	1 206 750,00	1 206 750,00	871 300,00
C Autonomie	460 000,00	460 000,00	276 990,00
C1 Personnes âgées	460 000,00	460 000,00	276 990,00
E Culture et patrimoine	1 150 000,00	1 150 000,00	294 258,92
E2 Sites culturels	1 150 000,00	1 150 000,00	294 258,92
F Sport et jeunesse	100 000,00	100 000,00	70 755,19
F1 Sport et activités de plein nature	100 000,00	100 000,00	70 755,19
G Environnement et prévention des risques	7 527 500,00	7 027 500,00	5 658 627,41
G1 Eau	5 700 000,00	5 200 000,00	5 010 307,00
G2 Espaces naturels	970 000,00	970 000,00	464 557,49
G4 Sécurité civile	857 500,00	857 500,00	183 762,92
H Aménagement et attractivité du territoire	15 755 000,00	17 831 645,00	13 039 610,23
H1 Infrastructures d'intérêt départemental	0,00	2 683 645,00	1 465 000,00
H2 Accompagnement des territoires	10 530 000,00	11 113 000,00	11 111 890,00
H5 Agriculture et pêche	4 035 000,00	4 035 000,00	462 720,23
H6 Inondations	1 190 000,00	0,00	0,00
I Réseau routier et mobilité	200 000,00	351 000,00	340 000,00
I1 Routes	0,00	151 000,00	140 000,00
I3 Mobilités durables	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total général	26 399 250,00	28 126 895,00	20 551 541,75

2.2- Autorisations de programme – subventions antérieures

Le règlement budgétaire et financier prévoit la caducité et la clôture des autorisations de programme en cas de déprogrammation des opérations, d'une réalisation financière inférieure aux inscriptions ou de l'absence de prorogation.

Concernant les subventions d'équipement, la clôture des AP dont la réalisation est inférieure aux prévisions est à prononcer pour un montant de 136,9 M€ après la désindividualisation et la réduction du montant non consommé pour 6,4 M€ sur les programmes détaillés dans le tableau suivant :

AP Subvention	AP ≤ 2023	Désindividualisation pour clôture AP	AP actualisée après CA 2023	Total AP liquidé au 31/12/2023
B Action sociale et insertion	878 000,00	41 207,00	836 793,00	836 793,00
B2 Insertion professionnel	90 000,00	4 580,24	85 419,76	85 419,76
B4 Logement	788 000,00	36 626,76	751 373,24	751 373,24
C Autonomie	8 892 885,00	417 041,84	8 475 843,16	8 475 843,16
C1 Personnes âgées	8 892 885,00	417 041,84	8 475 843,16	8 475 843,16
E Culture et patrimoine	4 270 637,41	315 652,60	3 954 984,81	3 954 984,81
E2 Sites culturels	4 270 637,41	315 652,60	3 954 984,81	3 954 984,81
F Sport Jeunesse	811 802,06	112 645,96	699 156,10	699 156,10
F1 Sports&activ. pleine nature	811 802,06	112 645,96	699 156,10	699 156,10
G Env. et prév. des risques	55 224 272,94	2 572 490,79	52 651 782,15	52 651 782,15
G1 Eau	54 465 152,54	2 558 899,73	51 906 252,81	51 906 252,81
G2 Espaces naturels	643 629,40	12 871,06	630 758,34	630 758,34
G4 Sécurité civile	115 491,00	720,00	114 771,00	114 771,00
H Aménag. attractivitédu terr.	50 580 339,89	2 024 183,73	48 556 156,16	48 556 156,16
H2 Accompagnement territoires	29 175 598,63	1 481 133,85	27 694 464,78	27 694 464,78
H4 Tourisme	901 981,00	150 000,00	751 981,00	751 981,00
H5 Agriculture et pêche	20 502 760,26	393 049,88	20 109 710,38	20 109 710,38
I Réseau routier et mobilité	20 898 945,31	688 106,16	20 210 839,15	20 210 839,15
I1 Routes	20 898 945,31	688 106,16	20 210 839,15	20 210 839,15
K Administration générale	223 408,67	39 846,89	183 561,78	183 561,78
K3 Systèmes d'information & télécom	163 408,67	33 830,89	129 577,78	129 577,78
K4 Logistique et patrimoine	60 000,00	6 016,00	53 984,00	53 984,00
L Pilotage et coordination	1 500 000,00	128 918,35	1 371 081,65	1 371 081,65
L3 Budget participatif	1 500 000,00	128 918,35	1 371 081,65	1 371 081,65
Total général	143 280 291,28	6 340 093,32	136 940 197,96	136 940 197,96

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs de bien vouloir prendre acte :

- du bilan des individualisations des AP 2023 annexe 1 et de la caducité des AP non individualisées au 31 décembre 2023 annexe 1,
- de la désindividualisation des AP 2023 relatives aux équipements départementaux présentés en annexe 2 et de leur clôture en annexe 3 pour un montant de 0,19 M€ qui n'ont pas été prorogées.
- de la désindividualisation des AP antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux présentés en annexe 4 pour 4,77 M€ et de leur clôture en annexe 5 pour un montant de 84 M€ qui n'ont pas été prorogées.
- de la désindividualisation des AP antérieures à 2023 relatives aux subventions d'équipement présentés en annexe pour 6,34 M€ et de leur clôture en annexe 7 pour un montant de 136,94 M€ qui n'ont pas été prorogées.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragné

ANNEXE 1 – Bilan des individualisations des Autorisations de programme 2023

AP Maîtrise d'ouvrage 2023	AP initiales	AP révisées	Désindividualisation AP 2023	AP Actualisée (après CA 2023)
D Education	18 969 000,00	18 969 000,00	- 188 262,97	18 780 737,03
D1 - Collèges	18 969 000,00	18 969 000,00	- 188 262,97	18 780 737,03
E Culture et patrimoine	1 502 000,00	1 652 000,00	- 2 321,94	1 649 678,06
E1 - Développement culturel	990 000,00	1 140 000,00	- 2 321,94	1 137 678,06
E3 - Archives	512 000,00	512 000,00	0,00	512 000,00
F Sport Jeunesse	465 000,00	365 000,00	0,00	365 000,00
F1 - Sports et activité de pleine nature	465 000,00	365 000,00	0,00	365 000,00
G Environnement et prévention des risques	2 179 962,43	2 232 901,43	- 6 001,43	2 226 900,00
G1 - Eau	80 000,00	91 218,00	- 0,99	91 217,01
G2 - Espaces naturels	2 093 962,43	2 093 962,43	0,00	2 093 962,43
G4 - Sécurité civile	6 000,00	47 721,00	- 6 000,44	41 720,56
H Aménagement attractivité Territoire	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
H5 - Agriculture et pêche	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
I Réseau routier et mobilité	32 050 000,00	32 067 000,00	0,00	32 067 000,00
I1 - Routes	29 050 000,00	28 967 000,00	0,00	28 967 000,00
I3 - Mobilités durables	3 000 000,00	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00
K Administration générale	8 499 500,00	8 499 500,00	0,00	8 499 500,00
K3 - Système Information et télécommunications	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00
K4 - Logistique et patrimoine	8 199 500,00	8 199 500,00	0,00	8 199 500,00
L Pilotage et coordination	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
L2 - Communication externe	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Total général	64 215 462,43	64 335 401,43	- 196 586,34	64 138 815,09

AP Subvention 2023	AP initiales	AP révisées	AP individualisées
B Action sociale et insertion	1 206 750,00	1 206 750,00	871 300,00
B4 Logement	1 206 750,00	1 206 750,00	871 300,00
C Autonomie	460 000,00	460 000,00	276 990,00
C1 Personnes âgées	460 000,00	460 000,00	276 990,00
E Culture et patrimoine	1 150 000,00	1 150 000,00	294 258,92
E2 Sites culturels	1 150 000,00	1 150 000,00	294 258,92
F Sport et jeunesse	100 000,00	100 000,00	70 755,19
F1 Sport et activités de plein nature	100 000,00	100 000,00	70 755,19
G Environnement et prévention des risques	7 527 500,00	7 027 500,00	5 658 627,41
G1 Eau	5 700 000,00	5 200 000,00	5 010 307,00
G2 Espaces naturels	970 000,00	970 000,00	464 557,49
G4 Sécurité civile	857 500,00	857 500,00	183 762,92
H Aménagement et attractivité du territoire	15 755 000,00	17 831 645,00	13 039 610,23
H1 Infrastructures d'intérêt départemental	0,00	2 683 645,00	1 465 000,00
H2 Accompagnement des territoires	10 530 000,00	11 113 000,00	11 111 890,00
H5 Agriculture et pêche	4 035 000,00	4 035 000,00	462 720,23
H6 Inondations	1 190 000,00	0,00	0,00
I Réseau routier et mobilité	200 000,00	351 000,00	340 000,00
I1 Routes	0,00	151 000,00	140 000,00
I3 Mobilités durables	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total général	26 399 250,00	28 126 895,00	20 551 541,75

ANNEXE 2 – désindividualisation pour clôture des autorisations de programme 2023 relatives aux équipements départementaux.

Programme D1 - Collèges

Montant du programme voté 2023 : 300 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 300 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 188 262,97 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation					250 000,00 €	68 612,94 €	- 181 387,06 €
D11	Etudes et travaux	2023	D106E06	23	250 000,00	68 612,94	- 181 387,06
Total action D12 - Equipement					50 000,00 €	43 124,09 €	- 6 875,91 €
D12	Equipement, mobilier JBBieules	2023	D106E06	21	50 000,00	43 124,09	- 6 875,91
Total					300 000,00 €	111 737,03 €	- 188 262,97 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 188 262,97 €

Programme E1 - Développement culturel

Montant du programme voté 2023 : 20 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 20 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 321,94 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E13 - Mise en valeur de l'offre culturelle					20 000,00 €	17 678,06 €	- 2 321,94 €
E13	Mise en valeur offre cult. Maison des mémoires	2023	E101E17	21	15 195,00	15 194,06	- 0,94
				23	4 805,00	2 484,00	- 2 321,00
Total					20 000,00 €	17 678,06 €	- 2 321,94 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 2 321,94 €

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2023 : 11 218 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 11 218 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,99 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G14 - Hydrogéologie et qualité des eaux					11 218,00 €	11 217,01 €	- 0,99 €
G14	Observatoire de l'eau	2023	G102E28	21	11 218,00	11 217,01	- 0,99
Total					11 218,00 €	11 217,01 €	- 0,99 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 0,99 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté 2023 : 47 721 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 47 721 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 000,44 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					47 721,00 €	41 720,56 €	- 6 000,44 €
G42	DFCI	2023	G401E07	21	47 721,00	41 720,56	- 6 000,44
Total					47 721,00 €	41 720,56 €	- 6 000,44 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 6 000,44 €

ANNEXE 3 – Tombées d'AP 2023 relatives aux équipements départementaux.

	AP 2023	désindividualisation pour clôture AP	AP 2023 actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	300 000,00	- 188 262,97	111 737,03	111 737,03
D1 - Collèges	300 000,00	- 188 262,97	111 737,03	111 737,03
E Culture et patrimoine	20 000,00	- 2 321,94	17 678,06	17 678,06
E1 - Développement culturel	20 000,00	- 2 321,94	17 678,06	17 678,06
G Environnement et prévention des risques	58 939,00	- 6 001,43	52 937,57	52 937,57
G1 - Eau	11 218,00	- 0,99	11 217,01	11 217,01
G4 - Sécurité civile	47 721,00	- 6 000,44	41 720,56	41 720,56
Total général	378 939,00	- 196 586,34	182 352,66	182 352,66

ANNEXE 4 – désindividualisation pour clôture des autorisations de programme antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux.

Programme D1 - Collèges

Montant du programme voté < 2018 :	28 912 737 €
Déjà individualisé au cours des séances précédentes :	28 912 737 €
Disponible à l'individualisation :	- €
Montant désindividualisé au cours de la séance :	318 927,74 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation					24 464 034,00 €	24 159 885,67 €	- 304 148,33 €
D11	Construction chaufferie bois	<2018	D106E01	20	29 184,12	29 184,12	0,00
	23			297 776,97	297 776,97	0,00	
	Construction de classe équip			20	11 145,44	11 145,44	0,00
	Construction de classes et remplacement préfa JB Bieules			23	1 824 702,22	1 787 120,05	- 37 582,17
	Etudes et travaux			20	5 242,48	5 242,48	0,00
	23			550 207,61	550 207,61	0,00	
	Remplacement préfaJB Bieules			23	399 272,50	363 588,49	- 35 684,01
	autres locaux études et travaux		D110E01	20	36 471,00	36 471,00	0,00
	Cuisines études et travaux			23	2 348 657,37	2 336 270,03	- 12 387,34
				20	23 657,17	23 657,17	0,00
				21	14 844,61	14 844,61	0,00
				23	670 677,61	670 677,61	0,00
	Internats travaux			23	500 000,00	500 000,00	0,00
	Travaux		D111E01	23	1 722 278,88	1 695 229,57	- 27 049,31
	Etudes		D112E01	20	205 241,43	205 241,43	0,00
	Travaux			23	8 886 554,58	8 886 554,58	0,00
	Maintenance corrective		D113E01	20	76 260,90	76 260,90	0,00
				21	15 927,90	15 927,90	0,00
				23	2 134 968,50	2 134 968,50	0,00
				20	55 643,40	55 643,40	0,00
				21	49 378,29	49 378,29	0,00
				23	4 605 941,02	4 414 495,52	- 191 445,50
Total action D12 - Equipement					4 448 703,15 €	4 433 923,74 €	- 14 779,41 €
D12	Construction de classe équip	< 2018	D106E01	21	37 662,19	37 662,19	0,00
	30 945,93				30 945,93	0,00	
	achat de mobilier		D110E01	21	99 276,59	99 276,59	0,00
	Autres locaux équipements				29 799,83	29 799,83	0,00
	Cuisines équipements				705 389,57	702 256,97	- 3 132,60
	Equipements		D112E01	21	3 545 629,04	3 533 982,23	- 11 646,81
Total					28 912 737,15 €	28 593 809,41 €	- 318 927,74 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de :

283 243,73 €

Montant du programme voté 2018 : **3 347 988 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **3 347 988 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **115 952,20 €**

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation						3 347 987,62 €	3 232 035,42 €	- 115 952,20 €
D11	autres locaux études et travaux		2018	D110E04	23	334 768,53	242 851,89	- 91 916,64
	Maintenance corrective			D113E02	23	700 919,38	679 200,73	- 21 718,65
	Maîtrise de l'énergie			D113E05	23	2 312 299,71	2 309 982,80	- 2 316,91
Total						3 347 987,62 €	3 232 035,42 €	- 115 952,20 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **115 952,20 €**

Montant du programme voté 2020 : **1 300 000 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **1 300 000 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **611 101,19 €**

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation						1 300 000,00 €	688 898,81 €	- 611 101,19 €
D11	autres locaux études et travaux		2020	D110E11	23	250 000,00	0,00	- 250 000,00
	Maîtrise de l'énergie			D113E08	23	150 000,00	17 736,00	- 132 264,00
	Réfection réseaux informatique			D113E07	23	900 000,00	671 162,81	- 228 837,19
Total						1 300 000,00 €	688 898,81 €	- 611 101,19 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **611 101,19 €**

Montant du programme voté 2022 : **20 000 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **20 000 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **20 000,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2022	Montant désindividualisé
Total action D12 - Equipement					20 000,00 €	0,00 €	- 20 000,00 €
D12	Autres locaux équipements	2022	D110E13	21	20 000,00	0,00	- 20 000,00
Total					20 000,00 €	0,00 €	- 20 000,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **20 000,00 €**

Programme E3 - Archives

Montant du programme voté 2018 : **36 307 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **36 307 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **- €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2022	Montant désindividualisé
Total action E31 - Développement des collections					36 307,23 €	36 307,23 €	0,00 €
E31	Conservation préventive	2018	E301E05	21	36 307,23	36 307,23	0,00
Total					36 307,23 €	36 307,23 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **- €**

Montant du programme voté 2022 : **10 000 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **10 000 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **5 010,71 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E32 - Traitement et conservation					10 000,00 €	4 989,29 €	- 5 010,71 €
E32	Conservation préventive	2022	E301E10	21	10 000,00	4 989,29	- 5 010,71
Total					10 000,00 €	4 989,29 €	- 5 010,71 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **5 010,71 €**

Programme F1 - Sports et activité de pleine nature

Montant du programme voté 2019 : **7 346 400 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **7 346 400 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **342 580,78 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					7 346 400,00 €	7 003 819,22 €	- 342 580,78 €
F12	AP Récurrente 2019-2023 Véloro	2019	F103E12	23	21 940,98	21 940,98	0,00
	21			10 000,00	0,00	- 10 000,00	
	Véloroute Canal du Midi			23	7 314 459,02	6 981 878,24	- 332 580,78
Total					7 346 400,00 €	7 003 819,22 €	- 342 580,78 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **342 580,78 €**

Montant du programme voté 2021 : **1 903 100 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **1 903 100 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **139,76 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					1 903 100,00 €	1 902 960,24 €	- 139,76 €
F12	Voies vertes	2021	F103E25	21	2 000,00	1 900,00	- 100,00
				23	1 901 100,00	1 901 060,24	- 39,76
Total					1 903 100,00 €	1 902 960,24 €	- 139,76 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **139,76 €**

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme voté 2018 : 1 500 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 500 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 121 932,21 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					1 500 000,00 €	1 378 067,79 €	- 121 932,21 €
G22	Gestion des propriétés ENS	2018	G203E16	23	1 500 000,00	1 378 067,79	- 121 932,21
Total					1 500 000,00 €	1 378 067,79 €	- 121 932,21 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 121 932,21 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté 2020 : 47 469 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 47 469 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : - €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					47 468,98 €	47 468,98 €	0,00 €
G42	Gestion des propriétés ENS	2020	G203E18	23	47 468,98	47 468,98	0,00
Total					47 468,98 €	47 468,98 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : - €

Programme I1 - Routes

Montant du programme voté 2018 : **28 864 375 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **28 864 375 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **296 294,02 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I12 - Travaux neufs					4 760 692,07 €	4 482 849,79 €	- 277 842,28 €
I12	RD117 Mise sécu parapets P-Lys	2018	I1002E03	23	392 143,97	256 857,00	- 135 286,97
	20			284 324,55	284 324,55	0,00	
	I105E02		23	12,00	12,00	0,00	
			21	42 084,00	42 084,00	0,00	
			23	43 771,88	43 771,88	0,00	
			23	168 629,02	168 629,02	0,00	
			23	2 855 824,00	2 713 268,69	- 142 555,31	
			23	973 902,65	973 902,65	0,00	
Total action I13 - Entretien et gestion du réseau					21 062 771,74 €	21 044 320,00 €	- 18 451,74 €
I13	Aménag. aires multimodales	2018	I106E03	23	544 000,16	544 000,16	0,00
	Pérennisation des chaussées			23	6 098 880,18	6 098 880,18	0,00
	Pérennisation des dépendances			21	139 139,10	126 596,82	- 12 542,28
	RD 6161/13 -Renforcement et mi			23	6 122 625,79	6 122 625,79	0,00
	RD124 Sécu RD Canal Paraza/Ven			23	305 943,86	305 943,86	0,00
	RD33 Aménag. tracé Carca/Bram			23	157 254,24	157 254,24	0,00
	RD6009 Contrat Route PR Narb			23	101 074,44	101 074,44	0,00
	RD6009 Renforc. Sigean PO			23	46 266,49	46 266,49	0,00
	RD624 renforc. Castel/Peyrens			23	487 254,12	487 254,12	0,00
	RD709 Renforcem PLN à La Palme			23	662 029,03	662 029,03	0,00
	Réfection RD610 à Trèbes (entr			23	280 369,45	280 369,45	0,00
	Renforcement rocade Carca			23	660 000,00	660 000,00	0,00
	Répar/mise conform. OA HVA			23	36 948,46	36 948,46	0,00
	Routes solaires			23	180 000,00	174 090,54	- 5 909,46
	Sécurisation réseau et équip.			23	174 240,00	174 240,00	0,00
	Total action I14 - Imprévus et divers					3 040 910,70 €	3 040 910,70 €
I14	RD168 Sécu falaise plan du Roy	2018	I106E03	23	60 619,61	60 619,61	0,00
	Traitement évèn. aléatoires			23	2 980 291,09	2 980 291,09	0,00
Total					28 864 374,51 €	28 568 080,49 €	- 296 294,02 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **296 294,02 €**

Montant du programme voté 2019 : **5 075 054 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **5 075 054 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **419 831,71 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I12 - Travaux neufs					5 075 053,98 €	4 655 222,27 €	- 419 831,71 €
I12	RD 118 Renforcem. et murets VL	2019	I1002E07	23	900 000,00	527 648,69	- 372 351,31
	RD620 Renf. col du Bac				1 940 000,00	1 901 733,05	- 38 266,95
	Prog. Giratoires 2019-2021		I105E07	21	24 032,39	24 032,39	0,00
				23	2 032 185,91	2 032 185,91	0,00
				23	128 835,68	128 835,68	0,00
				21	50 000,00	40 786,55	- 9 213,45
Total					5 075 053,98 €	4 655 222,27 €	- 419 831,71 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **419 831,71 €**

Montant du programme voté 2020 : 1 500 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 500 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 282 470,98 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I11 - Etudes					1 500 000,00 €	1 217 529,02 €	- 282 470,98 €
I11	Etudes Routières / Acquisitions	2020	I104E08	20	1 500 000,00	1 217 529,02	- 282 470,98
Total					1 500 000,00 €	1 217 529,02 €	- 282 470,98 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 282 470,98 €

Montant du programme voté 2021 : 300 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 300 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 40 762,70 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I13 - Entretien et gestion du réseau					300 000,00 €	259 237,30 €	- 40 762,70 €
I13	RD 118 /119 - Mise en sécurité	2021	I106E06	23	300 000,00	259 237,30	- 40 762,70
Total					300 000,00 €	259 237,30 €	- 40 762,70 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 40 762,70 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté < 2018 : 1 393 265 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 393 265 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 42 243,67 €

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier						1 393 265,20 €	1 351 021,53 €	- 42 243,67 €
K42	Etudes	<2018	K409E01	20	50 000,00	7 756,33	- 42 243,67	
	Travaux			23	1 343 265,20	1 343 265,20	0,00	
Total						1 393 265,20 €	1 351 021,53 €	- 42 243,67 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 42 243,67 €

Montant du programme voté 2018 : **4 259 070 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **4 259 070 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **48 916,74 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K41 - Moyens courants des services					1 463 012,44 €	1 461 043,68 €	- 1 968,76 €
K41	Acquisition matériel	2018	K422E05	21	515 000,00	514 841,24	- 158,76
	Acquisition matériel FIPH		K423E02	21	57 921,32	57 921,32	0,00
	Gestion des véhicules		K422E06	21	890 091,12	888 281,12	- 1 810,00
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					2 796 057,88 €	2 749 109,90 €	- 46 947,98 €
K42	Accessibilité handicapés	2018	K408E06	23	237 566,33	231 498,73	- 6 067,60
	Aménagement de locaux				1 443 577,44	1 420 134,03	- 23 443,41
	Installations thermiques				448 596,25	435 596,59	- 12 999,66
	Maintien du bâti				553 657,10	549 219,79	- 4 437,31
	NUMERISATION DE PLANS 2018-202		K408E13	21	112 660,76	112 660,76	0,00
Total					4 259 070,32 €	4 210 153,58 €	- 48 916,74 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **48 916,74 €**

Montant du programme voté 2019 : **297 721 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **297 721 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **155 186,98 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					297 720,60 €	142 533,62 €	- 155 186,98 €
K42	Travaux	2019	K409E14	23	297 720,60	142 533,62	- 155 186,98
Total					297 720,60 €	142 533,62 €	- 155 186,98 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **155 186,98 €**

Montant du programme voté 2020 : **335 803 €**
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **335 803 €**
Disponible à l'individualisation : **- €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **92 678,62 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					335 803,00 €	243 124,38 €	- 92 678,62 €
K42	Acquisitions Pat	2020	K4002E07	21	67 803,00	67 802,75	- 0,25
	Travaux		K409E15	23	268 000,00	175 321,63	- 92 678,37
Total					335 803,00 €	243 124,38 €	- 92 678,62 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **92 678,62 €**

Montant du programme voté 2021 : **2 750 000 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **2 750 000 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **1 888 295,53 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					2 750 000,00 €	861 704,47 €	-1 888 295,53 €
K42	Acquisitions Pat	2021	K4002E11	21	750 000,00	709 500,00	- 40 500,00
	Aménagement ex DDAFF		K409E20	23	2 000 000,00	152 204,47	- 1 847 795,53
Total					2 750 000,00 €	861 704,47 €	- 1 888 295,53 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **1 888 295,53 €**

ANNEXE 5 – Tombées et clôture d'AP antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux.

	AP <2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	28 513 464,65	- 283 243,73	28 230 220,92	28 230 220,92
D1 - Collèges	28 513 464,65	- 283 243,73	28 230 220,92	28 230 220,92
K Administration générale	1 393 265,20	- 42 243,67	1 351 021,53	1 351 021,53
K4 - Logistique et patrimoine	1 393 265,20	- 42 243,67	1 351 021,53	1 351 021,53
Total général	29 906 729,85	- 325 487,40	29 581 242,45	29 581 242,45

	AP 2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	3 347 987,62	- 115 952,20	3 232 035,42	3 232 035,42
D1 - Collèges	3 347 987,62	- 115 952,20	3 232 035,42	3 232 035,42
E Culture et patrimoine	36 307,23	0,00	36 307,23	36 307,23
E3 - Archives	36 307,23	0,00	36 307,23	36 307,23
G Environnement et prévention des risques	1 500 000,00	- 121 932,21	1 378 067,79	1 378 067,79
G2 - Espaces naturels	1 500 000,00	- 121 932,21	1 378 067,79	1 378 067,79
I Réseau routier et mobilité	28 864 374,51	- 296 294,02	28 568 080,49	28 568 080,49
I1 - Routes	28 864 374,51	- 296 294,02	28 568 080,49	28 568 080,49
K Administration générale	4 259 070,32	- 48 916,74	4 210 153,58	4 210 153,58
K4 - Logistique et patrimoine	4 259 070,32	- 48 916,74	4 210 153,58	4 210 153,58
Total général	38 007 739,68	- 583 095,17	37 424 644,51	37 424 644,51

	AP 2019	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
F Sport Jeunesse	7 346 400,00	- 342 580,78	7 003 819,22	7 003 819,22
F1 - Sports et activité de pleine nature	7 346 400,00	- 342 580,78	7 003 819,22	7 003 819,22
I Réseau routier et mobilité	26 306 482,23	- 419 831,71	25 886 650,52	25 886 650,52
I1 - Routes	26 306 482,23	- 419 831,71	25 886 650,52	25 886 650,52
K Administration générale	297 720,60	- 155 186,98	142 533,62	142 533,62
K4 - Logistique et patrimoine	297 720,60	- 155 186,98	142 533,62	142 533,62
Total général	33 950 602,83	- 917 599,47	33 033 003,36	33 033 003,36

	AP 2020	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	1 300 000,00	- 611 101,19	688 898,81	688 898,81
D1 - Collèges	1 300 000,00	- 611 101,19	688 898,81	688 898,81
G Environnement et prévention des risques	47 468,98	0,00	47 468,98	47 468,98
G4 - Sécurité civile	47 468,98	0,00	47 468,98	47 468,98
I Réseau routier et mobilité	1 500 000,00	- 282 470,98	1 217 529,02	1 217 529,02
I1 - Routes	1 500 000,00	- 282 470,98	1 217 529,02	1 217 529,02
K Administration générale	335 803,00	- 92 678,62	243 124,38	243 124,38
K4 - Logistique et patrimoine	335 803,00	- 92 678,62	243 124,38	243 124,38
Total général	3 183 271,98	- 986 250,79	2 197 021,19	2 197 021,19

	AP 2021	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
F Sport Jeunesse	1 903 100,00	- 139,76	1 902 960,24	1 902 960,24
F1 - Sports et activité de pleine nature	1 903 100,00	- 139,76	1 902 960,24	1 902 960,24
I Réseau routier et mobilité	300 000,00	- 40 762,70	259 237,30	259 237,30
I1 - Routes	300 000,00	- 40 762,70	259 237,30	259 237,30
K Administration générale	2 750 000,00	- 1 888 295,53	861 704,47	861 704,47
K4 - Logistique et patrimoine	2 750 000,00	- 1 888 295,53	861 704,47	861 704,47
Total général	4 953 100,00	- 1 929 197,99	3 023 902,01	3 023 902,01

	AP 2022	AP clôture CA 2023	AP Actualisée	Total AP Liquidé
D Education	20 000,00	- 20 000,00	0,00	0,00
D1 - Collèges	20 000,00	- 20 000,00	0,00	0,00
E Culture et patrimoine	10 000,00	- 5 010,71	4 989,29	4 989,29
E3 - Archives	10 000,00	- 5 010,71	4 989,29	4 989,29
Total général	30 000,00	- 25 010,71	4 989,29	4 989,29

ANNEXE 6 - désindividualisation pour clôture des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

Programme B2 - Insertion professionnelle

Montant du programme voté en 2019 : **90 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **85 419,76 €**
Disponible à l'individualisation : **4 580,24 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **4 580,24 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action B22 Axe PDI - Acquisition de compétences					90 000,00 €	85 419,76 €	-4 580,24 €
B22	Chantiers d'insertion	2019	B202E06	018	90 000,00 €	85 419,76 €	-4 580,24 €
Total					90 000,00 €	85 419,76 €	-4 580,24 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **4 580,24 €** ✓

Programme B4 - Logement

Montant du programme voté en 2018 : **388 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **351 373,24 €**
Disponible à l'individualisation : **36 626,76 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **36 626,76 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action B43 - Aides à la construction					388 000,00 €	351 373,24 €	-36 626,76 €
B43	HLM	2018	B403E04	204	388 000,00 €	351 373,24 €	-36 626,76 €
Total					388 000,00 €	351 373,24 €	-36 626,76 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **36 626,76 €** ✓

Montant du programme voté en 2021 : **400 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **400 000,00 €**
Disponible à l'individualisation : **0,00 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **0,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action B43 - Aides à la construction					400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €
B43	Résidence habitat jeunes	2021	B403E28	204	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €
Total					400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **0,00 €** ✓

Programme C1 - Personnes âgées

Montant du programme voté avant 2018 : **7 960 885,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **7 730 243,16 €**
 Disponible à l'individualisation : **230 641,84 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **230 641,84 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action C14 Aides à l'investissement - maisons de retraite					7 960 885,00 €	7 730 243,16 €	-230 641,84 €
C14	Etablissements pour PA	2014	C1001E01	204	7 960 885,00 €	7 730 243,16 €	-230 641,84 €
Total					7 960 885,00 €	7 730 243,16 €	-230 641,84 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **230 641,84 €** ✓

Montant du programme voté en 2018 : **932 000,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **745 600,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **186 400,00 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **186 400,00 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action C14 Aides à l'investissement - maisons de retraite					932 000,00 €	745 600,00 €	-186 400,00 €
C14	Etablissements pour PA	2018	C1001E08	204	932 000,00 €	745 600,00 €	-186 400,00 €
Total					932 000,00 €	745 600,00 €	-186 400,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **186 400,00 €** ✓

Programme E2 - Sites culturels

Montant du programme voté avant 2018 : 3 502 857,41 €
Montant liquidé au 31/12/2023 : 3 302 407,98 €
Disponible à l'individualisation : 200 449,43 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 200 449,43 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					3 502 857,41 €	3 302 407,98 €	-200 449,43 €
E21	Investissement des sites pôles	2014	E203E02	204	3 502 857,41 €	3 302 407,98 €	-200 449,43 €
Total					3 502 857,41 €	3 302 407,98 €	-200 449,43 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 200 449,43 €

Montant du programme voté en 2018 : 430 414,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 : 385 123,28 €
Disponible à l'individualisation : 45 290,72 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 45 290,72 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					430 414,00 €	385 123,28 €	-45 290,72 €
E21	Investissement des sites pôles	2018	E203E07	204	365 835,00 €	335 585,28 €	-30 249,72 €
E21	Investissement des sites pôles	2018	E203E08	204	64 579,00 €	49 538,00 €	-15 041,00 €
Total					430 414,00 €	385 123,28 €	-45 290,72 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 45 290,72 €

Montant du programme voté en 2019 : 297 366,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 : 227 520,10 €
Disponible à l'individualisation : 69 845,90 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 69 845,90 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					297 366,00 €	227 520,10 €	-69 845,90 €
E21	Investissement des sites pôles	2019	E203E11	204	297 366,00 €	227 520,10 €	-69 845,90 €
Total					297 366,00 €	227 520,10 €	-69 845,90 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 69 845,90 €

Montant du programme voté en 2020 : 40 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 : 39 933,45 €
Disponible à l'individualisation : 66,55 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 66,55 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					40 000,00 €	39 933,45 €	-66,55 €
E21	Aide en investissement UNESCO	2020	E205E03	204	40 000,00 €	39 933,45 €	-66,55 €
Total					40 000,00 €	39 933,45 €	-66,55 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 66,55 €

Programme F1 - Sports et activités de pleine nature

Montant du programme voté en 2018 : **600 338,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **489 729,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **110 609,00 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **110 609,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F11 - Soutien aux pratiques sportives					600 338,00 €	489 729,00 €	-110 609,00 €
F11	Equipements sportifs (avant 2020)	2018	F101E02	204	600 338,00 €	489 729,00 €	-110 609,00 €
Total					600 338,00 €	489 729,00 €	-110 609,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **110 609,00 €** ✓

Montant du programme voté en 2019 : **41 951,06 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **39 969,46 €**
 Disponible à l'individualisation : **1 981,60 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **1 981,60 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					41 951,06 €	39 969,46 €	-1 981,60 €
F12	Espaces sites itinéraires	2019	F103E11	204	41 951,06 €	39 969,46 €	-1 981,60 €
Total					41 951,06 €	39 969,46 €	-1 981,60 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **1 981,60 €** ✓

Montant du programme voté en 2021 : **169 513,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **169 457,64 €**
 Disponible à l'individualisation : **55,36 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **55,36 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					169 513,00 €	169 457,64 €	-55,36 €
F12	Voies vertes	2021	F103E18	204	169 513,00 €	169 457,64 €	-55,36 €
Total					169 513,00 €	169 457,64 €	-55,36 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **55,36 €** ✓

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté avant 2018 : **54 381 438,84 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **51 834 861,84 €**
 Disponible à l'individualisation : **2 546 577,00 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **2 546 577,00 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G12 - Programme AEP Assainissement					54 381 438,84 €	51 834 861,84 €	-2 546 577,00 €
G12	Subventions versées AEP et ASST	2014	G101E01	204	54 381 438,84 €	51 834 861,84 €	-2 546 577,00 €
Total					54 381 438,84 €	51 834 861,84 €	-2 546 577,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **2 546 577,00 €** ✓

Montant du programme voté en 2019 : **36 175,60 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **31 562,57 €**
 Disponible à l'individualisation : **4 613,03 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **4 613,03 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G 13 - Programme de prévention des inondations					36 175,60 €	31 562,57 €	-4 613,03 €
G13	GEMAPI hors Aude	2019	G102E13	204	36 175,60 €	31 562,57 €	-4 613,03 €
Total					36 175,60 €	31 562,57 €	-4 613,03 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **4 613,03 €**

Montant du programme voté en 2020 : **47 538,10 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **39 828,40 €**
 Disponible à l'individualisation : **7 709,70 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **7 709,70 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G 13 - Programme de prévention des inondations					47 538,10 €	39 828,40 €	-7 709,70 €
G13	GEMAPI hors Aude	2020	G102E17	204	47 538,10 €	39 828,40 €	-7 709,70 €
Total					47 538,10 €	39 828,40 €	-7 709,70 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **7 709,70 €**

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme voté en 2019 : **273 009,40 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **264 705,22 €**
Disponible à l'individualisation : **8 304,18 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **8 304,18 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					273 009,40 €	264 705,22 €	-8 304,18 €
G22	Restaur. patrim.arboré Canal M	2019	G203E17	204	6 300,00 €	5 992,00 €	-308,00 €
G22	PNR et littoral	2019	G203E18	204	136 200,00 €	130 734,00 €	-5 466,00 €
G22	Stratégie dép. biodiversité	2019	G203E19	204	130 509,40 €	127 979,22 €	-2 530,18 €
Total					273 009,40 €	264 705,22 €	-8 304,18 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **8 304,18 €** ✓

Montant du programme voté en 2020 : **269 964,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **265 397,12 €**
Disponible à l'individualisation : **4 566,88 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **4 566,88 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					269 964,00 €	265 397,12 €	-4 566,88 €
G22	PNR et littoral	2020	G203E24	204	269 964,00 €	265 397,12 €	-4 566,88 €
Total					269 964,00 €	265 397,12 €	-4 566,88 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **4 566,88 €**

Montant du programme voté en 2021 : **20 656,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **20 656,00 €**
Disponible à l'individualisation : **0,00 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **0,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					20 656,00 €	20 656,00 €	0,00 €
G22	PNR et littoral	2021	G203E29	204	20 656,00 €	20 656,00 €	0,00 €
Total					20 656,00 €	20 656,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **0,00 €**

Montant du programme voté en 2023 : **80 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **80 000,00 €**
Disponible à l'individualisation : **0,00 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **0,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					80 000,00 €	80 000,00 €	0,00 €
G22	EID	2023	G201E09	204	80 000,00 €	80 000,00 €	0,00 €
Total					80 000,00 €	80 000,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **0,00 €**

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté en 2018 : **26 879,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 **26 159,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **720,00 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **720,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					26 879,00 €	26 159,00 €	-720,00 €
G42	DFCI (avant 2020)	2018	G401E09	204	26 879,00 €	26 159,00 €	-720,00 €
Total					26 879,00 €	26 159,00 €	-720,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **720,00 €** ✓

Montant du programme voté en 2022 : **88 612,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 **88 612,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **0,00 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **0,00 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					88 612,00 €	88 612,00 €	0,00 €
G42	DFCI	2022	G401E23	204	88 612,00 €	88 612,00 €	0,00 €
Total					88 612,00 €	88 612,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **0,00 €** ✓

Programme H2 - Accompagnement des territoires

Montant du programme voté avant 2018: **26 045 571,63 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 **25 113 798,78 €**
Disponible à l'individualisation : **931 772,85 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **931 772,85 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					20 393 940,00 €	19 799 250,57 €	-594 689,43 €
H22	Bâtiments publics	2014	H203E01	204	13 252 979,00 €	12 908 804,57 €	-344 174,43 €
H22	Cœur de village	2014	H203E01	204	7 140 961,00 €	6 890 446,00 €	-250 515,00 €
Total action H23 - Maintien d'activités en milieu rural					5 651 631,63 €	5 314 548,21 €	-337 083,42 €
H23	Economie	2014	H202E01	204	5 586 851,63 €	5 283 099,21 €	-303 752,42 €
H23	ZAE	2014	H202E01	204	64 780,00 €	31 449,00 €	-33 331,00 €
Total					26 045 571,63 €	25 113 798,78 €	-931 772,85 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **931 772,85 €**

Montant du programme voté en 2018: **1 093 852,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 **971 611,00 €**
Disponible à l'individualisation : **122 241,00 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **122 241,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					1 093 852,00 €	971 611,00 €	-122 241,00 €
H22	Equipements scolaires	2018	H203E04	204	1 093 852,00 €	971 611,00 €	-122 241,00 €
Total					1 093 852,00 €	971 611,00 €	-122 241,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **122 241,00 €**

Montant du programme voté en 2019: **542 717,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 **530 090,00 €**
Disponible à l'individualisation : **12 627,00 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **12 627,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					542 717,00 €	530 090,00 €	-12 627,00 €
H22	Equipements scolaires	2019	H203E10	204	542 717,00 €	530 090,00 €	-12 627,00 €
Total					542 717,00 €	530 090,00 €	-12 627,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **12 627,00 €**

Montant du programme voté en 2020: **1 418 909,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 **1 016 026,00 €**
Disponible à l'individualisation : **402 883,00 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **402 883,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					182 360,00 €	101 175,00 €	-81 185,00 €
H21	Projets innovants	2020	H206E01	204	182 360,00 €	101 175,00 €	-81 185,00 €
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					1 236 549,00 €	914 851,00 €	-321 698,00 €
H22	Equipements scolaires	2020	H203E20	204	497 047,00 €	482 857,00 €	-14 190,00 €
H22	Equipements touristiques	2020	H203E23	204	377 105,00 €	157 530,00 €	-219 575,00 €
H22	DFCI	2020	H203E32	204	51 056,00 €	43 123,00 €	-7 933,00 €
H22	Maisons de santé pluridisciplinaires	2020	H203E24	204	311 341,00 €	231 341,00 €	-80 000,00 €
Total					1 418 909,00 €	1 016 026,00 €	-402 883,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **402 883,00 €**

Montant du programme voté en 2021: 60 189,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 48 579,00 €
Disponible à l'individualisation : 11 610,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 11 610,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					60 189,00 €	48 579,00 €	-11 610,00 €
H22	Intempéries	2021	H203E44	204	60 189,00 €	48 579,00 €	-11 610,00 €
Total					60 189,00 €	48 579,00 €	-11 610,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 11 610,00 €

Montant du programme voté en 2022: 14 360,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 14 360,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H23 - Maintien d'activités en milieu rural					14 360,00 €	14 360,00 €	0,00 €
H23	Lutte désertification médicale	2022	H201E19	204	14 360,00 €	14 360,00 €	0,00 €
Total					14 360,00 €	14 360,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Programme H4 - Tourisme

Montant du programme voté en 2020: 533 915,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 533 915,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H41 Animation et promotion de l'offre touristique					533 915,00 €	533 915,00 €	0,00 €
H41	Organismes Tourismes	2020	H403E08	204	533 915,00 €	533 915,00 €	0,00 €
Total					533 915,00 €	533 915,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Montant du programme voté en 2021: 368 066,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 218 066,00 €
Disponible à l'individualisation : 150 000,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 150 000,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H41 Animation et promotion de l'offre touristique					368 066,00 €	218 066,00 €	-150 000,00 €
H41	Organismes Tourismes	2021	H403E10	204	368 066,00 €	218 066,00 €	-150 000,00 €
Total					368 066,00 €	218 066,00 €	-150 000,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 150 000,00 €

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté avant 2018: **17 555 144,85 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023: **17 359 056,06 €**
 Disponible à l'individualisation : **196 088,79 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **196 088,79 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant AP clôturé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H53 - Programme hydro-agricole					17 555 144,85 €	17 359 056,06 €	-196 088,79 €
H53	Cession créances Laprade	2014	H503E01	204	6 616 000,20 €	6 615 993,74 €	-6,46 €
H53	Irrigation collective	2014	H503E01	204	1 593 973,74 €	1 577 380,44 €	-16 593,30 €
H53	Aqua Domitia	2014	H503E01	204	9 345 170,91 €	9 165 681,88 €	-179 489,03 €
Total					17 555 144,85 €	17 359 056,06 €	-196 088,79 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **196 088,79 €**

Montant du programme voté en 2018: **583 673,73 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023: **544 684,11 €**
 Disponible à l'individualisation : **38 989,62 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **38 989,62 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant AP clôturé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 Santé animale et prévention des calamités					55 493,24 €	42 663,95 €	-12 829,29 €
H51	Aménagements fonciers	2018	H502E06	204	55 493,24 €	42 663,95 €	-12 829,29 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					528 180,49 €	502 020,16 €	-26 160,33 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2018	H503E08	204	385 000,00 €	376 362,89 €	-8 637,11 €
H53	Irrigation collective	2018	H503E08	204	143 180,49 €	125 657,27 €	-17 523,22 €
Total					583 673,73 €	544 684,11 €	-38 989,62 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **38 989,62 €**

Montant du programme voté en 2019: **432 886,84 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023: **361 242,32 €**
 Disponible à l'individualisation : **71 644,52 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **71 644,52 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant AP clôturé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 Santé animale et prévention des calamités					52 886,84 €	42 026,78 €	-10 860,06 €
H51	Aménagements fonciers	2019	H502E08	204	52 886,84 €	42 026,78 €	-10 860,06 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					380 000,00 €	319 215,54 €	-60 784,46 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2019	H503E10	204	380 000,00 €	319 215,54 €	-60 784,46 €
Total					432 886,84 €	361 242,32 €	-71 644,52 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **71 644,52 €**

Montant du programme voté en 2020: **487 000,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023: **473 158,59 €**
 Disponible à l'individualisation : **13 841,41 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **13 841,41 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H53 - Programme hydro-agricole					487 000,00 €	473 158,59 €	-13 841,41 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2020	H503E12	204	442 000,00 €	441 684,99 €	-315,01 €
H53	Institutions interdépt.	2020	H503E12	204	45 000,00 €	31 473,60 €	-13 526,40 €
Total					487 000,00 €	473 158,59 €	-13 841,41 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **13 841,41 €**

Montant du programme voté en 2021 : **567 743,05 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **517 783,35 €**
Disponible à l'individualisation : **49 959,70 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **49 959,70 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H52 - Circuit de proximité et agrotourisme					52 743,05 €	51 743,76 €	-999,29 €
H52	Circuits de proximité	2021	H502E18	204	52 743,05 €	51 743,76 €	-999,29 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					515 000,00 €	466 039,59 €	-48 960,41 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2021	H503E14	204	470 000,00 €	433 055,20 €	-36 944,80 €
H53	Institutions interdép.	2021	H503E14	204	45 000,00 €	32 984,39 €	-12 015,61 €
Total					567 743,05 €	517 783,35 €	-49 959,70 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **49 959,70 €**

Montant du programme voté en 2022 : **431 311,79 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **419 418,73 €**
Disponible à l'individualisation : **11 893,06 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **11 893,06 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 - Santé animale et prévention des calamités					2 952,53 €	2 952,53 €	0,00 €
H51	Aménagements fonciers	2022	H502E19	204	2 952,53 €	2 952,53 €	0,00 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					428 359,26 €	416 466,20 €	-11 893,06 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2022	H503E16	204	383 359,26 €	383 359,26 €	0,00 €
H53	Institutions interdép.	2022	H503E16	204	45 000,00 €	33 106,94 €	-11 893,06 €
Total					431 311,79 €	419 418,73 €	-11 893,06 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **11 893,06 €**

Montant du programme voté en 2023 : **445 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **434 367,22 €**
Disponible à l'individualisation : **10 632,78 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **10 632,78 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H53 - Programme hydro-agricole					445 000,00 €	434 367,22 €	-10 632,78 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2023	H503E21	204	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €
H53	Institutions interdép.	2023	H503E21	204	45 000,00 €	34 367,22 €	-10 632,78 €
Total					445 000,00 €	434 367,22 €	-10 632,78 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **10 632,78 €**

Programme I1 - Routes

Montant du programme voté avant 2018: 20 424 443,31 €
Montant liquidé au 31/12/2023 19 798 935,31 €
Disponible à l'individualisation : 625 508,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 625 508,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I16 - Subventions d'investissement					20 424 443,31 €	19 798 935,31 €	-625 508,00 €
I16	Voirie (avant 2020)	2014	I102E01	204	20 424 443,31 €	19 798 935,31 €	-625 508,00 €
Total					20 424 443,31 €	19 798 935,31 €	-625 508,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 625 508,00 €

Montant du programme voté en 2019: 394 502,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 339 904,64 €
Disponible à l'individualisation : 54 597,36 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 54 597,36 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I11 - Etudes					10 000,00 €	9 000,00 €	-1 000,00 €
I11	Etudes Routières/Acquisitions	2019	I104E04	204	10 000,00 €	9 000,00 €	-1 000,00 €
Total action I12 - Travaux neufs					125 000,00 €	121 336,34 €	-3 663,66 €
I12	RD4 Création d'un barreau de raccordement entre les RD4 et 33 à Bram	2019	I105E08	204	125 000,00 €	121 336,34 €	-3 663,66 €
Total action I16 - Subventions d'investissement					259 502,00 €	209 568,30 €	-49 933,70 €
I16	Intempéries (avant 2020)	2019	I102E07	204	259 502,00 €	209 568,30 €	-49 933,70 €
Total					394 502,00 €	339 904,64 €	-54 597,36 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 54 597,36 €

Montant du programme voté en 2020 : 30 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 21 999,20 €
Disponible à l'individualisation : 8 000,80 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 8 000,80 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I11 - Etudes					10 000,00 €	5 000,00 €	-5 000,00 €
I11	Etudes Routières/Acquisitions	2020	I104E07	204	10 000,00 €	5 000,00 €	-5 000,00 €
Total action I12 - Travaux neufs					20 000,00 €	16 999,20 €	-3 000,80 €
I12	Prog. Giratoires 2019-2021	2020	I105E12	204	20 000,00 €	16 999,20 €	-3 000,80 €
Total					30 000,00 €	21 999,20 €	-8 000,80 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 8 000,80 €

Montant du programme voté en 2023 : 50 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 50 000,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I13 - Entretien et gestion du réseau					50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €
I13	Cessions de domanialité	2020	I1002E23	204	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €
Total					50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Programme K3 - Systèmes information et télécommunication

Montant du programme voté avant 2018 : 163 408,67 €
 Montant liquidé au 31/12/2023 : 129 577,78 €
 Disponible à l'individualisation : 33 830,89 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 33 830,89 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K31 - Systèmes d'information					163 408,67 €	129 577,78 €	-33 830,89 €
K31	Bâtiment Cogitis	2014	K311E01	204	163 408,67 €	129 577,78 €	-33 830,89 €
Total					163 408,67 €	129 577,78 €	-33 830,89 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 33 830,89 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté en 2021 : 60 000,00 €
 Montant liquidé au 31/12/2023 : 53 984,00 €
 Disponible à l'individualisation : 6 016,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 016,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					60 000,00 €	53 984,00 €	-6 016,00 €
K42	Travaux	2021	K409E19	204	60 000,00 €	53 984,00 €	-6 016,00 €
Total					60 000,00 €	53 984,00 €	-6 016,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 6 016,00 €

Programme L3 - Budget participatif

Montant du programme voté en 2020 : 1 500 000,00 €
 Montant liquidé au 31/12/2023 : 1 371 081,65 €
 Disponible à l'individualisation : 128 918,35 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 128 918,35 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action L31 - Actions du budget participatif					1 500 000,00 €	1 371 081,65 €	-128 918,35 €
L31	Budget participatif	2020	L301E01	204	1 500 000,00 €	1 371 081,65 €	-128 918,35 €
Total					1 500 000,00 €	1 371 081,65 €	-128 918,35 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 128 918,35 €

ANNEXE 7 - Clôture des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

	AP < 2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
C Autonomie	7 960 885,00	230 641,84	7 730 243,16	7 730 243,16
C1 Personnes âgées	7 960 885,00	230 641,84	7 730 243,16	7 730 243,16
E Culture et patrimoine	3 502 857,41	200 449,43	3 302 407,98	3 302 407,98
E2 Sites culturels	3 502 857,41	200 449,43	3 302 407,98	3 302 407,98
G Env. et prév. des risques	54 381 438,84	2 546 577,00	51 834 861,84	51 834 861,84
G1 Eau	54 381 438,84	2 546 577,00	51 834 861,84	51 834 861,84
H Aménag. attractivitédu terr.	43 600 716,48	1 127 861,64	42 472 854,84	42 472 854,84
H2 Accompagnement territoires	26 045 571,63	931 772,85	25 113 798,78	25 113 798,78
H5 Agriculture et pêche	17 555 144,85	196 088,79	17 359 056,06	17 359 056,06
I Réseau routier et mobilité	20 424 443,31	625 508,00	19 798 935,31	19 798 935,31
I1 - Routes	20 424 443,31	625 508,00	19 798 935,31	19 798 935,31
K Administration générale	163 408,67	33 830,89	129 577,78	129 577,78
K3 Systèmes informat & télécom	163 408,67	33 830,89	129 577,78	129 577,78
Total général	130 033 749,71	4 764 868,80	125 268 880,91	125 268 880,91

	AP 2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2022	Total AP liquidé
B Action sociale et insertion	388 000,00	36 626,76	351 373,24	351 373,24
B4 Logement	388 000,00	36 626,76	351 373,24	351 373,24
C Autonomie	932 000,00	186 400,00	745 600,00	745 600,00
C1 Personnes âgées	932 000,00	186 400,00	745 600,00	745 600,00
E Culture et patrimoine	430 414,00	45 290,72	385 123,28	385 123,28
E2 Sites culturels	430 414,00	45 290,72	385 123,28	385 123,28
F Sport Jeunesse	600 338,00	110 609,00	489 729,00	489 729,00
F1 Sports&activ. pleine nature	600 338,00	110 609,00	489 729,00	489 729,00
G Env. et prév. des risques	26 879,00	720,00	26 159,00	26 159,00
G4 Sécurité civile	26 879,00	720,00	26 159,00	26 159,00
H Aménag. attractivitédu terr.	1 677 525,73	161 230,62	1 516 295,11	1 516 295,11
H2 Accompagnement territoires	1 093 852,00	122 241,00	971 611,00	971 611,00
H5 Agriculture et pêche	583 673,73	38 989,62	544 684,11	544 684,11
Total général	4 055 156,73	540 877,10	3 514 279,63	3 514 279,63

	AP 2019	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
B Action sociale et insertion	90 000,00	4 580,24	85 419,76	85 419,76
B2 Insertion professionnelle	90 000,00	4 580,24	85 419,76	85 419,76
E Culture et patrimoine	297 366,00	69 845,90	227 520,10	227 520,10
E2 Sites culturels	297 366,00	69 845,90	227 520,10	227 520,10
F Sport Jeunesse	41 951,06	1 981,60	39 969,46	39 969,46
F1 Sports&activ. pleine nature	41 951,06	1 981,60	39 969,46	39 969,46
G Env. et prév. des risques	309 185,00	12 917,21	296 267,79	296 267,79
G1 Eau	36 175,60	4 613,03	31 562,57	31 562,57
G2 Espaces naturels	273 009,40	8 304,18	264 705,22	264 705,22
H Aménag. attractivitédu terr.	975 603,84	84 271,52	891 332,32	891 332,32
H2 Accompagnement territoires	542 717,00	12 627,00	530 090,00	530 090,00
H5 Agriculture et pêche	432 886,84	71 644,52	361 242,32	361 242,32
I Réseau routier et mobilité	394 502,00	54 597,36	339 904,64	339 904,64
I1 - Routes	394 502,00	54 597,36	339 904,64	339 904,64
Total général	2 108 607,90	228 193,83	1 880 414,07	1 880 414,07

	AP 2020	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
E Culture et patrimoine	40 000,00	66,55	39 933,45	39 933,45
E2 Sites culturels	40 000,00	66,55	39 933,45	39 933,45
G Env. et prév. des risques	317 502,10	12 276,58	305 225,52	305 225,52
G1 Eau	47 538,10	7 709,70	39 828,40	39 828,40
G2 Espaces naturels	269 964,00	4 566,88	265 397,12	265 397,12
H Aménag. attractivitédu terr.	2 439 824,00	416 724,41	2 023 099,59	2 023 099,59
H2 Accompagnement territoires	1 418 909,00	402 883,00	1 016 026,00	1 016 026,00
H4 Tourisme	533 915,00	0,00	533 915,00	533 915,00
H5 Agriculture et pêche	487 000,00	13 841,41	473 158,59	473 158,59
I Réseau routier et mobilité	30 000,00	8 000,80	21 999,20	21 999,20
I1 - Routes	30 000,00	8 000,80	21 999,20	21 999,20
L Pilotage et coordination	1 500 000,00	128 918,35	1 371 081,65	1 371 081,65
L3 Budget participatif	1 500 000,00	128 918,35	1 371 081,65	1 371 081,65
Total général	4 327 326,10	565 986,69	3 761 339,41	3 761 339,41

	AP 2021	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
B Action sociale et insertion	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
B4 Logement	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
F Sport Jeunesse	169 513,00	55,36	169 457,64	169 457,64
F1 Sports&activ. pleine nature	169 513,00	55,36	169 457,64	169 457,64
G Env. et prév. des risques	20 656,00	0,00	20 656,00	20 656,00
G2 Espaces naturels	20 656,00	0,00	20 656,00	20 656,00
H Aménag. attractivitédu terr.	995 998,05	211 569,70	784 428,35	784 428,35
H2 Accompagnement territoires	60 189,00	11 610,00	48 579,00	48 579,00
H4 Tourisme	368 066,00	150 000,00	218 066,00	218 066,00
H5 Agriculture et pêche	567 743,05	49 959,70	517 783,35	517 783,35
K Administration générale	60 000,00	6 016,00	53 984,00	53 984,00
K4 Logistique et patrimoine	60 000,00	6 016,00	53 984,00	53 984,00
Total général	1 646 167,05	217 641,06	1 428 525,99	1 428 525,99

	AP 2022	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
G Env. et prév. des risques	88 612,00	0,00	88 612,00	88 612,00
G4 Sécurité civile	88 612,00	0,00	88 612,00	88 612,00
H Aménag. attractivitédu terr.	445 671,79	11 893,06	433 778,73	433 778,73
H2 Accompagnement territoires	14 360,00	0,00	14 360,00	14 360,00
H5 Agriculture et pêche	431 311,79	11 893,06	419 418,73	419 418,73
Total général	534 283,79	11 893,06	522 390,73	522 390,73

	AP 2023	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2022	Total AP liquidé
G Env. et prév. des risques	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
G2 Espaces naturels	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
H Aménag. attractivitédu terr.	445 000,00	10 632,78	434 367,22	434 367,22
H5 Agriculture et pêche	445 000,00	10 632,78	434 367,22	434 367,22
H Aménag. attractivitédu terr.	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
H5 Agriculture et pêche	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
Total général	575 000,00	10 632,78	564 367,22	564 367,22

Votants	Pour	Contre
37	37	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance le : 06/05/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 7

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 – Autorisations de programme - Budget principal

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

VU l'amendement présenté en séance,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

PREND ACTE

- du bilan des individualisations des AP 2023 annexe 1 et de la caducité des AP subventions non individualisées au 31 décembre 2023 annexe 1,
- de la désindividualisation des AP 2023 relatives aux équipements départementaux présentés en annexe 2 et de leur clôture en annexe 3 pour un montant de 0,19 M€ qui n'ont pas été prorogées.
- de la désindividualisation des AP antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux présentés en annexe 4 pour 4,77 M€ et de leur clôture en annexe 5 pour un montant liquidé de 84 M€.
- de la désindividualisation des AP antérieures à 2023 relatives aux subventions d'équipement présentés en annexe 6 pour 6,34 M€ et de leur clôture en annexe 7 pour un montant liquidé de 136,94 M€.

La Présidente du Conseil départemental,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Sandragne', written over a faint circular stamp.

Hélène Sandragne

ANNEXE 1 – Bilan des individualisations des Autorisations de programme 2023

AP Maîtrise d'ouvrage 2023	AP initiales	AP révisées	Désindividualisation AP 2023	AP Actualisée (après CA 2023)
D Education	18 969 000,00	18 969 000,00	- 188 262,97	18 780 737,03
D1 - Collèges	18 969 000,00	18 969 000,00	- 188 262,97	18 780 737,03
E Culture et patrimoine	1 502 000,00	1 652 000,00	- 2 321,94	1 649 678,06
E1 - Développement culturel	990 000,00	1 140 000,00	- 2 321,94	1 137 678,06
E3 - Archives	512 000,00	512 000,00	0,00	512 000,00
F Sport Jeunesse	465 000,00	365 000,00	0,00	365 000,00
F1 - Sports et activité de pleine nature	465 000,00	365 000,00	0,00	365 000,00
G Environnement et prévention des risques	2 179 962,43	2 232 901,43	- 6 001,43	2 226 900,00
G1 - Eau	80 000,00	91 218,00	- 0,99	91 217,01
G2 - Espaces naturels	2 093 962,43	2 093 962,43	0,00	2 093 962,43
G4 - Sécurité civile	6 000,00	47 721,00	- 6 000,44	41 720,56
H Aménagement attractivité Territoire	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
H5 - Agriculture et pêche	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
I Réseau routier et mobilité	32 050 000,00	32 067 000,00	0,00	32 067 000,00
I1 - Routes	29 050 000,00	28 967 000,00	0,00	28 967 000,00
I3 - Mobilités durables	3 000 000,00	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00
K Administration générale	8 499 500,00	8 499 500,00	0,00	8 499 500,00
K3 - Système Information et télécommunications	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00
K4 - Logistique et patrimoine	8 199 500,00	8 199 500,00	0,00	8 199 500,00
L Pilotage et coordination	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
L2 - Communication externe	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Total général	64 215 462,43	64 335 401,43	- 196 586,34	64 138 815,09

AP Subvention 2023	AP initiales	AP révisées	AP individualisées
B Action sociale et insertion	1 206 750,00	1 206 750,00	871 300,00
B4 Logement	1 206 750,00	1 206 750,00	871 300,00
C Autonomie	460 000,00	460 000,00	276 990,00
C1 Personnes âgées	460 000,00	460 000,00	276 990,00
E Culture et patrimoine	1 150 000,00	1 150 000,00	294 258,92
E2 Sites culturels	1 150 000,00	1 150 000,00	294 258,92
F Sport et jeunesse	100 000,00	100 000,00	70 755,19
F1 Sport et activités de plein nature	100 000,00	100 000,00	70 755,19
G Environnement et prévention des risques	7 527 500,00	7 027 500,00	5 658 627,41
G1 Eau	5 700 000,00	5 200 000,00	5 010 307,00
G2 Espaces naturels	970 000,00	970 000,00	464 557,49
G4 Sécurité civile	857 500,00	857 500,00	183 762,92
H Aménagement et attractivité du territoire	15 755 000,00	17 831 645,00	13 039 610,23
H1 Infrastructures d'intérêt départemental	0,00	2 683 645,00	1 465 000,00
H2 Accompagnement des territoires	10 530 000,00	11 113 000,00	11 111 890,00
H5 Agriculture et pêche	4 035 000,00	4 035 000,00	462 720,23
H6 Inondations	1 190 000,00	0,00	0,00
I Réseau routier et mobilité	200 000,00	351 000,00	340 000,00
I1 Routes	0,00	151 000,00	140 000,00
I3 Mobilités durables	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total général	26 399 250,00	28 126 895,00	20 551 541,75

ANNEXE 2 – désindividualisation pour clôture des autorisations de programme 2023 relatives aux équipements départementaux.

Programme D1 - Collèges

Montant du programme voté 2023 : 300 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 300 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 188 262,97 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation					250 000,00 €	68 612,94 €	- 181 387,06 €
D11	Etudes et travaux	2023	D106E06	23	250 000,00	68 612,94	- 181 387,06
Total action D12 - Equipement					50 000,00 €	43 124,09 €	- 6 875,91 €
D12	Equipement, mobilier JBBieules	2023	D106E06	21	50 000,00	43 124,09	- 6 875,91
Total					300 000,00 €	111 737,03 €	- 188 262,97 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 188 262,97 €

Programme E1 - Développement culturel

Montant du programme voté 2023 : 20 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 20 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 321,94 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E13 - Mise en valeur de l'offre culturelle					20 000,00 €	17 678,06 €	- 2 321,94 €
E13	Mise en valeur offre cult. Maison des mémoires	2023	E101E17	21	15 195,00	15 194,06	- 0,94
				23	4 805,00	2 484,00	- 2 321,00
Total					20 000,00 €	17 678,06 €	- 2 321,94 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 2 321,94 €

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2023 : 11 218 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 11 218 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,99 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G14 - Hydrogéologie et qualité des eaux					11 218,00 €	11 217,01 €	- 0,99 €
G14	Observatoire de l'eau	2023	G102E28	21	11 218,00	11 217,01	- 0,99
Total					11 218,00 €	11 217,01 €	- 0,99 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 0,99 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté 2023 : 47 721 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 47 721 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 000,44 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					47 721,00 €	41 720,56 €	- 6 000,44 €
G42	DFCI	2023	G401E07	21	47 721,00	41 720,56	- 6 000,44
Total					47 721,00 €	41 720,56 €	- 6 000,44 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 6 000,44 €

ANNEXE 3 – Tombées d'AP 2023 relatives aux équipements départementaux.

	AP 2023	désindividualisation pour clôture AP	AP 2023 actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	300 000,00	- 188 262,97	111 737,03	111 737,03
D1 - Collèges	300 000,00	- 188 262,97	111 737,03	111 737,03
E Culture et patrimoine	20 000,00	- 2 321,94	17 678,06	17 678,06
E1 - Développement culturel	20 000,00	- 2 321,94	17 678,06	17 678,06
G Environnement et prévention des risques	58 939,00	- 6 001,43	52 937,57	52 937,57
G1 - Eau	11 218,00	- 0,99	11 217,01	11 217,01
G4 - Sécurité civile	47 721,00	- 6 000,44	41 720,56	41 720,56
Total général	378 939,00	- 196 586,34	182 352,66	182 352,66

ANNEXE 4 – désindividualisation pour clôture des autorisations de programme antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux.

Programme D1 - Collèges

Montant du programme voté < 2018 : **28 513 465 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **28 513 465 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **283 243,73 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation					24 064 761,50 €	23 796 297,18 €	- 268 464,32 €
D11	Construction chaufferie bois	<2018	D106E01	20	29 184,12	29 184,12	0,00
	23			297 776,97	297 776,97	0,00	
	Construction de classe équip			20	11 145,44	11 145,44	0,00
	Construction de classes et remplacement préfa JB Bieules			23	1 824 702,22	1 787 120,05	- 37 582,17
	Etudes et travaux			20	5 242,48	5 242,48	0,00
				23	550 207,61	550 207,61	0,00
	autres locaux études et travaux		D110E01	20	36 471,00	36 471,00	0,00
				23	2 348 657,37	2 336 270,03	- 12 387,34
	Cuisines études et travaux			20	23 657,17	23 657,17	0,00
				21	14 844,61	14 844,61	0,00
				23	670 677,61	670 677,61	0,00
	Internats travaux			23	500 000,00	500 000,00	0,00
	Travaux		D111E01	23	1 722 278,88	1 695 229,57	- 27 049,31
	Etudes		D112E01	20	205 241,43	205 241,43	0,00
	Travaux			23	8 886 554,58	8 886 554,58	0,00
	Maintenance corrective		D113E01	20	76 260,90	76 260,90	0,00
				21	15 927,90	15 927,90	0,00
				23	2 134 968,50	2 134 968,50	0,00
				20	55 643,40	55 643,40	0,00
				21	49 378,29	49 378,29	0,00
23		4 605 941,02		4 414 495,52	- 191 445,50		
Total action D12 - Equipement					4 448 703,15 €	4 433 923,74 €	- 14 779,41 €
D12	Construction de classe équip	< 2018	D106E01	21	37 662,19	37 662,19	0,00
	30 945,93				30 945,93	0,00	
	achat de mobilier		D110E01	21	99 276,59	99 276,59	0,00
	Autres locaux équipements				29 799,83	29 799,83	0,00
	Cuisines équipements				705 389,57	702 256,97	- 3 132,60
	Equipements				D112E01	21	3 545 629,04
Total					28 513 464,65 €	28 230 220,92 €	- 283 243,73 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de :

283 243,73 €

Montant du programme voté 2018 : **3 347 988 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **3 347 988 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **115 952,20 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation					3 347 987,62 €	3 232 035,42 €	- 115 952,20 €
D11	autres locaux études et travaux	2018	D110E04	23	334 768,53	242 851,89	- 91 916,64
	D113E02		23	700 919,38	679 200,73	- 21 718,65	
	D113E05		23	2 312 299,71	2 309 982,80	- 2 316,91	
Total					3 347 987,62 €	3 232 035,42 €	- 115 952,20 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **115 952,20 €**

Montant du programme voté 2020 : **1 300 000 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **1 300 000 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **611 101,19 €**

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation						1 300 000,00 €	688 898,81 €	- 611 101,19 €
D11	autres locaux études et travaux		2020	D110E11	23	250 000,00	0,00	- 250 000,00
	Maîtrise de l'énergie			D113E08	23	150 000,00	17 736,00	- 132 264,00
	Réfection réseaux informatique			D113E07	23	900 000,00	671 162,81	- 228 837,19
Total						1 300 000,00 €	688 898,81 €	- 611 101,19 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **611 101,19 €**

Montant du programme voté 2022 : **20 000 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **20 000 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **20 000,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action D12 - Equipement					20 000,00 €	0,00 €	- 20 000,00 €
D12	Autres locaux équipements	2022	D110E13	21	20 000,00	0,00	- 20 000,00
Total					20 000,00 €	0,00 €	- 20 000,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **20 000,00 €**

Programme E3 - Archives

Montant du programme voté 2018 : **36 307 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **36 307 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **- €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2022	Montant désindividualisé
Total action E31 - Développement des collections					36 307,23 €	36 307,23 €	0,00 €
E31	Conservation préventive	2018	E301E05	21	36 307,23	36 307,23	0,00
Total					36 307,23 €	36 307,23 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **- €**

Montant du programme voté 2022 : 10 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 10 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 5 010,71 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E32 - Traitement et conservation					10 000,00 €	4 989,29 €	- 5 010,71 €
E32	Conservation préventive	2022	E301E10	21	10 000,00	4 989,29	- 5 010,71
Total					10 000,00 €	4 989,29 €	- 5 010,71 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 5 010,71 €

Programme F1 - Sports et activité de pleine nature

Montant du programme voté 2019 : 7 346 400 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 346 400 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 342 580,78 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					7 346 400,00 €	7 003 819,22 €	- 342 580,78 €
F12	AP Récurrente 2019-2023 Véloro	2019	F103E12	23	21 940,98	21 940,98	0,00
	21			10 000,00	0,00	- 10 000,00	
	Véloroute Canal du Midi			23	7 314 459,02	6 981 878,24	- 332 580,78
Total					7 346 400,00 €	7 003 819,22 €	- 342 580,78 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 342 580,78 €

Montant du programme voté 2021 : 1 903 100 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 903 100 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 139,76 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					1 903 100,00 €	1 902 960,24 €	- 139,76 €
F12	Voies vertes	2021	F103E25	21	2 000,00	1 900,00	- 100,00
				23	1 901 100,00	1 901 060,24	- 39,76
Total					1 903 100,00 €	1 902 960,24 €	- 139,76 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 139,76 €

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme voté 2018 : 1 500 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 500 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 121 932,21 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					1 500 000,00 €	1 378 067,79 €	- 121 932,21 €
G22	Gestion des propriétés ENS	2018	G203E16	23	1 500 000,00	1 378 067,79	- 121 932,21
Total					1 500 000,00 €	1 378 067,79 €	- 121 932,21 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 121 932,21 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté 2020 : 47 469 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 47 469 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : - €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					47 468,98 €	47 468,98 €	0,00 €
G42	Gestion des propriétés ENS	2020	G203E18	23	47 468,98	47 468,98	0,00
Total					47 468,98 €	47 468,98 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : - €

Programme I1 - Routes

Montant du programme voté 2018 : **28 864 375 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **28 864 375 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **296 294,02 €**

Segment	Opération			Autorisation de programme			
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I12 - Travaux neufs					4 760 692,07 €	4 482 849,79 €	- 277 842,28 €
I12	RD117 Mise sécu parapets P-Lys	2018	I1002E03	23	392 143,97	256 857,00	- 135 286,97
	20			284 324,55	284 324,55	0,00	
	RD 118/ 623 - Délestage		I105E02	23	12,00	12,00	0,00
				21	42 084,00	42 084,00	0,00
	23			43 771,88	43 771,88	0,00	
	23			168 629,02	168 629,02	0,00	
	23			2 855 824,00	2 713 268,69	- 142 555,31	
	23			973 902,65	973 902,65	0,00	
RD610 Aménag.Puichéric/Redorte							
RD613 Répar. béton pont Nielle							
RD6139 Renf.chaussée PLN à A9							
Rocade est de Narbonne							
Total action I13 - Entretien et gestion du réseau					21 062 771,74 €	21 044 320,00 €	- 18 451,74 €
I13	Aménag. aires multimodales	2018	I106E03	23	544 000,16	544 000,16	0,00
	Pérennisation des chaussées			23	6 098 880,18	6 098 880,18	0,00
	Pérennisation des dépendances			21	139 139,10	126 596,82	- 12 542,28
				23	6 122 625,79	6 122 625,79	0,00
	RD 6161/13 -Renforcement et mi			23	305 943,86	305 943,86	0,00
	RD124 Sécu RD Canal Paraza/Ven			23	157 254,24	157 254,24	0,00
	RD33 Aménag. tracé Carca/Bram			23	101 074,44	101 074,44	0,00
	RD6009 Contrat Route PR Narb			23	46 266,49	46 266,49	0,00
	RD6009 Renforc. Sigean PO			23	487 254,12	487 254,12	0,00
	RD624 renforc. Castel/Peyrens			23	662 029,03	662 029,03	0,00
	RD709 Renforcem PLN à La Palme			23	280 369,45	280 369,45	0,00
	Réfection RD610 à Trèbes (entr			23	660 000,00	660 000,00	0,00
	Renforcement rocade Carca			23	36 948,46	36 948,46	0,00
	Répar/mise conform. OA HVA			23	180 000,00	174 090,54	- 5 909,46
	Routes solaires			23	174 240,00	174 240,00	0,00
	Sécurisation réseau et équip.			23	5 066 746,42	5 066 746,42	0,00
Total action I14 - Imprévus et divers					3 040 910,70 €	3 040 910,70 €	0,00 €
I14	RD168 Sécu falaise plan du Roy	2018	I106E03	23	60 619,61	60 619,61	0,00
	Traitement évèn. aléatoires			23	2 980 291,09	2 980 291,09	0,00
Total					28 864 374,51 €	28 568 080,49 €	- 296 294,02 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **296 294,02 €**

Montant du programme voté 2019 : **5 075 054 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **5 075 054 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **419 831,71 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I12 - Travaux neufs					5 075 053,98 €	4 655 222,27 €	- 419 831,71 €
I12	RD 118 Renforcem. et murets VL	2019	I1002E07	23	900 000,00	527 648,69	- 372 351,31
				1 940 000,00	1 901 733,05	- 38 266,95	
	RD620 Renf. col du Bac		I105E07	21	24 032,39	24 032,39	0,00
	Prog. Giratoires 2019-2021			23	2 032 185,91	2 032 185,91	0,00
	RD 4 Barreau raccord. Bram			23	128 835,68	128 835,68	0,00
	RD610 Aménag.Puichéric/Redorte			21	50 000,00	40 786,55	- 9 213,45
Total					5 075 053,98 €	4 655 222,27 €	- 419 831,71 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **419 831,71 €**

Montant du programme voté 2020 : 1 500 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 500 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 282 470,98 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I11 - Etudes					1 500 000,00 €	1 217 529,02 €	- 282 470,98 €
I11	Etudes Routières / Acquisitions	2020	I104E08	20	1 500 000,00	1 217 529,02	- 282 470,98
Total					1 500 000,00 €	1 217 529,02 €	- 282 470,98 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 282 470,98 €

Montant du programme voté 2021 : 300 000 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 300 000 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 40 762,70 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I13 - Entretien et gestion du réseau					300 000,00 €	259 237,30 €	- 40 762,70 €
I13	RD 118 /119 - Mise en sécurité	2021	I106E06	23	300 000,00	259 237,30	- 40 762,70
Total					300 000,00 €	259 237,30 €	- 40 762,70 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 40 762,70 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté < 2018 : 1 393 265 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 393 265 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 42 243,67 €

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier						1 393 265,20 €	1 351 021,53 €	- 42 243,67 €
K42	Etudes	<2018	K409E01	20	50 000,00	7 756,33	- 42 243,67	
	Travaux			23	1 343 265,20	1 343 265,20	0,00	
Total						1 393 265,20 €	1 351 021,53 €	- 42 243,67 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 42 243,67 €

Montant du programme voté 2018 : **4 259 070 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **4 259 070 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **48 916,74 €**

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K41 - Moyens courants des services						1 463 012,44 €	1 461 043,68 €	- 1 968,76 €
K41	Acquisition matériel		2018	K422E05	21	515 000,00	514 841,24	- 158,76
	Acquisition matériel FIPH			K423E02	21	57 921,32	57 921,32	0,00
	Gestion des véhicules			K422E06	21	890 091,12	888 281,12	- 1 810,00
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier						2 796 057,88 €	2 749 109,90 €	- 46 947,98 €
K42	Accessibilité handicapés		2018	K408E06	23	237 566,33	231 498,73	- 6 067,60
	Aménagement de locaux					1 443 577,44	1 420 134,03	- 23 443,41
	Installations thermiques					448 596,25	435 596,59	- 12 999,66
	Maintenance du bâti					553 657,10	549 219,79	- 4 437,31
	NUMERISATION DE PLANS 2018-202			K408E13	21	112 660,76	112 660,76	0,00
Total						4 259 070,32 €	4 210 153,58 €	- 48 916,74 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **48 916,74 €**

Montant du programme voté 2019 : **297 721 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **297 721 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **155 186,98 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					297 720,60 €	142 533,62 €	- 155 186,98 €
K42	Travaux	2019	K409E14	23	297 720,60	142 533,62	- 155 186,98
Total					297 720,60 €	142 533,62 €	- 155 186,98 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **155 186,98 €**

Montant du programme voté 2020 : **335 803 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **335 803 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **92 678,62 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					335 803,00 €	243 124,38 €	- 92 678,62 €
K42	Acquisitions Pat	2020	K4002E07	21	67 803,00	67 802,75	- 0,25
	Travaux		K409E15	23	268 000,00	175 321,63	- 92 678,37
Total					335 803,00 €	243 124,38 €	- 92 678,62 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **92 678,62 €**

Montant du programme voté 2021 : **2 750 000 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **2 750 000 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **1 888 295,53 €**

Segment	Opération			Autorisation de programme				
Code Action	Libellé		Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier						2 750 000,00 €	861 704,47 €	-1 888 295,53 €
K42	Acquisitions Pat	2021	K4002E11	21	750 000,00	709 500,00	- 40 500,00	
	Aménagement ex DDAFF		K409E20	23	2 000 000,00	152 204,47	- 1 847 795,53	
Total						2 750 000,00 €	861 704,47 €	- 1 888 295,53 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **1 888 295,53 €**

ANNEXE 5 – Tombées et clôture d'AP antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux.

	AP <2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	28 513 464,65	- 283 243,73	28 230 220,92	28 230 220,92
D1 - Collèges	28 513 464,65	- 283 243,73	28 230 220,92	28 230 220,92
K Administration générale	1 393 265,20	- 42 243,67	1 351 021,53	1 351 021,53
K4 - Logistique et patrimoine	1 393 265,20	- 42 243,67	1 351 021,53	1 351 021,53
Total général	29 906 729,85	- 325 487,40	29 581 242,45	29 581 242,45

	AP 2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	3 347 987,62	- 115 952,20	3 232 035,42	3 232 035,42
D1 - Collèges	3 347 987,62	- 115 952,20	3 232 035,42	3 232 035,42
E Culture et patrimoine	36 307,23	0,00	36 307,23	36 307,23
E3 - Archives	36 307,23	0,00	36 307,23	36 307,23
G Environnement et prévention des risques	1 500 000,00	- 121 932,21	1 378 067,79	1 378 067,79
G2 - Espaces naturels	1 500 000,00	- 121 932,21	1 378 067,79	1 378 067,79
I Réseau routier et mobilité	28 864 374,51	- 296 294,02	28 568 080,49	28 568 080,49
I1 - Routes	28 864 374,51	- 296 294,02	28 568 080,49	28 568 080,49
K Administration générale	4 259 070,32	- 48 916,74	4 210 153,58	4 210 153,58
K4 - Logistique et patrimoine	4 259 070,32	- 48 916,74	4 210 153,58	4 210 153,58
Total général	38 007 739,68	- 583 095,17	37 424 644,51	37 424 644,51

	AP 2019	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
F Sport Jeunesse	7 346 400,00	- 342 580,78	7 003 819,22	7 003 819,22
F1 - Sports et activité de pleine nature	7 346 400,00	- 342 580,78	7 003 819,22	7 003 819,22
I Réseau routier et mobilité	5 075 053,98	- 419 831,71	4 655 222,27	4 655 222,27
I1 - Routes	5 075 053,98	- 419 831,71	4 655 222,27	4 655 222,27
K Administration générale	297 720,60	- 155 186,98	142 533,62	142 533,62
K4 - Logistique et patrimoine	297 720,60	- 155 186,98	142 533,62	142 533,62
Total général	12 719 174,58	- 917 599,47	11 801 575,11	11 801 575,11

	AP 2020	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
D Education	1 300 000,00	- 611 101,19	688 898,81	688 898,81
D1 - Collèges	1 300 000,00	- 611 101,19	688 898,81	688 898,81
G Environnement et prévention des risques	47 468,98	0,00	47 468,98	47 468,98
G4 - Sécurité civile	47 468,98	0,00	47 468,98	47 468,98
I Réseau routier et mobilité	1 500 000,00	- 282 470,98	1 217 529,02	1 217 529,02
I1 - Routes	1 500 000,00	- 282 470,98	1 217 529,02	1 217 529,02
K Administration générale	335 803,00	- 92 678,62	243 124,38	243 124,38
K4 - Logistique et patrimoine	335 803,00	- 92 678,62	243 124,38	243 124,38
Total général	3 183 271,98	- 986 250,79	2 197 021,19	2 197 021,19

	AP 2021	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP Liquidé
F Sport Jeunesse	1 903 100,00	- 139,76	1 902 960,24	1 902 960,24
F1 - Sports et activité de pleine nature	1 903 100,00	- 139,76	1 902 960,24	1 902 960,24
I Réseau routier et mobilité	300 000,00	- 40 762,70	259 237,30	259 237,30
I1 - Routes	300 000,00	- 40 762,70	259 237,30	259 237,30
K Administration générale	2 750 000,00	- 1 888 295,53	861 704,47	861 704,47
K4 - Logistique et patrimoine	2 750 000,00	- 1 888 295,53	861 704,47	861 704,47
Total général	4 953 100,00	- 1 929 197,99	3 023 902,01	3 023 902,01

	AP 2022	AP clôture CA 2023	AP Actualisée	Total AP Liquidé
D Education	20 000,00	- 20 000,00	0,00	0,00
D1 - Collèges	20 000,00	- 20 000,00	0,00	0,00
E Culture et patrimoine	10 000,00	- 5 010,71	4 989,29	4 989,29
E3 - Archives	10 000,00	- 5 010,71	4 989,29	4 989,29
Total général	30 000,00	- 25 010,71	4 989,29	4 989,29

ANNEXE 6 - désindividualisation pour clôture des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

Programme B2 - Insertion professionnelle

Montant du programme voté en 2019 : **90 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **85 419,76 €**
Disponible à l'individualisation : **4 580,24 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **4 580,24 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action B22 Axe PDI - Acquisition de compétences					90 000,00 €	85 419,76 €	-4 580,24 €
B22	Chantiers d'insertion	2019	B202E06	018	90 000,00 €	85 419,76 €	-4 580,24 €
Total					90 000,00 €	85 419,76 €	-4 580,24 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **4 580,24 €** ✓

Programme B4 - Logement

Montant du programme voté en 2018 : **388 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **351 373,24 €**
Disponible à l'individualisation : **36 626,76 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **36 626,76 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action B43 - Aides à la construction					388 000,00 €	351 373,24 €	-36 626,76 €
B43	HLM	2018	B403E04	204	388 000,00 €	351 373,24 €	-36 626,76 €
Total					388 000,00 €	351 373,24 €	-36 626,76 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **36 626,76 €** ✓

Montant du programme voté en 2021 : **400 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **400 000,00 €**
Disponible à l'individualisation : **0,00 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **0,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action B43 - Aides à la construction					400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €
B43	Résidence habitat jeunes	2021	B403E28	204	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €
Total					400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **0,00 €** ✓

Programme C1 - Personnes âgées

Montant du programme voté avant 2018 : **7 960 885,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **7 730 243,16 €**
Disponibles à l'individualisation : **230 641,84 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **230 641,84 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action C14 Aides à l'investissement - maisons de retraite					7 960 885,00 €	7 730 243,16 €	-230 641,84 €
C14	Etablissements pour PA	2014	C1001E01	204	7 960 885,00 €	7 730 243,16 €	-230 641,84 €
Total					7 960 885,00 €	7 730 243,16 €	-230 641,84 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **230 641,84 €**

Montant du programme voté en 2018 : **932 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **745 600,00 €**
Disponibles à l'individualisation : **186 400,00 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **186 400,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action C14 Aides à l'investissement - maisons de retraite					932 000,00 €	745 600,00 €	-186 400,00 €
C14	Etablissements pour PA	2018	C1001E08	204	932 000,00 €	745 600,00 €	-186 400,00 €
Total					932 000,00 €	745 600,00 €	-186 400,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **186 400,00 €**

Programme E2 - Sites culturels

Montant du programme voté avant 2018 : **3 502 857,41 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **3 302 407,98 €**
Disponible à l'individualisation : **200 449,43 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **200 449,43 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					3 502 857,41 €	3 302 407,98 €	-200 449,43 €
E21	Investissement des sites pôles	2014	E203E02	204	3 502 857,41 €	3 302 407,98 €	-200 449,43 €
Total					3 502 857,41 €	3 302 407,98 €	-200 449,43 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **200 449,43 €**

Montant du programme voté en 2018 : **430 414,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **385 123,28 €**
Disponible à l'individualisation : **45 290,72 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **45 290,72 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					430 414,00 €	385 123,28 €	-45 290,72 €
E21	Investissement des sites pôles	2018	E203E07	204	365 835,00 €	335 585,28 €	-30 249,72 €
E21	Investissement des sites pôles	2018	E203E08	204	64 579,00 €	49 538,00 €	-15 041,00 €
Total					430 414,00 €	385 123,28 €	-45 290,72 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **45 290,72 €**

Montant du programme voté en 2019 : **297 366,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **227 520,10 €**
Disponible à l'individualisation : **69 845,90 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **69 845,90 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					297 366,00 €	227 520,10 €	-69 845,90 €
E21	Investissement des sites pôles	2019	E203E11	204	297 366,00 €	227 520,10 €	-69 845,90 €
Total					297 366,00 €	227 520,10 €	-69 845,90 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **69 845,90 €**

Montant du programme voté en 2020 : **40 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **39 933,45 €**
Disponible à l'individualisation : **66,55 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **66,55 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action E21 Aides à l'investissement					40 000,00 €	39 933,45 €	-66,55 €
E21	Aide en investissement UNESCO	2020	E205E03	204	40 000,00 €	39 933,45 €	-66,55 €
Total					40 000,00 €	39 933,45 €	-66,55 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **66,55 €**

Programme F1 - Sports et activités de pleine nature

Montant du programme voté en 2018 : **600 338,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **489 729,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **110 609,00 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **110 609,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F11 - Soutien aux pratiques sportives					600 338,00 €	489 729,00 €	-110 609,00 €
F11	Equipements sportifs (avant 2020)	2018	F101E02	204	600 338,00 €	489 729,00 €	-110 609,00 €
Total					600 338,00 €	489 729,00 €	-110 609,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **110 609,00 €** ✓

Montant du programme voté en 2019 : **41 951,06 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **39 969,46 €**
 Disponible à l'individualisation : **1 981,60 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **1 981,60 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					41 951,06 €	39 969,46 €	-1 981,60 €
F12	Espaces sites itinéraires	2019	F103E11	204	41 951,06 €	39 969,46 €	-1 981,60 €
Total					41 951,06 €	39 969,46 €	-1 981,60 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **1 981,60 €** ✓

Montant du programme voté en 2021 : **169 513,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 : **169 457,64 €**
 Disponible à l'individualisation : **55,36 €** ✓
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **55,36 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action F12 - Sports de pleine nature					169 513,00 €	169 457,64 €	-55,36 €
F12	Voies vertes	2021	F103E18	204	169 513,00 €	169 457,64 €	-55,36 €
Total					169 513,00 €	169 457,64 €	-55,36 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **55,36 €** ✓

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté avant 2018 : 54 381 438,84 €
Montant liquidé au 31/12/2023 51 834 861,84 €
Disponible à l'individualisation : 2 546 577,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 546 577,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G12 - Programme AEP Assainissement					54 381 438,84 €	51 834 861,84 €	-2 546 577,00 €
G12	Subventions versées AEP et ASST	2014	G101E01	204	54 381 438,84 €	51 834 861,84 €	-2 546 577,00 €
Total					54 381 438,84 €	51 834 861,84 €	-2 546 577,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 2 546 577,00 €

Montant du programme voté en 2019 : 36 175,60 €
Montant liquidé au 31/12/2023 31 562,57 €
Disponible à l'individualisation : 4 613,03 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 4 613,03 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G 13 - Programme de prévention des inondations					36 175,60 €	31 562,57 €	-4 613,03 €
G13	GEMAPI hors Aude	2019	G102E13	204	36 175,60 €	31 562,57 €	-4 613,03 €
Total					36 175,60 €	31 562,57 €	-4 613,03 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 4 613,03 €

Montant du programme voté en 2020 : 47 538,10 €
Montant liquidé au 31/12/2023 39 828,40 €
Disponible à l'individualisation : 7 709,70 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 7 709,70 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G 13 - Programme de prévention des inondations					47 538,10 €	39 828,40 €	-7 709,70 €
G13	GEMAPI hors Aude	2020	G102E17	204	47 538,10 €	39 828,40 €	-7 709,70 €
Total					47 538,10 €	39 828,40 €	-7 709,70 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 7 709,70 €

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme voté en 2019 : 273 009,40 €
Montant liquidé au 31/12/2023 264 705,22 €
Disponible à l'individualisation : 8 304,18 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 8 304,18 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					273 009,40 €	264 705,22 €	-8 304,18 €
G22	Restaur. patrim.arboré Canal M	2019	G203E17	204	6 300,00 €	5 992,00 €	-308,00 €
G22	PNR et littoral	2019	G203E18	204	136 200,00 €	130 734,00 €	-5 466,00 €
G22	Stratégie dép. biodiversité	2019	G203E19	204	130 509,40 €	127 979,22 €	-2 530,18 €
Total					273 009,40 €	264 705,22 €	-8 304,18 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 8 304,18 €

Montant du programme voté en 2020 : 269 964,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 265 397,12 €
Disponible à l'individualisation : 4 566,88 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 4 566,88 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					269 964,00 €	265 397,12 €	-4 566,88 €
G22	PNR et littoral	2020	G203E24	204	269 964,00 €	265 397,12 €	-4 566,88 €
Total					269 964,00 €	265 397,12 €	-4 566,88 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 4 566,88 €

Montant du programme voté en 2021 : 20 656,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 20 656,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					20 656,00 €	20 656,00 €	0,00 €
G22	PNR et littoral	2021	G203E29	204	20 656,00 €	20 656,00 €	0,00 €
Total					20 656,00 €	20 656,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Montant du programme voté en 2023 : 80 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 80 000,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)					80 000,00 €	80 000,00 €	0,00 €
G22	EID	2023	G201E09	204	80 000,00 €	80 000,00 €	0,00 €
Total					80 000,00 €	80 000,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté en 2018 : 26 879,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 26 159,00 €
Disponible à l'individualisation : 720,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 720,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					26 879,00 €	26 159,00 €	-720,00 €
G42	DFCI (avant 2020)	2018	G401E09	204	26 879,00 €	26 159,00 €	-720,00 €
Total					26 879,00 €	26 159,00 €	-720,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 720,00 €

Montant du programme voté en 2022 : 88 612,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 88 612,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action G42 - Autres actions de sécurité civile					88 612,00 €	88 612,00 €	0,00 €
G42	DFCI	2022	G401E23	204	88 612,00 €	88 612,00 €	0,00 €
Total					88 612,00 €	88 612,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Programme H2 - Accompagnement des territoires

Montant du programme voté avant 2018: **26 045 571,63 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 **25 113 798,78 €**
 Disponible à l'individualisation : **931 772,85 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **931 772,85 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					20 393 940,00 €	19 799 250,57 €	-594 689,43 €
H22	Bâtiments publics	2014	H203E01	204	13 252 979,00 €	12 908 804,57 €	-344 174,43 €
H22	Cœur de village	2014	H203E01	204	7 140 961,00 €	6 890 446,00 €	-250 515,00 €
Total action H23 - Maintien d'activités en milieu rural					5 651 631,63 €	5 314 548,21 €	-337 083,42 €
H23	Economie	2014	H202E01	204	5 586 851,63 €	5 283 099,21 €	-303 752,42 €
H23	ZAE	2014	H202E01	204	64 780,00 €	31 449,00 €	-33 331,00 €
Total					26 045 571,63 €	25 113 798,78 €	-931 772,85 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **931 772,85 €**

Montant du programme voté en 2018: **1 093 852,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 **971 611,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **122 241,00 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **122 241,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					1 093 852,00 €	971 611,00 €	-122 241,00 €
H22	Equipements scolaires	2018	H203E04	204	1 093 852,00 €	971 611,00 €	-122 241,00 €
Total					1 093 852,00 €	971 611,00 €	-122 241,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **122 241,00 €**

Montant du programme voté en 2019: **542 717,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 **530 090,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **12 627,00 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **12 627,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					542 717,00 €	530 090,00 €	-12 627,00 €
H22	Equipements scolaires	2019	H203E10	204	542 717,00 €	530 090,00 €	-12 627,00 €
Total					542 717,00 €	530 090,00 €	-12 627,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **12 627,00 €**

Montant du programme voté en 2020: **1 418 909,00 €**
 Montant liquidé au 31/12/2023 **1 016 026,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **402 883,00 €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **402 883,00 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					182 360,00 €	101 175,00 €	-81 185,00 €
H21	Projets innovants	2020	H206E01	204	182 360,00 €	101 175,00 €	-81 185,00 €
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					1 236 549,00 €	914 851,00 €	-321 698,00 €
H22	Equipements scolaires	2020	H203E20	204	497 047,00 €	482 857,00 €	-14 190,00 €
H22	Equipements touristiques	2020	H203E23	204	377 105,00 €	157 530,00 €	-219 575,00 €
H22	DFCI	2020	H203E32	204	51 056,00 €	43 123,00 €	-7 933,00 €
H22	Maisons de santé pluridisciplinaires	2020	H203E24	204	311 341,00 €	231 341,00 €	-80 000,00 €
Total					1 418 909,00 €	1 016 026,00 €	-402 883,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **402 883,00 €**

Montant du programme voté en 2021: 60 189,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 48 579,00 €
Disponible à l'individualisation : 11 610,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 11 610,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H22 Aides aux équipements publics communaux					60 189,00 €	48 579,00 €	-11 610,00 €
H22	Intempéries	2021	H203E44	204	60 189,00 €	48 579,00 €	-11 610,00 €
Total					60 189,00 €	48 579,00 €	-11 610,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 11 610,00 €

Montant du programme voté en 2022: 14 360,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 14 360,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H23 - Maintien d'activités en milieu rural					14 360,00 €	14 360,00 €	0,00 €
H23	Lutte désertification médicale	2022	H201E19	204	14 360,00 €	14 360,00 €	0,00 €
Total					14 360,00 €	14 360,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Programme H4 - Tourisme

Montant du programme voté en 2020: 533 915,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 533 915,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H41 Animation et promotion de l'offre touristique					533 915,00 €	533 915,00 €	0,00 €
H41	Organismes Tourismes	2020	H403E08	204	533 915,00 €	533 915,00 €	0,00 €
Total					533 915,00 €	533 915,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Montant du programme voté en 2021: 368 066,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 218 066,00 €
Disponible à l'individualisation : 150 000,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 150 000,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H41 Animation et promotion de l'offre touristique					368 066,00 €	218 066,00 €	-150 000,00 €
H41	Organismes Tourismes	2021	H403E10	204	368 066,00 €	218 066,00 €	-150 000,00 €
Total					368 066,00 €	218 066,00 €	-150 000,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 150 000,00 €

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté avant 2018: 17 555 144,85 €
Montant liquidé au 31/12/2023: 17 359 056,06 €
Disponible à l'individualisation : 196 088,79 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 196 088,79 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant AP clôturé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H53 - Programme hydro-agricole					17 555 144,85 €	17 359 056,06 €	-196 088,79 €
H53	Cession créances Laprade	2014	H503E01	204	6 616 000,20 €	6 615 993,74 €	-6,46 €
H53	Irrigation collective	2014	H503E01	204	1 593 973,74 €	1 577 380,44 €	-16 593,30 €
H53	Aqua Domitia	2014	H503E01	204	9 345 170,91 €	9 165 681,88 €	-179 489,03 €
Total					17 555 144,85 €	17 359 056,06 €	-196 088,79 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 196 088,79 €

Montant du programme voté en 2018: 583 673,73 €
Montant liquidé au 31/12/2023: 544 684,11 €
Disponible à l'individualisation : 38 989,62 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 38 989,62 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant AP clôturé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 Santé animale et prévention des calamités					55 493,24 €	42 663,95 €	-12 829,29 €
H51	Aménagements fonciers	2018	H502E06	204	55 493,24 €	42 663,95 €	-12 829,29 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					528 180,49 €	502 020,16 €	-26 160,33 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2018	H503E08	204	385 000,00 €	376 362,89 €	-8 637,11 €
H53	Irrigation collective	2018	H503E08	204	143 180,49 €	125 657,27 €	-17 523,22 €
Total					583 673,73 €	544 684,11 €	-38 989,62 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 38 989,62 €

Montant du programme voté en 2019: 432 886,84 €
Montant liquidé au 31/12/2023: 361 242,32 €
Disponible à l'individualisation : 71 644,52 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 71 644,52 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant AP clôturé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 Santé animale et prévention des calamités					52 886,84 €	42 026,78 €	-10 860,06 €
H51	Aménagements fonciers	2019	H502E08	204	52 886,84 €	42 026,78 €	-10 860,06 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					380 000,00 €	319 215,54 €	-60 784,46 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2019	H503E10	204	380 000,00 €	319 215,54 €	-60 784,46 €
Total					432 886,84 €	361 242,32 €	-71 644,52 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 71 644,52 €

Montant du programme voté en 2020: 487 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023: 473 158,59 €
Disponible à l'individualisation : 13 841,41 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 13 841,41 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H53 - Programme hydro-agricole					487 000,00 €	473 158,59 €	-13 841,41 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2020	H503E12	204	442 000,00 €	441 684,99 €	-315,01 €
H53	Institutions interdépt.	2020	H503E12	204	45 000,00 €	31 473,60 €	-13 526,40 €
Total					487 000,00 €	473 158,59 €	-13 841,41 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 13 841,41 €

Montant du programme voté en 2021 : **567 743,05 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **517 783,35 €**
Disponible à l'individualisation : **49 959,70 €** ✓
Montant désindividualisé au cours de la séance : **49 959,70 €** ✓

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H52 - Circuit de proximité et agrotourisme					52 743,05 €	51 743,76 €	-999,29 €
H52	Circuits de proximité	2021	H502E18	204	52 743,05 €	51 743,76 €	-999,29 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					515 000,00 €	466 039,59 €	-48 960,41 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2021	H503E14	204	470 000,00 €	433 055,20 €	-36 944,80 €
H53	Institutions interdép.	2021	H503E14	204	45 000,00 €	32 984,39 €	-12 015,61 €
Total					567 743,05 €	517 783,35 €	-49 959,70 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **49 959,70 €** ✓

Montant du programme voté en 2022 : **431 311,79 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **419 418,73 €**
Disponible à l'individualisation : **11 893,06 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **11 893,06 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 - Santé animale et prévention des calamités					2 952,53 €	2 952,53 €	0,00 €
H51	Aménagements fonciers	2022	H502E19	204	2 952,53 €	2 952,53 €	0,00 €
Total action H53 - Programme hydro-agricole					428 359,26 €	416 466,20 €	-11 893,06 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2022	H503E16	204	383 359,26 €	383 359,26 €	0,00 €
H53	Institutions interdép.	2022	H503E16	204	45 000,00 €	33 106,94 €	-11 893,06 €
Total					431 311,79 €	419 418,73 €	-11 893,06 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **11 893,06 €**

Montant du programme voté en 2023 : **440 000,00 €**
Montant liquidé au 31/12/2023 : **434 367,22 €**
Disponible à l'individualisation : **5 632,78 €**
Montant désindividualisé au cours de la séance : **5 632,78 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H53 - Programme hydro-agricole					440 000,00 €	434 367,22 €	-5 632,78 €
H53	Charges intercal. Lauragais	2023	H503E21	204	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €
H53	Institutions interdép.	2023	H503E21	204	40 000,00 €	34 367,22 €	-5 632,78 €
Total					440 000,00 €	434 367,22 €	-5 632,78 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de **5 632,78 €**

Programme I1 - Routes

Montant du programme voté avant 2018: 20 424 443,31 €
Montant liquidé au 31/12/2023 19 798 935,31 €
Disponible à l'individualisation : 625 508,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 625 508,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I16 - Subventions d'investissement					20 424 443,31 €	19 798 935,31 €	-625 508,00 €
I16	Voirie (avant 2020)	2014	I102E01	204	20 424 443,31 €	19 798 935,31 €	-625 508,00 €
Total					20 424 443,31 €	19 798 935,31 €	-625 508,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 625 508,00 €

Montant du programme voté en 2019: 394 502,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 339 904,64 €
Disponible à l'individualisation : 54 597,36 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 54 597,36 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I11 - Etudes					10 000,00 €	9 000,00 €	-1 000,00 €
I11	Etudes Routières/Acquisitions	2019	I104E04	204	10 000,00 €	9 000,00 €	-1 000,00 €
Total action I12 - Travaux neufs					125 000,00 €	121 336,34 €	-3 663,66 €
I12	RD4 Création d'un barreau de raccordement entre les RD4 et 33 à Bram	2019	I105E08	204	125 000,00 €	121 336,34 €	-3 663,66 €
Total action I16 - Subventions d'investissement					259 502,00 €	209 568,30 €	-49 933,70 €
I16	Intempéries (avant 2020)	2019	I102E07	204	259 502,00 €	209 568,30 €	-49 933,70 €
Total					394 502,00 €	339 904,64 €	-54 597,36 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 54 597,36 €

Montant du programme voté en 2020 : 30 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 21 999,20 €
Disponible à l'individualisation : 8 000,80 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 8 000,80 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I11 - Etudes					10 000,00 €	5 000,00 €	-5 000,00 €
I11	Etudes Routières/Acquisitions	2020	I104E07	204	10 000,00 €	5 000,00 €	-5 000,00 €
Total action I12 - Travaux neufs					20 000,00 €	16 999,20 €	-3 000,80 €
I12	Prog. Giratoires 2019-2021	2020	I105E12	204	20 000,00 €	16 999,20 €	-3 000,80 €
Total					30 000,00 €	21 999,20 €	-8 000,80 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 8 000,80 €

Montant du programme voté en 2023 : 50 000,00 €
Montant liquidé au 31/12/2023 50 000,00 €
Disponible à l'individualisation : 0,00 €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 0,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action I13 - Entretien et gestion du réseau					50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €
I13	Cessions de domanialité	2023	I1002E23	204	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €
Total					50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 0,00 €

Programme K3 - Systèmes information et télécommunication

Montant du programme voté avant 2018 : 163 408,67 €
 Montant liquidé au 31/12/2023 : 129 577,78 €
 Disponible à l'individualisation : 33 830,89 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 33 830,89 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K31 - Systèmes d'information					163 408,67 €	129 577,78 €	-33 830,89 €
K31	Bâtiment Cogitis	2014	K311E01	204	163 408,67 €	129 577,78 €	-33 830,89 €
Total					163 408,67 €	129 577,78 €	-33 830,89 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 33 830,89 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté en 2021 : 60 000,00 €
 Montant liquidé au 31/12/2023 : 53 984,00 €
 Disponible à l'individualisation : 6 016,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 016,00 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					60 000,00 €	53 984,00 €	-6 016,00 €
K42	Travaux	2021	K409E19	204	60 000,00 €	53 984,00 €	-6 016,00 €
Total					60 000,00 €	53 984,00 €	-6 016,00 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 6 016,00 €

Programme L3 - Budget participatif

Montant du programme voté en 2020 : 1 500 000,00 €
 Montant liquidé au 31/12/2023 : 1 371 081,65 €
 Disponible à l'individualisation : 128 918,35 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 128 918,35 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésime AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action L31 - Actions du budget participatif					1 500 000,00 €	1 371 081,65 €	-128 918,35 €
L31	Budget participatif	2020	L301E01	204	1 500 000,00 €	1 371 081,65 €	-128 918,35 €
Total					1 500 000,00 €	1 371 081,65 €	-128 918,35 €

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de 128 918,35 €

ANNEXE 7 - Clôture des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

	AP < 2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
C Autonomie	7 960 885,00	230 641,84	7 730 243,16	7 730 243,16
C1 Personnes âgées	7 960 885,00	230 641,84	7 730 243,16	7 730 243,16
E Culture et patrimoine	3 502 857,41	200 449,43	3 302 407,98	3 302 407,98
E2 Sites culturels	3 502 857,41	200 449,43	3 302 407,98	3 302 407,98
G Env. et prév. des risques	54 381 438,84	2 546 577,00	51 834 861,84	51 834 861,84
G1 Eau	54 381 438,84	2 546 577,00	51 834 861,84	51 834 861,84
H Aménag. attractivitédu terr.	43 600 716,48	1 127 861,64	42 472 854,84	42 472 854,84
H2 Accompagnement territoires	26 045 571,63	931 772,85	25 113 798,78	25 113 798,78
H5 Agriculture et pêche	17 555 144,85	196 088,79	17 359 056,06	17 359 056,06
I Réseau routier et mobilité	20 424 443,31	625 508,00	19 798 935,31	19 798 935,31
I1 - Routes	20 424 443,31	625 508,00	19 798 935,31	19 798 935,31
K Administration générale	163 408,67	33 830,89	129 577,78	129 577,78
K3 Systèmes informat & télécom	163 408,67	33 830,89	129 577,78	129 577,78
Total général	130 033 749,71	4 764 868,80	125 268 880,91	125 268 880,91

	AP 2018	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2022	Total AP liquidé
B Action sociale et insertion	388 000,00	36 626,76	351 373,24	351 373,24
B4 Logement	388 000,00	36 626,76	351 373,24	351 373,24
C Autonomie	932 000,00	186 400,00	745 600,00	745 600,00
C1 Personnes âgées	932 000,00	186 400,00	745 600,00	745 600,00
E Culture et patrimoine	430 414,00	45 290,72	385 123,28	385 123,28
E2 Sites culturels	430 414,00	45 290,72	385 123,28	385 123,28
F Sport Jeunesse	600 338,00	110 609,00	489 729,00	489 729,00
F1 Sports&activ. pleine nature	600 338,00	110 609,00	489 729,00	489 729,00
G Env. et prév. des risques	26 879,00	720,00	26 159,00	26 159,00
G4 Sécurité civile	26 879,00	720,00	26 159,00	26 159,00
H Aménag. attractivitédu terr.	1 677 525,73	161 230,62	1 516 295,11	1 516 295,11
H2 Accompagnement territoires	1 093 852,00	122 241,00	971 611,00	971 611,00
H5 Agriculture et pêche	583 673,73	38 989,62	544 684,11	544 684,11
Total général	4 055 156,73	540 877,10	3 514 279,63	3 514 279,63

	AP 2019	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
B Action sociale et insertion	90 000,00	4 580,24	85 419,76	85 419,76
B2 Insertion professionnelle	90 000,00	4 580,24	85 419,76	85 419,76
E Culture et patrimoine	297 366,00	69 845,90	227 520,10	227 520,10
E2 Sites culturels	297 366,00	69 845,90	227 520,10	227 520,10
F Sport Jeunesse	41 951,06	1 981,60	39 969,46	39 969,46
F1 Sports&activ. pleine nature	41 951,06	1 981,60	39 969,46	39 969,46
G Env. et prév. des risques	309 185,00	12 917,21	296 267,79	296 267,79
G1 Eau	36 175,60	4 613,03	31 562,57	31 562,57
G2 Espaces naturels	273 009,40	8 304,18	264 705,22	264 705,22
H Aménag. attractivitédu terr.	975 603,84	84 271,52	891 332,32	891 332,32
H2 Accompagnement territoires	542 717,00	12 627,00	530 090,00	530 090,00
H5 Agriculture et pêche	432 886,84	71 644,52	361 242,32	361 242,32
I Réseau routier et mobilité	394 502,00	54 597,36	339 904,64	339 904,64
I1 - Routes	394 502,00	54 597,36	339 904,64	339 904,64
Total général	2 108 607,90	228 193,83	1 880 414,07	1 880 414,07

	AP 2020	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
E Culture et patrimoine	40 000,00	66,55	39 933,45	39 933,45
E2 Sites culturels	40 000,00	66,55	39 933,45	39 933,45
G Env. et prév. des risques	317 502,10	12 276,58	305 225,52	305 225,52
G1 Eau	47 538,10	7 709,70	39 828,40	39 828,40
G2 Espaces naturels	269 964,00	4 566,88	265 397,12	265 397,12
H Aménag. attractivitédu terr.	2 439 824,00	416 724,41	2 023 099,59	2 023 099,59
H2 Accompagnement territoires	1 418 909,00	402 883,00	1 016 026,00	1 016 026,00
H4 Tourisme	533 915,00	0,00	533 915,00	533 915,00
H5 Agriculture et pêche	487 000,00	13 841,41	473 158,59	473 158,59
I Réseau routier et mobilité	30 000,00	8 000,80	21 999,20	21 999,20
I1 - Routes	30 000,00	8 000,80	21 999,20	21 999,20
L Pilotage et coordination	1 500 000,00	128 918,35	1 371 081,65	1 371 081,65
L3 Budget participatif	1 500 000,00	128 918,35	1 371 081,65	1 371 081,65
Total général	4 327 326,10	565 986,69	3 761 339,41	3 761 339,41



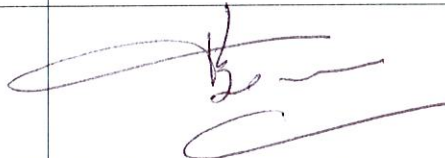


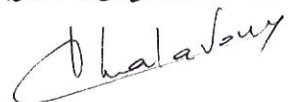
	AP 2021	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
B Action sociale et insertion	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
B4 Logement	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
F Sport Jeunesse	169 513,00	55,36	169 457,64	169 457,64
F1 Sports&activ. pleine nature	169 513,00	55,36	169 457,64	169 457,64
G Env. et prév. des risques	20 656,00	0,00	20 656,00	20 656,00
G2 Espaces naturels	20 656,00	0,00	20 656,00	20 656,00
H Aménag. attractivitédu terr.	995 998,05	211 569,70	784 428,35	784 428,35
H2 Accompagnement territoires	60 189,00	11 610,00	48 579,00	48 579,00
H4 Tourisme	368 066,00	150 000,00	218 066,00	218 066,00
H5 Agriculture et pêche	567 743,05	49 959,70	517 783,35	517 783,35
K Administration générale	60 000,00	6 016,00	53 984,00	53 984,00
K4 Logistique et patrimoine	60 000,00	6 016,00	53 984,00	53 984,00
Total général	1 646 167,05	217 641,06	1 428 525,99	1 428 525,99

	AP 2022	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2023	Total AP liquidé
G Env. et prév. des risques	88 612,00	0,00	88 612,00	88 612,00
G4 Sécurité civile	88 612,00	0,00	88 612,00	88 612,00
H Aménag. attractivitédu terr.	445 671,79	11 893,06	433 778,73	433 778,73
H2 Accompagnement territoires	14 360,00	0,00	14 360,00	14 360,00
H5 Agriculture et pêche	431 311,79	11 893,06	419 418,73	419 418,73
Total général	534 283,79	11 893,06	522 390,73	522 390,73





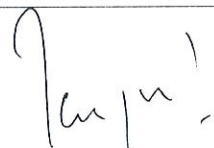
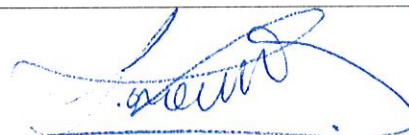
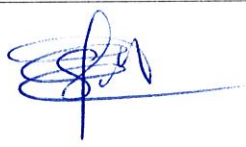
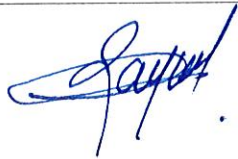
	AP 2023	Désindividualisation pour Clôture AP	AP Actualisée après CA 2022	Total AP liquidé
G Env. et prév. des risques	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
G2 Espaces naturels	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
H Aménag. attractivitédu terr.	440 000,00	5 632,78	434 367,22	434 367,22
H5 Agriculture et pêche	440 000,00	5 632,78	434 367,22	434 367,22
I Réseau routier et mobilité	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
I1 - Routes	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
Total général	570 000,00	5 632,78	564 367,22	564 367,22






Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme 
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DORA Danville
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 – budget principal

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif et fixant le taux d'imposition pour 2023 et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Compte de gestion 2023 présenté par le Payeur départemental,

Vu l'avis émis par la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente les réalisations budgétaires au titre de l'année 2023.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

En vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, le vote de l'assemblée délibérante arrêtant les comptes du Département doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Les comptes 2023 ont été clôturés conjointement par l'ordonnateur et le comptable.

J'ai donc l'honneur de soumettre à votre examen le compte administratif 2023, ainsi que le compte de gestion établi par le Payeur départemental concernant le budget principal.

Le résultat 2023 sera repris dès le vote du budget primitif 2024.

Voici un bref résumé de l'exercice :

L'exercice financier 2023 est marqué pour le Département par un net ralentissement de l'évolution des recettes de fonctionnement (+ 2,06% contre 5% l'an dernier) en lien avec la chute des DMTO (droits de mutation à titre onéreux) de 14 M€ (– 16%). Au plan national, la baisse des DMTO s'élève à 23%. La dynamique de la TSCA (+ 12%), des compensations de la CNSA et de la fraction de TVA ont permis de maintenir la progression des recettes. Les dépenses de fonctionnement accélèrent leur évolution (+ 7,6% contre + 5% en 2022).

Les recettes réelles de fonctionnement ont progressé globalement de 11,86 M€ (+ 2,06 %). La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) enregistre une hausse à 12% soit un revenu complémentaire de 8,4 M€ ainsi que les compensations de la CNSA (+ 7 M€) pour financer l'APA, la PCH, le tarif plancher pour les établissements personnes âgées (23 €) et les revalorisations salariales dans la branche aide à domicile. La fraction de TVA reversée progresse de 2,31% (+ 6,58 M€) incluant la fraction compensatoire de TVA pour la CVAE. L'exercice 2023 est marqué par un repli important des DMTO (73,8 M€) qui ont chuté de 13,8 M€ après deux années de hausse sur la période après COVID.

L'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement a également été très soutenue et s'élève à 7,56%, soit une charge supplémentaire de 37,9 M€. Cette évolution se retrouve principalement sur les missions enfance famille, autonomie et les ressources humaines en lien notamment avec la hausse des prises en charge physique, des revalorisations salariales de la branche d'aide à domicile et de celles de la fonction publique territoriale.

La capacité d'autofinancement brute, c'est-à-dire le solde des recettes sur les dépenses, a diminué de 25,4 M€ pour s'établir à 48,9 M€. Le taux de CAF ressort à 8,3% (contre 13 % en 2022) dans la moyenne historique du département (8%).

En matière d'investissement, les dépenses réelles d'équipement s'élèvent à 76,08 M€ contre 82,27 M€ en 2021. La baisse des réalisations est à mettre en regard de la baisse des crédits budgétaires en 2023 (- 11,36 M€). Le recours à l'emprunt s'est élevé à 20 M€ en baisse de 10,875 M€ par rapport à 2022.

Dans ce contexte, l'autofinancement a joué son rôle d'amortisseur pour couvrir le besoin de financement en investissement ce qui génère un prélèvement sur le fonds de roulement de 19,1 M€.

Le résultat financier global ressort à 83,75 M€ au terme de l'exercice 2023. La capacité de désendettement augmente et passe de 3,18 ans à 4,74 ans qui correspond à un endettement maîtrisé. Ce ratio exprime la soutenabilité de notre dette par rapport à notre épargne brute. En 2023, la tenue de ce ratio tient à la baisse de notre encours de dette (-3,6 M€) car notre épargne se dégrade du fait de la chute des DMTO et de la forte progression des dépenses de fonctionnement.

I - Compte administratif 2023

1. Les résultats de l'exercice

A la clôture de l'exercice 2023, **le compte administratif fait apparaître, en fonctionnement, un résultat de l'exercice de 27 182 213,41 €** en diminution de 26,06 M€ par rapport à 2022.

CA 2023	Budget Principal
Section de fonctionnement	
Recettes	594 069 376,05
Dépenses	566 887 162,64
Résultat de l'exercice	27 182 213,41
Résultats antérieurs	102 881 673,32
Résultat de fonctionnement Global 2023	130 063 886,73
Financement de la section d'investissement	-46 317 031,51
Résultat à affecter	83 746 855,22
Section d'investissement	
Recettes	116 424 841,23
Dépenses	121 463 477,36
Solde d'investissement de l'exercice	-5 038 636,13
Résultats antérieurs	-41 278 395,38
Déficit d'investissement	-46 317 031,51
RAR 2023 en dépenses	0,00
RAR 2023 en recettes	0,00
Besoin de financement de la section d'investissement	-46 317 031,51

Pour déterminer **le résultat global de fonctionnement à affecter**, il convient de prendre en compte le résultat reporté des exercices antérieurs.

Celui-ci s'élève à 102 881 673,32 € (contre 90 922 099,56 € en 2022). Le résultat de fonctionnement global 2023 s'élève donc à **130 063 886,73 €** (144 160 068,70 € en 2022).

La section d'investissement dégage un solde à financer de 46 317 031,51 € qui se décompose comme suit :

- solde de l'exercice (négatif) 5 038 636,13 €
- résultat reporté (déficit) 41 278 395,38 €

Le **besoin de financement** de la section d'investissement s'élève à **46 317 031,51 €**

Au total, **le résultat global de clôture 2023** s'élève à **83 746 855,22 €**.

Je vous propose d'examiner à présent, dans le détail et par section, le budget principal tel qu'il ressort du compte administratif 2023 figurant en annexe. La présentation qui suit est organisée selon la segmentation budgétaire (mission, programme, action).

En termes de mouvements budgétaires, le montant total des dépenses et des recettes s'élève respectivement à 688,35 M€ et à 710,49 M€. Les opérations réelles, c'est-à-dire les opérations donnant lieu à décaissement et encaissement, s'élèvent à 649,9 M€ en dépenses et 672,04 M€ en recettes (hors remboursement anticipé temporaire et refinancement de la dette).

	Dépenses		Recettes	
	Montant	Evol° en % par rapport à 2022	Montant	Evol° en % par rapport à 2022
Fonctionnement réel	538 720 579,49	7,56%	587 912 280,80	2,06%
Opérations d'ordre	28 166 583,15		6 157 095,25	
Total fonctionnement	566 887 162,64	7,11%	594 069 376,05	1,99%
Réel (hors Remboursement Anticipé Temporaire - RAT et Refinancement - Refi)	99 814 022,16	-4,85%	42 850 146,68	-11,71%
RAT	3 366 663,09		3 366 663,09	
Excédent capitalisé			41 278 395,38	59,33%
Apurement du compte 1069	11 362 643,93			
Investissement réel	114 543 329,18	9,19%	87 495 205,15	17,53%
Opérations d'ordre	6 920 148,18		28 929 636,08	
Total investissement	121 463 477,36	8,50%	116 424 841,23	12,54%
Total des mouvements réels (hors RAT & REFI)	649 897 245,58	7,29%	672 040 822,86	3,31%
Total des mouvements budgétaires	688 350 640,00	7,35%	710 494 217,28	3,58%

2. La section de fonctionnement

2.1. Les recettes de fonctionnement

Le total des recettes de fonctionnement 2023 s'établit à 594,07 M€ en hausse de 11,57 M€, soit + 1,99 % par rapport à 2022 comme indiqué dans le tableau ci-après :

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
Fiscalité directe	37 982 104,00	24 693 527,00	-13 288 577,00	-34,99%
Contributions directes	15 439 121,00	2 979 661,00	-12 459 460,00	-80,70%
<i>Taxe foncière Rôles supplémentaires</i>	144 894,00	107 568,00	-37 326,00	-25,76%
<i>CVAE Contribution sur la valeur ajouté des entreprises</i>	12 692 097,00	0,00	-12 692 097,00	-100,00%
<i>IFER Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux</i>	2 602 130,00	2 872 093,00	269 963,00	10,37%
Transfert frais de gestion TFB	11 316 616,00	11 496 970,00	180 354,00	1,59%
FNGIR Fonds national de garantie individuelle des ressources	10 216 896,00	10 216 896,00	0,00	0,00%
Fonds de compensation CVAE	1 009 471,00	0,00	-1 009 471,00	-100,00%
Fiscalité indirecte	384 431 914,47	399 171 727,38	14 739 812,91	3,83%
Fraction de TVA	140 436 035,00	159 478 712,00	19 042 677,00	13,56%
<i>Fraction compensatoire de la TFPB</i>	136 611 450,00	140 340 931,00	3 729 481,00	2,73%
<i>Fraction complémentaire de TVA</i>	3 824 585,00	3 841 631,00	17 046,00	0,45%
<i>Fraction compensatoire de TVA - CVAE</i>	0,00	15 296 150,00	15 296 150,00	
Taxe sur les conventions d'assurance TSCA	69 862 946,66	78 258 292,49	8 395 345,83	12,02%
<i>Transferts de compétences</i>	32 036 462,87	35 141 989,48	3 105 526,61	9,69%
<i>Réforme fiscale</i>	37 826 483,79	43 116 303,01	5 289 819,22	13,98%
Droits de mutation à titre onéreux DMTO	87 673 955,55	73 827 140,45	-13 846 815,10	-15,79%
Fonds de péréquation DMTO	20 364 222,00	22 830 924,00	2 466 702,00	12,11%
TICPE (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) RSA	55 078 714,08	54 737 285,25	-341 428,83	-0,62%
Taxe d'aménagement	3 864 807,98	3 943 620,63	78 812,65	2,04%
TICFE (Taxe intérieure de consommation finale d'électricité)	6 733 238,12	5 629 977,82	-1 103 260,30	-16,39%
Taxe additionnelle de séjour	417 995,08	465 774,74	47 779,66	11,43%
Dotations Etat & participations	131 577 055,70	139 760 321,66	8 183 265,96	6,22%
DGF Dotation global de fonctionnement / DGD Dotation générale de décentralisation	70 964 609,00	71 059 281,00	94 672,00	0,13%
DCRTP Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	11 581 811,00	11 543 570,00	-38 241,00	-0,33%
FCTVA Fonds de compensation de la TVA	489 897,18	503 734,90	13 837,72	2,82%
Concours CNSA APA	19 130 266,78	23 728 034,91	4 597 768,13	24,03%
Concours CNSA PCH, MDPH, LASV loi d'adaptation de la société au vieillissement	9 270 376,12	11 642 486,38	2 372 110,26	25,59%
FMDI Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	4 275 559,00	4 643 552,00	367 993,00	8,61%
Fonds de lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi	1 368 588,00	865 656,57	-502 931,43	-36,75%
Allocations compensatrices de fiscalité - Dotation carrée	3 978 427,00	3 882 307,00	-96 120,00	-2,42%
Fonds de stabilisation / Compensation revalorisation RSA	1 128 301,00	0,00	-1 128 301,00	-100,00%
Autres participations	9 389 220,62	11 891 698,90	2 502 478,28	26,65%
Produit de gestion	14 273 603,16	14 849 139,05	575 535,89	4,03%
dont recouvrements des participations à l'aide sociale et indus	13 348 662,09	13 752 699,38	404 037,29	3,03%
Divers fonctionnement	7 790 924,79	9 437 565,71	1 646 640,92	21,14%
Total recettes réelles (hors résultat)	576 055 602,12	587 912 280,80	11 856 678,68	2,06%
Opérations d'ordre	6 444 999,60	6 157 095,25	-287 904,35	-4,47%
Total recettes fonctionnement	582 500 601,72	594 069 376,05	11 568 774,33	1,99%

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 587,91 M€ contre 576,06 M€ en 2022, soit une augmentation de 11,86 M€ (+ 2,06 %).

Dans le détail :

- **La fiscalité directe locale** s'établit à 24,69 M€ en baisse de 35 %, soit – 13,3 M€.

En effet, il convient de rappeler un changement de périmètre dans la composition des ressources du Département. Cela est consécutif à la loi de finances 2023 qui supprime la **cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)** et le **fonds de péréquation CVAE** remplacés par le versement d'une fraction de TVA complémentaire à celle déjà octroyée pour la suppression de la TFPB. En conséquence, le poids de la fiscalité directe locale est ramené à 4% contre 7% en 2022.

Le produit des **impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)** s'établit à 2,87 M€ en hausse de 0,27 M€.

Le transfert des **frais de gestion de TFB**, destiné à compenser le reste à charge sur les allocations individuelles de solidarités, augmente (0,18 M€) et représente 11,5 M€. Les reliquats de **rôles supplémentaires** ont été perçus pour 0,11 M€.

Le **Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**, quant à lui, est figé depuis la réforme de la taxe professionnelle de 2004 à 10,22 M€.

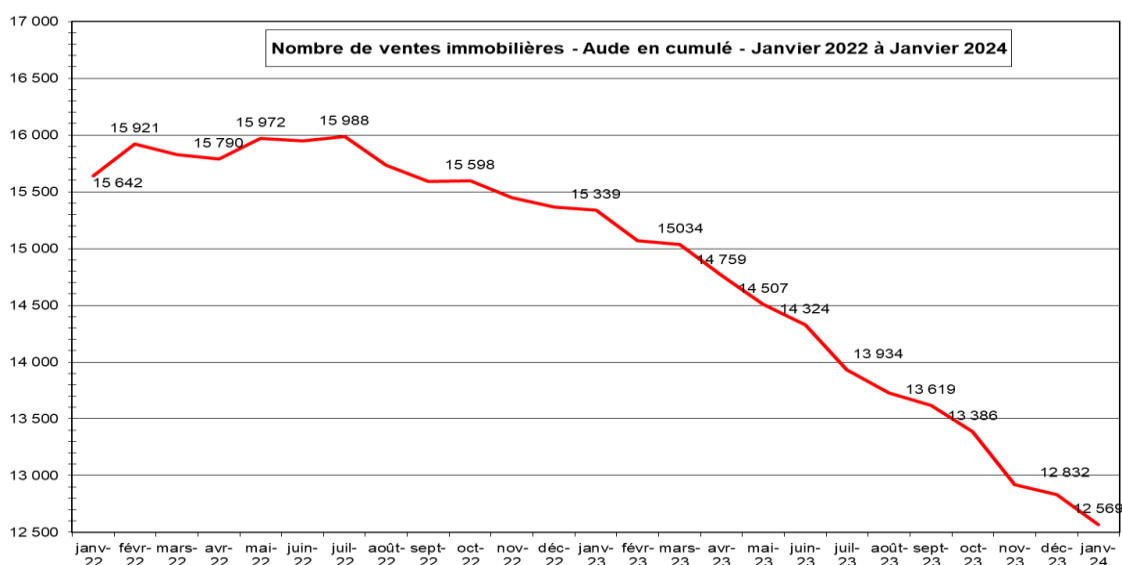
- **La fiscalité indirecte** s'élève à 399,17 M€.

La **fraction de TVA compensatoire de la TFPB**, 1^{er} poste de la fiscalité reversée mais aussi le plus dynamique, a été perçue à hauteur de 144,18 M€ dont 3,84 M€ de fraction complémentaire de TVA. La progression est de 2,67 % par rapport au montant perçu en 2022, soit + 3,75 M€, ce en lien avec la reprise de la consommation et la dynamique de l'inflation.

Une **fraction complémentaire de TVA** pour compenser la suppression de la **CVAE** a été encaissée pour 15,3 M€.

La **taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)** occupe en 2023 le 2nd poste de la fiscalité indirecte. Elle s'élève à 78,26 M€, soit une hausse de 8,39 M€. Les deux parts évoluent à la hausse par rapport à 2022, respectivement + 3,11 M€ pour le transfert de compétences et + 5,29 M€ pour la réforme fiscale. En 2022, le 2nd poste de la fiscalité indirecte était occupé par les DMTO.

Les **DMTO** enregistrent une baisse de 13,85 M€ pour s'établir à 73,83 M€ qui s'explique par un ralentissement du marché immobilier après deux années d'emballement. L'augmentation des prix des biens, les restrictions d'octroi des crédits immobiliers et la hausse des taux d'intérêt ont été des facteurs dégradant de la situation 2023. Ainsi, les transactions ont vu leur nombre baisser.



Le **fonds globalisé de péréquation DMTO**, instauré en loi de finances 2020, regroupe en un prélèvement unique trois anciens prélèvements déterminés en fonction de la recette fiscale des DMTO (fonds de péréquation DMTO, fonds de solidarité en faveur des départements et fonds de soutien interdépartemental). Celui-ci s'établit à 22,83 M€ (+ 2,47 M€). En prenant en compte le prélèvement en dépenses de 7,74 M€, il ressort un solde net de fonds de péréquation DMTO de 15,09 M€.

La **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)** s'établit à 54,74 M€. Une baisse sur la part de TICPE relative aux transferts de compétences (-0,34 M€) est constatée par rapport à 2022.

Le produit de la **taxe d'aménagement** a augmenté de 0,08 M€ et s'élève à 3,94 M€. Cette taxe a une évolution aléatoire.

Le montant de la **taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE)** s'établit à 5,63 M€ en baisse de 1,1 M€.

La **taxe additionnelle à la taxe de séjour**, mise en application depuis le 1^{er} janvier 2019, s'établit à 0,47 M€ avec une hausse de 0,05 M€.

- **Les dotations d'Etat et les participations** d'un montant global de 139,76 M€ sont en hausse de 8,18 M€ (soit + 6,22 %) liés aux concours CNSA.

La **dotation globale de fonctionnement** évolue légèrement à la hausse (+ 0,09 M€) pour s'établir à 68,51 M€ en lien avec l'augmentation de la population.

La **dotation globale de décentralisation (DGD)** est figée et s'établit à 2,55 M€.

La **dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)** est, depuis la loi de finances 2017, intégrée dans l'assiette des variables d'ajustement. Son montant de 11,54 M€ est en diminution de 0,04 M€.

S'agissant du **fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI)**, on note une augmentation de 0,37 M€ par rapport à 2022. Son montant s'établit à 4,64 M€ en 2023.

Les **allocations compensatrices** d'exonérations en matière de fiscalité s'élèvent à 3,88 M€ avec une diminution (- 0,1 M€).

En 2023, le Département a perçu 0,5 M€ de **FCTVA** au titre des dépenses éligibles de fonctionnement, pour l'entretien des bâtiments publics et de la voirie en 2022 (soit + 0,01 M€).

Les concours de la CNSA au titre de l'APA (23,73 M€) augmentent de 4,6 M€ en lien avec la hausse des dépenses.

Les autres concours de la CNSA se portent à 11,64 M€ (+ 2,37 M€), comprenant la dotation PCH qui augmente de 1,27 M€ (6,9 M€) et les dotations fléchées sur les actions de prévention et le forfait autonomie de la conférence des financeurs qui diminuent de 0,1 M€ (0,88 M€). La dotation MDPH s'établit à 0,79 M€ (- 0,1 M€). Par ailleurs, 3,07 M€ ont été encaissés au titre de la dotation pour les revalorisations salariales des SAAD (article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale 2021) pour 1,83 M€ dont 0,46 M€ représentant le solde 2022 et 1,375 M€ pour 2023, de la dotation complémentaire qualité octroyée aux SAAD (article 44 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022) pour 1,17 M€ et de la participation pour l'aide à la vie partagée de l'habitat inclusif pour 0,07 M€.

Le **Fonds de lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi**, adopté en loi de finances 2019, s'élève à 0,87 M€ soit - 0,5 M€ du fait de la fin de l'opération. Un nouveau dispositif au travers du Pacte des Solidarités est en cours de construction pour 2024.

Pour mémoire, le reste à charge concernant les allocations individuelles de solidarités 2022 s'élevait à 80,35 M€ (hors mesures LFI 2014). Pour 2023, le reste à charges est de 89,35 M€.

Concernant les **autres participations** (11,89 M€), elles augmentent de 2,5 M€ notamment le FSE.

Dans le détail, il s'agit notamment :

- ✓ du Fonds Social Européen d'un montant de 2,69 M€ (+ 1,08 M€), la fin du programme FSE a induit une accélération des reliquats de dépenses
- ✓ de la compensation de l'Etat du tarif plancher de 23 € en 2023 pour les établissements hébergeant les personnes âgées et les personnes handicapées pour 3,17 M€ (+ 0,97 M€),
- ✓ des participations de l'Etat d'un montant total de 2,4 M€, dont 1,38 M€ dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (convention Taquet), 0,37 M€ pour le maintien de la prise en charge des jeunes majeurs par l'ASE, 0,47 M€ pour la mise à l'abri des mineurs non accompagnés et 0,17 M€ au titre du financement des revalorisations salariales ESSMS 2022 et 2023 pour l'ASE,
- ✓ de la contribution des collèges disposant d'un service de restauration au Fonds Audois de Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI) qui s'établit à 1,15 M€ (+ 0,04 M€),
- ✓ du concours de l'Etat et de l'ANAH de 0,7 M€ (+ 0,49 M€) pour la mise en œuvre d'actions dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique,
- ✓ la recette du Fonds Unique Logement (FUL) à 0,57 M€ (- 0,10 M€),
- ✓ de la participation des communes aux opérations de démoustication qui est stable à 0,40 M€,
- ✓ de la prise en charge des consultations médicales de la PMI par le régime d'assurance maladie pour 0,25 M€,
- ✓ de la recette de la DRAAF dans le cadre du plan France Relance en soutien au projet alimentaire territorial « Manger Audois » (0,12 M€),
- ✓ de la participation de l'Etat aux actions de coopération décentralisée pour 0,13 M€ (- 0,12 M€),
- ✓ de la participation du Comité de liaison des énergies renouvelables (CLER) suivant la convention de partenariat 2022 2023 pour la transition énergétique pour la mise en œuvre du programme SLIME+ (0,09 M€),

- ✓ des participations de l'Etat pour les facilitateurs sociaux (0,04 M€), la participation de la CAF dans le cadre du fonds d'aide aux jeunes (0,04 M€).

Les produits de gestion (14,85 M€) se composent essentiellement des recouvrements d'aide sociale (13,75 M€). Ces derniers sont en augmentation de 0,4 M€ par rapport à 2022 et se répartissent comme suit :

- Autonomie : 12,33 M€ (+ 0,27 M€) dont 7,8 M€ pour l'hébergement des personnes âgées (+ 0,26 M€) et 4,53 M€ pour l'hébergement des personnes en situation de handicap (+ 0,01 M€),
- Enfance famille : 1,42 M€ (+ 0,13 M€).
- Les autres produits de gestion s'élèvent à 1,1 M€ (+ 0,17 M€) et concernent notamment le remboursement des chèques déjeuners (0,35 M€), les redevances versées par les fermiers sur les concessions hydrauliques départementales (0,39 M€), le remboursement de trop versé à COGITIS (0,15 M€) et les revenus locatifs (0,13 M€).

Les recettes diverses de fonctionnement regroupent les recettes des autres produits de gestion dont ceux du domaine, les produits financiers, les produits exceptionnels et les atténuations de charges. Pour 2023, les recettes encaissées s'élèvent à 9,44 M€, soit une augmentation de 1,65 M€ par rapport à l'année dernière.

La répartition est la suivante :

- Les produits du domaine diminuent pour s'établir à 1,63 M€. Ils comprennent notamment les redevances d'occupation du domaine public (0,85 M€), les remboursements des frais par des tiers (0,25 M€), le produit des coupes de bois (0,25 M€), les remboursements de frais par les budgets annexes (0,17 M€), les contributions pour dégradation des voies et chemins (0,09 M€) et la régularisation des versements 2022 des droits d'entrées à l'abbaye de Lagrasse (0,01 M€).
- Les indus RSA donnent lieu à une recette de 1,13 M€.
- Les recouvrements d'indus APA (0,07 M€) sont en diminution (- 0,14 M€) contrairement au remboursement des chèques services non employés qui s'élèvent à 0,43 M€ (+ 0,12 M€) et le recouvrement des régularisations des CIAS pour 0,52 M€.
- Les produits exceptionnels divers augmentent de 1,01 M€ pour s'élever à 4,96 M€. Les recettes proviennent pour l'essentiel des remboursements liés à la rémunération (0,47 M€), des remboursements des chèques autonomies (0,40 M€), des remboursements d'assurance (0,67 M€ dont le centre routier d'Espezel pour 0,59 M€), des cessions de biens (0,22 M€), des apurements de dépenses (1,61 M€), des reprises sur provisions pour risques et charges (1,37 M€) et des régularisations comptables (0,16 M€).
- Les atténuations de charges s'élèvent à 0,64 M€ et diminuent de 0,04 M€.

2.2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement 2023 s'élèvent à 566,89 M€ en hausse de 37,6 M€, soit + 7,11% par rapport à 2022.

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 538,72 M€, en hausse de 37,9 M€, soit + 7,56% par rapport à 2022. Le détail vous est présenté par mission dans le tableau ci-après :

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
A Enfance Famille	49 896 761,49	56 104 323,86	6 207 562,37	12,44%
B Action sociale et insertion	112 732 166,92	117 098 896,85	4 366 729,93	3,87%
C Autonomie	133 383 541,58	144 772 452,21	11 388 910,63	8,54%
D Education	7 687 655,37	9 821 445,42	2 133 790,05	27,76%
E Culture et patrimoine	3 265 085,40	3 298 220,14	33 134,74	1,01%
F Sport Jeunesse	2 524 198,55	2 257 017,91	-267 180,64	-10,58%
G Environnement et prévention des risques	20 079 859,89	20 708 037,50	628 177,61	3,13%
H Aménagement et attractivité du territoire	5 408 195,38	6 263 815,40	855 620,02	15,82%
I Réseau routier et mobilité	13 014 724,60	12 412 364,85	-602 359,75	-4,63%
K Administration générale	150 146 219,52	163 274 157,57	13 127 938,05	8,74%
L Pilotage et coordination	2 715 989,53	2 709 847,78	-6 141,75	-0,23%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	500 854 398,23	538 720 579,49	37 866 181,26	7,56%
Opérations d'ordre	28 408 234,35	28 166 583,15	-241 651,20	-0,85%
Total dépenses de fonctionnement	529 262 632,58	566 887 162,64	37 624 530,06	7,11%

Les évolutions entre 2022 et 2023 sur les différentes missions sont les suivantes :

- **Enfance et famille** : les dépenses se situent à 56,1 M€ soit une hausse de 6,2 M€ (+ 12,4 %). Cette augmentation est particulièrement visible sur le programme de **l'aide sociale à l'enfance** (+ 6 M€). Sur ce poste, la hausse concerne les mesures de prises en charge physique (+ 5,75 M€) et plus précisément les dotations globales versées aux maisons d'enfants à caractère social (+ 2,9 M€), aux foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels pour les MNA (+ 0,93 M€), et les lieux de vie et d'accueil (+ 0,36 M€). La dotation versée au budget annexe de la structure accueil enfance passe de 6,2 M€ en 2022 à 7,3 M€ soit + 1,15 M€ en lien avec les revalorisations salariales. Par ailleurs, les mesures de prévention progressent de 0,27 M€ et regroupent les AEMO (Action Éducative en Milieu Ouvert) (+ 0,4 M€), la dotation pour le service de prévention spécialisé (+ 0,09 M€) et les mesures d'accompagnement (- 0,23 M€),

- **Action sociale et insertion** : les crédits s'élèvent à 117,1 M€, en augmentation par rapport à 2022 (+ 4,37 M€). Cela s'explique par une hausse des dépenses d'allocation RSA (+ 1,9 M€) qui se portent à 99,6 M€. Si le nombre d'allocataires est stable sur l'année, la revalorisation de 2022 de 5,8% du RSA impacte l'exercice 2023 en année pleine complétée par la revalorisation de 2023 de 1,6% intervenue au 1^{er} avril dernier. Sur le programme **insertion professionnelle**, les crédits d'un montant de 12,5 M€ progressent (+ 2,5 M€), notamment des crédits relatifs au FSE. En effet, suite au retard de l'Etat pour la mise en œuvre du nouveau programme 2022-2027, la réalisation des projets des exercices 2022 et 2023 se sont réalisés en 2023. Le programme **action sociale** augmente de 0,2 M€ lié aux aides versées aux personnes dans le besoin et se porte à 1,9 M€.

Les réalisations du programme **logement** d'un montant de 3,1 M€ sont en baisse de 0,17 M€ et plus précisément les dépenses en lien avec le Fonds Unique Logement (- 0,2 M€).

- **Autonomie** : + 11,4 M€, soit + 8,54 %. Les dépenses destinées aux personnes âgées (70,7 M€) sont en augmentation de 6,4 M€ du fait des mesures dans le domaine de la dépendance (mise en œuvre des revalorisations salariales suite au SEGUR, de la dotation qualité, du relèvement du tarif plancher à 23 € par heure), compensées en partie par la CNSA.

Quant aux dépenses liées aux personnes en situation de handicap (74,04 M€) elles progressent de 5 M€. La hausse se répartit entre la prestation de compensation du handicap (+ 2,7 M€) et les frais d'hébergements des personnes handicapées (+ 2,1 M€).

Globalement, les missions des solidarités (hors frais de personnel) mobilisent 318 M€, soit 59% des dépenses réelles de fonctionnement et représentent une hausse de 22 M€.

En ce qui concerne plus spécifiquement les allocations individuelles de solidarités, le reste à charge 2023 (hors compensations LFI 2014) s'élève à 89,3 M€, soit une progression par rapport à 2022 du fait de la hausse du RSA et de l'APA.

- **Education** : la mission s'élève à 9,8 M€ soit + 2,1 M€ (+ 27,8 %). La hausse est principalement liée au relèvement de la dotation de fonctionnement des collèges de 2,1 M€ afin de leur permettre de faire face à la prise en charge exceptionnelle de la hausse des coûts énergétiques

- **Culture et patrimoine** : les dépenses, d'un montant de 3,3 M€, sont en très légère augmentation (+ 0,03 M€), soit + 1 %. La hausse se concentre sur les aides au fonctionnement des sites culturels et notamment la subvention pour la candidature à l'Unesco (+ 0,08 M€) Quant aux dépenses destinées aux archives, elles représentent un montant de 0,15 M€ et correspondent, pour l'essentiel, à la conservation préventive de fonds documentaires.

- **Sport jeunesse** : les dépenses 2023 de 2,3 M€ sont plus faibles qu'en 2022 de 0,27 M€, soit - 10,6 %. Les dépenses relatives au programme **sports et activités de pleine nature** (1,48 M€) diminuent de 0,3 M€ du fait notamment du transfert des crédits liés à l'entretien de la voie verte sur le programme des mobilités durables (- 0,17 M€) et les frais liés à l'organisation du Tour de France (- 0,08 M€) qui n'a pas eu lieu cette année sur Carcassonne. Quant au programme **jeunesse** (0,77 M€), ce dernier progresse également de 0,03 M€. Le Département accompagne dans ce cadre les actions du Conseil départemental des jeunes. (+ 0,03 M€). Par ailleurs, une subvention d'aide au fonctionnement de 0,37 M€ a été versée à l'association Acti-City pour faciliter l'accès à l'autonomie des jeunes. Enfin, dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (0,2 M€), des aides départementales sont accordées au titre du fonds d'aide aux jeunes (FAJ).

- **Environnement et prévention des risques** : Cette mission s'élève à 20,7 M€ et est en augmentation par rapport à 2022 (+ 0,63 M€). Le programme **eau** évolue légèrement (+ 0,06 M€). Les principales charges concernent la participation au SMMAR (0,5 M€) et la prise en charge du déficit du budget annexe de la mission assistance technique eau et assainissement (0,48 M€). S'agissant des espaces naturels sensibles (ENS), les dépenses s'établissent à 2,7 M€, en progression de 0,15 M€ par rapport à 2022. Elles concernent principalement les participations statutaires à l'entente interdépartementale pour la démoustication (0,9 M€), le financement du CAUE (0,74 M€) et des Parcs Naturels Régionaux (0,63 M€). Sur le programme des énergies renouvelables, le Département porte des actions d'animation en matière de performance énergétique pour un montant de 0,11 M€. Enfin, le financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) s'élève à 16,63 M€ et progresse de 0,4 M€ soit 2,5 %. Il concerne la contribution obligatoire (15,8 M€), la participation au financement de l'hélicoptère (0,36 M€) et la couverture de la charge des intérêts sur les emprunts de l'établissement (0,46 M€).

- **Aménagement et attractivité du territoire** : la mission augmente de 0,86 M€ (+ 15,8%) pour s'établir à 6,26 M€. Sur le programme **accompagnement des territoires** (0,5 M€), 0,12 M€ sont dédiés au maintien d'activité en milieu rural dont 0,08 M€ pour le soutien des Maisons des Services au Public (MSAP), 0,15 M€ pour la lutte contre la désertification médicale et 0,22 M€ pour le fonctionnement de l'Agence Technique Départementale. S'agissant de la **coopération décentralisée**, les réalisations s'élèvent à 0,6 M€ et progressent de 0,3 M€. Les dépenses en faveur du **tourisme** comprenant la participation à l'Agence de Développement Touristique et la promotion de la Marque Pays Cathare sont en hausse pour s'établir à 2,87 M€ + 0,3 M€, soit + 12%. Quant au programme **agriculture et pêche**, les dépenses augmentent (+ 0,11 M€) principalement sur la santé animale et prévention des calamités avec la prise en charge du déficit du budget annexe du laboratoire vétérinaire (+ 0,9 M€).

- **Réseau routier et mobilité** : 12,4 M€ en baisse de 0,6 M€, soit - 4,6 %. Les dépenses sur le programme des **routes** (9,2 M€) diminuent de 0,45 M€, principalement sur l'entretien et la gestion du réseau (- 0,53 M€) ainsi que la prise en charge du déficit du budget annexe du parc départemental et laboratoire routier, qui baisse de 0,03 M€ pour s'établir à 0,97 M€ ; tandis que la fourniture de voirie avec notamment le sel de déneigement progresse de 0,11 M€. Quant au programme **transports** (2,9 M€), la baisse de 0,44 M€ est en lien avec le travail engagé avec la MDPH qui ajuste les prises en charge au plus près des besoins du bénéficiaire pour éviter un transport à la carte alors même que l'augmentation des élèves en situation de handicap progresse (+ 55 élèves en 2023). Enfin, le programme mobilités durables s'établit à 0,29 M€.

- **Administration générale** 163,3 M€ en hausse de 13,13 M€ soit + 8,74 %. Le programme **ressources humaines** est en hausse de 7,81 M€, en lien avec les mesures de revalorisation salariale. La forte inflation a induit de nombreuses revalorisations : celle du point d'indice de 2022 (+ 3,5%) qui joue en année pleine sur 2023 et celle de 2023 + 1,5% au 1^{er} juillet dernier, complétée de la revalorisation de la rémunération des assistants familiaux, et de la revalorisation du SMIC de 1,8% en 2023 après les 5,5% de 2022 pour les personnels contractuels. Un autre impact sur la masse salariale tient à l'avancement des carrières (effet GVT). Le programme **budget et finances** est en augmentation de 4,52 M€ principalement dû aux charges d'intérêt qui progressent de 2,3 M€ suite à la hausse des taux d'intérêts, complété par la hausse du prélèvement du fonds national de péréquation des DMTO (+ 0,53 M€), du reversement à l'Etat de la fraction de TVA compensatoire de la TFPB au titre de l'année 2022 (+ 1,26 M€), du relèvement des provisions pour risques et charges (+ 0,18 M€) et des admissions en non-valeur (+ 0,3 M€). Le programme **systèmes d'information et télécommunications** (3,53 M€) est quasi stable (- 0,03 M€). Quant au programme **logistique et patrimoine**, il s'élève à 7,84 M€ contre 7,02 M€ en 2022 (+ 0,79 M€). Cette augmentation est liée à la conjoncture inflationniste, notamment sur les dépenses d'énergie (+ 0,3 M€), des frais de gardiennage (0,15 M€), d'entretien des bâtiments publics (+ 0,08 M€) et des locations immobilières (+ 0,11 M€).

- **Pilotage et coordination** : les dépenses sont stables par rapport à 2022. Les actions relatives au pilotage stratégique s'élèvent à 1,74 M€ dont 1,54 M€ pour le fonctionnement des groupes d'élus (+ 0,02 M€) et 0,9 M€ consacrés aux actions de communication (+ 0,05 M€).

Telles sont les recettes et les dépenses de la section de fonctionnement du budget principal qui figurent au compte administratif 2023.

Je vous propose d'examiner à présent la section d'investissement 2023 en recettes et dépenses.

3. La section d'investissement

3.1. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement 2023 s'élèvent à 116,42 M€ en hausse de 12,97 M€ (soit + 12,54 %) par rapport à 2022 du fait de la progression de la reprise du résultat, comme indiqué dans le tableau ci-après :

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
Dotations	11 751 454,19	15 268 553,60	3 517 099,41	29,93%
DSID Dotation de soutien à l'investissement des départements	1 624 165,69	4 549 168,83	2 925 003,14	180,09%
DSIL Dotation de soutien à l'investissement local	1 773 041,20	1 239 418,64	-533 622,56	-30,10%
DDEC dotation départementale d'équipement des collèges	2 238 404,00	2 238 404,00	0,00	0,00%
FCTVA Fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée	6 115 843,30	7 241 562,13	1 125 718,83	18,41%
Subventions et autres	5 908 237,61	7 581 593,08	1 673 355,47	28,32%
Emprunts	30 875 000,00	20 000 000,00	-10 875 000,00	-35,22%
Recettes réelles *	48 534 691,80	42 850 146,68	-5 684 545,12	-11,71%
Excédent capitalisé	25 908 266,01	41 278 395,38	15 370 129,37	59,33%
RAT Remboursement anticipé temporaire	0,00	3 366 663,09	3 366 663,09	0,00%
Refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total recettes réelles	74 442 957,81	87 495 205,15	13 052 247,34	17,53%
Opérations d'ordre	29 009 641,60	28 929 636,08	-80 005,52	-0,28%
Total recettes investissement	103 452 599,41	116 424 841,23	12 972 241,82	12,54%

* Hors excédent capitalisé, remboursement anticipé temporaire et refinancement

Les recettes réelles d'investissement (hors reprise de résultat) s'établissent à 42,85 M€, en baisse de 5,68 M€ (soit - 11,71 %) par rapport à l'exercice 2022.

Les **dotations** de l'Etat se sont élevées à 15,27 M€ soit une hausse de 3,52 M€ (+ 29,93%).

Les recettes de la DSID (dotation de soutien à l'investissement des départements) s'élèvent à 4,55 M€ pour le financement des projets départementaux.

La DSID relative aux intempéries d'octobre 2018 et de la « Tempête Gloria de 2020 » s'élève à 0,74 M€ et regroupe le solde des travaux de reconstruction du pont de Villegailhenc (0,56 M€) et du pont de la Nielle à St Laurent de la Cabrerisse (0,18 M€).

Le montant de la DSID classique (hors inondations) est de 3,81 M€ et correspond aux acomptes de subvention pour les travaux des Collèges Alain à Carcassonne (2,6 M€), du Bastion à Carcassonne (cuisine et accessibilité pour 0,44 M€), d'Antoine Courrière à Cuxac Cabardès (accessibilité et chaufferie bois pour 0,16 M€) et de Baptiste Bieules à Couiza (extension pour 0,03 M€). Ces recettes sont complétées par le solde de la DSID 2021 pour la voie verte (0,38 M€) et d'un acompte de la DSID 2022 pour le giratoire du Griffoul à Castelnaudary (0,20 M€).

La DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) « Plan de Relance » s'élève à 1,24 M€ et concerne des travaux sur les collèges Victor Hugo à Narbonne (rénovation énergétique pour 0,41 M€), Corbières maritimes à Sigean (chaufferie pour 0,11 M€) et Montesquieu à Narbonne (isolation thermique extérieure pour 0,03 M€), la voie verte (3^{ème} tranche pour 0,32 M€), les ombrières photovoltaïques du parking de l'Hôtel du Département (0,20 M€) et la rénovation énergétique de l'ex-bâtiment de la direction de l'agriculture, dit "ex-DDAF de Carcassonne" (0,17 M€).

Le fonds de compensation de la TVA augmente, quant à lui, de 1,13 M€ du fait de dépenses éligibles plus importantes.

La dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) reste fixée à 2,24 M€ (gel décidé en loi de finances).

Les **subventions d'investissement** clôturent à 7,58 M€ soit + 1,67 M€ par rapport à 2022.

Les recettes de subventions relatives à la **mission réseau routier et mobilité** diminuent (- 0,99 M€) pour s'établir à 1,10 M€. Ce montant comprend les versements de la Région au titre du réseau d'intérêt régional pour l'aménagement de la RD 610 entre Puichéric et La Redorte (0,08 M€) et 0,15 M€ de subventions suite aux intempéries de 2018 et 2020. Il faut également intégrer le solde de la participation communale de Castelnaudary pour les travaux de la RD 6113/1113 au giratoire Griffoul (0,10 M€), l'acompte de la convention de RTE (Réseau de Transport d'Electricité) pour la RD 118 Renforcement et Murets VL (0,07 M€) et le produit des amendes de radars (0,70 M€).

Les subventions de la mission **sports et activités pleine nature** s'établissent à 2,95 M€ incluant des recettes pour la réalisation de la vélo-route du Canal du Midi de 1,6 M€ (solde de VNF pour le 1^{er} tronçon de Argens Minervois à Argeliers de 0,62 M€ et versement d'acomptes de la Région pour le 1^{er} tronçon de Argens Minervois à Argeliers et le 2^{ème} tronçon Naurouze à Homps de 0,98 M€). Les subventions pour la voie verte de Bram à Montségur se sont soldées à 1,35 M€.

Les recettes liées à **l'environnement et à la prévention des risques** augmentent (+ 0,17 M€) et s'élèvent à 0,23 M€ provenant de l'Agence de l'eau (0,16 M€) pour les projets dans le domaine de l'adduction en eau potable et assainissement et du FEDER pour l'opération zéro phyto (0,07 M€).

La mission **éducation** enregistre le versement de la subvention de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) de 0,21 M€ pour la chaufferie du collège Antoine Courrière à Cuxac Cabardès et un acompte au titre du Fonds vert de 0,15 M€ pour la rénovation énergétique du Collège Victor Hugo à Narbonne (tranche 2).

Les **autres recettes** incluent notamment la subvention de la mise en réseau culturelle des sites du Pays Cathare (1,02 M€ dont 0,85 M€ au titre du FEDER), les financements au titre des intempéries d'octobre 2018 et de la Tempête Gloria pour 1,74 M€ dont le versement par l'Etat du solde de la dotation de solidarité (0,82 M€), d'un acompte de la région (0,75 M€) et le remboursement par les communes de trop perçu de subvention suite aux inondations 2018 pour 0,16 M€.

Le recouvrement des prêts FUL diminue de 0,02 M€ pour s'établir à 0,1 M€.

Enfin, le recours à l'emprunt s'est élevé à 20 M€ en diminution de 10,875 M€ par rapport à 2022 ce qui permet au département de rentrer dans une phase de désendettement.

3.2. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement en 2023 s'élèvent à 121,46 M€.

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
Equipements départementaux	54 613 238,39	49 304 794,69	-5 308 443,70	-9,72%
Subventions	27 656 020,05	26 765 322,26	-890 697,79	-3,22%
Total équipements	82 269 258,44	76 070 116,95	-6 199 141,49	-7,54%
Mouvements financiers	22 632 063,49	23 743 905,21	1 111 841,72	4,91%
Apurement du compte 1069	0,00	11 362 643,93	11 362 643,93	-
Dépenses réelles investissement *	104 901 321,93	111 176 666,09	6 275 344,16	5,98%
RAT	0,00	3 366 663,09	3 366 663,09	-
Total dépenses réelles	104 901 321,93	114 543 329,18	9 642 007,25	9,19%
Opérations d'ordre	7 046 406,85	6 920 148,18	-126 258,67	-1,79%
Total dépenses d'investissement	111 947 728,78	121 463 477,36	9 515 748,58	8,50%

** hors remboursement anticipé temporaire et refinancement*

Le détail des dépenses réelles par mission et programme vous est présenté ci-après en distinguant les dépenses d'équipement direct et les subventions. Dans un rapport spécifique est présenté le montant des autorisations de programme correspondant aux engagements budgétaires votés en 2023.

➤ Les dépenses d'équipements départementaux

Les dépenses d'équipement baissent à 49,30 M€ contre 54,61 M€ en 2022, soit une baisse de 5,31 M€ en lien avec la baisse du budget (- 6,30 M€).

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
D Education	14 106 624,75	13 099 623,03	-1 007 001,72	-7,14%
D1 Collèges	14 106 624,75	13 099 623,03	-1 007 001,72	-7,14%
E Culture et patrimoine	497 577,73	303 933,51	-193 644,22	-38,92%
E1 Développement culturel	221 762,45	208 522,03	-13 240,42	-5,97%
E2 Sites culturels	188 747,88	20 088,83	-168 659,05	-89,36%
E3 Archives	87 067,40	75 322,65	-11 744,75	-13,49%
F Sport Jeunesse	7 595 392,07	1 290 574,40	-6 304 817,67	-83,01%
F1 Sport et activités de pleine nature	7 595 392,07	1 290 574,40	-6 304 817,67	-83,01%
G Environnement et prévention des risques	471 512,49	673 548,00	202 035,51	42,85%
G1 Eau	6 036,00	11 217,01	5 181,01	85,84%
G2 Espaces naturels	437 630,49	428 556,43	-9 074,06	-2,07%
G3 Energies renouvelables	0,00	189 462,00	189 462,00	-
G4 Sécurité civile	27 846,00	44 312,56	16 466,56	59,13%
H Aménagement et attractivité du territoire	375 315,12	504 623,40	129 308,28	34,45%
H5 Agriculture et pêche	375 315,12	504 623,40	129 308,28	34,45%
I Réseau routier et mobilité	27 718 335,17	28 837 403,44	1 119 068,27	4,04%
I1 Routes	27 718 335,17	28 399 279,27	680 944,10	2,46%
I3 Mobilités durables	0,00	438 124,17	438 124,17	-
K Administration générale	3 826 241,99	4 579 538,39	753 296,40	19,69%
K3 Systèmes d'information & télécommunications	2 133 084,66	1 657 486,51	-475 598,15	-22,30%
K4 Logistique et patrimoine	1 693 157,33	2 922 051,88	1 228 894,55	72,58%
L Pilotage et coordination	22 239,07	15 550,52	-6 688,55	-30,08%
L2 Communication externe	22 239,07	15 550,52	-6 688,55	-30,08%
Total équipement direct	54 613 238,39	49 304 794,69	-5 308 443,70	-9,72%

• **Education** : - 1,01 M€. Le montant de dépenses s'élève à 13,1 M€. Les travaux de construction et de réhabilitation se chiffrent à 11,67 M€ dont la reconstruction du collège Alain à Carcassonne (6,76 M€) et des travaux pour la maîtrise de l'énergie dans divers collèges (1,83 M€).

Le financement des équipements des collèges se porte à 1,43 M€. Il comprend la fourniture de mobilier pour les salles de classe, l'équipement informatique dans le cadre du plan numérique et l'équipement des cuisines.

• **Culture et patrimoine** : Cette mission s'élève à 0,3 M€ essentiellement pour le développement des collections de la bibliothèque départementale ou encore la numérisation dans le cadre de la conservation préventive des archives départementales.

• **Sport jeunesse** : les travaux de la véloroute du Canal du Midi et de la voie verte touchant à leur fin (- 6,28 M€), les réalisations se portent à 1,29 M€ pour cette mission.

• **Environnement et prévention des risques** : la dépense est d'un montant de 0,67 M€. Le programme espaces naturels regroupe pour 0,42 M€ dont les interventions relatives à la protection des espaces naturels sensibles (0,39 M€), le diagnostic pour les énergies renouvelables (0,19 M€), la DFCI (0,04 M€) et l'acquisition de matériel pour les pépinières départementales (0,04 M€).

• **Aménagement et attractivité du territoire** : Les dépenses pour cette mission se concentrent sur les opérations de remembrement (0,5 M€).

• **Réseau routier et mobilité** : Le programme des routes s'élève à 28,84 M€. Les principales dépenses concernent l'entretien et la gestion du réseau (23,49 M€), les travaux neufs (3,45 M€), les imprévus et divers (0,9 M€), les études (0,55 M€) et enfin la mobilité durable (0,44 M€). Dans le cadre de la gestion du réseau, l'essentiel des dépenses sont comprises dans la pérennisation des chaussées et des dépendances (18,81 M€) et la sécurisation du réseau (1,69 M€). Les principaux travaux neufs concernent le giratoire ouest sur la RD 6113 à Castelnaudary (1,2 M€), le renforcement et la construction de muret VL sur la RD118 sur le canton d'Ayat (0,53 M€) et le renforcement de la RD620 au col du Bac (0,5 M€). Enfin, dans le cadre de la mobilité durable, 0,44 M€ a été consacré aux pistes cyclables et à la voie verte.

• **Administration générale** : d'un montant de 4,58 M€. Les dépenses relatives aux systèmes d'information et de télécommunication s'élèvent à 1,66 M€ comprenant l'acquisition et le développement des logiciels (0,72 M€), l'acquisition de postes de travail (0,47 M€) et les dépenses liées aux infrastructures réseaux (0,42 M€). Les dépenses logistiques et bâtimentaires se portent à 2,92 M€. Elles comprennent les moyens courants des services (0,44 M€) et les réparations sur les bâtiments (2,48 M€).

• **Pilotage et coordination** : La refonte du site internet du Département a représenté une dépense de 0,2 M€.

➤ **Les subventions d'équipement**

Les subventions versées en 2023 sont d'un montant total de 26,77 M€.

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
A Enfance Famille	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
A2 Aide sociale à l'enfance	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
B Action sociale et insertion	733 829,76	684 190,46	-49 639,30	-6,76%
B3 Action sociale	4 162,93	10 000,00	5 837,07	140,22%
B4 Logement	729 666,83	674 190,46	-55 476,37	-7,60%
C Autonomie	239 674,11	160 000,00	-79 674,11	-33,24%
C1 Personnes âgées	239 674,11	160 000,00	-79 674,11	-33,24%
E Culture et patrimoine	602 617,18	326 642,04	-275 975,14	-45,80%
E1 Développement culturel	65 000,00	0,00	-65 000,00	-100,00%
E2 Sites culturels	537 617,18	326 642,04	-210 975,14	-39,24%
F Sport Jeunesse	158 775,48	270 962,08	112 186,60	70,66%
F1 Sport et activités de pleine nature	158 775,48	270 962,08	112 186,60	70,66%
G Environnement et prévention des risques	4 281 154,90	6 247 752,25	1 966 597,35	45,94%
G1 Eau	3 069 211,54	4 418 956,73	1 349 745,19	43,98%
G2 Espaces naturels	375 628,51	985 593,15	609 964,64	162,39%
G4 Sécurité civile	836 314,85	843 202,37	6 887,52	0,82%
H Aménagement et attractivité du territoire	20 949 176,50	16 435 239,95	-4 513 936,55	-21,55%
H1 Infrastructures d'intérêt départemental	4 403 352,68	4 534 686,75	131 334,07	2,98%
H2 Accompagnement des territoires	8 313 901,44	9 183 215,78	869 314,34	10,46%
H4 Tourisme	532 466,00	355 604,00	-176 862,00	-33,22%
H5 Agriculture et pêche	5 911 410,40	1 279 480,17	-4 631 930,23	-78,36%
H6 Inondations	1 788 045,98	1 082 253,25	-705 792,73	-39,47%
I Réseau routier et mobilité	451 656,66	488 841,69	37 185,03	8,23%
I1 Routes	451 656,66	488 841,69	37 185,03	8,23%
K Administration générale	17 984,00	0,00	-17 984,00	-100,00%
K4 Logistique et patrimoine	17 984,00	0,00	-17 984,00	-100,00%
L Pilotage et coordination	73 598,41	857 149,24	783 550,83	1064,63%
L3 Budget participatif	73 598,41	857 149,24	783 550,83	1064,63%
Total subventions d'investissement	27 686 670,05	26 765 322,26	-921 347,79	-3,33%

• **Enfance famille** : Le versement de la subvention d'équilibre du budget annexe de la SAE pour le projet d'amélioration de l'accueil d'enfants s'est élevé à 1,29 M€ en 2023.

• **Action sociale et insertion** : la dépense s'élève à 0,68 M€. Ce montant concerne le financement d'une résidence habitat jeune (0,3 M€), les aides en faveur des logements à caractère sociaux (0,22 M€) ou encore l'ANRU des Peupliers à Narbonne (0,09 M€) et le PIG précarité énergétique (0,07 M€).

• **Autonomie** : cette mission financé la construction d'habitat inclusif et de résidence autonomie (0,16 M€).

• **Culture et patrimoine** : les réalisations s'élèvent à 0,33 M€. Le Département a consacré 0,19 M€ à l'accompagnement des projets d'aménagement des sites pôles du Pays Cathare, 0,04 M€ aux équipements culturels dans le cadre de l'aide aux

communes et 0,1 M€ aux projets portés par l'association pour le patrimoine mondial UNESCO.

- **Sports jeunesse** : les crédits budgétaires ont été consommés à hauteur de 0,27 M€. Les subventions ont concerné les voies vertes (0,23 M€) et l'entretien des sentiers de randonnées inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (0,04 M€).

- **Environnement et prévention des risques** : Les crédits de la mission se portent à 6,25 M€. Les dépenses du programme eau d'un montant de 4,42 M€ se répartissent entre le financement des infrastructures d'AEP et d'assainissement (2,14 M€) et les dépenses en matière de prévention des inondations (2,28 M€). Les financements sur le programme espaces naturels, à hauteur de 1 M€, concernent la restauration du patrimoine arboré du canal du midi (0,61 M€), les projets des PNR (0,15 M€), les aides à la biodiversité (0,14 M€) et la démoustication (0,08 M€). Enfin, le programme sécurité civile s'élève à 0,84 M€ et consacre 0,76 M€ pour le remboursement des emprunts du SDIS (construction des casernes) et 0,08 M€ pour la DFCI.

- **Aménagement et attractivité du territoire** : 16,44 M€. Les crédits concernant les infrastructures d'intérêt départemental s'établissent à 4,53 M€ avec la subvention pour le port de Port La Nouvelle (2,27 M€), le THD (1,5 M€), l'aéroport de Carcassonne (0,28 M€) et les études pour la Ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan (0,48 M€). Le programme accompagnement des territoires se porte à 9,2 M€ dont 9,06 M€ de subventions aux communes pour la construction d'équipements et les aménagements de voirie. Le programme tourisme se porte à 0,36 M€. Le programme agriculture et pêche a représenté une dépense de 1,28 M€ et comprend principalement les investissements en hydraulique agricole (1,15 M€). Enfin, suite aux inondations, 1,1 M€ de subventions ont été versées pour des travaux de réparation de la voirie communale ou d'amélioration des cours d'eau.

- **Réseau routier et mobilité** : les dépenses d'un montant de 0,49 M€ concernent des projets engagés il y a plusieurs années en matière de voirie communale (0,05 M€) et les frais de remise en état de parcelles départementales suite à des échanges de terrains avec les communes (0,4 M€) mais aussi le financement d'études pour la construction d'un échangeur autoroutier à Montredon des Corbières ou du pôle d'échange multimodal de Narbonne (0,04 M€).

- **Pilotage et coordination** : les dépenses d'un montant de 0,86 M€ correspondent au financement des projets issus de la deuxième édition du budget participatif.

➤ Les mouvements financiers

Les opérations financières s'élèvent à un total de 23,74 M€ et sont relativement stables par rapport à 2022. Cette rubrique comprend le remboursement en capital de la dette (23,65 M€), et de manière subsidiaire les prêts accordés dans le cadre du FUL (0,08 M€).

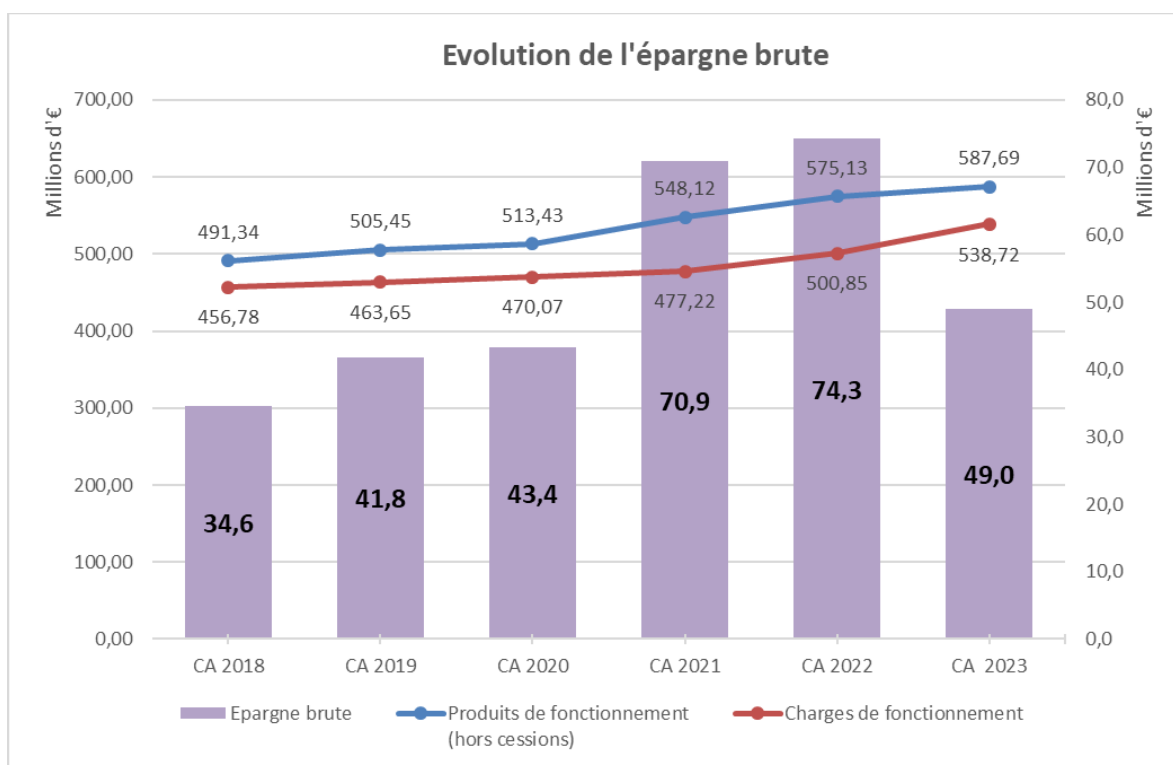
Concernant la dette du Département, un rapport spécifique est présenté au cours de la présente séance détaillant la politique d'emprunt en 2023 et les perspectives pour 2024.

4. La formation de l'autofinancement et l'équilibre financier

4.1. L'autofinancement

L'autofinancement (épargne brute ou CAF brute) se définit comme l'excédent des produits réels de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement. Il permet de financer le remboursement de la dette en capital et témoigne de la capacité à investir de la collectivité.

Le graphique, ci-après, illustre l'évolution des charges et des produits réels de fonctionnement (hors cession de biens) sur la période 2018-2023. L'année 2023 a été caractérisée par une chute de la CAF brute qui diminue de 25,3 M€ en lien avec la chute des DMTD de près de 14 M€.

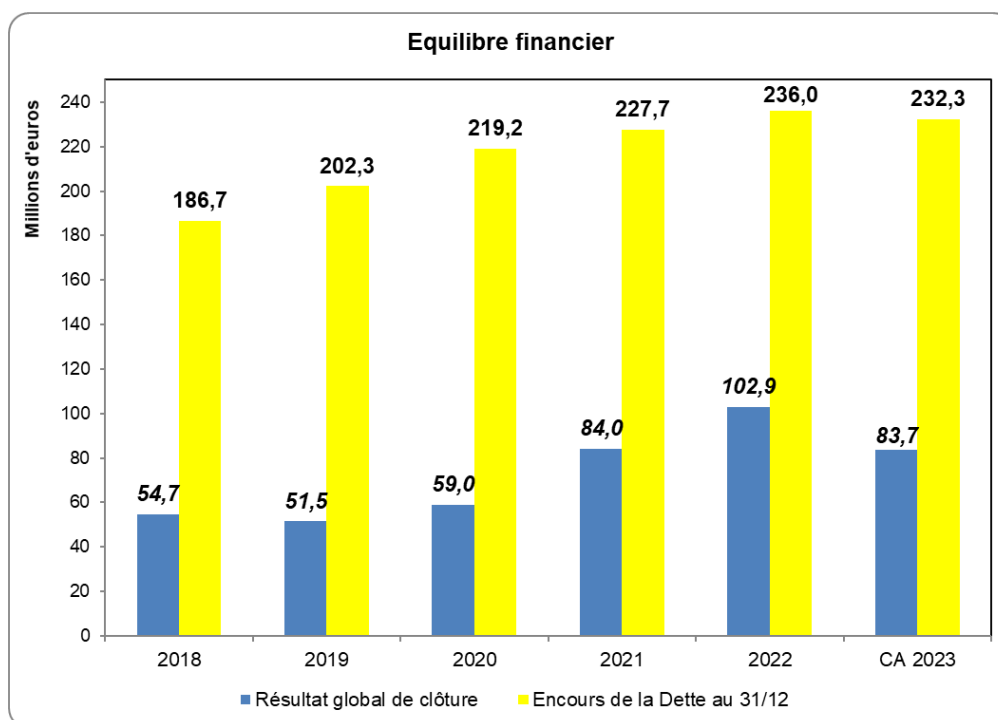


4.2. Equilibre financier

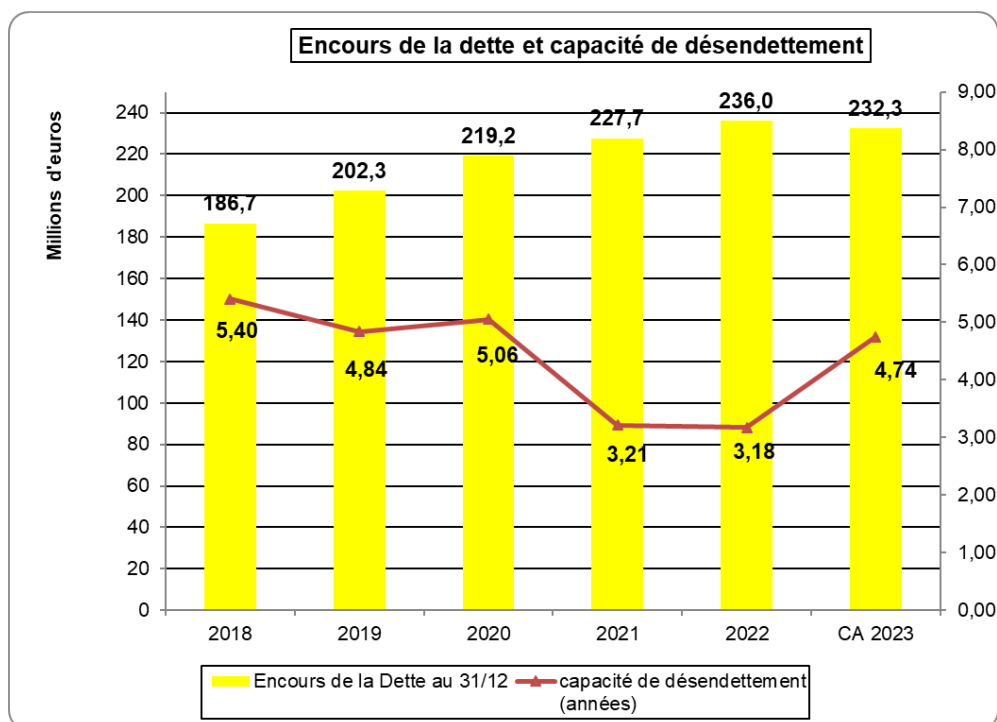
Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution comparée de l'encours de dette, du résultat global de clôture et de la capacité de désendettement entre 2018 et 2023. Il illustre bien les efforts de la collectivité pour maintenir une situation financière saine face au dynamisme des dépenses de solidarités. Ces dernières représentent 59% des dépenses réelles de fonctionnement soit un montant de 318 M€ en hausse de 22M€ en 2023 contre 8,51 M€ l'année précédente.

En 2023, le recours aux emprunts nouveaux a diminué de 10,8 M€ par rapport aux emprunts contractés en 2022. Au 31 décembre 2023, l'encours de la dette bancaire s'établit à 232,3 M€ soit – 3,4 M€.

Le résultat global de clôture, en baisse de 19,13 M€, ressort à 83,75 M€ contre 102,88 M€ l'année dernière. Malgré la baisse, il confère toujours à notre collectivité une solidité financière permettant de couvrir nos besoins récurrents de trésorerie à un niveau confortable (près de 1 mois et demi), d'amortir la répétition des chocs inflationnistes et de faire face aux incertitudes.



La capacité de désendettement s'établit 4,74 années contre 3,18 années à la fin de l'exercice 2022. Cette progression résulte de la diminution de l'autofinancement en 2023 malgré l'effort de diminution du stock de dette. La solvabilité de la collectivité est maintenue.



Le détail des dépenses par programme et missions vous est présenté en annexes n°1 et 2.

Tels sont les éléments du compte administratif 2023 que je tenais à vous communiquer. Le double des pièces justificatives des dépenses et des recettes ainsi que les registres et bordereaux comptables sont tenus à disposition dans les services.

II - Compte de gestion

Monsieur le Payeur départemental m'a fait parvenir le compte de gestion qu'il a établi pour 2023.

Ce document fait apparaître des résultats identiques à ceux du compte administratif.

LA PROPOSITION :

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- arrêter le compte de gestion 2023 du Payeur départemental,
- approuver le compte administratif 2023.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Annexe n°1 du compte administratif 2023

Dépenses réelles de fonctionnement

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
A Enfance Famille	49 896 761,49	56 104 323,86	6 207 562,37	12,44%
A1 Petite enfance	954 286,59	1 129 957,38	175 670,79	18,41%
A11 Parentalité	242 877,32	302 888,51	60 011,19	24,71%
A12 Santé	643 261,31	755 743,47	112 482,16	17,49%
A13 Modes d'accueil	68 147,96	71 325,40	3 177,44	4,66%
A2 Aide sociale à l'enfance	48 942 474,90	54 974 366,48	6 031 891,58	12,32%
A21 Mesures de prévention	4 990 667,72	5 265 675,89	275 008,17	5,51%
A22 Mesures de prises en charge physique	43 937 777,18	49 692 210,59	5 754 433,41	13,10%
A23 Participations et subventions dans le domaine de l'ASE	14 030,00	16 480,00	2 450,00	17,46%
B Action sociale et insertion	112 732 166,92	117 098 896,85	4 366 729,93	3,87%
B1 Allocations RMI/RSA	97 785 929,23	99 644 718,16	1 858 788,93	1,90%
B11 Allocations	97 572 164,86	99 369 905,38	1 797 740,52	1,84%
B12 Régularisations	213 764,37	274 812,78	61 048,41	28,56%
B2 Insertion professionnelle	9 960 782,71	12 454 605,03	2 493 822,32	25,04%
B21 Axe 1 PDI - Accueil, orientation, mobilisation	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
B22 Axe 3 PDI - Acquisition de compétences	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
B23 Axe 3 PDI - Contrats uniques d'insertion	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
B24 Axe 4 PDI - Accès à l'emploi	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
B25 Fonds social européen	319 884,14	2 475 191,07	2 155 306,93	673,78%
B26 Enjeu 1 - PI - Accompagnement au parcours des BRS	1 914 638,90	2 435 342,60	520 703,70	27,20%
B27 Enjeu 2 - PI - Diversification de l'offre au parcours de	7 726 259,67	7 544 071,36	-182 188,31	-2,36%
B3 Action sociale	1 719 818,09	1 907 819,58	188 001,49	10,93%
B31 Axe2 PDI - Lever les freins, consolider l'insertion soci	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
B33 Aides financières aux personnes (hors FUL)	1 366 627,73	1 581 273,78	214 646,05	15,71%
B34 Aides financières aux personnes (APRE)	247 190,36	206 645,80	-40 544,56	-16,40%
B35 Subventions dans le domaine de l'action sociale	106 000,00	119 900,00	13 900,00	13,11%
B4 Logement	3 265 636,89	3 091 754,08	-173 882,81	-5,32%
B41 Aides aux personnes - Accompagnement	1 679 162,87	1 703 829,80	24 666,93	1,47%
B42 Aides aux personnes - FUL	1 586 474,02	1 387 924,28	-198 549,74	-12,52%
C Autonomie	133 383 541,58	144 772 452,21	11 388 910,63	8,54%
C1 Personnes âgées	64 321 105,28	70 728 032,72	6 406 927,44	9,96%
C11 Aide sociale	4 292 056,39	5 974 296,24	1 682 239,85	39,19%
C12 Hébergement	11 868 172,87	11 935 680,61	67 507,74	0,57%
C13 APA	47 992 450,02	52 807 697,87	4 815 247,85	10,03%
C15 Subvention dans le domaine des personnes âgées	168 426,00	10 358,00	-158 068,00	-93,85%
C2 Personnes handicapées	69 062 436,30	74 044 419,49	4 981 983,19	7,21%
C21 PCH et ACTP	28 347 596,89	31 066 200,64	2 718 603,75	9,59%
C22 Hébergement	37 052 375,80	39 154 568,85	2 102 193,05	5,67%
C23 Autres allocations pour personnes handicapées	3 493 798,42	3 659 378,81	165 580,39	4,74%
C24 MDPH	126 165,19	126 165,19	0,00	0,00%
C25 Subventions dans le domaine du handicap	42 500,00	38 106,00	-4 394,00	-10,34%
D Education	7 687 655,37	9 821 445,42	2 133 790,05	27,76%
D1 Collèges	7 385 108,54	9 454 337,66	2 069 229,12	28,02%
D11 Travaux de construction et de réhabilitation	132 897,55	0,00	-132 897,55	-100,00%
D12 Equipement	447 316,45	360 975,81	-86 340,64	-19,30%
D13 Entretien et réparations	912 357,21	919 146,03	6 788,82	0,74%
D14 Dotations aux collèges publics et privés	5 892 537,33	8 174 215,82	2 281 678,49	38,72%
D2 Actions éducatives	302 546,83	367 107,76	64 560,93	21,34%
D21 Aides à l'enseignement	302 546,83	367 107,76	64 560,93	21,34%
E Culture et patrimoine	3 265 085,40	3 298 220,14	33 134,74	1,01%
E1 Développement culturel	2 361 802,93	2 320 786,47	-41 016,46	-1,74%
E11 Développement des collections	74 673,76	83 447,58	8 773,82	11,75%
E12 Aides aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles e	2 240 354,28	2 184 762,51	-55 591,77	-2,48%
E13 Mise en valeur de l'offre culturelle	46 774,89	52 576,38	5 801,49	12,40%
E2 Sites culturels	770 854,36	823 247,52	52 393,16	6,80%
E22 Aides au fonctionnement	770 854,36	823 247,52	52 393,16	6,80%
E3 Archives	132 428,11	154 186,15	21 758,04	16,43%
E31 Développement des collections	2 549,91	3 246,33	696,42	27,31%
E32 Traitement et conservation	99 020,83	89 393,66	-9 627,17	-9,72%
E33 Médiation culturelle	30 857,37	61 546,16	30 688,79	99,45%
F Sport Jeunesse	2 524 198,55	2 257 017,91	-267 180,64	-10,58%
F1 Sports et activités de pleine	1 783 780,72	1 487 674,95	-296 105,77	-16,60%
F11 Soutien aux pratiques sportives	1 312 613,13	1 247 262,38	-65 350,75	-4,98%
F12 Sports de pleine nature	471 167,59	240 412,57	-230 755,02	-48,98%
F2 Jeunesse	740 417,83	769 342,96	28 925,13	3,91%
F21 Soutien aux pratiques citoyennes, culturelles et de loisirs	510 514,12	521 985,02	11 470,90	2,25%
F22 Insertion des jeunes	229 903,71	247 357,94	17 454,23	7,59%

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
G Environnement et prévention des risques	20 079 859,89	20 708 037,50	628 177,61	3,13%
G1 Eau	1 040 710,90	1 100 520,61	59 809,71	5,75%
G11 Etudes	23 083,20	30 722,00	7 638,80	33,09%
G13 Programme de prévention des inondations	495 450,00	495 450,00	0,00	0,00%
G14 Hydrogéologie et qualité des eaux	63 023,31	90 122,70	27 099,39	43,00%
G15 Assistance Technique Eau et Assainissement	459 154,39	484 225,91	25 071,52	5,46%
G2 Espaces naturels	2 560 105,73	2 705 241,53	145 135,80	5,67%
G21 Pépinières	28 002,71	45 964,57	17 961,86	64,14%
G22 Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)	1 740 570,29	1 808 536,40	67 966,11	3,90%
G23 Conseil et éducation à l'environnement	791 532,73	850 740,56	59 207,83	7,48%
G3 Energies renouvelables	99 269,73	117 182,80	17 913,07	18,04%
G31 Soutien aux actions de performance énergétique	99 269,73	117 182,80	17 913,07	18,04%
G4 Sécurité civile	16 379 773,53	16 785 092,56	405 319,03	2,47%
G41 SDIS	16 261 380,67	16 630 254,84	368 874,17	2,27%
G42 Autres actions de sécurité civile	118 392,86	154 837,72	36 444,86	30,78%
H Aménagement et attractivité du territoire	5 408 195,38	6 263 815,40	855 620,02	15,82%
H1 Infrastructures d'intérêt départemental	2 020,00	2 100,00	80,00	3,96%
H11 Numérique	2 020,00	2 100,00	80,00	3,96%
H13 Aéroport de Carcassonne	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
H14 LGV	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
H2 Accompagnement des territoires	334 306,50	496 718,90	162 412,40	48,58%
H21 Contrats territoriaux	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
H22 Aides aux équipements publics communaux	0,00	6 172,00	6 172,00	#DIV/0!
H23 Maintien d'activités en milieu rural	147 796,50	122 643,90	-25 152,60	-17,02%
H24 Lutte contre la désertification médicale	106 510,00	147 903,00	41 393,00	38,86%
H25 Agence Technique Départementale	80 000,00	220 000,00	140 000,00	175,00%
H3 Coopération décentralisée	335 767,00	602 249,24	266 482,24	79,37%
H31 Programmes de coopération décentralisée	335 767,00	602 249,24	266 482,24	79,37%
H4 Tourisme	2 564 880,43	2 876 146,95	311 266,52	12,14%
H41 Animation et promotion de l'offre touristique	2 389 200,00	2 690 560,11	301 360,11	12,61%
H42 Marque "Pays cathare"	175 680,43	185 586,84	9 906,41	5,64%
H5 Agriculture et pêche	2 171 221,45	2 286 600,31	115 378,86	5,31%
H51 Santé animale et prévention des calamités	1 048 827,25	1 227 821,79	178 994,54	17,07%
H52 Circuit de proximité et agrotourisme	866 118,14	779 140,04	-86 978,10	-10,04%
H53 Programme hydro-agricole	256 276,06	279 638,48	23 362,42	9,12%
H6 Inondations	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
H61 Inondations octobre 2018	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
H7 Pandémie	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
H71 Fonds de soutien Associations-Covid 19	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
I Réseau routier et mobilité	13 014 724,60	12 412 364,85	-602 359,75	-4,63%
I1 Routes	9 660 170,20	9 206 778,32	-453 391,88	-4,69%
I13 Entretien et gestion du réseau	7 924 746,38	7 394 996,24	-529 750,14	-6,68%
I14 Imprévus et divers	727 195,57	840 912,04	113 716,47	15,64%
I15 Parc et Laboratoire Routier	1 008 228,25	970 870,04	-37 358,21	-3,71%
I2 Transports	3 354 554,40	2 914 860,18	-439 694,22	-13,11%
I22 Transports scolaires	3 354 554,40	2 914 860,18	-439 694,22	-13,11%
I23 Transports réguliers et à la demande	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
I24 Etudes et frais de gestion	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
I3 Mobilités durables		290 726,35	290 726,35	#DIV/0!
I31 Voies vertes et pistes cyclables		275 678,35	275 678,35	#DIV/0!
I32 Autopartage		15 048,00	15 048,00	#DIV/0!
K Administration générale	150 146 219,52	163 274 157,57	13 127 938,05	8,74%
K1 Ressources humaines	122 221 407,57	130 032 937,17	7 811 529,60	6,39%
K11 Rémunération du personnel	118 363 666,91	126 292 474,36	7 928 807,45	6,70%
K12 Actions de formation	658 691,22	563 751,32	-94 939,90	-14,41%
K13 Actions de prévention	64 186,27	50 590,93	-13 595,34	-21,18%
K14 Action sociale	3 134 863,17	3 126 120,56	-8 742,61	-0,28%
K2 Budget et finances	17 342 283,91	21 868 553,00	4 526 269,09	26,10%
K21 Dette	2 484 496,75	4 796 428,98	2 311 932,23	93,05%
K22 Provisions pour charges et imprévus	1 368 000,00	1 553 000,00	185 000,00	13,52%
K23 Subventions diverses	101 831,46	100 234,93	-1 596,53	-1,57%
K24 Créances, pertes et reversements	13 387 955,70	15 418 889,09	2 030 933,39	15,17%
K3 Systèmes d'information et télécommunications	3 564 281,12	3 535 405,61	-28 875,51	-0,81%
K31 Systèmes d'information	3 020 495,25	3 063 710,15	43 214,90	1,43%
K32 Télécommunications	543 785,87	471 695,46	-72 090,41	-13,26%
K4 Logistique et patrimoine	7 018 246,92	7 837 261,79	819 014,87	11,67%
K41 Moyens courants des services	2 816 174,38	2 910 119,69	93 945,31	3,34%
K42 Gestion du patrimoine immobilier	4 202 072,54	4 927 142,10	725 069,56	17,26%
L Pilotage et coordination	2 715 989,53	2 709 847,78	-6 141,75	-0,23%
L1 Pilotage stratégique	1 813 512,05	1 741 759,57	-71 752,48	-3,96%
L11 Fonctionnement des groupes d'élus	1 515 037,81	1 535 986,13	20 948,32	1,38%
L12 CESE et autres organismes consultatifs	14 331,24	31 085,10	16 753,86	116,90%
L13 Pilotage de l'administration	284 143,00	174 688,34	-109 454,66	-38,52%
L2 Communication externe	902 477,48	954 888,21	52 410,73	5,81%
L21 Actions de communication	902 477,48	954 888,21	52 410,73	5,81%
L3 Budget participatif	0,00	13 200,00	13 200,00	#DIV/0!
L31 Actions du budget participatif	0,00	13 200,00	13 200,00	#DIV/0!
Total des dépenses réelles de fonctionnement	500 854 398,23	538 720 579,49	37 866 181,26	7,56%

Annexe n°2 du compte administratif 2023
Dépenses réelles d'investissement (sans RAT et Refinancement)

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
A Enfance Famille	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
A2 Aide sociale à l'enfance	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
A22 Mesures de prises en charge physique	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
B Action sociale et insertion	815 065,66	762 635,91	-52 429,75	-6,43%
B3 Action sociale	4 162,93	10 000,00	5 837,07	140,22%
B35 Subventions dans le domaine de l'action sociale	4 162,93	10 000,00	5 837,07	140,22%
B4 Logement	810 902,73	752 635,91	-58 266,82	-7,19%
B42 Aides aux personnes - FUL	81 235,90	78 445,45	-2 790,45	-3,43%
B43 Aides à la construction	544 864,83	461 716,48	-83 148,35	-15,26%
B44 Réhabilitation de logements de particuliers	156 802,00	120 473,98	-36 328,02	-23,17%
B45 ANRU	28 000,00	92 000,00	64 000,00	228,57%
C Autonomie	239 674,11	160 000,00	-79 674,11	-33,24%
C1 Personnes âgées	239 674,11	160 000,00	-79 674,11	-33,24%
C14 Aides à l'investissement - maisons de retraite	239 674,11	160 000,00	-79 674,11	-33,24%
D Education	14 106 624,75	13 099 623,03	-1 007 001,72	-7,14%
D1 Collèges	14 106 624,75	13 099 623,03	-1 007 001,72	-7,14%
D11 Travaux de construction et de réhabilitation	11 571 025,14	11 673 032,79	102 007,65	0,88%
D12 Equipement	2 535 599,61	1 426 590,24	-1 109 009,37	-43,74%
E Culture et patrimoine	1 100 194,91	630 575,55	-469 619,36	-42,69%
E1 Développement culturel	286 762,45	208 522,03	-78 240,42	-27,28%
E11 Développement des collections	178 795,08	150 854,59	-27 940,49	-15,63%
E12 Aides aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles et artistiques	100 917,37	39 989,38	-60 927,99	-60,37%
E13 Mise en valeur de l'offre culturelle	7 050,00	17 678,06	10 628,06	0,00%
E2 Sites culturels	726 365,06	346 730,87	-379 634,19	-52,26%
E21 Aides à l'investissement	726 365,06	346 730,87	-379 634,19	-52,26%
E3 Archives	87 067,40	75 322,65	-11 744,75	-13,49%
E31 Développement des collections	14 158,71	7 217,19	-6 941,52	-49,03%
E32 Traitement et conservation	60 922,69	44 388,32	0,00	-27,14%
E33 Action culturelle	11 986,00	23 717,14	11 731,14	97,87%
F Sport Jeunesse	7 754 167,55	1 561 536,48	-6 192 631,07	-79,86%
F1 Sports et activités de pleine nature	7 754 167,55	1 561 536,48	-6 192 631,07	-79,86%
F11 Soutien aux pratiques sportives	11 266,00	0,00	-11 266,00	-100,00%
F12 Sports de pleine nature	7 742 901,55	1 561 536,48	-6 181 365,07	-79,83%
G Environnement et prévention des risques	4 752 667,39	6 921 300,25	2 168 632,86	45,63%
G1 Eau	3 075 247,54	4 430 173,74	1 354 926,20	44,06%
G12 Programme AEP Assainissement	1 122 938,04	2 137 478,64	1 014 540,60	90,35%
G13 Programme de prévention des inondations	1 946 273,50	2 281 478,09	335 204,59	17,22%
G14 Hydrogéologie et qualité des eaux	6 036,00	11 217,01	5 181,01	0,00%
G2 Espaces naturels	813 259,00	1 414 149,58	600 890,58	73,89%
G21 Pépinières	49 431,88	39 750,73	-9 681,15	-19,58%
G22 Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS)	763 827,12	1 374 398,85	610 571,73	79,94%
G3 Energies renouvelables	0,00	189 462,00	189 462,00	0,00%
G31 Soutien aux actions de performance énergétique	0,00	189 462,00	189 462,00	0,00%
G4 Sécurité civile	864 160,85	887 514,93	23 354,08	2,70%
G41 Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)	746 008,85	763 057,06	17 048,21	2,29%
G42 Autres actions de sécurité civile	118 152,00	124 457,87	6 305,87	5,34%

	CA 2022	CA 2023	Evol° en €	Evol° en %
H Aménagement et attractivité du territoire	21 293 841,62	16 939 863,35	-4 353 978,27	-20,45%
H1 Infrastructures d'intérêt départemental	4 403 352,68	4 534 686,75	131 334,07	2,98%
H11 Numérique	1 821 633,25	1 500 000,00	-321 633,25	-17,66%
H12 Port de Port la Nouvelle	2 269 158,40	2 269 158,40	0,00	0,00%
H13 Aéroport de Carcassonne	284 361,37	284 361,70	0,33	0,00%
H14 LGV	28 199,66	481 166,65	452 966,99	1606,29%
H2 Accompagnement des territoires	8 313 901,44	9 183 215,78	869 314,34	10,46%
H21 Contrats d'agglomération	2 298,00	0,00	-2 298,00	-100,00%
H22 Aides aux constructions publiques	8 295 073,44	9 057 167,55	762 094,11	9,19%
H23 Maintien d'activités en milieu rural	0,00	54 823,00	54 823,00	0,00%
H24 Lutte contre la désertification médicale	16 530,00	26 625,00	10 095,00	61,07%
H26 Contractualisation solidaire	0,00	44 600,23	44 600,23	0,00%
H4 Tourisme	532 466,00	355 604,00	-176 862,00	-33,22%
H41 Animation et promotion de l'offre touristique	532 466,00	355 604,00	-176 862,00	-33,22%
H5 Agriculture et pêche	6 256 075,52	1 784 103,57	-4 471 971,95	-71,48%
H51 Santé animale et prévention calamités agricoles	390 805,76	530 166,61	139 360,85	35,66%
H52 Circuits de proximité et agrotourisme	143 728,63	107 276,20	-36 452,43	-25,36%
H53 Programme hydro-agricole	5 721 541,13	1 146 660,76	-4 574 880,37	-79,96%
H6 Inondations	1 788 045,98	1 082 253,25	-705 792,73	-39,47%
H61 Inondations octobre 2018	1 162 011,98	866 382,39	-295 629,59	-25,44%
H62 Inondations octobre 2019	133 343,00	13 515,00	-119 828,00	-89,86%
H63 Inondations janvier 2020	492 691,00	202 355,86	-290 335,14	-58,93%
I Réseau routier et mobilité	28 169 991,83	29 326 245,13	1 156 253,30	4,10%
I1 Routes	28 169 991,83	28 888 120,96	718 129,13	2,55%
I11 Etudes	494 854,04	590 478,63	95 624,59	19,32%
I12 Travaux neufs	3 530 492,72	3 445 681,26	-84 811,46	-2,40%
I13 Entretien et gestion du réseau	20 373 302,58	23 892 156,09	3 518 853,51	17,27%
I14 Imprévus et divers	3 639 685,83	911 963,29	-2 727 722,54	-74,94%
I16 Subventions d'investissement	131 656,66	47 841,69	-83 814,97	-63,66%
I3 Mobilités durables	0,00	438 124,17	438 124,17	0,00%
I31 Voies vertes et pistes cyclables	0,00	438 124,17	438 124,17	0,00%
K Administration générale	26 395 053,58	28 244 998,15	1 849 944,57	7,01%
K2 Budget et finances	22 550 827,59	23 665 459,76	1 114 632,17	4,94%
K21 Dette	22 550 827,59	23 646 389,76	1 095 562,17	4,86%
K24 Créances, pertes et reversements	0,00	19 070,00	19 070,00	0,00%
K27 Recettes non ventilables	0,00	0,00	0,00	0,00%
K3 Systèmes d'information et télécommunications	2 133 084,66	1 657 486,51	-475 598,15	-22,30%
K31 Systèmes d'information	1 836 682,19	1 622 664,76	-214 017,43	-11,65%
K32 Télécommunications	296 402,47	34 821,75	-261 580,72	-88,25%
K4 Logistique et patrimoine	1 711 141,33	2 922 051,88	1 210 910,55	70,77%
K41 Moyens courants des services	306 685,66	443 612,76	136 927,10	44,65%
K42 Gestion du patrimoine immobilier	1 404 455,67	2 478 439,12	1 073 983,45	76,47%
L Pilotage et coordination	95 837,48	872 699,76	776 862,28	810,60%
L2 Communication externe	22 239,07	15 550,52	-6 688,55	-30,08%
L21 Actions de communication	22 239,07	15 550,52	-6 688,55	-30,08%
L3 Budget participatif	73 598,41	857 149,24	783 550,83	1064,63%
L31 Actions du budget participatif	73 598,41	857 149,24	783 550,83	1064,63%
Total DEPENSES REELLES d'INVESTISSEMENT	104 901 321,93	99 814 022,16	-5 087 299,77	-4,85%

Département de l'Aude

Session du 11 avril 2024

**Présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles
du compte administratif 2023 (article L3313-1 du CGCT)**

En 2023, le Département a poursuivi les politiques engagées et lancé de nouvelles actions dans le champ des solidarités humaines, territoriales et de la transition écologique.

L'exercice financier 2023 est marqué pour le Département par un net ralentissement de l'évolution des recettes de fonctionnement (+ 2,06% contre + 5% en 2022) en lien avec la chute des Droits de mutation à titre onéreux (- 16% contre -23% au plan national). La hausse de l'inflation et des taux d'intérêt a rendu l'accès au crédit immobilier plus difficile induisant un fort ralentissement des ventes immobilières. La dynamique de la TSCA (+ 12%), les compensations de la CNSA et la fraction de TVA ont permis de maintenir la progression des recettes. Mais les dépenses de fonctionnement accélèrent leur évolution (+ 7,6% contre + 5% en 2022), du fait des revalorisations salariales, des interventions dans la protection de l'enfance et des dépenses énergétiques.

Les recettes réelles de fonctionnement ont progressé globalement de 11,9 M€ (+ 2,06 %). La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) engrange un revenu complémentaire de 8,4 M€, ainsi que les compensations de la CNSA (+ 7 M€) pour financer l'APA, la PCH, le tarif plancher pour les établissements personnes âgées et les revalorisations salariales dans la branche aide à domicile. La fraction de TVA reversée progresse de 2,31 % (+ 6,6 M€). L'exercice 2023 est marqué par un repli important des DMTO (73,8 M€) qui ont chuté de 13,8 M€ après deux années de hausse, période après COVID.

L'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement est de 37,9 M€ et concerne principalement les missions enfance famille, autonomie et ressources humaines.

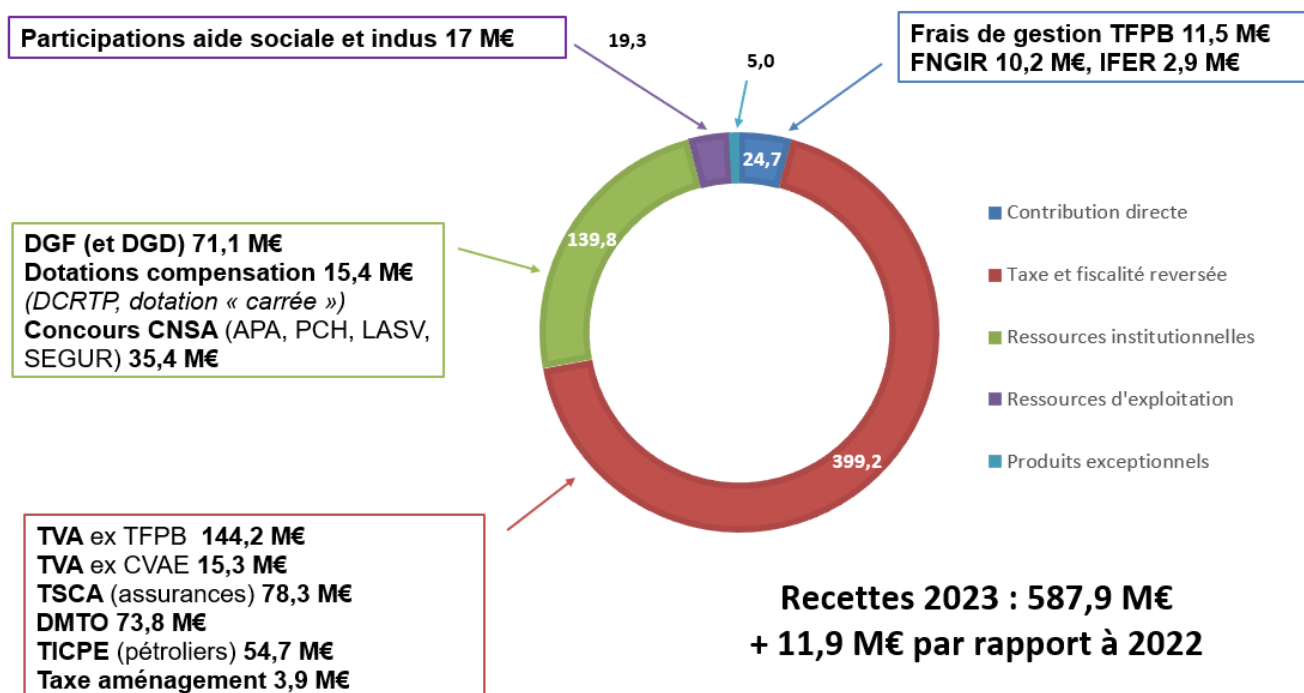
La capacité d'autofinancement, c'est-à-dire le solde des recettes sur les dépenses, a diminué de 25,3 M€ pour s'établir à 48,9 M€. Le taux de CAF ressort à 8,3% (contre 13% en 2022) dans la moyenne historique du département (8%).

En matière d'investissement, les dépenses d'équipement s'élèvent à 76,07 M€ contre 82,27 M€ en 2022. La baisse des réalisations est à mettre en regard de la réduction des crédits budgétaires en 2023 (- 11,36 M€) compensé par un fort taux de réalisation (90 %). Le recours à l'emprunt s'est élevé à 20 M€.

Dans ce contexte, l'autofinancement a joué son rôle d'amortisseur pour couvrir le besoin de financement en investissement ce qui génère un prélèvement sur le fonds de roulement de 19,1 M€.

Le résultat financier global ressort à 83,7 M€ au terme de l'exercice 2023. La capacité de désendettement augmente et passe de 3,18 ans à 4,74 ans qui correspond à un endettement maîtrisé. Ce ratio exprime la soutenabilité de notre dette par rapport à notre épargne brute. En 2023, la tenue de ce ratio tient à la baisse de notre encours de dette (-3,6 M€) car notre épargne se dégrade du fait de la chute des DMTO et de la forte progression des dépenses réelles de fonctionnement.

1) Les recettes réelles de fonctionnement



Les **recettes réelles de fonctionnement** s'élèvent à 587,9 M€ contre 576,1 M€ en 2022, soit une hausse de 11,9 M€.

Les recettes de contribution directe se sont élevées à 24,7 M€. Le poids de la fiscalité directe locale est ramené à 4% contre 7% en 2022. Cela tient au changement de périmètre dans la composition des ressources du Département consécutif à la loi de finances 2023 qui supprime la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) et le fonds de péréquation CVAE remplacés par le versement d'une fraction de TVA complémentaire à celle déjà octroyée pour la suppression de la TFPB. Ces recettes sont constituées notamment du produit des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux pour 2,9 M€, du reversement au Département d'une part des frais de gestion collectés sur la TFPB (destinés au financement des allocations individuelles de solidarité) pour 11,5 M€ et du fonds national de garantie individuelle des ressources pour 10,2 M€ (une compensation pour perte de fiscalité).

Le produit des taxes et de la fiscalité reversée procure les deux tiers de nos produits récurrents s'élèvent à 399,2 M€. La fraction de TVA compensatoire de la TFPB reversée au Département s'établit à 144,2 M€ avec une hausse de 2,67% (+ 3,8 M€) complétée par une **fraction de TVA** pour la **CVAE** à 15,3 M€. La **taxe spéciale sur les conventions d'assurance** (TSCA), 2nd poste de la fiscalité indirecte, augmente de 8,4 M€ pour atteindre 78,3 M€. Les **DMTO** baissent de 13,8 M€ pour s'établir à 73,8 M€. Le reversement au titre de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques se chiffre à 54,7 M€ (- 0,3 M€) et la taxe sur la consommation finale d'électricité à 5,6 M€ (-1,1 M€). Les autres recettes augmentent tels que le reversement au titre du fonds globalisé de péréquation des DMTO (+ 2,5 M€), pour un montant de 22,8 M€ et la taxe d'aménagement (+ 0,1 M€) pour 3,9 M€.

Les ressources institutionnelles, en provenance de l'Etat et des organismes nationaux, évoluent à la hausse de 8,2 M€ pour s'établir à 139,8 M€. Les concours de la CNSA (35,4 M€) progressent de 7 M€ et suivent la dynamique de nos dépenses dans le domaine de la dépendance, marquée par les mesures de revalorisations salariales dans la branche de l'aide à domicile, la dotation complémentaire qualité octroyée aux SAAD, le tarif plancher et l'aide à

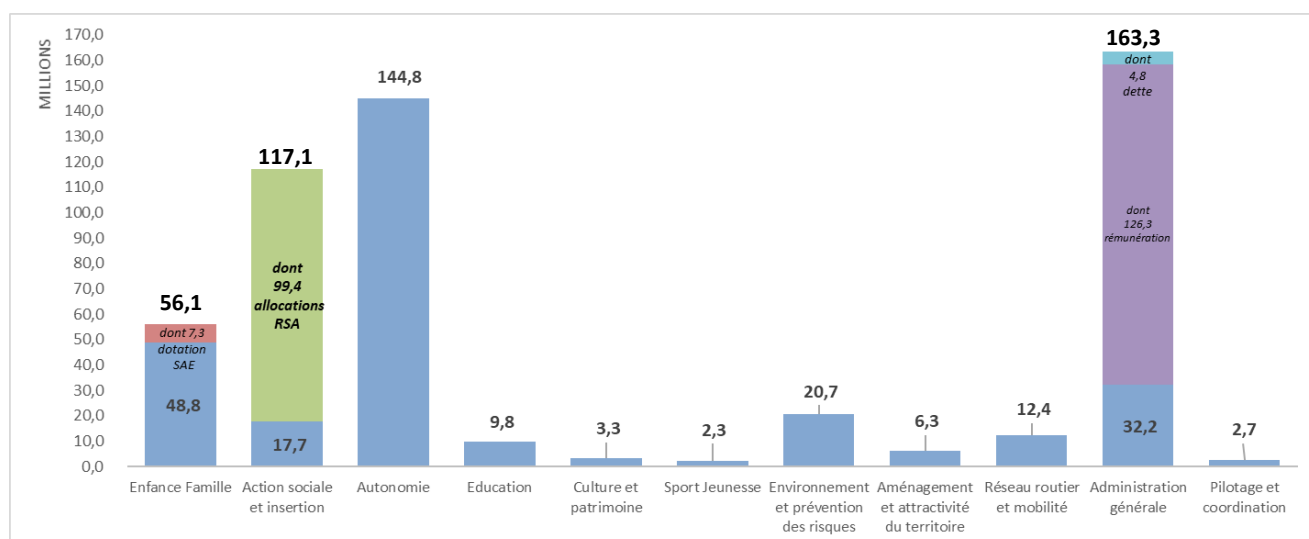
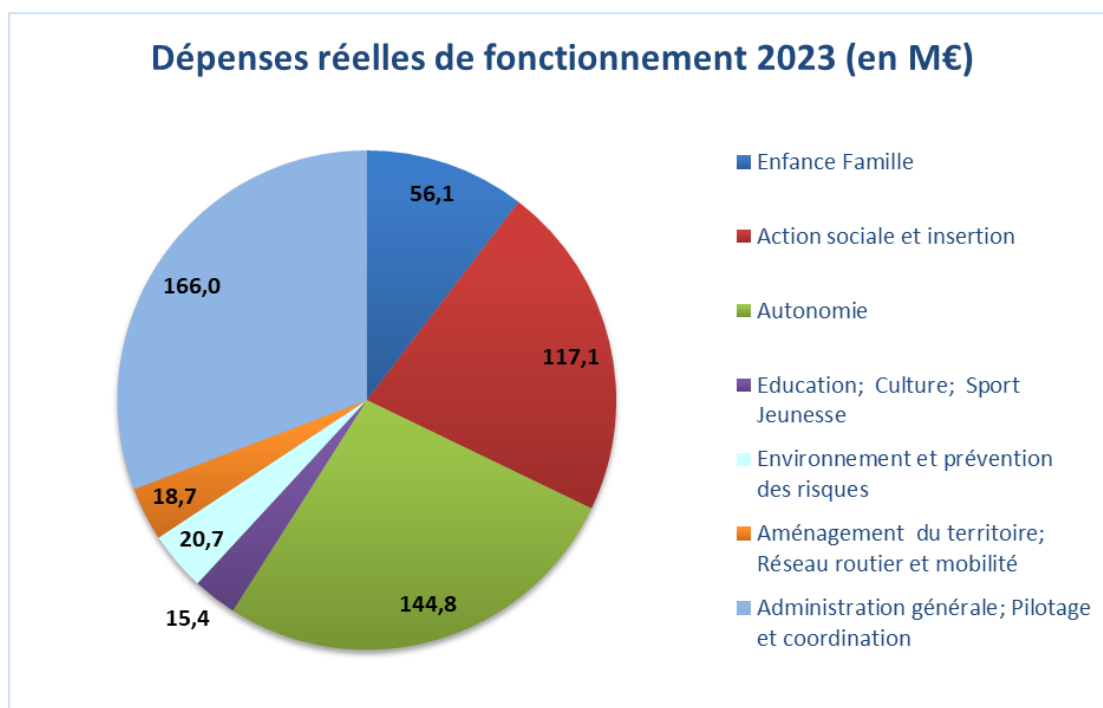
la vie partagée de l'habitat inclusif. Le financement de l'Etat dédié à nos actions en faveur de la protection de l'enfance s'élève à 1,4 M€ (convention Adrien Taquet). La dotation globale de fonctionnement (DGF) est légèrement relevée à 68,5 M€ en lien avec la hausse de la population. La dotation globale de décentralisation (DGD) est figée à 2,6 M€. Le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI) est relevé à 4,6 M€ (+ 0,4 M€) et la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) diminuée à 11,5 M€.

Les **ressources d'exploitation** s'élèvent à 19,3 M€ et sont constituées en majorité des participations à l'aide sociale (17 M€). Les recettes exceptionnelles se chiffrent à 5 M€.

2) Les dépenses réelles de fonctionnement

Les **dépenses réelles de fonctionnement** ont progressé en 2023 de 37,9 M€ (soit + 7,56%) pour un montant total de 538,7 M€.

Présentation du budget selon la segmentation stratégique



La hausse tient principalement à un accroissement des charges dans le domaine de l'ASE (+ 6,2 M€), de l'autonomie (11,4 M€) et des ressources humaines (+ 7,8 M€). Les dépenses d'allocations RSA, progressent de 1,8 M€ (soit + 1,84 % en 2023) du fait de l'impact en année pleine de la revalorisation de 2022 de 5,8% du RSA et de celle de 2023 de 1,6% intervenue au 1er avril dernier.

Globalement, les missions des solidarités (hors frais de personnel) totalisent 318 M€, soit 59 % des dépenses réelles de fonctionnement et représentent une hausse de 22 M€.

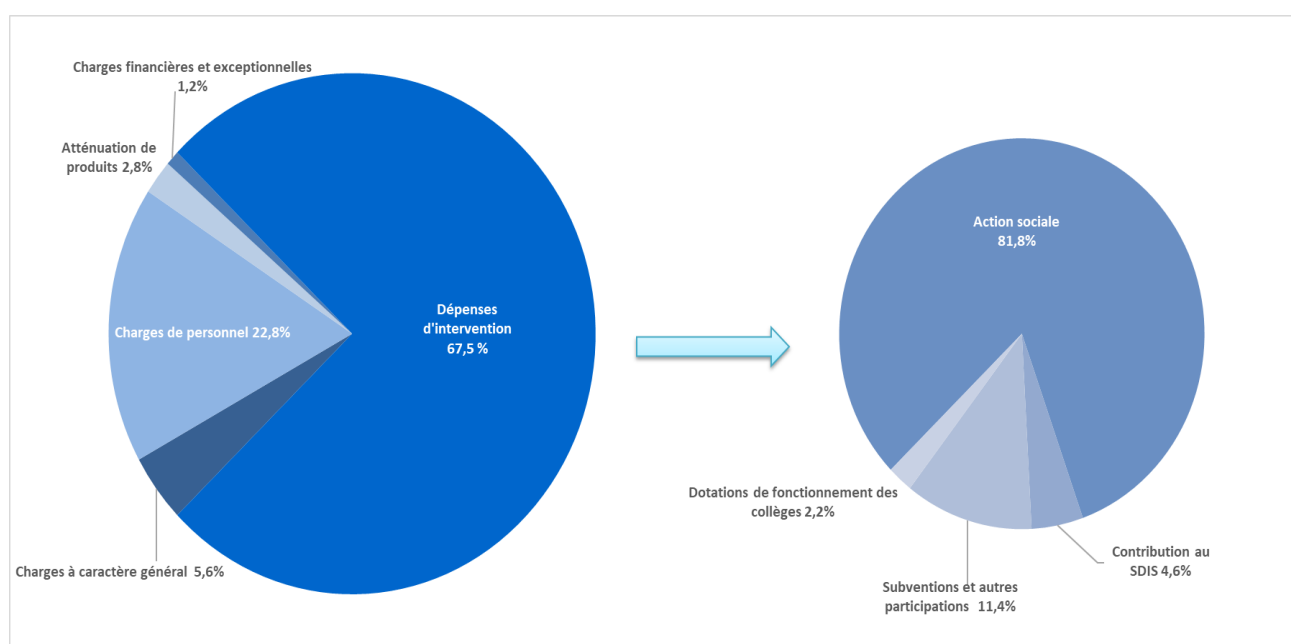
Dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance une augmentation de 6,2 M€ s'inscrit dans le renforcement des mesures de prévention et de la prise en charge par les établissements d'accueil.

Concernant la mission autonomie, la progression en montant (+ 11,4 M€) est comparable entre le volet personnes âgées (+ 6,4 M€) et le volet personnes handicapées (+ 5 M€). L'APA augmente de 10% (soit 4,8 M€) et la PCH continue d'accélérer à 9,6% (soit 2,7 M€). Les frais d'hébergement des personnes handicapées donnent lieu à une dépense supplémentaire de 2,1 M€.

Concernant les dépenses de personnel, la progression de 6,4% (+ 7,8 M€) résulte du facteur prix. La forte inflation a induit de nombreuses revalorisations : celle du point d'indice de 2022 (+ 3,5%) qui joue en année pleine sur 2023 et celle de 2023 (+ 1,5% au 1^{er} juillet dernier), complété de la revalorisation de la rémunération des assistants familiaux, et de la revalorisation du SMIC de 1,8% en 2023 après les 5,5% de 2022 pour les personnels contractuels. Un autre impact sur la masse salariale tient à l'effet de niveau c'est-à-dire la progression naturelle liée aux carrières.

Les autres évolutions notables concernent les charges d'intérêts qui ont fortement progressé (+ 2,3 M€), l'aide exceptionnelle de 2,1 M€ accordée aux collèges pour faire face aux coûts énergétiques, et la prise en compte du reversement de la fraction de TVA compensatoire de la TFPB au titre de l'année 2022 à l'Etat (+ 1,26 M€) ainsi que le prélèvement au titre du fonds national de péréquation des DMTO (+ 0,53 M€)

Présentation du budget par nature de dépenses



Les dépenses d'intervention représentent près de 70% de nos charges et l'essentiel tient à nos compétences sociales (aides à la personne, frais de séjour et d'hébergement des établissements).

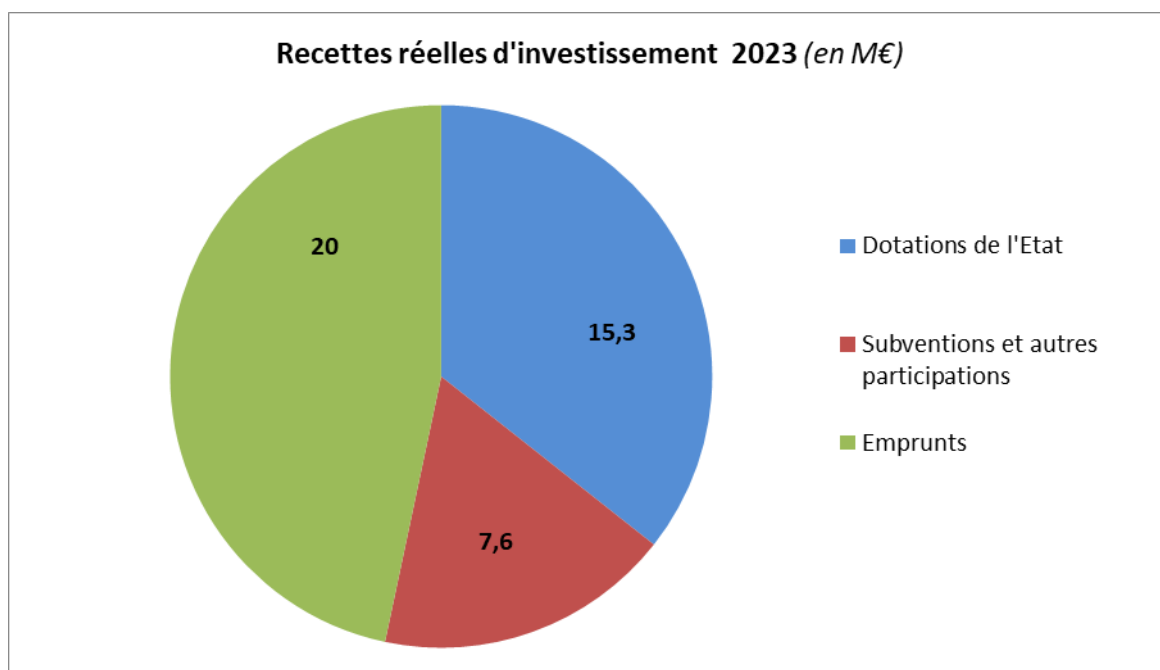
3) Les recettes réelles d'investissement

Les recettes réelles d'investissement s'établissent à 42,9 M€, en diminution de 5,7 M€ par rapport à l'exercice 2022.

Les dotations de l'Etat se répartissent entre le FCTVA (7,2 M€), la dotation départementale d'équipement des collèges (2,2 M€), la dotation de soutien à l'investissement des départements (4,5 M€) et la dotation de soutien à l'investissement local - Plan de Relance (1,2 M€).

Les subventions en faveur des réalisations départementales ont donné lieu à une recette de 7,6 M€. Ces subventions ont notamment concerné les travaux routiers (1,1 M€), la vélo-route du canal du midi (1,6 M€) et la voie verte de Bram à Montségur (1,4 M€).

Le recours à l'emprunt s'est élevé à 20 M€ en baisse de 10,9 M€ par rapport à 2022 prémices d'une stratégie de désendettement.



4) Les dépenses réelles d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement, d'un montant de 76,1 M€, sont en baisse de 6,2 M€.

a) Les équipements départementaux

Les dépenses d'équipement s'établissent à 49,3 M€ contre 54,6 M€ en 2022, soit une baisse de 5,3 M€ en lien avec la baisse du budget (- 6,3 M€).

La mission éducation se porte à 13,1 M€ avec 6,8 M€ consacrés à la reconstruction du collège Alain à Carcassonne, 1,8 M€ pour la maîtrise de l'énergie dans les établissements et le financement des équipements des collèges (1,4 M€).

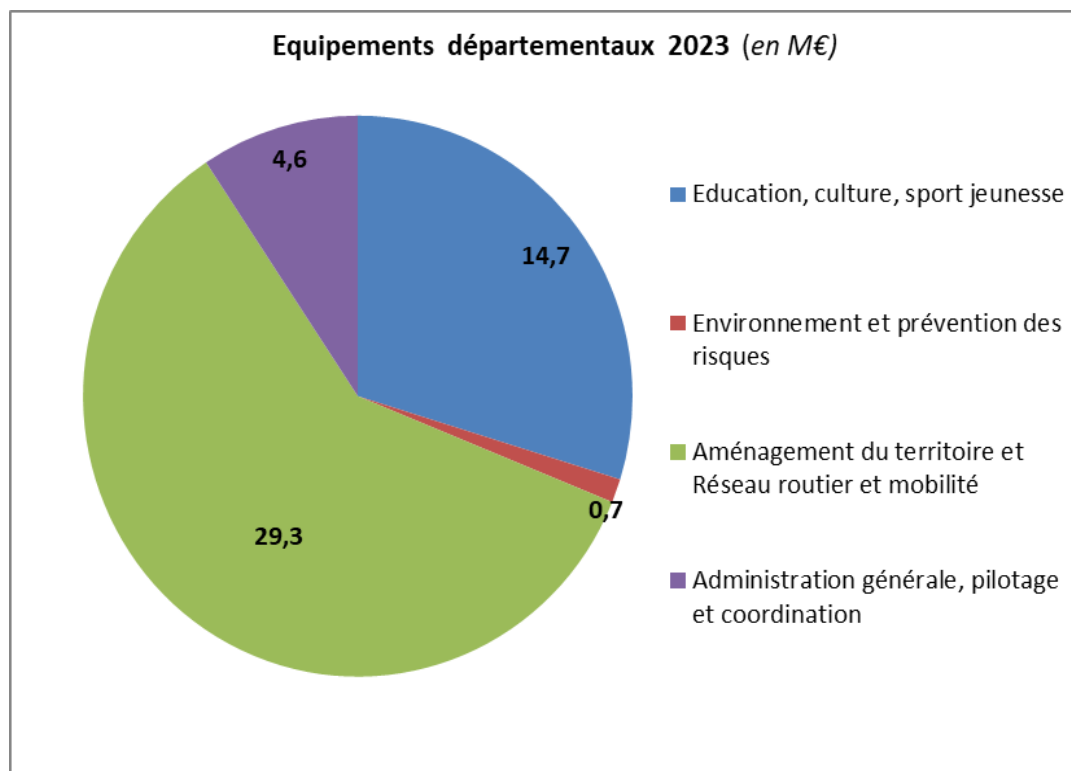
La mission réseau routier et mobilité est à un niveau proche de 2022 (28,8 M€). Les principales dépenses concernent la gestion et l'entretien du réseau pour 23,5 M€ ou encore les travaux neufs (3,5 M€) avec notamment le giratoire ouest sur la RD 6113 à Castelnaudary (1,2 M€), le renforcement et la construction de muret VL sur la RD118 sur le canton d'Axat (0,5 M€) et le renforcement de la RD620 au col du Bac (0,5 M€).

Sur la mission sport et jeunesse les réalisations s'élèvent à 1,3 M€ (- 6,28 M€) avec les travaux sur la véloroute du canal du midi et la voie verte qui touchent à leur fin.

Les dépenses sur la mission administration générale, d'un montant de 4,6 M€, se répartissent entre les systèmes d'informations et de télécommunications (1,7 M€) et la maintenance bâtiminaire (2,9 M€).

La mission culture et patrimoine s'élève à 0,5 M€ avec le développement des collections de la bibliothèque départementale ou encore la numérisation dans le cadre de la conservation préventive des archives départementales.

Enfin, sur la mission environnement et prévention des risques (0,7 M€), les interventions s'adressent majoritairement à la préservation des espaces naturels sensibles (0,4 M€).



b) Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement s'élèvent à 26,8 M€ et sont en baisse de 0,9 M€ par rapport à 2022.

La mission aménagement du territoire concentre 63 % des subventions d'équipement, soit une dépense de 16,4 M€. Les principaux postes de subventions concernent les équipements publics communaux (9,1 M€), le programme hydroagricole (1,2 M€), la reconstruction des infrastructures communales suites aux inondations (1,8 M€), le THD (1,5 M€) ou encore les aménagements portuaires à Port La Nouvelle (2,27 M€).

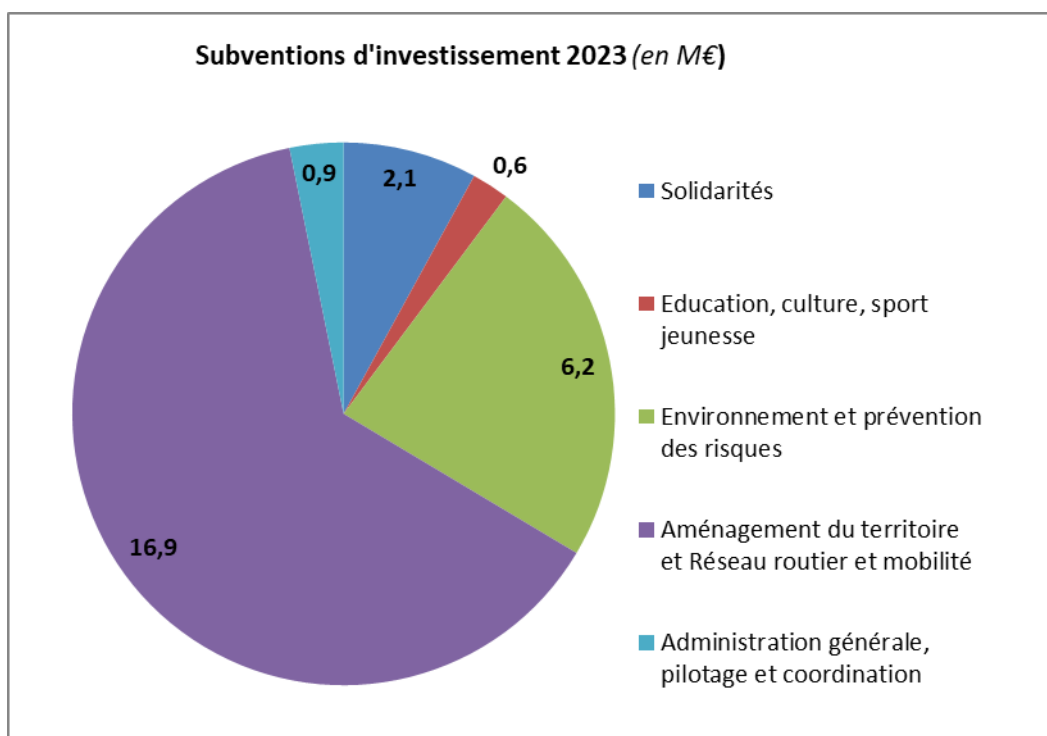
Sur la mission environnement et préventions des risques (6,3 M€), les subventions se répartissent entre les infrastructures d'eau potable et d'assainissement (2,1 M€), la prévention des inondations (2,3 M€) et la subvention au SDIS destinée au remboursement des emprunts pour la construction des casernes (0,8 M€) ou encore la restauration du patrimoine arboré du Canal du Midi (0,6 M€).

En ce qui concerne les solidarités (2,1 M€), on relève plus particulièrement le financement à la construction de logements apporté aux bailleurs sociaux (0,7 M€) et aux établissements pour personnes âgées (0,2 M€) ou encore la contribution aux projets d'investissement comptabilisés sur le budget annexe de la SAE (1,3 M€).

La mission culture et patrimoine s'élève à 0,3 M€ avec le soutien à l'investissement sur les sites pôles du Pays Cathare (0,2 M€) et le financement des équipements culturels des communes (0,1 M€).

Les financements de la mission sport jeunesse (0,3 M€) s'adressent à la voie verte et aux projets d'aménagements cyclables et aux sentiers de randonnées.

Enfin, la mission pilotage et coordination s'élève à 0,9 M€ ce qui correspond au financement des projets issus de la deuxième édition du budget participatif.



5) L'endettement

Fin 2023, la dette du Département s'élève à 232,3 M€, soit une diminution de l'encours de 3,4 M€ sur l'exercice. La part entre les taux fixes et les taux variables s'élèvent respectivement à 53% et 47%.

La dette du Département est saine et sécurisée avec 100 % de l'encours classée en risque 1A (classification Gissler) sur lequel le Département paye des taux fixes et variables classiques. L'exposition du Département au risque de taux n'est donc pas amplifiée en cas de tensions sur les marchés financiers (notre encours de dette ne comprend pas de produits structurés).

Le taux d'intérêt moyen (calculé sur l'encours global de la dette) est de l'ordre de 2,69 %. La capacité de désendettement s'élève à 4,78 ans contre à 3,21 ans en 2022, conséquence de l'affaiblissement de notre autofinancement malgré l'effort de diminution du stock de dette. La solvabilité de la collectivité est maintenue.

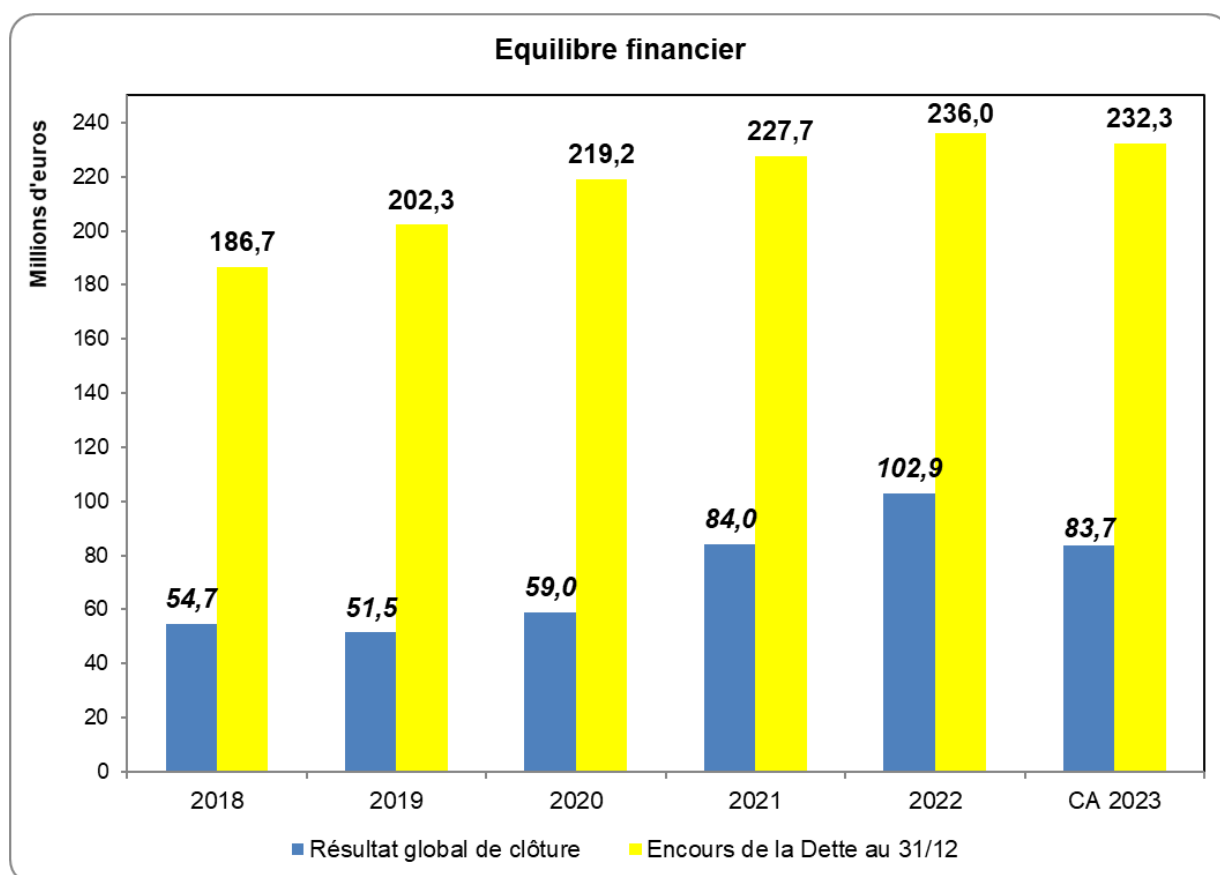
6) Le résultat financier global en 2023

A la clôture de l'exercice 2023, le Département voit sa capacité d'autofinancement brute diminuer de 25,3 M€ pour s'établir à 49 M€.

Face à la dynamique des allocations individuelles de solidarités (APA et PCH) et des participations aux établissements de l'aide sociale, la situation financière du Département a pu être confortée a une chute conséquente des recettes DMTO (- 14 M€).

En 2023, les dépenses d'équipement ont diminué (- 6,2 M€), après la forte progression de 2022 (+ 10,5 M€) suite au rattrapage des réalisations après la crise sanitaire.

Le résultat global de clôture ressort à 83,7 M€ en diminution de 19,2 M€. Ce résultat confère toujours au Département une solidité financière permettant de couvrir les besoins récurrents de trésorerie à un niveau confortable (près de 1,5 mois).



Votants	Pour	Contre
33	33	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance le : 06/05/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 8-9

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 - Budget principal

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif et fixant le taux d'imposition pour 2023 et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU le compte de gestion 2023 présenté par le payeur départemental,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget 2023,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE :

- De constater la stricte concordance du compte administratif au compte de gestion, établis pour le budget principal au titre de l'exercice 2023 ;
- D'approuver le compte administratif afférent à l'exercice 2023 pour le budget principal et de l'arrêter en dépenses à 688 350 640,00 € et en recettes à 710 494 217,28 €,
- De prendre acte de la mise à disposition d'une présentation brève et synthétique du compte administratif 2023.

La Présidente du Conseil départemental,



Hélène Sandragne

Département de l'Aude

Session du 11 avril 2024

Présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles du compte administratif 2023 (article L3313-1 du CGCT)

En 2023, le Département a poursuivi les politiques engagées et lancé de nouvelles actions dans le champ des solidarités humaines, territoriales et de la transition écologique.

L'exercice financier 2023 est marqué pour le Département par un net ralentissement de l'évolution des recettes de fonctionnement (+ 2,06% contre + 5% en 2022) en lien avec la chute des Droits de mutation à titre onéreux (- 16% contre -23% au plan national). La hausse de l'inflation et des taux d'intérêt a rendu l'accès au crédit immobilier plus difficile induisant un fort ralentissement des ventes immobilières. La dynamique de la TSCA (+ 12%), les compensations de la CNSA et la fraction de TVA ont permis de maintenir la progression des recettes. Mais les dépenses de fonctionnement accélèrent leur évolution (+ 7,6% contre + 5% en 2022), du fait des revalorisations salariales, des interventions dans la protection de l'enfance et des dépenses énergétiques.

Les recettes réelles de fonctionnement ont progressé globalement de 11,9 M€ (+ 2,06 %). La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) engrange un revenu complémentaire de 8,4 M€, ainsi que les compensations de la CNSA (+ 7 M€) pour financer l'APA, la PCH, le tarif plancher pour les établissements personnes âgées et les revalorisations salariales dans la branche aide à domicile. La fraction de TVA reversée progresse de 2,31 % (+ 6,6 M€). L'exercice 2023 est marqué par un repli important des DMTO (73,8 M€) qui ont chuté de 13,8 M€ après deux années de hausse, période après COVID.

L'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement est de 37,9 M€ et concerne principalement les missions enfance famille, autonomie et ressources humaines.

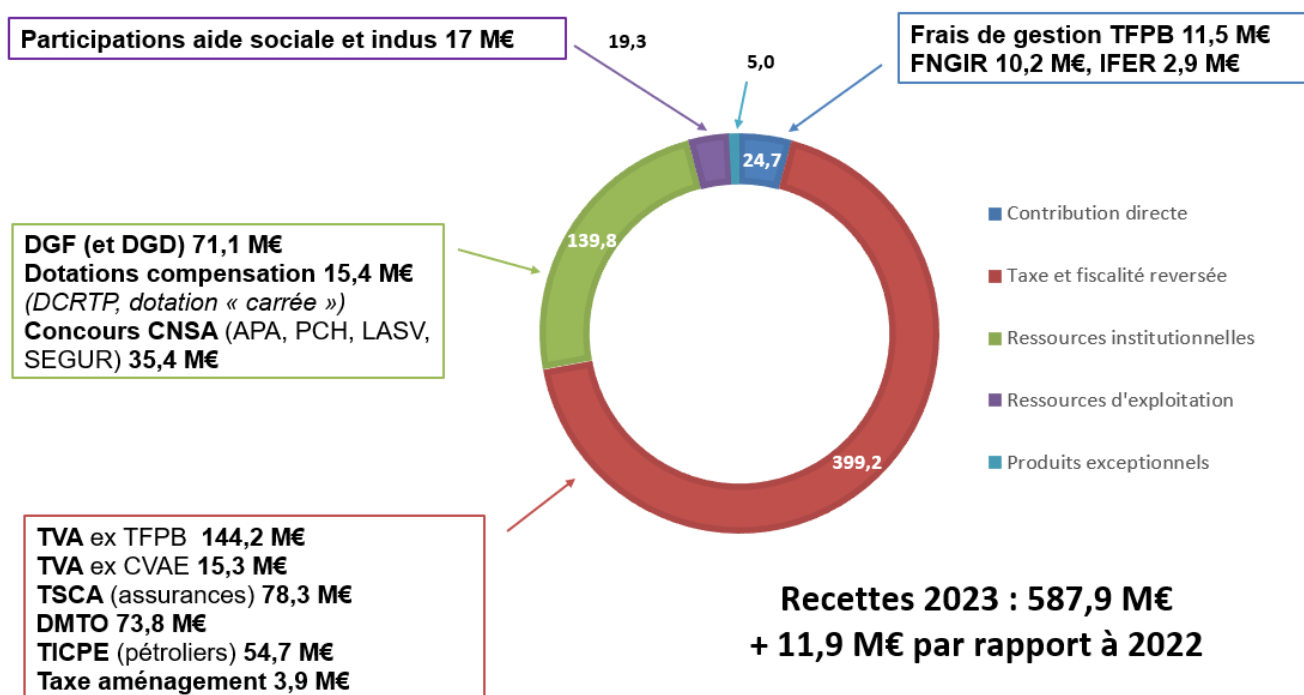
La capacité d'autofinancement, c'est-à-dire le solde des recettes sur les dépenses, a diminué de 25,3 M€ pour s'établir à 48,9 M€. Le taux de CAF ressort à 8,3% (contre 13% en 2022) dans la moyenne historique du département (8%).

En matière d'investissement, les dépenses d'équipement s'élèvent à 76,07 M€ contre 82,27 M€ en 2022. La baisse des réalisations est à mettre en regard de la réduction des crédits budgétaires en 2023 (- 11,36 M€) compensé par un fort taux de réalisation (90 %). Le recours à l'emprunt s'est élevé à 20 M€.

Dans ce contexte, l'autofinancement a joué son rôle d'amortisseur pour couvrir le besoin de financement en investissement ce qui génère un prélèvement sur le fonds de roulement de 19,1 M€.

Le résultat financier global ressort à 83,7 M€ au terme de l'exercice 2023. La capacité de désendettement augmente et passe de 3,18 ans à 4,74 ans qui correspond à un endettement maîtrisé. Ce ratio exprime la soutenabilité de notre dette par rapport à notre épargne brute. En 2023, la tenue de ce ratio tient à la baisse de notre encours de dette (-3,6 M€) car notre épargne se dégrade du fait de la chute des DMTO et de la forte progression des dépenses réelles de fonctionnement.

1) Les recettes réelles de fonctionnement



Les **recettes réelles de fonctionnement** s'élèvent à 587,9 M€ contre 576,1 M€ en 2022, soit une hausse de 11,9 M€.

Les recettes de contribution directe se sont élevées à 24,7 M€. Le poids de la fiscalité directe locale est ramené à 4% contre 7% en 2022. Cela tient au changement de périmètre dans la composition des ressources du Département consécutif à la loi de finances 2023 qui supprime la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) et le fonds de péréquation CVAE remplacés par le versement d'une fraction de TVA complémentaire à celle déjà octroyée pour la suppression de la TFPB. Ces recettes sont constituées notamment du produit des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux pour 2,9 M€, du reversement au Département d'une part des frais de gestion collectés sur la TFPB (destinés au financement des allocations individuelles de solidarité) pour 11,5 M€ et du fonds national de garantie individuelle des ressources pour 10,2 M€ (une compensation pour perte de fiscalité).

Le produit des taxes et de la fiscalité reversée procure les deux tiers de nos produits récurrents s'élèvent à 399,2 M€. La fraction de TVA compensatoire de la TFPB reversée au Département s'établit à 144,2 M€ avec une hausse de 2,67% (+ 3,8 M€) complétée par une **fraction de TVA** pour la **CVAE** à 15,3 M€. La **taxe spéciale sur les conventions d'assurance** (TSCA), 2nd poste de la fiscalité indirecte, augmente de 8,4 M€ pour atteindre 78,3 M€. Les **DMTO** baissent de 13,8 M€ pour s'établir à 73,8 M€. Le reversement au titre de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques se chiffre à 54,7 M€ (- 0,3 M€) et la taxe sur la consommation finale d'électricité à 5,6 M€ (-1,1 M€). Les autres recettes augmentent tels que le reversement au titre du fonds globalisé de péréquation des DMTO (+ 2,5 M€), pour un montant de 22,8 M€ et la taxe d'aménagement (+ 0,1 M€) pour 3,9 M€.

Les ressources institutionnelles, en provenance de l'Etat et des organismes nationaux, évoluent à la hausse de 8,2 M€ pour s'établir à 139,8 M€. Les concours de la CNSA (35,4 M€) progressent de 7 M€ et suivent la dynamique de nos dépenses dans le domaine de la dépendance, marquée par les mesures de revalorisations salariales dans la branche de l'aide à domicile, la dotation complémentaire qualité octroyée aux SAAD, le tarif plancher et l'aide à la vie partagée de l'habitat inclusif. Le financement de l'Etat dédié à nos actions en faveur de la protection de l'enfance s'élève à 1,4 M€ (convention Adrien Taquet). La dotation globale de

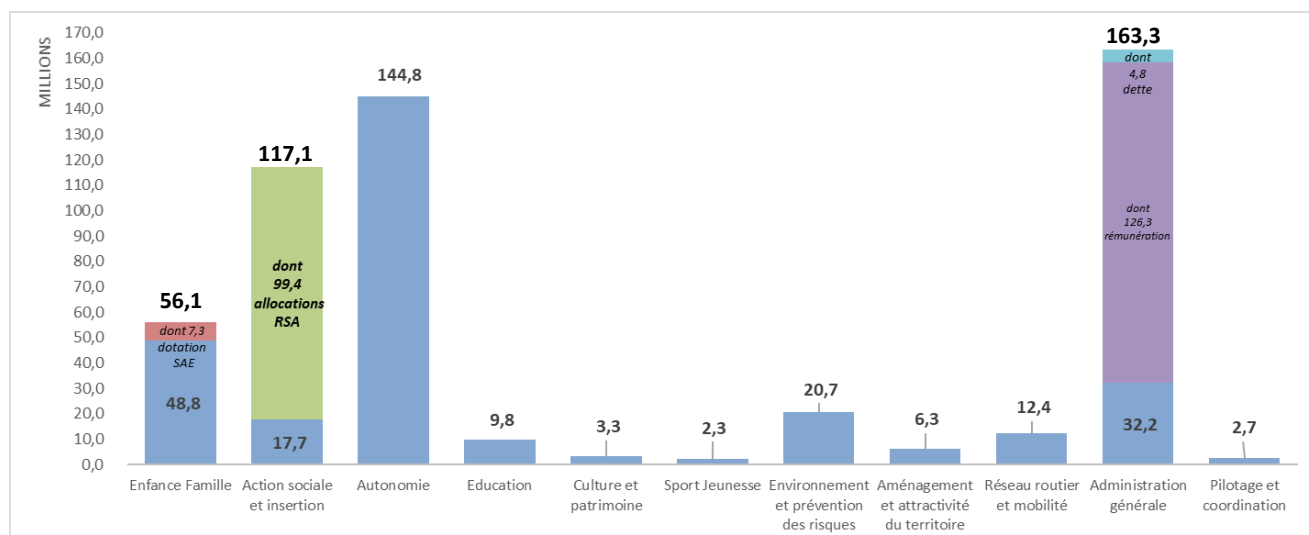
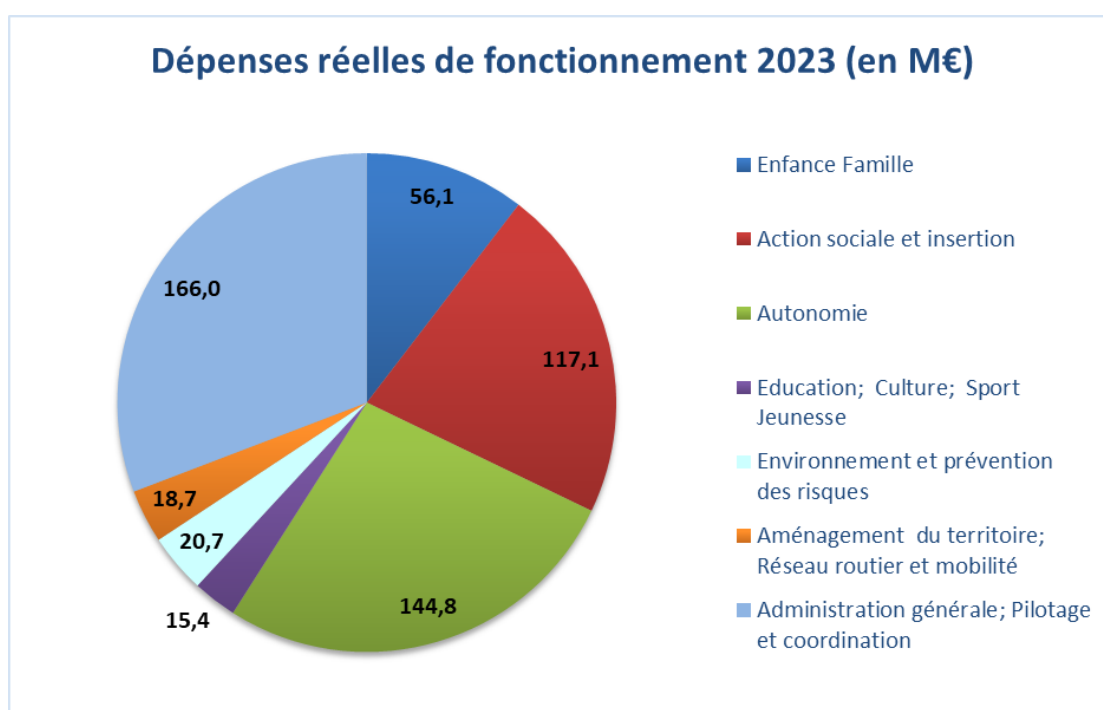
fonctionnement (DGF) est légèrement relevée à 68,5 M€ en lien avec la hausse de la population. La dotation globale de décentralisation (DGD) est figée à 2,6 M€. Le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI) est relevé à 4,6 M€ (+ 0,4 M€) et la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) diminuée à 11,5 M€.

Les **ressources d'exploitation** s'élèvent à 19,3 M€ et sont constituées en majorité des participations à l'aide sociale (17 M€). Les recettes exceptionnelles se chiffrent à 5 M€.

2) Les dépenses réelles de fonctionnement

Les **dépenses réelles de fonctionnement** ont progressé en 2023 de 37,9 M€ (soit + 7,56%) pour un montant total de 538,7 M€.

Présentation du budget selon la segmentation stratégique



La hausse tient principalement à un accroissement des charges dans le domaine de l'ASE (+ 6,2 M€), de l'autonomie (11,4 M€) et des ressources humaines (+ 7,8 M€). Les dépenses d'allocations RSA, progressent de 1,8 M€ (soit + 1,84 % en 2023) du fait de l'impact en année pleine de la revalorisation de 2022 de 5,8% du RSA et de celle de 2023 de 1,6% intervenue au 1er avril dernier.

Globalement, les missions des solidarités (hors frais de personnel) totalisent 318 M€, soit 59 % des dépenses réelles de fonctionnement et représentent une hausse de 22 M€.

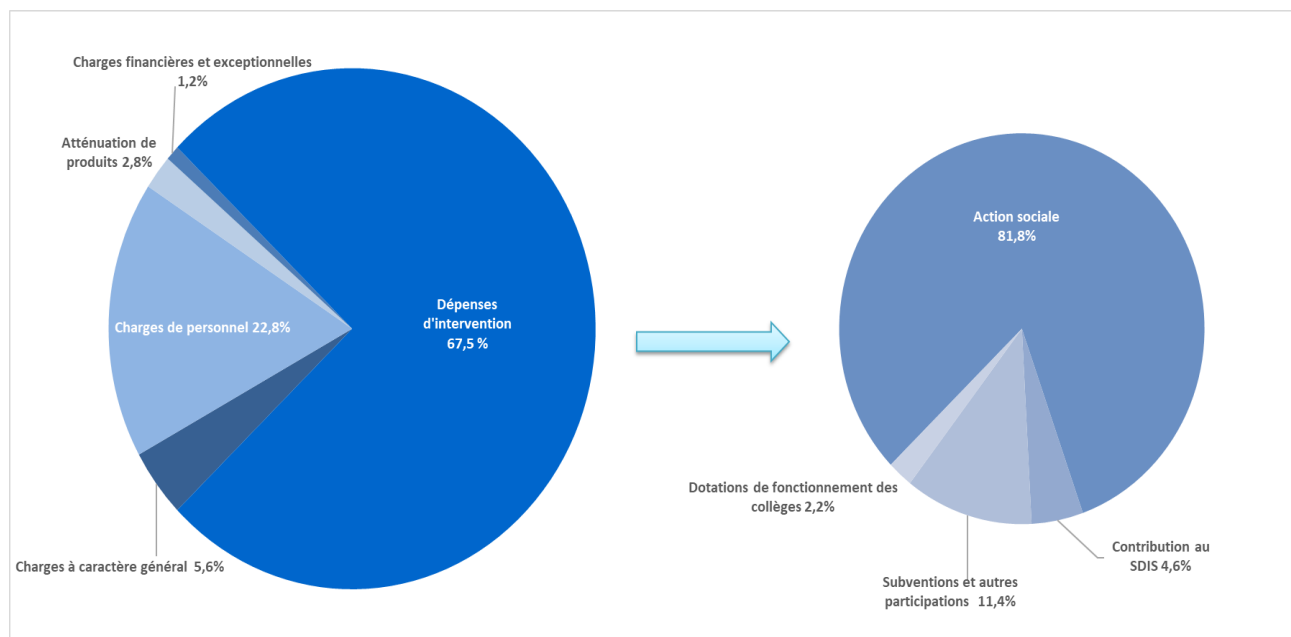
Dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance une augmentation de 6,2 M€ s'inscrit dans le renforcement des mesures de prévention et de la prise en charge par les établissements d'accueil.

Concernant la mission autonomie, la progression en montant (+ 11,4 M€) est comparable entre le volet personnes âgées (+ 6,4 M€) et le volet personnes handicapées (+ 5 M€). L'APA augmente de 10% (soit 4,8 M€) et la PCH continue d'accélérer à 9,6% (soit 2,7 M€). Les frais d'hébergement des personnes handicapées donnent lieu à une dépense supplémentaire de 2,1 M€.

Concernant les dépenses de personnel, la progression de 6,4% (+ 7,8 M€) résulte du facteur prix. La forte inflation a induit de nombreuses revalorisations : celle du point d'indice de 2022 (+ 3,5%) qui joue en année pleine sur 2023 et celle de 2023 (+ 1,5% au 1^{er} juillet dernier), complété de la revalorisation de la rémunération des assistants familiaux, et de la revalorisation du SMIC de 1,8% en 2023 après les 5,5% de 2022 pour les personnels contractuels. Un autre impact sur la masse salariale tient à l'effet de niveau c'est-à-dire la progression naturelle liée aux carrières.

Les autres évolutions notables concernent les charges d'intérêts qui ont fortement progressé (+ 2,3 M€), l'aide exceptionnelle de 2,1 M€ accordée aux collèges pour faire face aux coûts énergétiques, et la prise en compte du reversement de la fraction de TVA compensatoire de la TFPB au titre de l'année 2022 à l'Etat (+ 1,26 M€) ainsi que le prélèvement au titre du fonds national de péréquation des DMTO (+ 0,53 M€)

Présentation du budget par nature de dépenses



Les dépenses d'intervention représentent près de 70% de nos charges et l'essentiel tient à nos compétences sociales (aides à la personne, frais de séjour et d'hébergement des établissements).

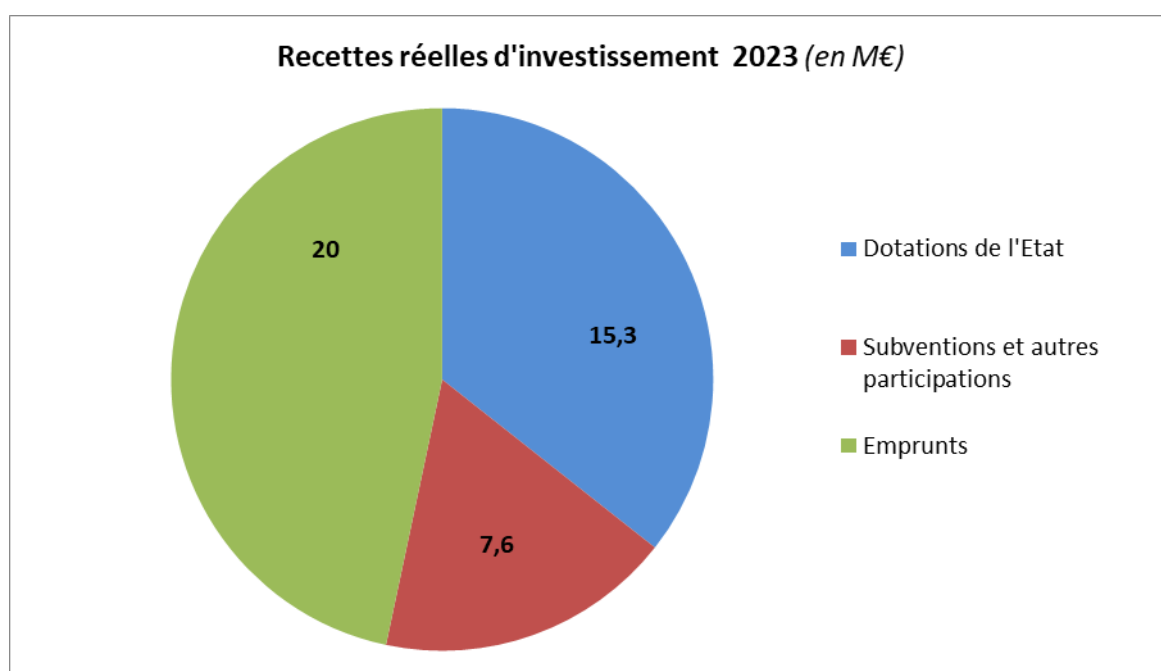
3) Les recettes réelles d'investissement

Les recettes réelles d'investissement s'établissent à 42,9 M€, en diminution de 5,7 M€ par rapport à l'exercice 2022.

Les dotations de l'Etat se répartissent entre le FCTVA (7,2 M€), la dotation départementale d'équipement des collèges (2,2 M€), la dotation de soutien à l'investissement des départements (4,5 M€) et la dotation de soutien à l'investissement local - Plan de Relance (1,2 M€).

Les subventions en faveur des réalisations départementales ont donné lieu à une recette de 7,6 M€. Ces subventions ont notamment concerné les travaux routiers (1,1 M€), la vélo-route du canal du midi (1,6 M€) et la voie verte de Bram à Montségur (1,4 M€).

Le recours à l'emprunt s'est élevé à 20 M€ en baisse de 10,9 M€ par rapport à 2022 prémices d'une stratégie de désendettement.



4) Les dépenses réelles d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement, d'un montant de 76,1 M€, sont en baisse de 6,2 M€.

a) Les équipements départementaux

Les dépenses d'équipement s'établissent à 49,3 M€ contre 54,6 M€ en 2022, soit une baisse de 5,3 M€ en lien avec la baisse du budget (- 6,3 M€).

La mission éducation se porte à 13,1 M€ avec 6,8 M€ consacrés à la reconstruction du collège Alain à Carcassonne, 1,8 M€ pour la maîtrise de l'énergie dans les établissements et le financement des équipements des collèges (1,4 M€).

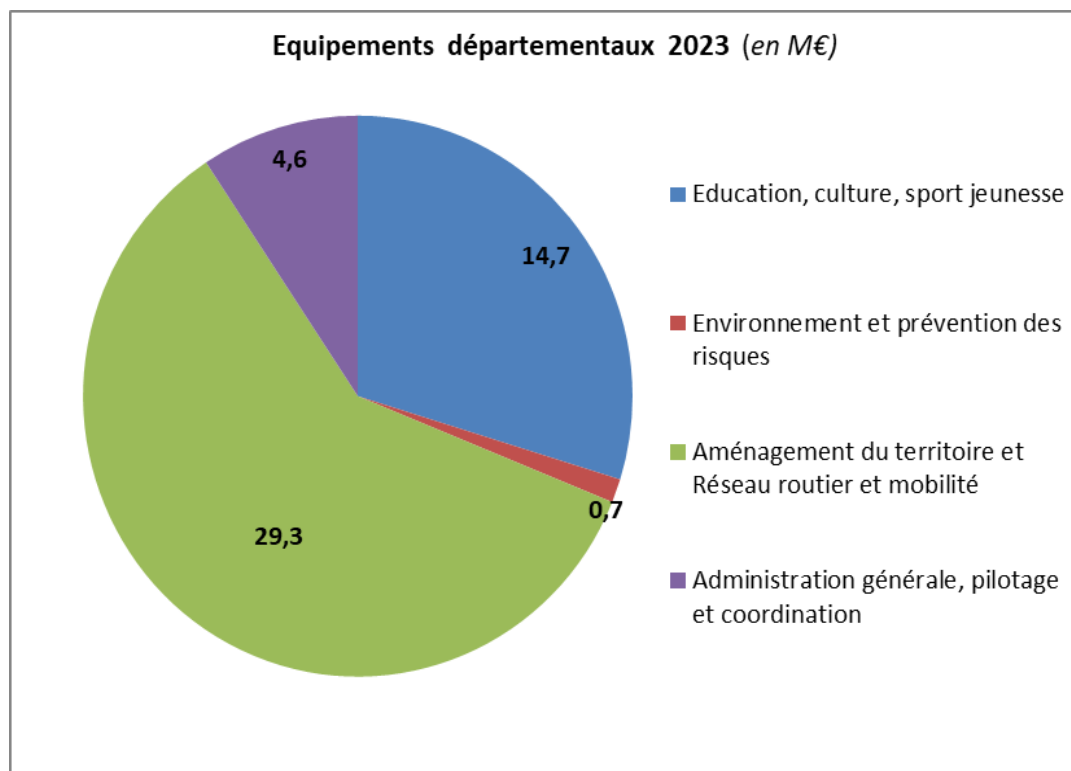
La mission réseau routier et mobilité est à un niveau proche de 2022 (28,8 M€). Les principales dépenses concernent la gestion et l'entretien du réseau pour 23,5 M€ ou encore les travaux neufs (3,5 M€) avec notamment le giratoire ouest sur la RD 6113 à Castelnaudary (1,2 M€), le renforcement et la construction de muret VL sur la RD118 sur le canton d'Axat (0,5 M€) et le renforcement de la RD620 au col du Bac (0,5 M€).

Sur la mission sport et jeunesse les réalisations s'élèvent à 1,3 M€ (- 6,28 M€) avec les travaux sur la véloroute du canal du midi et la voie verte qui touchent à leur fin.

Les dépenses sur la mission administration générale, d'un montant de 4,6 M€, se répartissent entre les systèmes d'informations et de télécommunications (1,7 M€) et la maintenance bâtiminaire (2,9 M€).

La mission culture et patrimoine s'élève à 0,5 M€ avec le développement des collections de la bibliothèque départementale ou encore la numérisation dans le cadre de la conservation préventive des archives départementales.

Enfin, sur la mission environnement et prévention des risques (0,7 M€), les interventions s'adressent majoritairement à la préservation des espaces naturels sensibles (0,4 M€).



b) Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement s'élèvent à 26,8 M€ et sont en baisse de 0,9 M€ par rapport à 2022.

La mission aménagement du territoire concentre 63 % des subventions d'équipement, soit une dépense de 16,4 M€. Les principaux postes de subventions concernent les équipements publics communaux (9,1 M€), le programme hydroagricole (1,2 M€), la reconstruction des infrastructures communales suites aux inondations (1,8 M€), le THD (1,5 M€) ou encore les aménagements portuaires à Port La Nouvelle (2,27 M€).

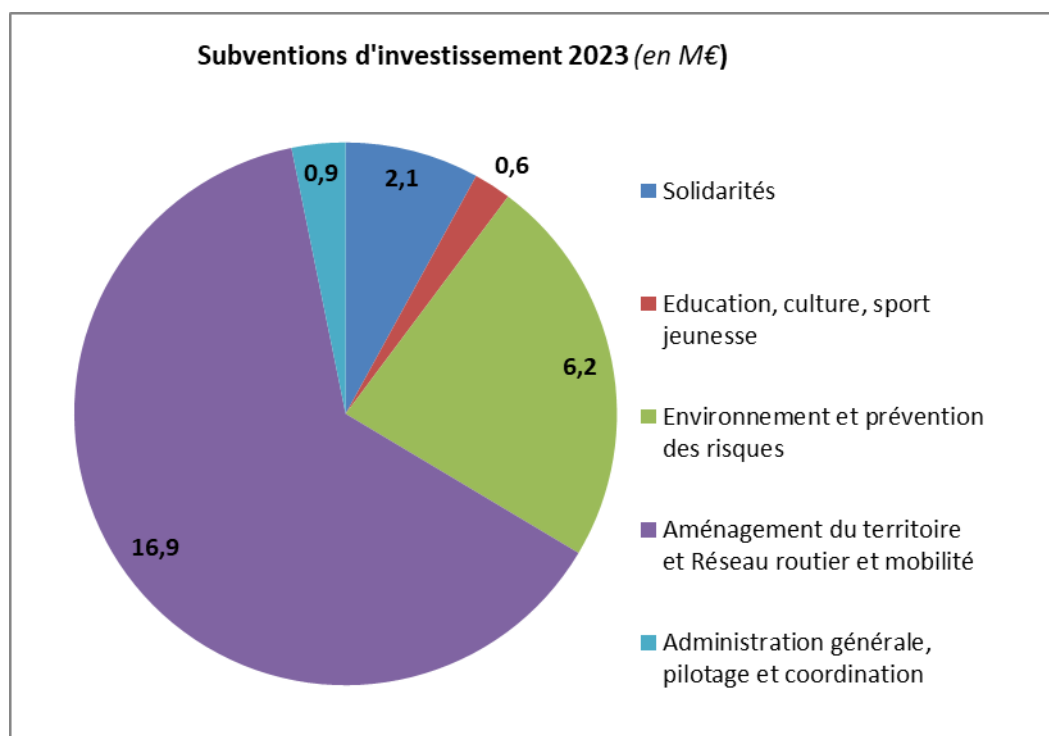
Sur la mission environnement et préventions des risques (6,3 M€), les subventions se répartissent entre les infrastructures d'eau potable et d'assainissement (2,1 M€), la prévention des inondations (2,3 M€) et la subvention au SDIS destinée au remboursement des emprunts pour la construction des casernes (0,8 M€) ou encore la restauration du patrimoine arboré du Canal du Midi (0,6 M€).

En ce qui concerne les solidarités (2,1 M€), on relève plus particulièrement le financement à la construction de logements apporté aux bailleurs sociaux (0,7 M€) et aux établissements pour personnes âgées (0,2 M€) ou encore la contribution aux projets d'investissement comptabilisés sur le budget annexe de la SAE (1,3 M€).

La mission culture et patrimoine s'élève à 0,3 M€ avec le soutien à l'investissement sur les sites pôles du Pays Cathare (0,2 M€) et le financement des équipements culturels des communes (0,1 M€).

Les financements de la mission sport jeunesse (0,3 M€) s'adressent à la voie verte et aux projets d'aménagements cyclables et aux sentiers de randonnées.

Enfin, la mission pilotage et coordination s'élève à 0,9 M€ ce qui correspond au financement des projets issus de la deuxième édition du budget participatif.



5) L'endettement

Fin 2023, la dette du Département s'élève à 232,3 M€, soit une diminution de l'encours de 3,4 M€ sur l'exercice. La part entre les taux fixes et les taux variables s'élèvent respectivement à 53% et 47%.

La dette du Département est saine et sécurisée avec 100 % de l'encours classée en risque 1A (classification Gissler) sur lequel le Département paye des taux fixes et variables classiques. L'exposition du Département au risque de taux n'est donc pas amplifiée en cas de tensions sur les marchés financiers (notre encours de dette ne comprend pas de produits structurés).

Le taux d'intérêt moyen (calculé sur l'encours global de la dette) est de l'ordre de 2,69 %. La capacité de désendettement s'élève à 4,78 ans contre à 3,21 ans en 2022, conséquence de l'affaiblissement de notre autofinancement malgré l'effort de diminution du stock de dette. La solvabilité de la collectivité est maintenue.

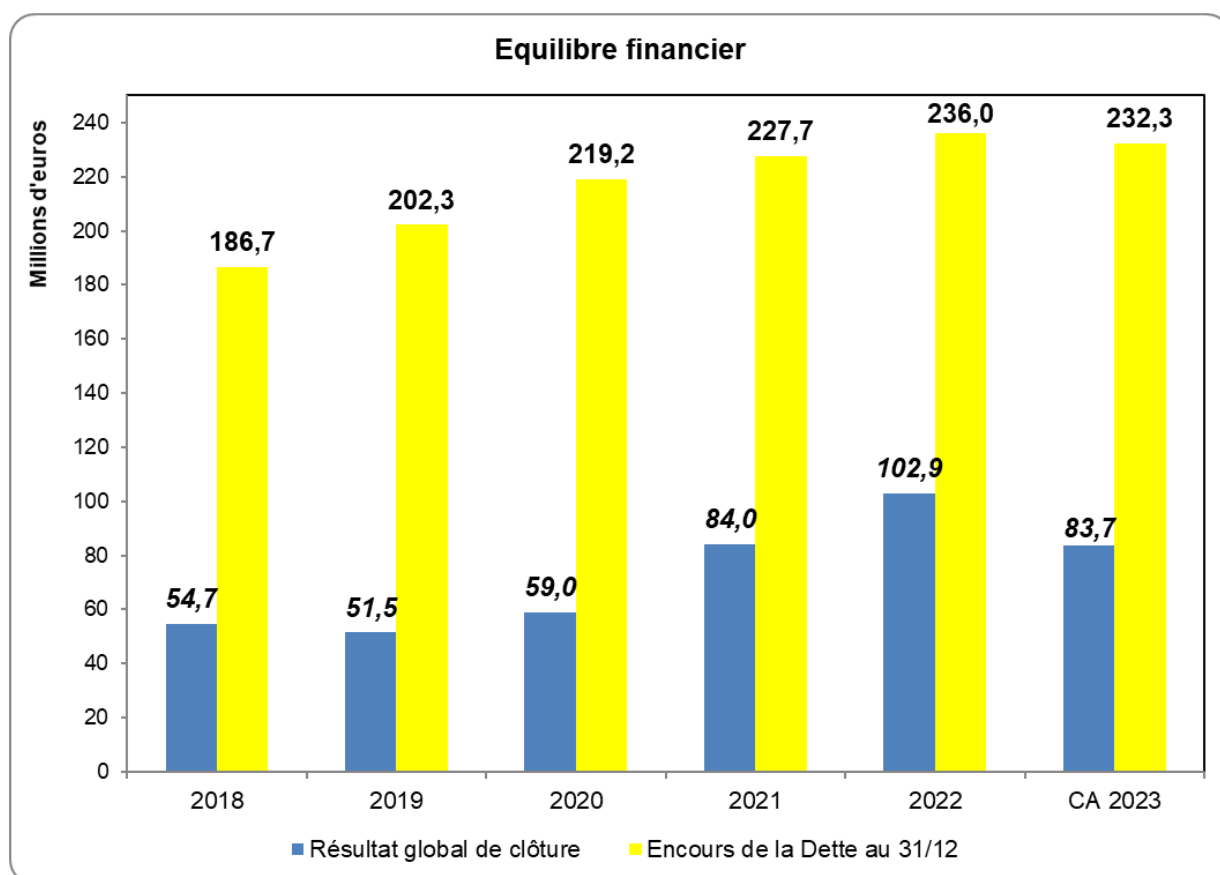
6) Le résultat financier global en 2023

A la clôture de l'exercice 2023, le Département voit sa capacité d'autofinancement brute diminuer de 25,3 M€ pour s'établir à 49 M€.

Face à la dynamique des allocations individuelles de solidarités (APA et PCH) et des participations aux établissements de l'aide sociale, la situation financière du Département a pu être confortée a une chute conséquente des recettes DMT0 (- 14 M€).



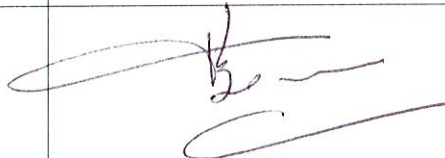


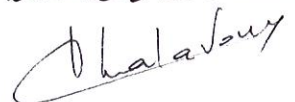
En 2023, les dépenses d'équipement ont diminué (- 6,2 M€), après la forte progression de 2022 (+ 10,5 M€) suite au rattrapage des réalisations après la crise sanitaire.

Le résultat global de clôture ressort à 83,7 M€ en diminution de 19,2 M€. Ce résultat confère toujours au Département une solidité financière permettant de couvrir les besoins récurrents de trésorerie à un niveau confortable (près de 1,5 mois).





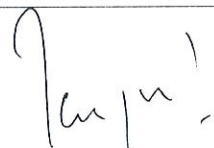
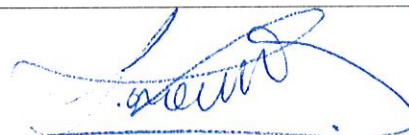
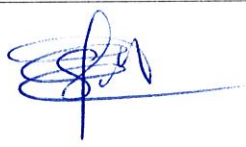
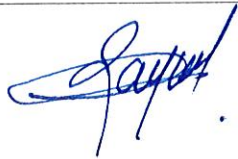







Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme 
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DORA Danville
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 – autorisations de programme des budgets annexes

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 adoptant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente le bilan des individualisations sur les autorisations de programme au titre de l'exercice 2023 des budgets annexes.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

Comme pour le budget principal, les investissements en maîtrise d'ouvrage des budgets annexes ont fait l'objet d'autorisations de programme (AP) votées au cours des sessions budgétaires et individualisées au cours de l'exercice 2023.

1 - Budget Annexe – Autorisations de programme :

1.1 Bilan des autorisations de programme 2023

Les AP 2023 des budgets annexes s'élèvent à 8,72 M€ et la totalité a été individualisée.

Les AP adoptées au budget 2023 pour le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses s'élèvent à 0,18 M€ et concernent l'acquisition de matériel et d'outillage technique pour l'exercice des missions du service.

Pour le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement, l'AP adoptée au budget 2023 s'élève à 0,07 M€ pour l'acquisition de matériels et outillages techniques nécessaires au maintien de la qualité des interventions.

Les AP adoptées au budget 2023 pour le budget annexe du parc départemental et laboratoire routier s'élèvent à 8,47 M€ et sont relatives, d'une part, à l'acquisition de matériels techniques et de matériels roulants (6,47 M€), d'autre part à des travaux de mise aux normes des réseaux pour les bâtiments d'exploitation (2 M€).

Le tableau, ci-dessous, présente le détail des affectations sur les différents budgets annexes :

	AP 2023	AP révisée 2023	AP affectée 2023
Laboratoire vétérinaire départemental	183 500,00	183 500,00	183 500,00
H - Aménagement du territoire	183 500,00	183 500,00	183 500,00
H5 - Agriculture et pêche	183 500,00	183 500,00	183 500,00
Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement	68 400,00	68 400,00	68 400,00
G - Env. et prév. des risques	68 400,00	68 400,00	68 400,00
G1 - Eau	68 400,00	68 400,00	68 400,00
Parc départemental / laboratoire routier	8 465 200,00	8 465 200,00	8 465 200,00
I Réseau routier et mobilité	6 465 200,00	6 465 200,00	6 465 200,00
I1 Routes	6 465 200	6 465 200	6 465 200,00
K Administration générale	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
K4 Logistique et patrimoine	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total général	8 717 100,00	8 717 100,00	8 717 100,00

1.2 Clôture des autorisations de programme antérieures à 2023

Le règlement budgétaire et financier prévoit la caducité et la clôture des AP en cas de déprogrammation des opérations, d'une réalisation financière inférieure aux inscriptions ou de l'absence de prorogation.

Il convient dans ce cadre de prononcer la clôture des AP antérieures à 2023 pour un montant de 23 168,72 € sur les budgets annexes, comme détaillé dans le tableau ci-après :

	AP < 2023	Total AP liquidé	Désindividualisation pour clôture AP
Laboratoire vétérinaire départemental	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
H - Aménagement du territoire	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
H5 - Agriculture et pêche	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
Parc départemental / laboratoire routier	45 000,00	44 238,16	- 761,84
K Administration générale	45 000,00	44 238,16	- 761,84
K4 Logistique et patrimoine	45 000,00	44 238,16	- 761,84
Total général	99 000,00	75 831,28	- 23 168,72

Voici le détail des tombées d'AP :

- Laboratoire départemental d'analyses : l'AP concernant l'acquisition matériel étant arrivé à son terme est clôturée sur un solde de réalisations de 31 593,12 € et une tombée d'AP de 22 406,88 € ;
- Parc départemental : la programmation d'achat de matériel et outillage technique est clôturée sur un solde de réalisations de 44 238,16 € et une tombée d'AP de 761,84 €.

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs de bien vouloir prendre acte :

- du bilan des individualisations des AP 2023 au 31 décembre 2023,(annexe 1)
- de la désindividualisation des AP antérieures à 2023 relatives aux équipements départementaux pour un montant de 23 168,72 € soit 22 406,88 € pour le laboratoire départemental d'analyses et 761,84 € pour le parc départemental / laboratoire routier (annexe 2)
- de la clôture de ces AP pour un montant de réalisations de 75 831,28 € soit 31 593,12 € pour le laboratoire départemental d'analyses relatif à l'AP de 2019 pour l'acquisition de matériel et 44 238,16 € pour le parc départemental / laboratoire routier concernant l'AP de 2022 pour l'entretien et la gestion des bâtiments (travaux de réseaux) (annexe 3).

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

ANNEXE 1 –Bilan des individualisations des autorisations de programme 2023 au 31/12/2023.

	AP 2023	AP révisée 2023	AP affectée 2023
Laboratoire vétérinaire départemental	183 500,00	183 500,00	183 500,00
H - Aménagement du territoire	183 500,00	183 500,00	183 500,00
<i>H5 - Agriculture et pêche</i>	183 500,00	183 500,00	183 500,00
Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement	68 400,00	68 400,00	68 400,00
G - Env. et prév. des risques	68 400,00	68 400,00	68 400,00
<i>G1 - Eau</i>	68 400,00	68 400,00	68 400,00
Parc départemental / laboratoire routier	8 465 200,00	8 465 200,00	8 465 200,00
I Réseau routier et mobilité	6 465 200,00	6 465 200,00	6 465 200,00
<i>I1 Routes</i>	6 465 200	6 465 200	6 465 200,00
K Administration générale	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
<i>K4 Logistique et patrimoine</i>	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total général	8 717 100,00	8 717 100,00	8 717 100,00

ANNEXE 2 – Désindividualisation pour clôture des autorisations de programme antérieures à 2023.

Laboratoire départemental d'analyses :

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2019 : **54 000,00 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **54 000,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **- 22 406,88 €**

Segment	Opération	Autorisation de programme					
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2023	Montant désindividualisé
Total action H51 - Santé animale et prévention des calamités					54 000,00 €	31 593,12 €	- 22 406,88
H51	Acquisition matériel	2019	H505E04	21	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
Total					54 000,00 €	31 593,12 €	- 22 406,88

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **- 22 406,88 €**

Parc départemental / laboratoire routier :

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté 2022 : **45 000 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **45 000 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **761,84 €**

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2022	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					45 000,00	44 238,16	- 761,84
K42	Entretien et gestion des bât. Tvx réseaux	2022	K419E05	23	45 000,00	44 238,16	- 761,84
Total					45 000,00	44 238,16	- 761,84

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : **761,84 €**

Annexe 3 – Clôture d'AP antérieures à 2023 pour les budgets annexes.

Laboratoire départemental d'analyses :

AP 2019	AP Actualisé	Liquidé au 31/12/2023	Clôture AP CA 2023
H - Aménagement du territoire	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
H5 - Agriculture et pêche	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
Total général	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88

Parc départemental / laboratoire routier :

AP 2022	AP Actualisé	Liquidé au 31/12/2023	AP clôture CA 2023
K - Administration générale	45 000,00	44 238,16	- 761,84
K4 - Logistique et patrimoine	45 000,00	44 238,16	- 761,84
Total général	45 000,00	44 238,16	- 761,84

Votants	Pour	Contre
34	34	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 10

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 – autorisations de programme – Budgets annexes

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

PREND ACTE

- du bilan des individualisations des AP 2023 au 31 décembre 2023,(annexe 1)
- de la désindividualisation des AP antérieures à 2023 relatives aux budgets annexes du Laboratoire départemental d'analyses et du Parc départemental pour une tombée d'AP de 23 168,72 € (annexe 2) et leur clôture pour un montant de réalisation de 75 831,28 € (annexe 3).

La Présidente du Conseil départemental,



Hélène Sandragné

ANNEXE 1 –Bilan des individualisations des autorisations de programme 2023 au 31/12/2023.

	AP 2023	AP révisée 2023	AP affectée 2023
Laboratoire vétérinaire départemental	183 500,00	183 500,00	183 500,00
H - Aménagement du territoire	183 500,00	183 500,00	183 500,00
<i>H5 - Agriculture et pêche</i>	183 500,00	183 500,00	183 500,00
Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement	68 400,00	68 400,00	68 400,00
G - Env. et prév. des risques	68 400,00	68 400,00	68 400,00
<i>G1 - Eau</i>	68 400,00	68 400,00	68 400,00
Parc départemental / laboratoire routier	8 465 200,00	8 465 200,00	8 465 200,00
I Réseau routier et mobilité	6 465 200,00	6 465 200,00	6 465 200,00
<i>I1 Routes</i>	6 465 200	6 465 200	6 465 200,00
K Administration générale	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
<i>K4 Logistique et patrimoine</i>	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total général	8 717 100,00	8 717 100,00	8 717 100,00

ANNEXE 2 – Désindividualisation pour clôture des autorisations de programme antérieures à 2023.

Laboratoire départemental d’analyses :

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2019 :
Déjà individualisé au cours des séances précédentes :
Disponible à l'individualisation :
Montant désindividualisé au cours de la séance :

54 000 €
54 000 €
- €
22 407 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2022	Montant désindividualisé
Total action H51 - Santé animale et prévention des calamités					54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
H51	Acquisition matériel	2020	H505E04	21	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
Total					54 000,00	31 593,12	- 22 406,88

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de :
22 407 €

Parc départemental / laboratoire routier :

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté 2022 :
Déjà individualisé au cours des séances précédentes :
Disponible à l'individualisation :
Montant désindividualisé au cours de la séance :

45 000 €
45 000 €
- €
761,84 €

Segment	Opération		Autorisation de programme				
Code Action	Libellé	Millésim AP	Enveloppe	Chapitre	Montant individualisé	Liquidé au 31/12/2022	Montant désindividualisé
Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier					45 000,00	44 238,16	- 761,84
K42	Entretien et gestion des bât. Tvx réseaux	2022	K419E05	23	45 000,00	44 238,16	- 761,84
Total					45 000,00	44 238,16	- 761,84

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de :
761,84 €

Annexe 3 – Tombées d'AP antérieures à 2023 pour les budgets annexes.

Laboratoire départemental d'analyses :


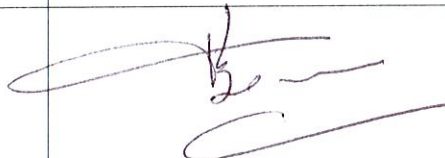

AP 2019	AP Actualisé	Liquidé au 31/12/2023	Clôture AP CA 2023
H - Aménagement du territoire	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
H5 - Agriculture et pêche	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88
Total général	54 000,00	31 593,12	- 22 406,88

Parc départemental / laboratoire routier :

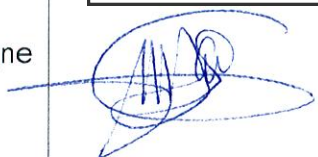



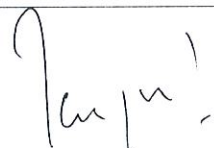
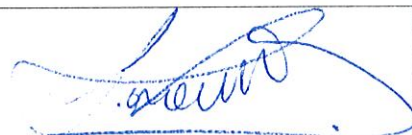
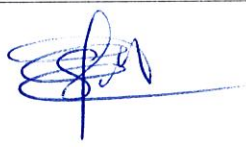
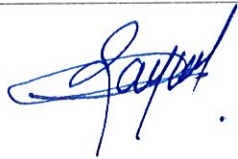
AP 2022	AP Actualisé	Liquidé au 31/12/2023	AP clôture CA 2023
K - Administration générale	45 000,00	44 238,16	- 761,84
K4 - Logistique et patrimoine	45 000,00	44 238,16	- 761,84
Total général	45 000,00	44 238,16	- 761,84



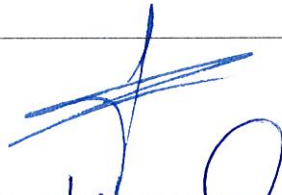


Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DORA Danville
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe du laboratoire départemental d'analyses
--

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Compte de gestion 2023 présenté par le payeur départemental,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2– Aspects budgétaires,

Ce rapport présente les réalisations budgétaires au titre de l'exercice 2023.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le compte administratif 2023 ainsi que le compte de gestion établi par le comptable concernant le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses.

Je vous rappelle que le résultat 2023 sera repris dès le vote du budget primitif. Il convient donc d'arrêter définitivement ces résultats.

I - COMPTE ADMINISTRATIF

1. Synthèse :

Pour l'exercice 2023, le compte administratif du laboratoire départemental d'analyses se présente comme suit :

En termes de mouvements budgétaires, le montant total des dépenses s'élève à 1 549 338,11 € et le montant des recettes à 1 579 884,15 €.

Dans le détail, le résultat se décompose ainsi :

Rubriques	Dépenses	Recettes	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur	Résultat total
Fonctionnement	1 481 611,81	1 518 911,62	37 299,81	0,00	37 299,81
Investissement	67 726,30	60 972,53	- 6 753,77	- 30 546,04	- 37 299,81
Total	1 549 338,11	1 579 884,15	30 546,04	- 30 546,04	0,00

2. Section de fonctionnement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Aménagement et attractivité du territoire	1 429 604,80	1 517 079,07	87 474,27	6,12%
Prise en charge du déficit du budget annexe	986 478,23	1 075 360,39	88 882,16	9,01%
Activité du laboratoire vétérinaire départemental	443 126,57	441 718,68	- 1 407,89	- 0,32%
Administration générale	1 602,36	1 832,55	230,19	14,37%
Ressources humaines	1 602,36	1 832,55	230,19	14,37%
FONCTIONNEMENT REEL	1 431 207,16	1 518 911,62	87 704,46	6,13%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 431 207,16	1 518 911,62	87 704,46	6,13%

Les recettes de fonctionnement d'un montant total de 1 518 911,62 € sont en augmentation par rapport à l'année dernière de 0,08 M€. Celles-ci résultent :

- D'une hausse de la prise en charge du déficit du budget annexe versée à partir du budget principal (+ 0,09 M€, soit 9,01 %). Cette prise en charge depuis le budget principal s'établit à 1,07 M€ sur l'exercice. Elle représente près de 70,8 % des recettes réelles de fonctionnement.
- Les recettes issues de l'activité du laboratoire départemental d'analyses diminuent de 1 407,89 € (produit des taxes d'analyses).
- Les autres produits exceptionnels augmentent de 230,19 €.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Aménagement et attractivité du territoire	237 066,66	238 798,77	1 732,11	0,73%
Administration générale	1 137 266,93	1 212 386,55	75 119,62	6,61%
Ressources humaines	1 062 263,69	1 109 347,90	47 084,21	4,43%
Systèmes d'information et télécommunications	11 215,20	14 805,45	3 590,25	32,01%
Logistique et patrimoine	63 788,04	88 233,20	24 445,16	38,32%
FONCTIONNEMENT REEL	1 374 333,59	1 451 185,32	76 851,73	5,59%
Opérations d'ordre	26 327,53	30 426,49	4 098,96	15,57%
Amortissements	26 327,53	30 426,49	4 098,96	15,57%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 400 661,12	1 481 611,81	80 950,69	5,78%

Les dépenses de fonctionnement réelles s'élèvent à 1 451 185,32 € et sont légèrement supérieures à celles de l'année dernière (+ 0,08 M€), soit une hausse de 5,59 %.

- Aménagement et attractivité du territoire : cette mission retrace les charges d'exploitation du service et concerne la sous-traitance des analyses sanitaires, l'achat de médicaments et de fournitures. La dépense est stable (+ 1 732,11 €).
- Administration générale : cette mission retrace les charges de personnel et les charges de structure. La hausse concerne les dépenses de ressources humaines (+ 0,05 M€) et la maintenance générale (+ 0,02 M€). Les dépenses afférentes aux systèmes d'information ont un niveau de réalisation proche de celui de l'exercice précédent.

3. Section d'investissement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Administration générale (1068)	0,00	30 546,04	30 546,04	0,00%
INVESTISSEMENT REEL	0,00	30 546,04	30 546,04	0,00%
Opérations d'ordre	23 203,65	30 426,49	7 222,84	31,13%
Amortissements	26 327,53	30 426,49	4 098,96	15,57%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	23 203,65	60 972,53	37 768,88	162,77%

Les recettes de la section d'investissement correspondent à l'excédent de fonctionnement capitalisé permettant de financer le déficit de la section d'investissement pour 30 546,04 € et aux dotations aux amortissements (30 426,49 €).

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Aménagement et attractivité du territoire	51 913,09	33 128,29	- 18 784,80	-36,19%
Administration générale	28 082,40	34 598,01	6 515,61	0,00%
Systèmes d'information et télécommunications	0,00	6 477,00	6 477,00	0,00%
Logistique et patrimoine	28 082,40	28 121,01	38,61	0,00%
INVESTISSEMENT REEL	79 995,49	67 726,30	- 12 269,19	-15,34%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	79 995,49	67 726,30	- 12 269,19	-15,34%

D'un montant de 67 726,30 €, les dépenses de la section d'investissement sont en diminution de 12 269,19 € par rapport à l'exercice précédent.

Les investissements liés aux activités du laboratoire départemental d'analyses (0,03 M€) concernent principalement l'achat de matériel technique (auto-laveur, pompe). Les dépenses de la mission Administration générale s'établissent à 34 598,01 € et concernent les systèmes d'information, l'entretien et la gestion des bâtiments.

Tels sont les éléments qui ressortent du compte administratif 2023 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses. Le double des pièces justificatives des dépenses et des recettes ainsi que les registres et bordereaux comptables sont tenus à disposition dans les services.

II - COMPTE DE GESTION

Monsieur le Payeur départemental m'a fait parvenir le compte de gestion qu'il a établi pour 2023 pour le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses. Ce document fait apparaître des résultats identiques à ceux du compte administratif.

LA PROPOSITION :

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- arrêter le compte de gestion 2023 du Payeur départemental,
- approuver le compte administratif 2023.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
34	34	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 11

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe du laboratoire départemental d'analyses.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU le compte de gestion 2023 présenté par le payeur départemental,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget 2023,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE,

- De constater la stricte concordance du compte administratif au compte de gestion, établis pour le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses au titre de l'exercice 2023 ;
- D'approuver le compte administratif afférent à l'exercice 2023 pour le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses et de l'arrêter en dépenses à 1 549 338,11 € et en recettes à 1 579 884,15 €.



La Présidente du Conseil départemental,







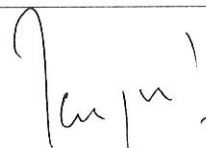
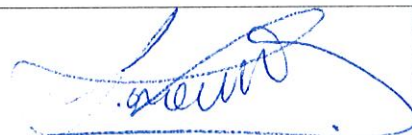
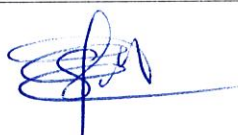
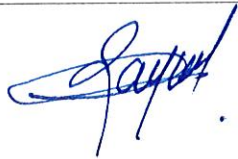
Hélène Sandragé



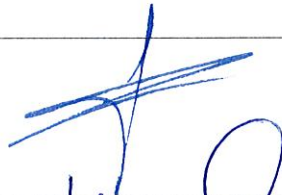
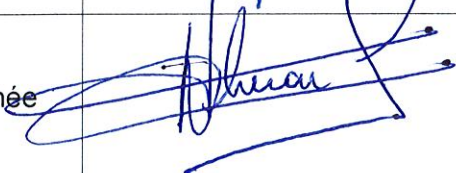

Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement
--

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Compte de gestion 2023 présenté par le Payeur départemental,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2– Aspects budgétaires,

Ce rapport présente les réalisations au titre de l'exercice 2023.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le compte administratif 2023, ainsi que le compte de gestion établi par le comptable concernant le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement.

Je vous rappelle que le résultat 2023 sera repris dès le vote du budget primitif. Il convient donc d'arrêter définitivement ces résultats.

I - COMPTE ADMINISTRATIF

1. Synthèse :

Pour l'exercice 2023, le compte administratif du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement se présente comme suit :

En termes de mouvements budgétaires, le montant total des dépenses s'élève à 1 096 845,92 € et le montant des recettes à 1 107 359,70 €, soit un solde positif sur l'exercice de 10 513,78 €.

En intégrant le résultat antérieur, le budget de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement présente un excédent d'investissement de 16 461,99 €.

Dans le détail, le résultat se décompose ainsi :

Rubriques	Dépenses	Recettes	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur	Résultat total
Fonctionnement	1 083 187,33	1 083 187,33	0,00	0,00	0,00
Investissement	13 658,59	24 172,37	10 513,78	5 948,21	16 461,99
Total	1 096 845,92	1 107 359,70	10 513,78	5 948,21	16 461,99

2. Section de fonctionnement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Environnement et prévention des risques	1 028 315,66	1 074 515,67	46 200,01	4,49%
Prise en charge du déficit du budget annexe	459 154,39	484 225,91	25 071,52	5,46%
Activité du service eau et assainissement	569 161,27	590 289,76	21 128,49	3,71%
Administration générale	901,10	1,23	-899,87	0,00%
FONCTIONNEMENT REEL	1 029 216,76	1 074 516,90	45 300,14	4,40%
Opérations d'ordre	10 435,27	8 670,43	-1 764,84	-16,91%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 039 652,03	1 083 187,33	43 535,30	4,19%

Les recettes réelles de fonctionnement d'un montant total de 1 074 516,90 € sont supérieures à l'année dernière de 45 300,14 €, soit + 4,4 %.

Les produits relatifs à l'activité du service eau et assainissement de 590 289,76 € sont en hausse de 21 128,49 €.

Le montant des participations de l'Agence de l'Eau de 342 492,50 € est en augmentation (+ 30 008,50 €) ainsi que la refacturation de mise à disposition de personnel pour l'ATD d'un montant de 115 776 € (+ 413,76 €). Les prestations facturées aux collectivités (participation des communes conventionnées, recherche de fuite, contrôle des dispositifs d'autosurveillance, prestation défense incendie) d'un montant de 132 021,26 € sont en diminution de 6 850,09 €.

La recette de 1,23 € sur la mission administration générale concerne la régularisation par l'administration fiscale du prélèvement à la source.

La subvention d'équilibre du budget principal augmente de 25 071,52 € pour s'élever à 484 225,91 € et représenter 45,06 % des recettes réelles de fonctionnement.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Environnement et prévention des risques	211 819,76	212 600,24	780,48	0,37%
Administration générale	800 853,83	846 414,72	45 560,89	5,69%
Ressources humaines	784 457,28	827 298,12	42 840,84	5,46%
Budget et finances	40,35	921,69	881,34	2184,24%
Systèmes d'information et télécommunications	5 469,00	5 806,38	337,38	6,17%
Logistique et patrimoine	10 887,20	12 388,53	1 501,33	13,79%
FONCTIONNEMENT REEL	1 012 673,59	1 059 014,96	46 341,37	4,58%
Opérations d'ordre	26 978,44	24 172,37	-2 806,07	-10,40%
Amortissements	24 534,76	24 172,37	-362,39	-1,48%
Diff./réalisations (positives) transférées en investissement	2 443,68	0,00	-2 443,68	0,00%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 039 652,03	1 083 187,33	43 535,30	4,19%

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 1 059 014,96 € et sont en hausse de 46 341,37 € par rapport à 2022, soit + 4,58 %.

Mission Environnement et prévention des risques : cette mission retrace les charges d'exploitation du service (fournitures, petit matériel ...). Elles sont assez stables sur l'exercice à hauteur de 212 600,24 € (+ 780,48 €), intégrant notamment les remboursements de frais à la collectivité de rattachement en lien avec l'activité du service eau et assainissement pour 168 125 € (- 24,52 €) et les dépenses en lien avec l'analyse des eaux résiduelles pour 37 410,58 € (+ 1 609,58 €).

Administration générale : les charges de personnel de 827 298,12 € augmentent (+ 42 840,84 €) du fait des revalorisations salariales (hausse du point d'indice et avancement de carrières) ainsi que le poste « budget et finances » (+ 881,34 €). Les charges de structure (systèmes d'information, maintenance bâtiminaire) d'un montant total de 18 194,91 € sont également en hausse de 1 838,71 €.

3. Section d'investissement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Environnement et prévention des risques	0,00	0,00	0,00	0,00%
Administration générale (1068)	0,00	0,00	0,00	0,00%
INVESTISSEMENT REEL	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'ordre	26 978,44	24 172,37	-2 806,07	-10,40%
Amortissements	24 534,76	24 172,37	-362,39	-1,48%
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	2 443,68	0,00	-2 443,68	0,00%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	26 978,44	24 172,37	-2 806,07	-10,40%

Aucune recette réelle d'investissement n'est constatée pour l'exercice 2023. Les seules recettes pour la section d'investissement sont générées par les dotations aux amortissements.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Environnement et prévention des risques	6 967,80	4 988,16	-1 979,64	-28,41%
Administration générale	16 926,21	0,00	-16 926,21	-100,00%
Systèmes d'information et télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00%
Logistique et patrimoine	16 926,21	0,00	-16 926,21	-100,00%
INVESTISSEMENT REEL	23 894,01	4 988,16	-18 905,85	-79,12%
Opérations d'ordre	10 435,27	8 670,43	-1 764,84	-16,91%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	34 329,28	13 658,59	-20 670,69	-60,21%

D'un montant de 4 988,16 €, les dépenses réelles d'investissement baissent de 18 905,85 €, soit – 79,12 %.

La mission **Environnement et prévention des risques** diminue de 1 979,64 € pour s'établir à 4 988,16 €. La dépense concerne l'achat de divers matériels d'équipement (antenne-quart d'onde, tige d'agitation en inox, sonde et fabrication d'un support de sonde, débitmètre).

Aucune dépense pour la mission **Logistique et patrimoine** suite au décalage de l'achat d'un véhicule en 2024.

Tels sont les éléments qui ressortent du compte administratif 2023 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement. Le double des pièces justificatives des dépenses et des recettes ainsi que les registres et bordereaux comptables sont tenus à disposition dans les services.

II - COMPTE DE GESTION

Monsieur le Payeur départemental m'a fait parvenir le compte de gestion qu'il a établi pour 2023 pour le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement. Ce document fait apparaître des résultats identiques à ceux du compte administratif.

LA PROPOSITION :

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- arrêter le compte de gestion 2023 du Payeur Départemental,
- approuver le compte administratif 2023.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
35	35	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 12

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU le compte de gestion 2023 présenté par le payeur départemental,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget 2023,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE :

- De constater la stricte concordance du compte administratif au compte de gestion, établis pour le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement au titre de l'exercice 2023 ;
- D'approuver le compte administratif afférent à l'exercice 2023 pour le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement et de l'arrêter en dépenses à 1 096 845,92 € et en recettes à 1 107 359,70 €.

La Présidente du Conseil départemental,



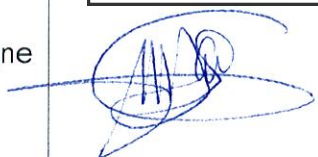



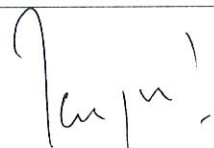
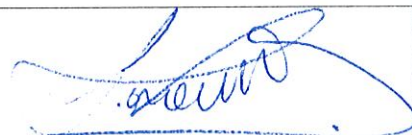
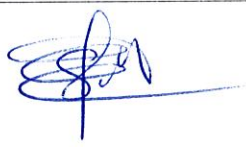
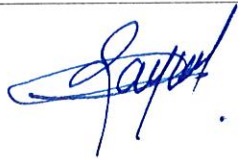
Hélène Sandragne



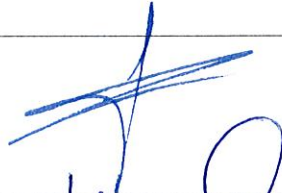


Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAÏE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe du parc départemental / laboratoire routier
--

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe du Parc départemental et laboratoire routier et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Compte de gestion 2023 présenté par le payeur départemental,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2– Aspects budgétaires,

Ce rapport présente les réalisations budgétaires au titre de l'exercice 2023.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le compte administratif 2023 ainsi que le compte de gestion établi par le comptable public concernant le budget annexe du parc départemental et laboratoire routier.

Je vous rappelle que le résultat 2023 sera repris dès le vote du budget primitif. Il convient donc d'arrêter définitivement ces résultats.

I - COMPTE ADMINISTRATIF

1. Synthèse :

Pour l'exercice 2023, le compte administratif du parc départemental et laboratoire routier se présente comme suit :

En termes de mouvements budgétaires, le montant total des dépenses s'élève à 9 087 929,26 € et le montant des recettes à 9 242 978,06 €, soit un solde positif sur l'exercice de 155 048,80 €. Ce solde positif est imputé en section d'investissement.

En intégrant le résultat antérieur, le budget du parc départemental et laboratoire routier présente un excédent d'investissement de 3 701 931,80 €.

Dans le détail, le résultat se décompose ainsi :

Rubriques	Dépenses	Recettes	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur	Résultat total
Fonctionnement	7 876 932,44	7 876 932,44	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 210 996,82	1 366 045,62	155 048,80	3 546 883,60	3 701 932,40
Total	9 087 929,26	9 242 978,06	155 048,80	3 546 883,60	3 701 932,40

2. Section de fonctionnement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Parc départemental	7 669 546,33	7 871 675,86	202 129,53	2,64%
Prise en charge du déficit du budget annexe	1 008 228,25	970 870,04	-37 358,21	-3,71%
Activité du Parc départemental	6 661 318,08	6 900 805,82	239 487,74	3,60%
Administration générale	5 628,84	5 256,58	-372,26	-6,61%
Ressources humaines	2 501,95	108,89	-2 393,06	-95,65%
Budget et finances	3 126,89	5 147,69	2 020,80	64,63%
FONCTIONNEMENT REEL	7 675 175,17	7 876 932,44	201 757,27	2,63%
Opérations d'ordre (cessions)	0,00	0,00	0,00	0,00%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	7 675 175,17	7 876 932,44	201 757,27	2,63%

Les recettes réelles de fonctionnement d'un montant de 7 876 932,44 € sont en augmentation par rapport à l'année dernière de 201 757,27 €, soit + 2,63 %.

L'activité du parc départemental et laboratoire routier s'élève à 6 900 805,82 € soit 87,61 % des recettes totales. Les recettes sont en hausse de 0,24 M€ par rapport à l'exercice précédent (soit + 3,60 %).

Ces recettes proviennent principalement de la location permanente de matériels auprès des centres routiers de la Direction des routes et des mobilités ou encore de la réalisation de travaux en régie à la demande des divisions territoriales qui font l'objet de refacturation auprès du Département.

Les autres recettes, à la marge, concernent le fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée (5 147,69 €) et l'arrondi du montant du prélèvement à la source (108,89 €).

La prise en charge du déficit du budget annexe versée à partir du budget principal s'élève à 970 870,04 €, soit une baisse de 0,38 M€ en lien avec la diminution des dépenses.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Parc départemental	4 301 638,10	4 219 753,74	-81 884,36	-1,90%
Administration générale	2 331 452,15	2 484 012,14	152 559,99	6,54%
Ressources humaines	2 230 405,14	2 305 716,85	75 311,71	3,38%
Budget et finances	2 642,52	2 906,58	264,06	9,99%
Systèmes d'information et télécommunications	2 546,22	6 854,82	4 308,60	169,22%
Logistique et patrimoine	95 858,27	168 533,89	72 675,62	75,82%
FONCTIONNEMENT REEL	6 633 090,25	6 703 765,88	70 675,63	1,07%
Opérations d'ordre	1 042 084,92	1 173 166,56	131 081,64	12,58%
Amortissements	1 028 134,23	1 011 766,56	-16 367,67	-1,59%
Cessions	13 950,69	161 400,00	147 449,31	1056,93%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 675 175,17	7 876 932,44	201 757,27	2,63%

Les dépenses de fonctionnement réelles d'un montant de 6 703 765,88 € sont en hausse (+ 0,07 M€), comparées à l'exercice précédent soit 1,07 %.

Les principaux frais liés aux activités du parc départemental et laboratoire routier sont en diminution de 0,08 M€ et concernent notamment les fournitures de voirie (950 893,61 €), les fournitures d'entretien du matériel (751 439,29 €), les frais de combustibles et carburants (1 140 059,34 €), l'entretien et les réparations sur matériel roulant (205 799,77 €).

Les ressources humaines, d'un montant de 2 305 716,85 €, sont en hausse de 75 311,71 €, soit + 3,38 % par rapport à l'année dernière.

Les dépenses relatives aux systèmes d'informations et télécommunications augmentent de 4 308,60 € par rapport à 2022 notamment sur les locations et la maintenance des copieurs.

Les dépenses de logistique sur les bâtiments passent de 95 858,27 € à 168 533,89 €, soit une augmentation de 72 675,62 €.

3. Section d'investissement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
FCTVA	181 099,28	192 879,06	11 779,78	6,50%
INVESTISSEMENT REEL	181 099,28	192 879,06	11 779,78	6,50%
Opérations d'ordre	1 045 678,92	1 173 166,56	127 487,64	12,19%
Amortissements	1 028 134,23	1 011 766,56	-16 367,67	-1,59%
Cessions	13 950,69	161 400,00	147 449,31	1056,93%
Avances forfaitaires	3 594,00	0,00	-3 594,00	0,00%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 226 778,20	1 366 045,62	139 267,42	11,35%

Les recettes réelles d'investissement d'un montant de 192 879,06 € correspondent au fonds de compensation de la TVA. Ce dernier est en hausse de 11 779,78 € en lien avec l'augmentation des dépenses d'immobilisation en 2022 à partir desquelles les attributions du fonds sont calculées.

Les recettes d'ordre, augmentent de 0,13 M€, suite à une cession de bien intervenue dans le courant de l'année.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Parc départemental	1 074 038,77	1 166 758,66	92 719,89	8,63%
Administration générale	101 779,14	44 238,16	- 57 540,98	-56,54%
Systèmes d'information et télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00%
Budget et finances	0,00	0,00	0,00	0,00%
Logistique et patrimoine	101 779,14	44 238,16	-57 540,98	-56,54%
INVESTISSEMENT REEL	1 175 817,91	1 210 996,82	35 178,91	2,99%
Opérations d'ordre	3 594,00	0,00	-3 594,00	0,00%
Avances forfaitaires	3 594,00	0,00	- 3 594,00	-100,00%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 179 411,91	1 210 996,82	31 584,91	2,68%

Les investissements s'adressent principalement au renouvellement et au renforcement des moyens d'intervention du parc (1,17 M€) soit 96% des dépenses qui progressent légèrement de 0,1 M€.

Cela correspond à l'achat de véhicules, matériels et outillages techniques (tracteurs, camions, matériels de viabilité hivernale, épaveuse, tractopelles de VL, fourgons d'interventions).

Des dépenses d'entretien des bâtiments sont également effectuées, elles ne représentent que 4 % des réalisations.

Tels sont les éléments qui ressortent du compte administratif 2023 du budget annexe du parc départemental et laboratoire routier. Le double des pièces justificatives des dépenses et des recettes ainsi que les registres et bordereaux comptables sont tenus à disposition dans les services.

II - COMPTE DE GESTION

Monsieur le Payeur départemental m'a fait parvenir le compte de gestion qu'il a établi pour 2023 pour le budget annexe du parc départemental et laboratoire routier. Ce document fait apparaître des résultats identiques à ceux du compte administratif.

LA PROPOSITION :

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- arrêter le compte de gestion 2023 du Payeur Départemental,
- approuver le compte administratif 2023.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
35	35	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance le : 06/05/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 13

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe du Parc départemental / laboratoire routier

VU le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe du Parc départemental / laboratoire routier et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU le compte de gestion 2023 présenté par le Payeur Départemental,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget 2023,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE :

- De constater la stricte concordance du compte administratif au compte de gestion, établis pour le budget annexe du Parc départemental / laboratoire routier au titre de l'exercice 2023 ;
- D'approuver le compte administratif afférent à l'exercice 2023 pour le budget annexe du Parc départemental / laboratoire routier et de l'arrêter en dépenses 9 087 929,26 € et en recettes à 9 242 978,06 €.



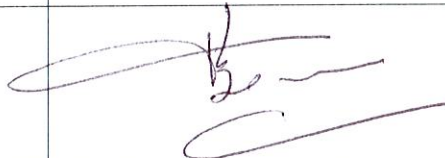


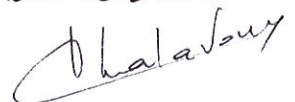
La Présidente du Conseil départemental,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Sandragne', with a stylized flourish at the end.





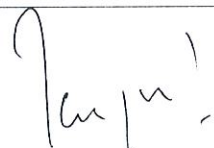
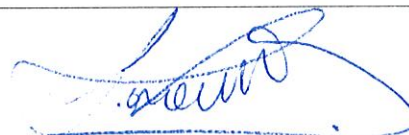
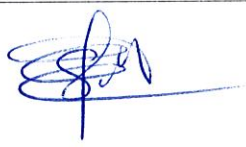
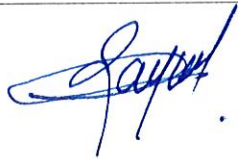
Hélène Sandragne






Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme 
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DORA Danville
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Rapport d'activité 2023 : budget annexe de la structure accueil enfance
--

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Article R 314-50 du code de l'action sociale et des familles relatif au rapport d'activité des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

Instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif concernant le budget annexe de la structure accueil enfance et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Vu l'avis favorable émis par la commission ressources

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport ne présente pas d'incidence budgétaire.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le rapport d'activité 2023 de la structure accueil enfance.

La communication de ce document est une obligation prévue par l'article R 314-50 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), il complète l'information du compte administratif de l'année passée auquel il doit être joint.



Structure Accueil Enfance de l'Aude



Bilan d'activité 2023

I - La Structure Accueil Enfance de l'Aude

A – Cadre d'intervention et missions

La SAE est un service non personnalisé du Département de l'Aude dont l'action s'inscrit dans le cadre des orientations de la politique de protection de l'enfance définie par le Département dans le schéma des solidarités. Ce service est rattaché hiérarchiquement à la Direction Enfance Famille.

La SAE a pour mission de répondre aux obligations légales du Département dans le cadre de l'ASE qui prévoient que celui-ci mène « en urgence des actions de protection en faveur des mineurs [...] confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger leur santé, leur sécurité, leur moralité ou de compromettre gravement leur éducation ou leur développement physique, affectif, intellectuel et social » (article L.221.1 du CASF).

La SAE intervient autour d'une mission centrale qui est d'accueillir et protéger, d'évaluer, d'observer et d'orienter dans une temporalité limitée les mineurs âgés de 3 à 18 ans nécessitant une protection.

La SAE dispose d'une offre d'accueil répondant à 2 types de prise en charge :

L'accueil d'urgence des mineurs, mené selon des modalités diversifiées : l'accueil immédiat pour une protection sans délai d'un mineur (OPP, 72h, mesure accueil 5 jours -Art. L223-2 du CASF, jeune fugueur d'un autre département avec une mesure de protection), l'accueil préparé (administratif AP ou judiciaire JE) nécessitant une observation de l'enfant nécessaire à un étayage visant une orientation adaptée vers un lieu d'accueil pérenne.

Un dispositif d'accueil adapté, destiné à l'accueil de jeunes ayant des besoins spécifiques, en rupture de parcours, nécessitant une prise en charge temporaire, adaptée, dans un objectif de stabilisation et d'évaluation et de projection

La SAE est un établissement social et médico-social non doté d'une personnalité morale propre, selon les dispositions de l'alinéa 1 de l'article L. 312-1 du CASF. Sans autonomie financière et placée sous l'autorité de la présidente du conseil départemental, la SAE dispose toutefois d'un budget annexe au budget principal du département conformément aux dispositions du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ce budget fonctionne selon les principes fixés par l'instruction budgétaire et comptable M22 qui s'applique aux services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du CASF.

Un projet en cours de refondation

La Collectivité, portant l'ambition d'une politique de prévention et protection de l'enfance renouvelée en faveur des enfants et de leurs familles, s'est engagée cette année dans la refondation du projet de la SAE.

La SAE est actuellement installée sur 3 sites (Carcassonne, Narbonne, et Villeneuve-Minervois), et 2 unités Est et Ouest.



Le nouveau projet, présenté en CTP le 17/10/2022, pose le cadre d'un projet ambitieux de refondation de la SAE, reposant sur un nouveau modèle architectural et organisationnel traduisant l'exigence d'une grande qualité d'accueil. 3 piliers garants de cette qualité :

Une structuration familiale, en petites unités de vie : 8 maisons, dont 7 accueillant des groupes de 6 enfants (+1 en cas d'accueil de fratries ou d'urgence et sur Narbonne 2 studios) et 1 accueillant 4 enfants. Cette nouvelle structuration s'appuie sur une programmation bâtementaire de construction ou rénovation des 8 villas, dont le planning s'échelonne jusqu'à fin 2026. Une 2^{de} tranche de 2 villas supplémentaires serait mise en œuvre à l'issue de la première, en fonction de l'évaluation des besoins. Ce nouveau modèle se mettra progressivement en place sur cette période.

- Une équipe pluridisciplinaire, avec un taux d'encadrement adapté, et un haut niveau d'expertise
- Des valeurs fortes : bientraitance, une pensée innovante, une réponse dynamique aux besoins de chaque enfant.

B – Les mineurs accueillis

Au cours de l'année 2023, la SAE de l'Aude a répondu comme l'année précédente à de nombreux accueils en urgence. Des accueils de mineurs en rupture de parcours, avec des problématiques multiples.

Dans le cadre de l'accueil d'urgence, c'est-à-dire de l'accueil de jeunes dont l'arrivée n'est pas programmée, la structure est susceptible d'accueillir les typologies de mineurs suivantes :

Fugueurs interceptés par la gendarmerie ou les services de police
En échec de placement (établissements, assistants familiaux...)
Accompagnés par les travailleurs sociaux des MDS dans le cadre d'un conflit familial
Placés en urgence par les magistrats (juge des enfants ou procureur) dans le cadre d'une Ordonnance de Placement Provisoire
Jeunes en besoin spécifique (JBS).

Profil des mineurs accueillis :

Les missions exercées par la SAE permettent de répondre aux situations suivantes :

Existence d'une situation de risque ou de danger pour le mineur (enfant livré à lui-même, déscolarisation importante, problèmes importants mettant en danger son intégrité physique ou morale ou celle de sa famille).

Nécessité d'une mise à distance physique de l'environnement familial (environnement familial en crise, violences physiques, abus sexuels, fugues liées à un contexte familial grave, menaces graves à l'encontre du jeune, menaces graves du jeune à l'encontre d'un membre de sa famille mettant en danger l'intégrité physique ou morale du jeune ou de sa famille...).

Situation de crise ou de rupture (rupture de placement suite à des conflits, des passages à l'acte sur son lieu d'accueil, des troubles du comportement...).

A noter que depuis 2021, l'accueil d'urgence des mineurs non accompagnés a été délégué au secteur associatif.

Le site des J.B.S et évolution du projet

La villa JBS de l'unité EST de la SAE de l'Aude a été mise en œuvre suite au CTP du mois d'avril 2021. La villa des « Amarats » dispose de 4 places.

Les jeunes relevant de ce site, présente un parcours de rupture important sur le plan social et familial mais aussi et surtout au sein de l'ASE. Tous présentent des troubles de l'attachement et une confiance en l'adulte qui n'est que partielle voire nulle en raison de carences affectives et éducatives majeures. C'est pourquoi la grande majorité d'entre eux rencontre des problématiques multiples : troubles du comportement, conduites à risques par les fugues, la consommation de produits stupéfiants et/ou d'alcool, des TS, des hospitalisations liées à des troubles psychiatriques, etc. Victimes de violences psychiques et/ou physiques et/ou sexuelles, ils peuvent également être agresseur eux-mêmes. Ils sont accueillis sur le site JBS pour une période longue, pouvant aller, pour certains, au-delà de la majorité.

Les objectifs principaux de prise en charge, avec l'appui d'une équipe pluridisciplinaire, sont identifiables sur cinq axes majeurs : stopper le phénomène de rupture chronique et proposer un lieu ressource ; élaborer des stratégies de prise en charge individuelles en sortant du collectif pour alléger les jeunes du « poids » institutionnel ; favoriser l'intégration sociale ; bâtir un projet scolaire et/ou professionnel ; permettre un accès aux soins régulier.

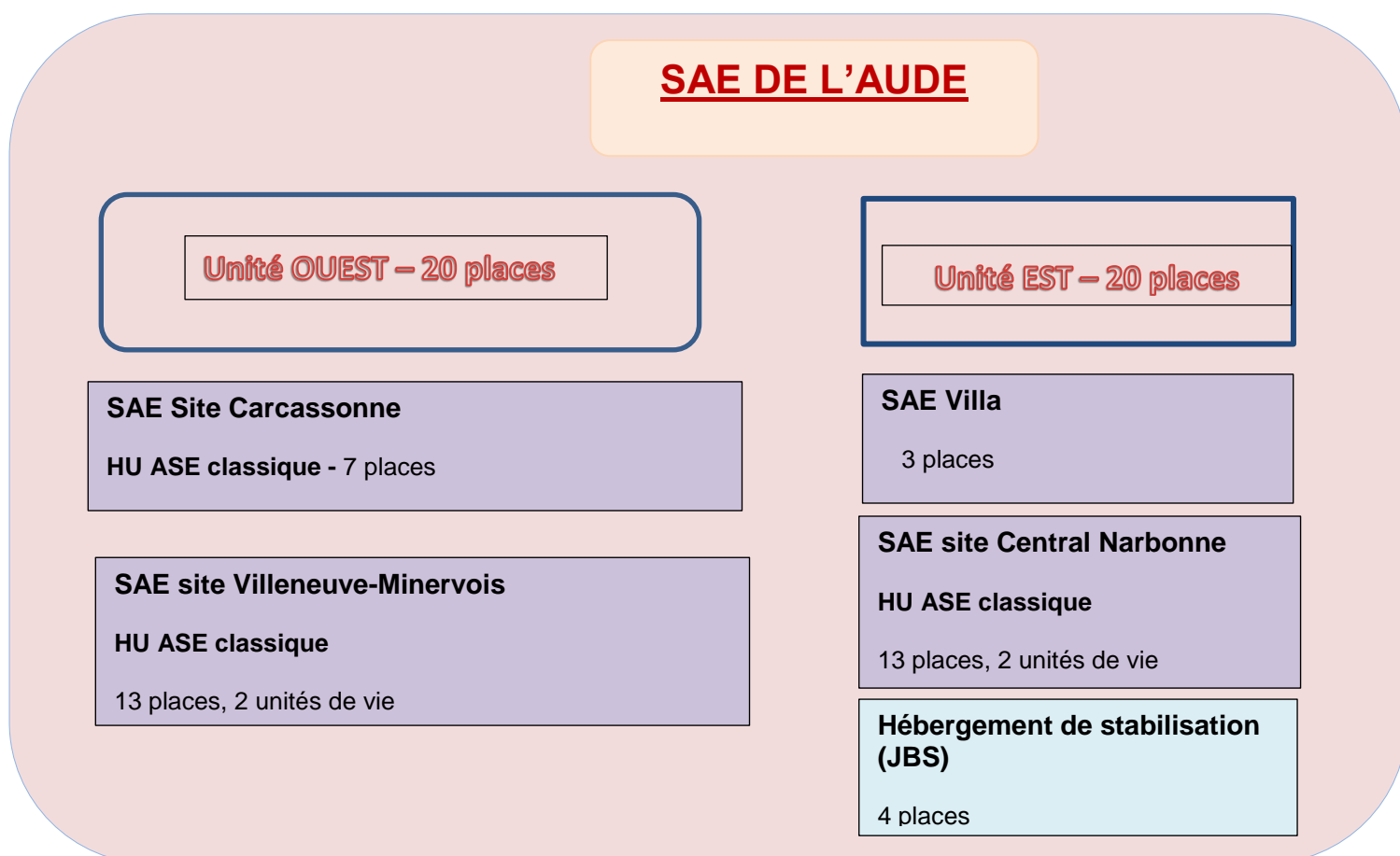
En définitive, il s'agit ici de proposer la construction d'un projet de vie individualisé et personnalisé, pour chacun des jeunes accueillis, où la dimension affective avec des adultes repérants est primordiale afin de restaurer des liens de confiance et permettre une projection positive. Ce type de prise en charge demande du temps, de la réactivité, de la disponibilité, de la créativité et de l'innovation tant en termes d'organisation que de prise en charge quotidienne auprès des enfants et des jeunes accueillis.

Courant 2023, la nature du projet a été revue, l'approche de la notion de JBS devant s'appréhender plus globalement sur l'ensemble de nos sites, via l'évolution du projet de service et une prise en charge des enfants évoluant vers des petits collectifs, de type « maisonnées » qui doit permettre de mieux répondre aux besoins identifiés des enfants accueillis.

Ainsi, la durée des accueils sur le site des Amarats n'a pas vocation à se prolonger au-delà des 3 mois (renouvelable 1 fois) afin de faciliter la disponibilité des places et la prise en charge des enfants ne peut se prolonger au-delà de la majorité.

C- Les capacités d'accueil de la SAE

La SAE de l'Aude dispose d'une capacité d'accueil de 40 places.



D – Les moyens humains

La SAE est dotée d'une équipe pluridisciplinaire placée sous l'autorité du chef de service départemental de la SAE de l'Aude, du responsable adjoint et de 6 responsables éducatifs et sociaux (RES).

L'équipe pluridisciplinaire se compose :

- De personnel médico-psycho-socio-éducatif : assistant de service social, éducateur spécialisé, éducateur technique, moniteur éducateur, éducateur sportif, psychologue, infirmier, aide-soignant, maîtresse de maison
- De personnel de surveillance : veilleur de nuit
- De personnel d'entretien : agent de service
- De personnel polyvalent pour les travaux de première intervention : Ouvrier Polyvalent
- De personnel administratif : gestionnaire comptable, secrétaire.

Les types de contrats sont divers : titulaires, contractuels, vacataires.

E – Le budget annexe

La loi a fait obligation à la S.A.E, en sa qualité de service social relevant d'une collectivité, de disposer d'un budget annexe (article R314-78 du code de l'action sociale et des familles) : *« Chaque activité sociale et médico-sociale relevant de l'article L312-1 qui est gérée par une collectivité territoriale ou un centre communal ou intercommunal d'action sociale est retracée dans un budget annexe de cette collectivité ou de cet établissement ».*

Le budget annexe de la Structure Accueil Enfance est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Ce budget annexe est soumis à l'instruction comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.

La section d'exploitation est financée majoritairement par une dotation globale annuelle du Département perçue par douzième mensuellement ainsi que par les remboursements de frais par les autres départements.

Les postes concernés par les dépenses de la section d'exploitation sont essentiellement composés :

- ✓ Des dépenses afférentes au personnel ;
- ✓ Des dépenses afférentes à l'exploitation courante : essentiellement l'alimentation et divers frais liés à l'accueil des enfants ;
- ✓ Des dépenses afférentes à la structure : principalement la location et l'entretien des bâtiments et les fluides.

	2020	2021	2022	2023
Fonctionnement				
Dépenses	5 822 692,45	5 729 895,30	6 704 389,34	7 148 528,44
Recettes	5 301 681,59	6 245 572,90	6 616 991,63	7 400 816,74
Investissement				
Dépenses	895 580,54	86 314,14	282 283,53	1 543 311,89
Recettes	92 732,90	874 653,27	317 615,17	1 487 201,91

II - Les indicateurs sur l'activité 2023

1. Le nombre de journées et le prix de journée :

Le nombre de journées réalisées en 2023 indique la présence effective des enfants confiés à la SAE de l'Aude. Il s'élève à **13 211 journées** pour les unités de Carcassonne, de Narbonne et de Villeneuve Minervois.

A la fin décembre 2023, le nombre de journées par service se décline comme suit :

- Narbonne : 5 770
- Carcassonne : 2 896
- Villeneuve Minervois : 4 545

Pour rappel sur l'année 2022, le nombre de journées était de 15 863, réparties comme suit :

- ✓ Narbonne : 8 303 journées
- ✓ Carcassonne : 2 594 journées
- ✓ Villeneuve-Minervois : 4 966 journées

Lieux	Capacité d'accueil bâtimentaire	Taux d'occupation capacité bâtiminaire en 2022	Taux d'occupation capacité bâtiminaire en 2023
Carcassonne	7	101.53%	113.35%
Villeneuve Minervois	13	104.66%	95.79%
Narbonne	20	113.74%	79.04%

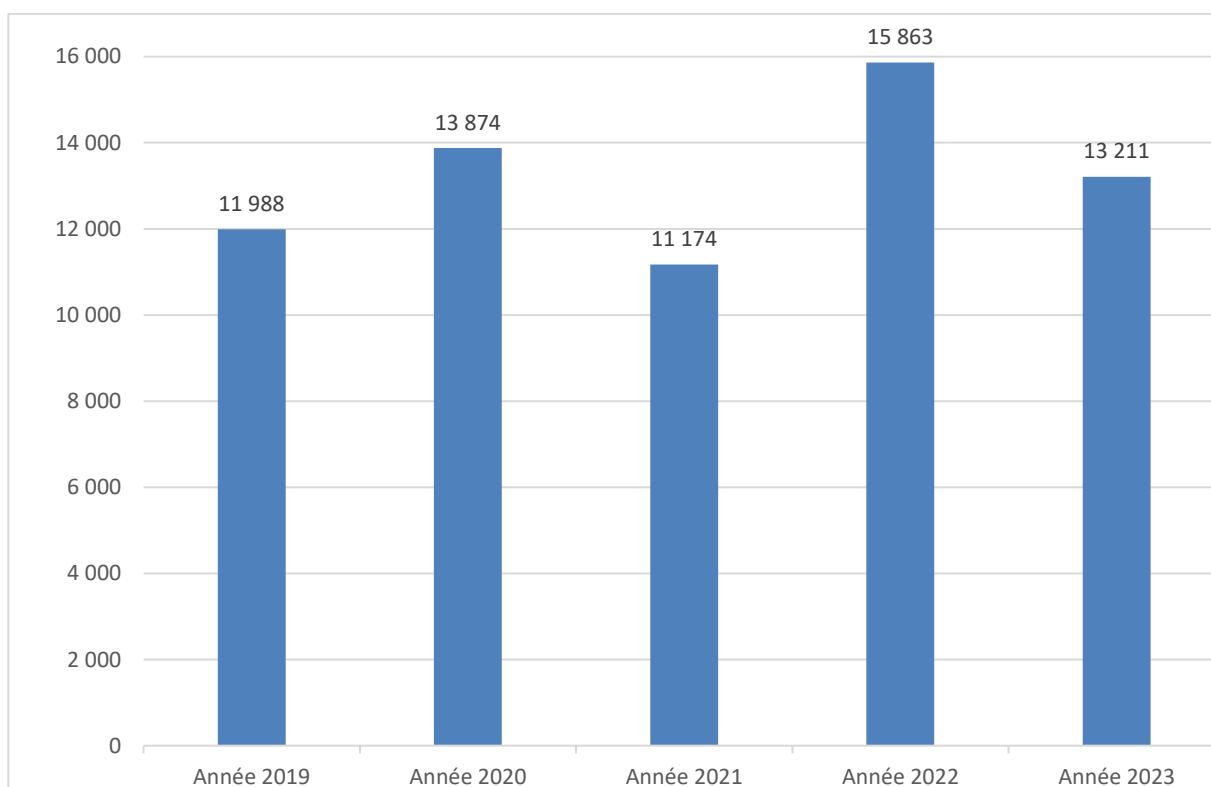
En 2023, les unités de la SAE de l'Aude ont dû accueillir plusieurs enfants présentant des handicaps importants reconnus par la MDPH : physiques, sensoriels, mentaux, cognitifs, psychiques et polyhandicaps. Malgré cette hétérogénéité des publics, pour toutes les unités de la SAE de l'Aude, l'objectif principal reste de pouvoir répondre aux besoins de chaque usager accueilli, aussi les demandes budgétaires pour l'année 2024 tiennent compte de ces adaptations.

Le total de **13 211 journées** représente une baisse de 2 652 journées par rapport à 2022 (**soit - 20.07 %**).

Cette diminution s'explique par la fermeture du site central sur la période du 07 avril au 10 mai 2023 et de la fermeture de la villa Beaumarchais, depuis juillet 2023 en raison d'un manque de personnel, qui représente 1 236 journées en moins.

Nombre de journées	Carcassonne		Narbonne		Villeneuve Minervois		TOTAL	Evolution en %
	Hors MNA	MNA	Hors MNA	MNA	Hors MNA	MNA		
2018	6 872	277	5 697	2 326		12 618	27 790	- 38,55 %
2019	5 100	0	6 888	0		6 956	18 944	31,83 %
2020	5 009	0	6 869	0	1996	578	14 452	- 23.71 %
2021	1 625	0	6 493	0	3 056	0	11 174	-22,68%
2022	2 594	0	8 303	0	4 966	0	15 863	+41.96%
2023	2 896	0	5 770	0	4 545	0	13 211	-16.72%

	Total du nombre de journées ASE
Année 2019	11 988
Année 2020	13 874
Année 2021	11 174
Année 2022	15 863
Année 2023	13 211



2. Prix de journée

Les modalités de détermination du **montant du prix de journée** sont décrites à l'article R.314-113 du CASF. Le nombre de journées retenues pour ce calcul est établi usuellement sur la base de la moyenne du nombre de journées effectives sur les trois dernières années, en prenant en considération pour ce faire, les journées au cours desquelles les mineurs ont été effectivement accueillis.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prix à la journée	309.90 €	254.32 €	200.70 €	458.95 €	445.82 €	530.20 €

On notera pour 2023 une augmentation du prix de journée de la SAE de l'Aude par rapport à 2022.

3. Le nombre de mineurs accueillis

En 2023, la SAE de l'Aude a accueilli 192 jeunes. Pour rappel, en 2022, la SAE avait accueilli 160 jeunes, soit une augmentation de + 20% en 2023.

Cette augmentation s'explique par trois facteurs :

- Une harmonisation des modes de calculs entre les deux Unités
- Une plus longue durée de séjour des usagers accueillis sur les unités de la SAE de l'Aude due notamment par une évolution de la typologie du public.
- Une réorganisation de l'Unité de Carcassonne

Pour 2023, le nombre d'enfants accueillis sur l'ensemble des deux Unités s'est élevé à 192 réparti comme suit : 48 à Carcassonne, 41 à Villeneuve-Minervois et 103 à Narbonne.

Cette augmentation globale est également due à une évolution de la typologie des publics très complexes qui a nécessité des prises en charge plus longues dans des configurations de prises en charge individualisées (exemple : situations handicaps, situations d'exclusions etc.).

192 mineurs au total ont séjourné à la SAE de l'Aude en 2023.

Nombre de mineurs accueillis	2020	2021	2022	2023
Carcassonne	55	33	48	48
Narbonne	66	46	69	103
Villeneuve Minervois	250	33	43	41
	371	112	160	192

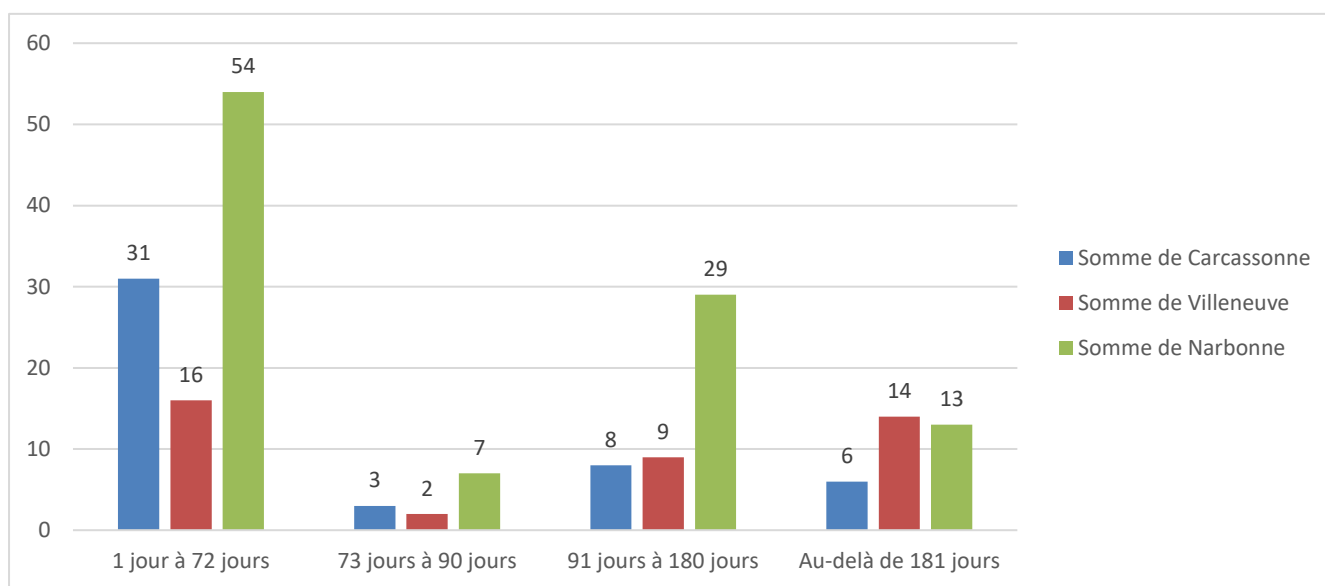
Un écart significatif apparaît entre le calcul des durées de séjours et le nombre de mineurs accueillis. Aussi, il est à noter que pour la SAE de l'Aude, des jeunes ont été accueillis entre 2020 et 2022, et que leur accueil a été prolongé sur l'année 2023. **Ces jeunes ne sont pas comptabilisés dans les accueils 2023, mais sont comptabilisés dans toutes les autres données.**

Nombre de mineurs accueillis entre 2020 et 2022 non comptabilisés	2023
Carcassonne	6
Narbonne	21
Villeneuve Minervois	13
	40

4. La durée des séjours :

2023	Carcassonne	Villeneuve	Narbonne
1 jour à 72 jours	31	16	54
73 jours à 90 jours	3	2	7
91 jours à 180 jours	8	9	29
Au-delà de 181 jours	6	14	13

Il faut signaler que le public accueilli rencontre des problématiques sociales, psychologiques et éducatives de plus en plus complexes qui nécessitent des modalités de prises en charge individualisées et coordonnées avec les partenaires du champ de la protection de l'enfance.



5. Les dérogations

La SAE reste une structure d'accueil d'urgence pour mineurs et s'efforce de trouver une orientation dans les plus brefs délais et dans les meilleures conditions ; afin de rendre le séjour des enfants le plus court possible (délai d'accueil de 3 mois). Malgré tout, on note cette année que pour 79 enfants la durée de séjour a dépassé ce délai. Il apparaît que 41 % des effectifs total ont dépassé les 90 jours de présence sur la SAE.

Sur les 79 enfants ayant dépassé une durée de séjour de 3 mois, 33 enfants sont néanmoins restés au-delà de 6 mois, ce qui représente 41% des dérogations réparties comme suit :

13 à Narbonne, 14 à Villeneuve, 6 à Carcassonne : ce qui représente 12 % pour l'unité de Carcassonne,

34 % pour l'unité de Villeneuve, 13 % pour l'unité de Narbonne.

Depuis 2021, la SAE de l'Aude a dû adapter son offre de service pour favoriser l'accueil de jeunes présentant un handicap. En plus du cadre réglementaire ASE, les accueils ont été mis en œuvre afin de répondre aux obligations légales de la Loi du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Aussi le travail mené par la SAE de l'Aude s'est inscrit pleinement sur la définition du handicap : « constitue un handicap au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Concrètement, la mise en œuvre de ces actions s'est traduite par une personnalisation et une individualisation de la relation à l'enfant au travers de prises en charge individualisées, mais également par un étayage sanitaire paramédical (aide à la toilette, kinésithérapie, orthophonie, psychomotricité, etc.).

III – Les mineurs accueillis

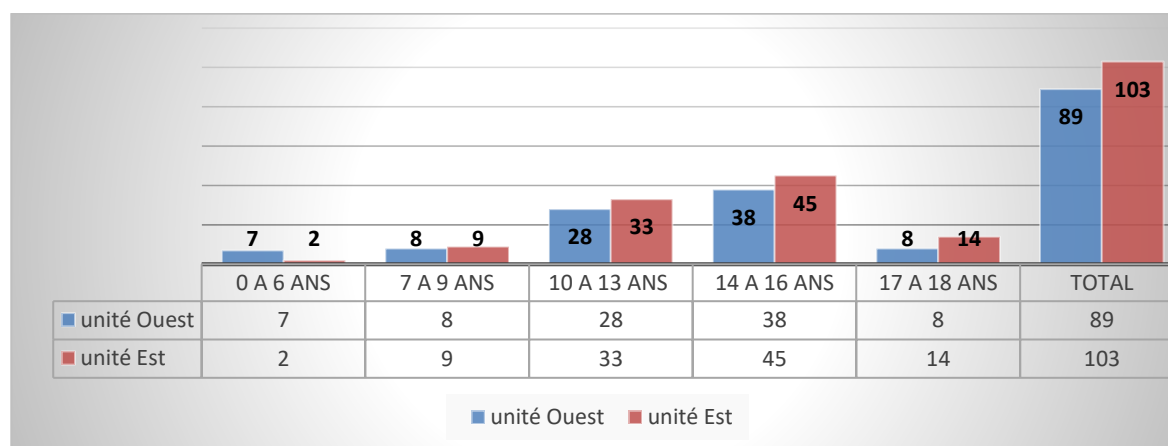
Il convient de rappeler que la SAE constitue « un groupe vertical », c'est-à-dire un groupe dans lequel cohabitent les enfants, selon le même mode de vie et quel que soit leur âge.

En 2023, la Structure Accueil Enfance de l'Aude a accueilli **232 enfants, dont 40 jeunes qui étaient déjà présent entre 2020 et 2022.**

	Carcassonne	Villeneuve	Narbonne	Total
Nombre enfants 2021	41	38	59	138
Nombre enfants 2022	50	56	87	193
Nombre enfants 2023	48	41	103	192

Tranches d'âge des enfants accompagnés

2023	Carcassonne		Villeneuve		Narbonne	
0 A 3 ANS	1	2.08%	0	0%	0	0%
4 A 6 ANS	0	0%	6	14.63%	2	1.94%
7 A 9 ANS	1	2.08%	7	17.07%	9	8.74%
10 A 13 ANS	15	31.25%	13	31.71%	33	32.04%
14 A 16 ANS	26	54.17%	12	29.27%	45	43.69%
17 A 18 ANS	5	10.42%	3	7.32%	14	13.59%
SANS INDICATION					-	



SAE DE NARBONNE – Unité EST

- MDS référentes (ACTUALISATION DES NOMS DES MDS)

MDS 2023	Nombre de situations	Durée totale des situations par MDS depuis l'accueil du jeune (N -2)	Durée moyenne de la totalité des situations (en jours)	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -2)
Carcassonne centre montagne noire	8	1731	216	972j – 174j – 235j – 34j – 26j – 150j – 134j – 6j
Carcassonne est	4	278	69	65j – 65j – 65j – 83j
Carcassonne Ouest	10	1811	181	875j – 232j – 98j – 109j – 109j – 141j – 101j – 73j – 32j – 41j
Coursan	9	673	75	214j – 15j – 60j – 133j – 56j – 56j – 35j – 52j – 52j
Lauragais	6	316	53	159j – 15j – 15j – 68j – 13j – 46j
Lézignanais	5	1150	230	969j – 96j – 79j – 1j – 4j
Haute Vallée	4	362	90	149j – 132j – 3j – 78j
Narbonne littoral	10	2175	217	729j – 560j – 137j – 129j – 76j – 178j – 186j – 21j – 107j – 52j
Narbonne ouest	10	1893	189	935j – 421j – 124j – 5j – 104j – 150j – 116j – 21j – 11j – 6j
Littoral Corbières	10	998	100	338j – 238j – 16j – 103j – 103j – 2j – 2j – 107j – 66j – 23j
Autres départements	27	473	18	2j – 1j – 1j – 1j – 1j – 1j – 1j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 85j – 5j – 83j – 3j – 32j – 32j

Nous avons 13 situations qui perdurent à la SAE de Narbonne avec des durées de séjour à plus de 200 jours.

- [Dérogations](#)

MDS 2023	Nombre de situations	Nombre de dérogations	Taux de dérogations +6 mois	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne centre montagne noire	8	5	4.85%	972j - 174j - 235j - 34j - 26j - 150j - 134j - 6j
Carcassonne est	4	0	0%	65j - 65j - 65j - 83j
Carcassonne Ouest	10	7	6.80%	875j - 232j - 98j - 109j - 109j - 141j - 101j - 73j - 32j - 41j
Coursan	9	2	1.94%	214j - 15j - 60j - 133j - 56j - 56j - 35j - 52j - 52j
Lauragais	6	1	0.97%	159j - 15j - 15j - 68j - 13j - 46j
Lézignanais	5	2	1.94%	969j - 96j - 79j - 1j - 4j
Haute Vallée	4	2	1.94%	149j - 132j - 3j - 78j
Narbonne littoral	10	7	6.80%	729j - 560j - 137j - 129j - 76j - 178j - 186j - 21j - 107j - 52j
Narbonne ouest	10	6	5.83%	935j - 421j - 124j - 5j - 104j - 150j - 116j - 21j - 11j - 6j
Littoral Corbières	10	5	4.85%	338j - 238j - 16j - 103j - 103j - 2j - 2j - 107j - 66j - 23j
Autres départements	27	0	0%	2j - 1j - 1j - 1j - 1j - 1j - 1j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 85j - 5j - 83j - 3j - 32j - 32j

- [Typologie des publics](#)

On note pour l'année 2023 une évolution continue des publics accueillis au sein de la SAE-unité EST, tant par les âges que par les profils. Concernant la typologie des publics, la SAE (unité de Narbonne et de Carcassonne) a accueilli cette année encore des enfants qui présentent des troubles associés nécessitant des prises en charge spécifiques de type médico-social et/ou pédopsychiatrique.

Plus précisément, il est possible de constater que les enfants accueillis présentent des nouvelles pathologies telles que des déficiences sévères, l'autisme et des troubles du neuro-développement. Ces troubles se caractérisent par une perturbation du développement cognitif et/ou affectif, entraînant un important retentissement sur le fonctionnement adaptatif, scolaire, social et familial.

De plus, comme en 2022 l'analyse fait apparaître qu'il est possible d'établir une corrélation entre la durée du séjour et la typologie des publics (problématiques multiples).

- [Causes de l'accueil](#)

Causes du placement	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Enfant en danger	40	38.83%
Conflit familial	10	9.71%
Information préoccupante		
Fugue	12	11.65%
Echec placement	13	12.62%
Autres	28	27.18%

- Statut du jeune

Statut entrée	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
72h	18	17.48%
Accueil provisoire	4	3.88%
Accueil modulable		
Fugue	8	7.77%
Garde	35	33.98%
Mise à l'abri (repli mesure d'accompagnement à domicile)	9	8.74%
APU	1	0.97%
OPP	28	27.18%

- Situations antérieures

Situations antérieures	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Etablissements hors département	6	5.83%
Etablissements Aude – Lieu de vie et d'accueil	9	8.74%
Famille d'Accueil	7	6.80%
Famille d'Accueil hors département	2	1.94%
Famille Naturelle	49	47.57%
Famille Naturelle hors département	3	2.91%
Fugueurs	26	25.24%
Autres : Belle-mère, Tiers digne de confiance	1	0.97%

La synthèse fait apparaître que :

- 68% des enfants accueillis sont issues de leur famille naturelle
- 20 % des accueils proviennent d'un établissement
- 12 % des enfants proviennent d'une famille d'accueil.

- Orientation à l'issue de l'accueil

Orientations	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Ets Audois	25	24.27%
Ets hors Département	9	8.74%
Famille d'accueil	5	4.85%
Famille d'accueil Hors dépt	2	1.94%
Famille naturelle	12	11.65%
Famille naturelle Hors dépt	2	1.94%
Majeur	2	1.94%
Fugue	6	5.83%
Dans l'attente d'une orientation	1	0.97%
Autres	39	37.86%

SAE DE CARCASSONNE – Unité Ouest

- MDS référentes

MDS 2023	Nombre de situations	Durée totale des situations par MDS depuis l'accueil du jeune (N -1)	Durée moyenne de la totalité des situations (en jours)	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne est	4	148	37	81j – 36j – 4j – 27j
Carcassonne ouest	2	456	228	453j – 3j
Coursan	3	387	193	223j – 103j – 61j
Lauragais	5			22j – 5j – 45j – 86j – 108j
Haute Vallée	3	151	50	33j – 3j – 115j
Lézignanais	6	827	138	166j – 28j – 65j – 87j – 239j – 242j
Carcassonne centre Montagne Noire	6	537	89	137j – 2j – 276j – 31j – 60j – 31j
Narbonne ouest	2	24	12	22j – 2j
Littoral Corbières				
Autres départements	11	43	4	2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 3j – 3j – 3j
Narbonne Littoral	6	743	124	104j – 104j – 114j – 401j – 4j – 16j

Nous avons 5 situations qui perdurent à la SAE de Carcassonne avec des durées de séjour à plus de 200 jours.

- Dérogations

MDS 2023	Nombre de situations	Nombre de dérogations	Taux de dérogations	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne est	4	0	8.33%	81j – 36j – 4j – 27j
Carcassonne ouest	2	1	4.17%	453j – 3j
Coursan	3	2	6.25%	223j – 103j – 61j
Lauragais	5	1	10.42%	22j – 5j – 45j – 86j – 108j

Haute vallée	3	1	6.25%	33j – 3j – 115j
Lézignanais	6	3	12.50%	166j – 28j – 65j – 87j – 239j – 242j
Carcassonne centre Montagne Noire	6	2	12.50%	137j – 2j – 276j – 31j – 60j – 31j
Narbonne ouest	2	0	4.17%	22j – 2j
Littoral Corbières				
Autres départements	11	0	22.92%	2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 3j – 3j – 3j
Narbonne Littoral	6	4	12.50%	104j – 104j – 114j – 401j – 4j – 16j

Sur Carcassonne, nous constatons 14 demandes de dérogation qui représente 29% des effectifs.

- Causes de l'accueil

Causes du placement	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Enfant en danger	26	54.17%
Conflit familial	14	29.17%
Information préoccupante		
Echec placement	8	16.67%
Sans indication		

- Statut du jeune

Statut entrée	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
72h	8	17%
Accueil provisoire	2	4%
Fugue		
Garde Placement judiciaire	18	37%
OPP	11	23%
Mise à l'abri (repli de mesure d'accompagnement éducatif à domicile)	9	19%

- Situations antérieures

Situations antérieures	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Etablissements hors département	5	10.42%
Etablissements Aude	4	8.33%
Famille d'Accueil	6	12.50%
Famille d'Accueil hors département	2	4.17%
Famille Naturelle	24	50.00%
Famille Naturelle hors département	5	10.42%
Lieu de Vie et d'Accueil	2	4.17%

La synthèse fait apparaître que :

→ 60 % des enfants accueillis proviennent de leur Famille Naturelle.

→ 40 % des accueils proviennent d'un établissement, LVA ou famille d'accueil.

- Orientation à l'issue de l'accueil

Orientations	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Ets Audois	12	25%
Ets hors Département	5	10.42%
Lieux de vie	5	10.42%
Famille d'accueil hors département	2	4.17%
Famille d'accueil	2	4.17%
Famille naturelle Hors dept	5	10.42%
Sans orientation (fugueur, majeur, fin de prise en charge)	1	2.08%
Dans l'attente d'une orientation	7	14.58%
Famille naturelle	9	18.75%
Tiers digne de confiance		

Il apparaît que 14 jeunes sont retournés vivre auprès de leur famille après leur passage à la SAE et 12 jeunes ont été placés dans des établissements Audois.

SAE DE VILLENEUVE – Unité Ouest

- MDS référentes

La MDS ayant **orienté le plus de situations** au cours de l'année 2023 vers la SAE de Villeneuve sont **Carcassonne Centre**.

MDS 2023	Nombre de situations	Durée totale des situations par MDS depuis l'accueil du jeune (N -1)	Durée moyenne de la totalité des situations (en jours)	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne centre montagne noire	15	1926	385	124j- 1j – 1j – 79j – 313j – 313j – 117j – 238j – 263j – 246j – 5j – 2j – 47j – 172j – 5j
Carcassonne est	5	1249	250	312j – 295j – 312j – 312j – 18j
Carcassonne ouest	9	1736	193	102j – 53j – 73j – 26j – 208j – 400j – 208j – 502j – 164j
Coursan	2	118	59	59j – 59j
Lauragais	2	163	81	1j – 162j
Haute vallée	1	117	117	117j
Lézignanais	2	90	45	59j – 31j
Narbonne littoral	2	270	135	135j – 135j
Narbonne ouest	2	491	245	4j- 487j
Littoral Corbières	-			
Autres départements	1			5j

Nous avons 14 situations qui perdurent à la SAE de Villeneuve Minervois avec des durées de séjour à plus de 200 jours.

Dérogations

MDS	Nombre de situations	Nombre de dérogations	Taux de dérogations	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne centre montagne noire	15	7	17.07%	124j - 1j - 1j - 79j - 313j - 313j - 117j - 238j - 263j - 246j - 5j - 2j - 47j - 172j - 5j
Carcassonne est	5	4	9.76%	312j - 295j - 312j - 312j - 18j
Carcassonne ouest	9	6	14.63%	102j - 53j - 73j - 26j - 208j - 400j - 208j - 502j - 164j
Coursan	2	0	0%	59j - 59j
Lauragais	2	1	2.44%	1j - 162j
Haute vallée	1	0	0%	117j
Lézignanais	2	0	0%	59j - 31j
Narbonne littoral	2	2	4.88%	135j - 135j
Narbonne ouest	2	1	2.44%	4j - 487j
Littoral Corbières	-			
Autres départements	1	0	0%	5j

Il apparait que **+ de 50 %** des effectifs ont bénéficié d'une dérogation de plus de 90 jours et 8 jeunes sont à la SAE depuis **+ de 300 jours**.

- Causes de l'accueil

Causes du placement	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Enfant en danger	22	53.66%
Conflit familial	9	21.95%
Rapprochement parental		
Echec placement	7	17.07%
Incapacité Ponctuelle des Parents	2	4.88%

- Statut du jeune

Statut entrée	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
72h	4	9.76%
Accueil provisoire + APU	8	19.51%
OPP	5	12.20%
Jugement Assistance éducative	24	58.54%

- Situations antérieures

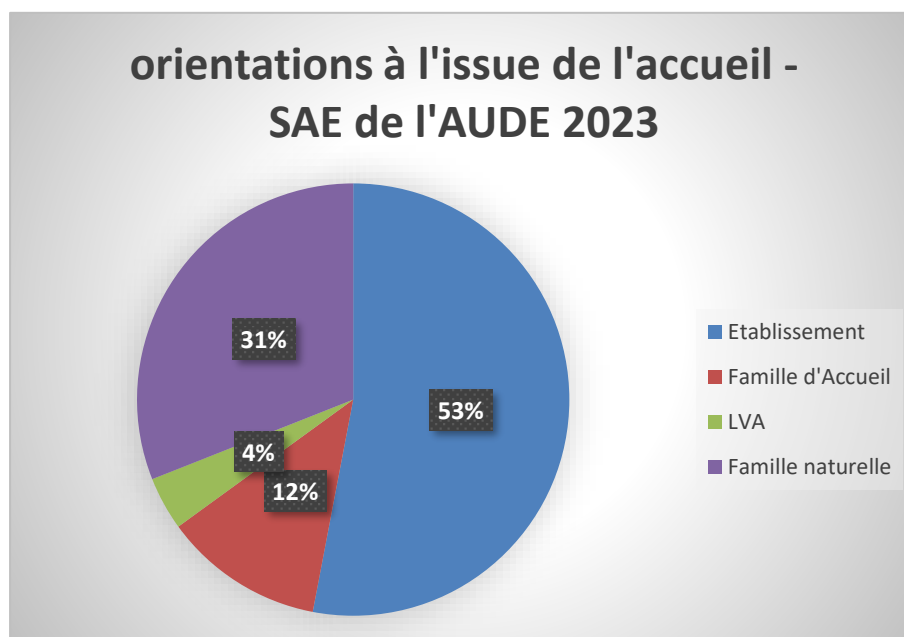
Situations antérieures	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Etablissements hors département		
Etablissements Aude	2	4.88%
Famille d'Accueil	6	14.63%
Famille d'Accueil hors département		
Famille Naturelle	33	80.49%
Famille Naturelle hors département		
Lieu de Vie et d'Accueil		

- Orientation à l'issue de l'accueil

Orientations	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Ets Audois	12	29.27%
Ets hors Département		
Retour SAE Narbonne	3	7.32%
Famille d'accueil	3	7.32%
Famille d'accueil hors département		
Famille naturelle	9	21.95%
Famille naturelle Hors dépt		
Sans orientation (fugueur, majeur, fin de prise en charge)		
Dans l'attente d'une orientation	14	34.15%

La synthèse fait apparaître que 9 jeunes sont retournés vivre auprès de leur famille après leur passage à la SAE.

L'unité ouest a connu en 2023 un fonctionnement marqué par une stabilité sur les lieux d'accueil (site de Carcassonne et Villeneuve Minervois)



Conclusion

L'activité de la SAE de l'Aude a été marquée en 2023 par un contexte institutionnel de changement ayant entraîné, sur l'unité EST, une instabilité sur le plan RH qui a nécessité de réduire la capacité d'accueil et de fermer provisoirement un site d'accueil.

L'installation d'une nouvelle Direction et d'une gouvernance intégrée a permis d'enclencher un travail en transversalité sur l'adaptation du projet de service, l'anticipation de l'ouverture des premières maisonnées et l'harmonisation des prises en charge à travers un travail de formalisation.

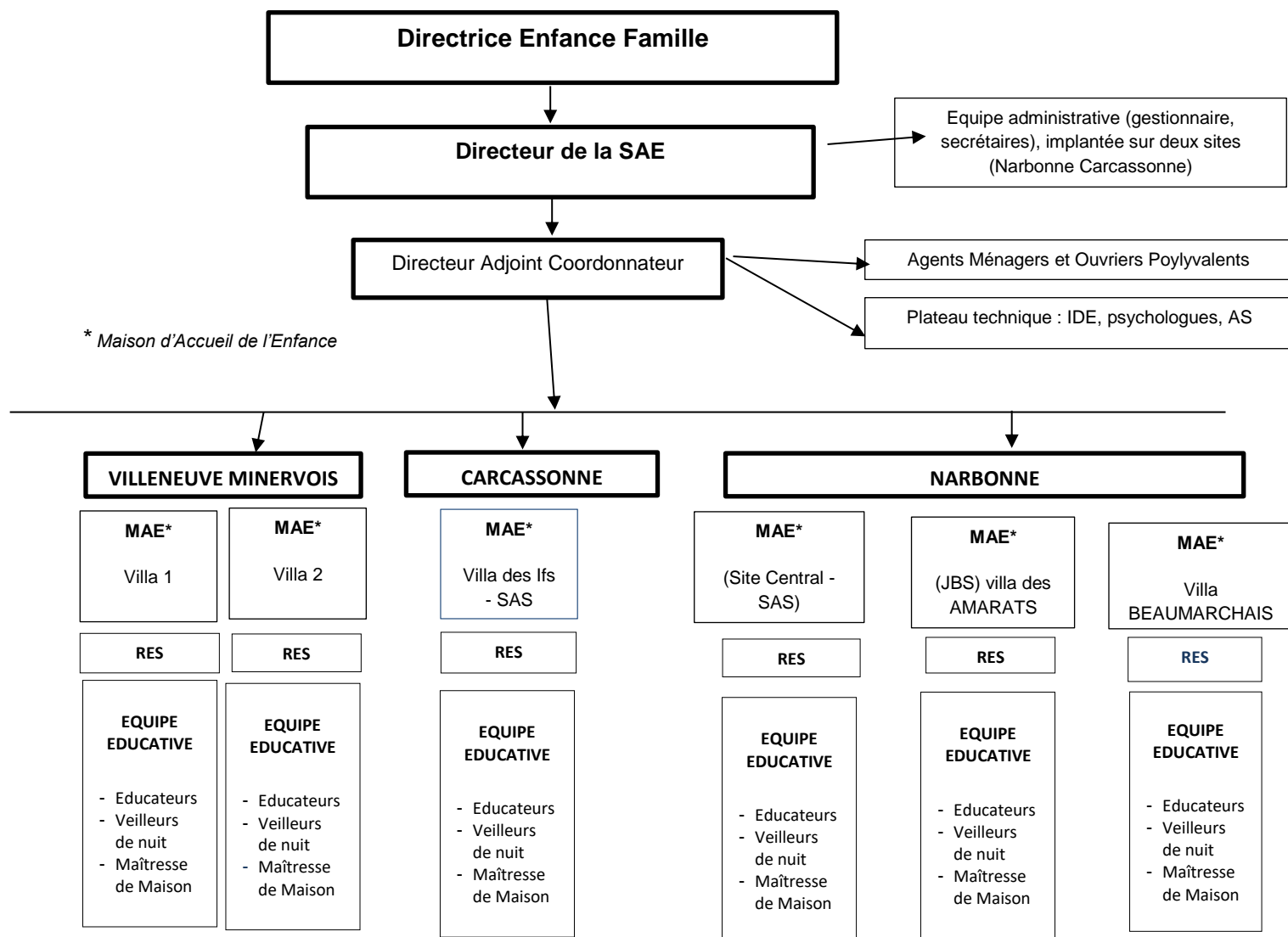
L'unité OUEST a pu jouer un rôle moteur en maintenant une activité soutenue, en se positionnant en support et en solidarité de l'unité EST en encourageant l'essaimage des bonnes pratiques.

Cette transversalité impulsée a permis d'amorcer un travail de mise en conformité avec la réglementation concernant les CDEF.

La SAE rentre dans une nouvelle phase organisationnelle avec un projet bâtimementaires ambitieux qui favorisera une dynamique pour assurer sa mission de service public dans l'intérêt des enfants accueillis.

Ce nouvel élan a vocation à s'amplifier sur l'année 2024 et au-delà.

L'organigramme de la SAE de l'Aude en 2023 est le suivant :



Annexe Organigramme de la SAE de l'Aude – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – SAE de l'Aude

Directeur la SAE de l'Aude	A	
Directeur adjoint – coordonnateur	A	
Services Généraux		
Gestionnaire financier	B	1 poste rédacteur
Total		3 postes permanents

Annexe Organigramme Unité de Carcassonne – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – Unité de Carcassonne

Responsables Educatif et Social et social	A	2 postes de responsable éducatif
<i>Equipe psycho-éducative</i>		
Accueil – Observation	A	} 10 postes éducateurs spécialisés
Démarches administratives – Liens avec les MDS et partenaires extérieurs	A	
Suivi des jeunes placés	A	0,5 poste psychologue
Référent Educatif	A	1 poste
<i>Services Généraux</i>		
Secrétariat SAE	B	0,5 poste de rédacteur
	C	0,5 poste d'adjoint administratif
Fonctionnement de la structure (entretien - surveillance)	C	3 postes de veilleur de nuit
	A	1 poste d'infirmière
	C	1 poste de maîtresse de maison
Ouvrier polyvalent	C	0,5 poste d'agent d'entretien
Total		19 postes permanents

Annexe Organigramme Unité de Narbonne – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – Unité de Narbonne		
Responsable éducatif et social et social	A	3 postes de responsable éducatif
<i>Equipe psycho-éducative</i>		
Accueil – Observation	A	32 postes éducateurs spécialisés et moniteurs-éducateurs
Evaluation – Projets individualisés	B	
Evaluation – Projets individualisés		
Démarches administratives – Liens avec les MDS et partenaires extérieurs	A	2 postes ASE – ASS
Suivi des jeunes placés	A	1 poste psychologue
Réfèrent éducatif	A	1 poste
<i>Services Généraux</i>		
Ouvrier polyvalent	C	1 poste d'agent d'entretien
Secrétariat SAE	C	2 adjoints administratifs
Fonctionnement de la structure (entretien - surveillance)	C	13 postes de veilleurs de nuit
	A	2 postes d'infirmière
	C	3 postes de maîtresse de maison
Total		60 postes permanents

Annexe Organigramme Unité de Carcassonne – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – Unité de Villeneuve Minervois

Responsable Educatif et Social	A	2 postes responsable éducatif
<i>Equipe psycho-éducative</i>		
Accueil – Observation	A	15 postes éducateurs spécialisés et moniteurs-éducateurs
Evaluation – Projets individualisés	B	
Démarches administratives – Liens avec les MDS et partenaires extérieurs	A	poste ASE - ASS
Suivi des jeunes placés	A	0,5 poste psychologue
<i>Services Généraux</i>		
Ouvrier polyvalent	C	0,5 poste d'agent d'entretien
Secrétariat SAE	C	0,5 poste Adjoint Administratif 0,5 poste de rédacteur
Fonctionnement de la structure (entretien - surveillance)	C	5 postes de veilleurs de nuit
soignante	A	1 poste d'infirmière ou aide-
	C	1 poste de maîtresse de maison
Total		26 postes permanents

LA PROPOSITION

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce rapport d'activité.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène SANDRAGNE

Votants	Pour	Contre
34	34	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 14

Objet de l'affaire : Rapport d'activité 2023 - budget annexe de la structure accueil enfance

VU l'article R 314-50 du code de l'action sociale et des familles relatif au rapport d'activité des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif concernant le budget annexe de la structure accueil enfance et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le rapport d'activité du budget annexe de la structure accueil enfance présente le fonctionnement de la structure pour l'année 2023, et qu'il complète l'information du compte administratif de l'année passée auquel il doit être joint,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE :

- de prendre acte de la présentation du rapport d'activité du budget annexe de la structure accueil enfance pour l'année 2023 (rapport joint).

La Présidente du Conseil départemental,



Hélène Sandragne



Structure Accueil Enfance de l'Aude



Bilan d'activité 2023

I - La Structure Accueil Enfance de l'Aude

A – Cadre d'intervention et missions

La SAE est un service non personnalisé du Département de l'Aude dont l'action s'inscrit dans le cadre des orientations de la politique de protection de l'enfance définie par le Département dans le schéma des solidarités. Ce service est rattaché hiérarchiquement à la Direction Enfance Famille.

La SAE a pour mission de répondre aux obligations légales du Département dans le cadre de l'ASE qui prévoient que celui-ci mène « en urgence des actions de protection en faveur des mineurs [...] confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger leur santé, leur sécurité, leur moralité ou de compromettre gravement leur éducation ou leur développement physique, affectif, intellectuel et social » (article L.221.1 du CASF).

La SAE intervient autour d'une mission centrale qui est d'accueillir et protéger, d'évaluer, d'observer et d'orienter dans une temporalité limitée les mineurs âgés de 3 à 18 ans nécessitant une protection.

La SAE dispose d'une offre d'accueil répondant à 2 types de prise en charge :

L'accueil d'urgence des mineurs, mené selon des modalités diversifiées : l'accueil immédiat pour une protection sans délai d'un mineur (OPP, 72h, mesure accueil 5 jours -Art. L223-2 du CASF, jeune fugueur d'un autre département avec une mesure de protection), l'accueil préparé (administratif AP ou judiciaire JE) nécessitant une observation de l'enfant nécessaire à un étayage visant une orientation adaptée vers un lieu d'accueil pérenne.

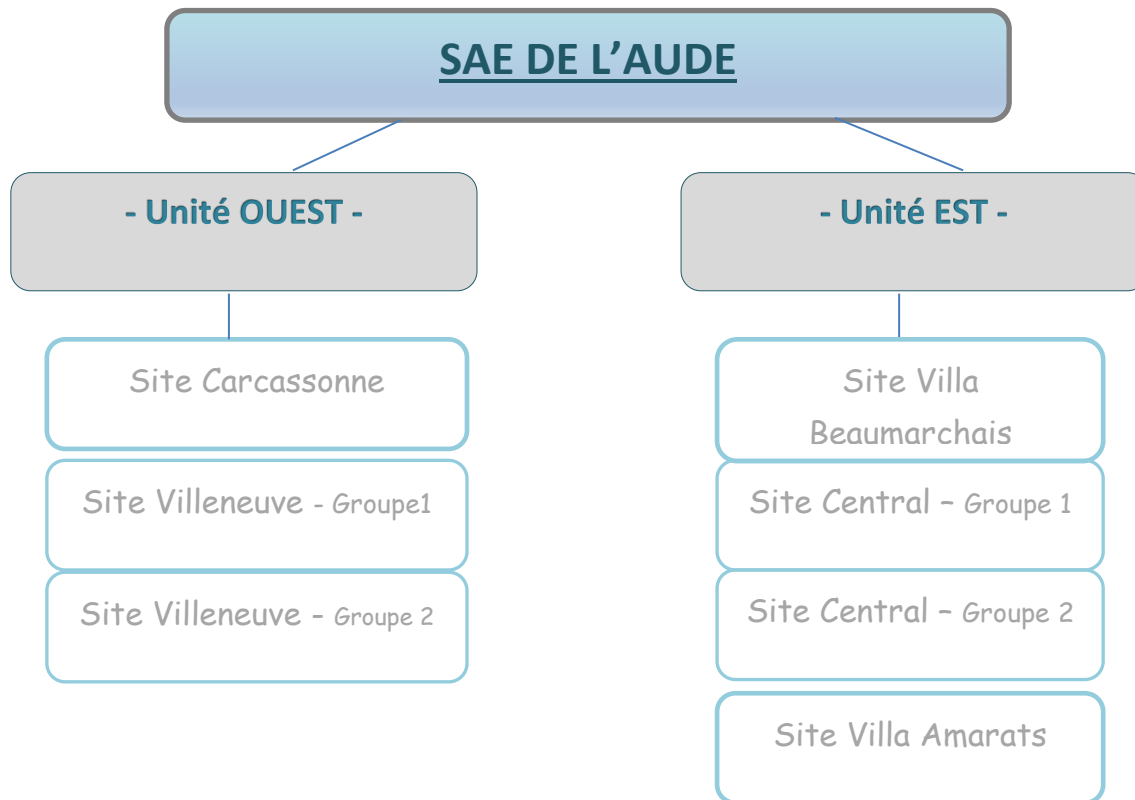
Un dispositif d'accueil adapté, destiné à l'accueil de jeunes ayant des besoins spécifiques, en rupture de parcours, nécessitant une prise en charge temporaire, adaptée, dans un objectif de stabilisation et d'évaluation et de projection

La SAE est un établissement social et médico-social non doté d'une personnalité morale propre, selon les dispositions de l'alinéa 1 de l'article L. 312-1 du CASF. Sans autonomie financière et placée sous l'autorité de la présidente du conseil départemental, la SAE dispose toutefois d'un budget annexe au budget principal du département conformément aux dispositions du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ce budget fonctionne selon les principes fixés par l'instruction budgétaire et comptable M22 qui s'applique aux services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du CASF.

Un projet en cours de refondation

La Collectivité, portant l'ambition d'une politique de prévention et protection de l'enfance renouvelée en faveur des enfants et de leurs familles, s'est engagée cette année dans la refondation du projet de la SAE.

La SAE est actuellement installée sur 3 sites (Carcassonne, Narbonne, et Villeneuve-Minervois), et 2 unités Est et Ouest.



Le nouveau projet, présenté en CTP le 17/10/2022, pose le cadre d'un projet ambitieux de refondation de la SAE, reposant sur un nouveau modèle architectural et organisationnel traduisant l'exigence d'une grande qualité d'accueil. 3 piliers garants de cette qualité :

Une structuration familiale, en petites unités de vie : 8 maisons, dont 7 accueillant des groupes de 6 enfants (+1 en cas d'accueil de fratries ou d'urgence et sur Narbonne 2 studios) et 1 accueillant 4 enfants. Cette nouvelle structuration s'appuie sur une programmation bâimentaire de construction ou rénovation des 8 villas, dont le planning s'échelonne jusqu'à fin 2026. Une 2^{de} tranche de 2 villas supplémentaires serait mise en œuvre à l'issue de la première, en fonction de l'évaluation des besoins. Ce nouveau modèle se mettra progressivement en place sur cette période.

- Une équipe pluridisciplinaire, avec un taux d'encadrement adapté, et un haut niveau d'expertise
- Des valeurs fortes : bientraitance, une pensée innovante, une réponse dynamique aux besoins de chaque enfant.

B – Les mineurs accueillis

Au cours de l'année 2023, la SAE de l'Aude a répondu comme l'année précédente à de nombreux accueils en urgence. Des accueils de mineurs en rupture de parcours, avec des problématiques multiples.

Dans le cadre de l'accueil d'urgence, c'est-à-dire de l'accueil de jeunes dont l'arrivée n'est pas programmée, la structure est susceptible d'accueillir les typologies de mineurs suivantes :

Fugueurs interceptés par la gendarmerie ou les services de police
En échec de placement (établissements, assistants familiaux...)
Accompagnés par les travailleurs sociaux des MDS dans le cadre d'un conflit familial
Placés en urgence par les magistrats (juge des enfants ou procureur) dans le cadre d'une Ordonnance de Placement Provisoire
Jeunes en besoin spécifique (JBS).

Profil des mineurs accueillis :

Les missions exercées par la SAE permettent de répondre aux situations suivantes :

Existence d'une situation de risque ou de danger pour le mineur (enfant livré à lui-même, déscolarisation importante, problèmes importants mettant en danger son intégrité physique ou morale ou celle de sa famille).

Nécessité d'une mise à distance physique de l'environnement familial (environnement familial en crise, violences physiques, abus sexuels, fugues liées à un contexte familial grave, menaces graves à l'encontre du jeune, menaces graves du jeune à l'encontre d'un membre de sa famille mettant en danger l'intégrité physique ou morale du jeune ou de sa famille...).

Situation de crise ou de rupture (rupture de placement suite à des conflits, des passages à l'acte sur son lieu d'accueil, des troubles du comportement...).

A noter que depuis 2021, l'accueil d'urgence des mineurs non accompagnés a été délégué au secteur associatif.

Le site des J.B.S et évolution du projet

La villa JBS de l'unité EST de la SAE de l'Aude a été mise en œuvre suite au CTP du mois d'avril 2021. La villa des « Amarats » dispose de 4 places.

Les jeunes relevant de ce site, présente un parcours de rupture important sur le plan social et familial mais aussi et surtout au sein de l'ASE. Tous présentent des troubles de l'attachement et une confiance en l'adulte qui n'est que partielle voire nulle en raison de carences affectives et éducatives majeures. C'est pourquoi la grande majorité d'entre eux rencontre des problématiques multiples : troubles du comportement, conduites à risques par les fugues, la consommation de produits stupéfiants et/ou d'alcool, des TS, des hospitalisations liées à des troubles psychiatriques, etc. Victimes de violences psychiques et/ou physiques et/ou sexuelles, ils peuvent également être agresseur eux-mêmes. Ils sont accueillis sur le site JBS pour une période longue, pouvant aller, pour certains, au-delà de la majorité.

Les objectifs principaux de prise en charge, avec l'appui d'une équipe pluridisciplinaire, sont identifiables sur cinq axes majeurs : stopper le phénomène de rupture chronique et proposer un lieu ressource ; élaborer des stratégies de prise en charge individuelles en sortant du collectif pour alléger les jeunes du « poids » institutionnel ; favoriser l'intégration sociale ; bâtir un projet scolaire et/ou professionnel ; permettre un accès aux soins régulier.

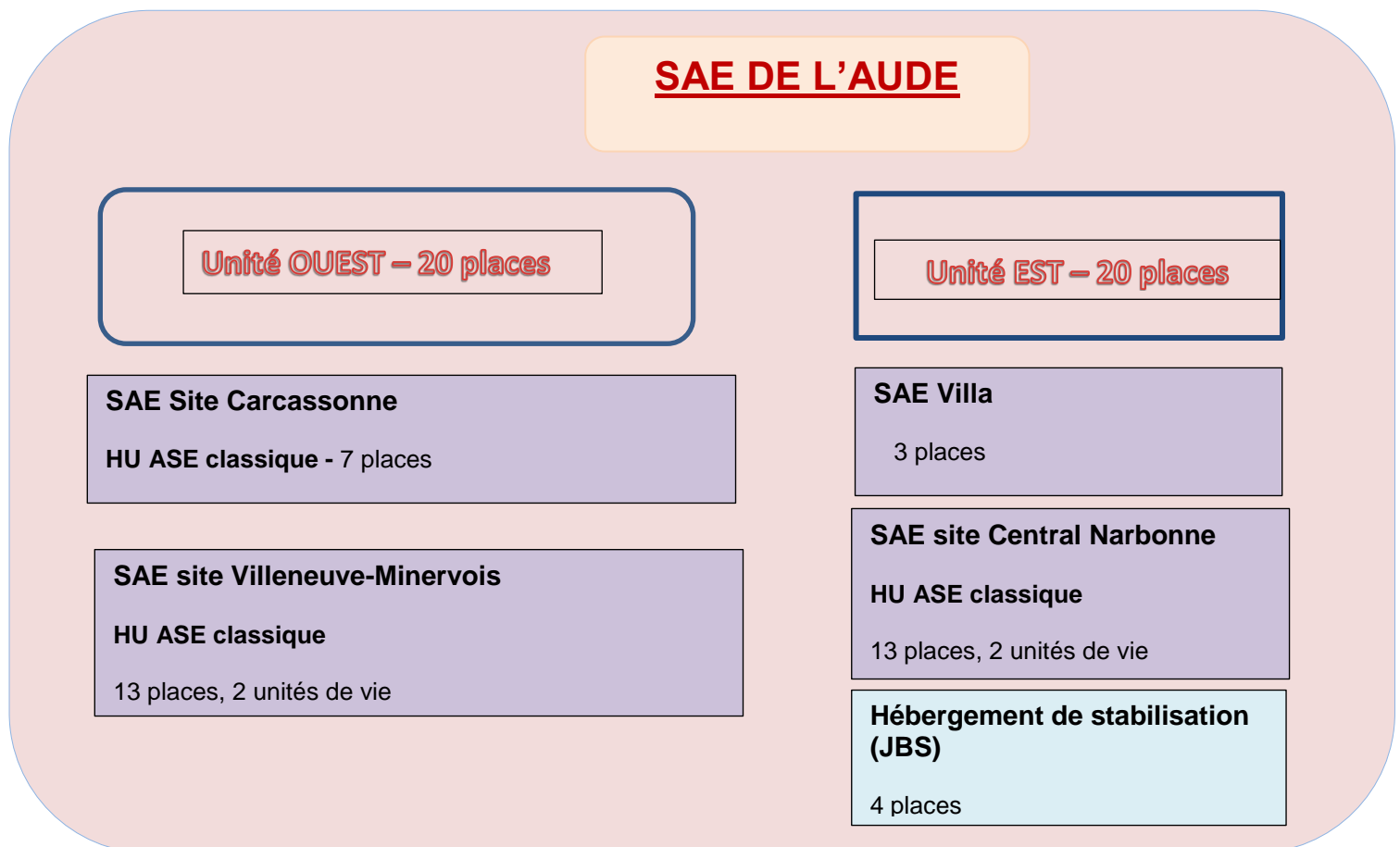
En définitive, il s'agit ici de proposer la construction d'un projet de vie individualisé et personnalisé, pour chacun des jeunes accueillis, où la dimension affective avec des adultes repérants est primordiale afin de restaurer des liens de confiance et permettre une projection positive. Ce type de prise en charge demande du temps, de la réactivité, de la disponibilité, de la créativité et de l'innovation tant en termes d'organisation que de prise en charge quotidienne auprès des enfants et des jeunes accueillis.

Courant 2023, la nature du projet a été revue, l'approche de la notion de JBS devant s'appréhender plus globalement sur l'ensemble de nos sites, via l'évolution du projet de service et une prise en charge des enfants évoluant vers des petits collectifs, de type « maisonnées » qui doit permettre de mieux répondre aux besoins identifiés des enfants accueillis.

Ainsi, la durée des accueils sur le site des Amarats n'a pas vocation à se prolonger au-delà des 3 mois (renouvelable 1 fois) afin de faciliter la disponibilité des places et la prise en charge des enfants ne peut se prolonger au-delà de la majorité.

C- Les capacités d'accueil de la SAE

La SAE de l'Aude dispose d'une capacité d'accueil de 40 places.



D – Les moyens humains

La SAE est dotée d'une équipe pluridisciplinaire placée sous l'autorité du chef de service départemental de la SAE de l'Aude, du responsable adjoint et de 6 responsables éducatifs et sociaux (RES).

L'équipe pluridisciplinaire se compose :

- De personnel médico-psycho-socio-éducatif : assistant de service social, éducateur spécialisé, éducateur technique, moniteur éducateur, éducateur sportif, psychologue, infirmier, aide-soignant, maîtresse de maison
- De personnel de surveillance : veilleur de nuit
- De personnel d'entretien : agent de service
- De personnel polyvalent pour les travaux de première intervention : Ouvrier Polyvalent
- De personnel administratif : gestionnaire comptable, secrétaire.

Les types de contrats sont divers : titulaires, contractuels, vacataires.

E – Le budget annexe

La loi a fait obligation à la S.A.E, en sa qualité de service social relevant d'une collectivité, de disposer d'un budget annexe (article R314-78 du code de l'action sociale et des familles) : *« Chaque activité sociale et médico-sociale relevant de l'article L312-1 qui est gérée par une collectivité territoriale ou un centre communal ou intercommunal d'action sociale est retracée dans un budget annexe de cette collectivité ou de cet établissement ».*

Le budget annexe de la Structure Accueil Enfance est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Ce budget annexe est soumis à l'instruction comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.

La section d'exploitation est financée majoritairement par une dotation globale annuelle du Département perçue par douzième mensuellement ainsi que par les remboursements de frais par les autres départements.

Les postes concernés par les dépenses de la section d'exploitation sont essentiellement composés :

- ✓ Des dépenses afférentes au personnel ;
- ✓ Des dépenses afférentes à l'exploitation courante : essentiellement l'alimentation et divers frais liés à l'accueil des enfants ;
- ✓ Des dépenses afférentes à la structure : principalement la location et l'entretien des bâtiments et les fluides.

	2020	2021	2022	2023
Fonctionnement				
Dépenses	5 822 692,45	5 729 895,30	6 704 389,34	7 148 528,44
Recettes	5 301 681,59	6 245 572,90	6 616 991,63	7 400 816,74
Investissement				
Dépenses	895 580,54	86 314,14	282 283,53	1 543 311,89
Recettes	92 732,90	874 653,27	317 615,17	1 487 201,91

II - Les indicateurs sur l'activité 2023

1. Le nombre de journées et le prix de journée :

Le nombre de journées réalisées en 2023 indique la présence effective des enfants confiés à la SAE de l'Aude. Il s'élève à **13 211 journées** pour les unités de Carcassonne, de Narbonne et de Villeneuve Minervois.

A la fin décembre 2023, le nombre de journées par service se décline comme suit :

- Narbonne : 5 770
- Carcassonne : 2 896
- Villeneuve Minervois : 4 545

Pour rappel sur l'année 2022, le nombre de journées était de 15 863, réparties comme suit :

- ✓ Narbonne : 8 303 journées
- ✓ Carcassonne : 2 594 journées
- ✓ Villeneuve-Minervois : 4 966 journées

Lieux	Capacité d'accueil bâtiminaire	Taux d'occupation capacité bâtiminaire en 2022	Taux d'occupation capacité bâtiminaire en 2023
Carcassonne	7	101.53%	113.35%
Villeneuve Minervois	13	104.66%	95.79%
Narbonne	20	113.74%	79.04%

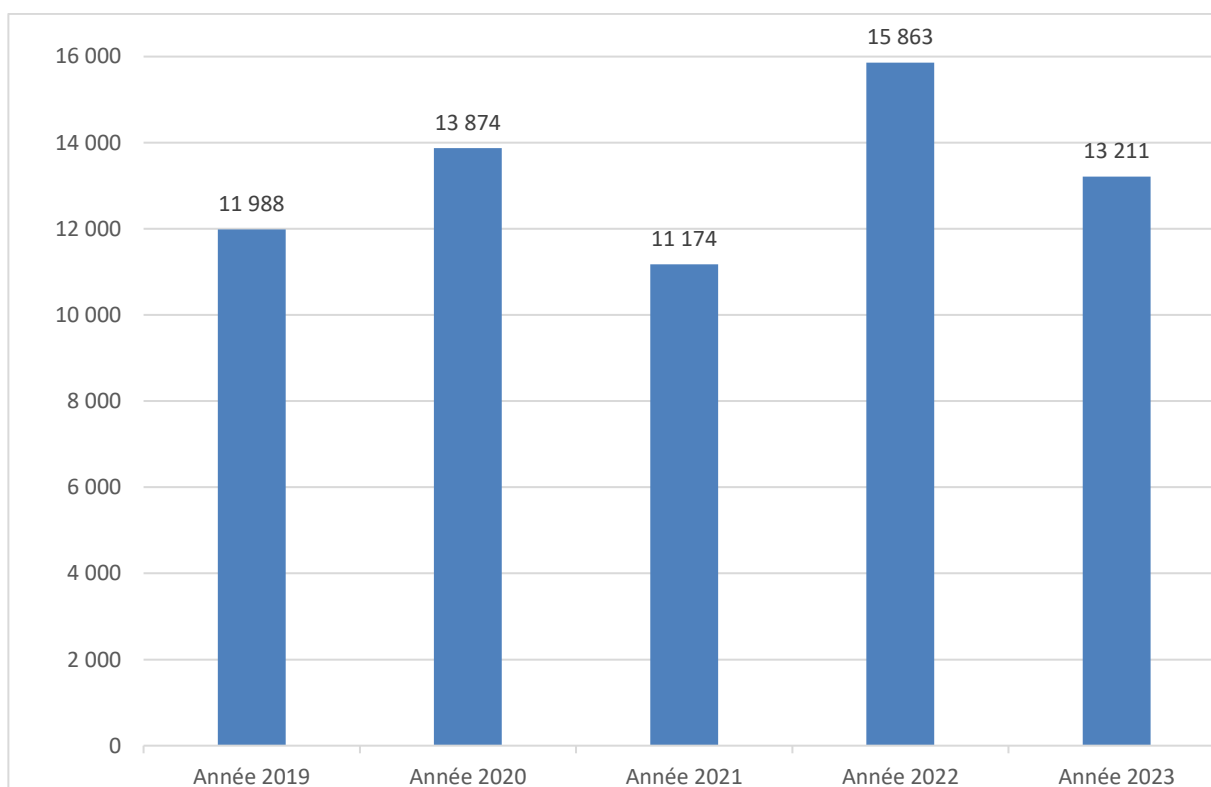
En 2023, les unités de la SAE de l'Aude ont dû accueillir plusieurs enfants présentant des handicaps importants reconnus par la MDPH : physiques, sensoriels, mentaux, cognitifs, psychiques et polyhandicaps. Malgré cette hétérogénéité des publics, pour toutes les unités de la SAE de l'Aude, l'objectif principal reste de pouvoir répondre aux besoins de chaque usager accueilli, aussi les demandes budgétaires pour l'année 2024 tiennent compte de ces adaptations.

Le total de **13 211 journées** représente une baisse de 2 652 *journées* par rapport à 2022 (**soit - 20.07 %**).

Cette diminution s'explique par la fermeture du site central sur la période du 07 avril au 10 mai 2023 et de la fermeture de la villa Beaumarchais, depuis juillet 2023 en raison d'un manque de personnel, qui représente 1 236 journées en moins.

Nombre de journées	Carcassonne		Narbonne		Villeneuve Minervois		TOTAL	Evolution en %
	Hors MNA	MNA	Hors MNA	MNA	Hors MNA	MNA		
2018	6 872	277	5 697	2 326		12 618	27 790	- 38,55 %
2019	5 100	0	6 888	0		6 956	18 944	31,83 %
2020	5 009	0	6 869	0	1996	578	14 452	- 23,71 %
2021	1 625	0	6 493	0	3 056	0	11 174	-22,68%
2022	2 594	0	8 303	0	4 966	0	15 863	+41.96%
2023	2 896	0	5 770	0	4 545	0	13 211	-16.72%

	Total du nombre de journées ASE
Année 2019	11 988
Année 2020	13 874
Année 2021	11 174
Année 2022	15 863
Année 2023	13 211



2. Prix de journée

Les modalités de détermination du **montant du prix de journée** sont décrites à l'article R.314-113 du CASF. Le nombre de journées retenues pour ce calcul est établi usuellement sur la base de la moyenne du nombre de journées effectives sur les trois dernières années, en prenant en considération pour ce faire, les journées au cours desquelles les mineurs ont été effectivement accueillis.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prix à la journée	309.90 €	254.32 €	200.70 €	458.95 €	445.82 €	530.20 €

On notera pour 2023 une augmentation du prix de journée de la SAE de l'Aude par rapport à 2022.

3. Le nombre de mineurs accueillis

En 2023, la SAE de l'Aude a accueilli 192 jeunes. Pour rappel, en 2022, la SAE avait accueilli 160 jeunes, soit une augmentation de + 20% en 2023.

Cette augmentation s'explique par trois facteurs :

- Une harmonisation des modes de calculs entre les deux Unités
- Une plus longue durée de séjour des usagers accueillis sur les unités de la SAE de l'Aude due notamment par une évolution de la typologie du public.
- Une réorganisation de l'Unité de Carcassonne

Pour 2023, le nombre d'enfants accueillis sur l'ensemble des deux Unités s'est élevé à 192 réparti comme suit : 48 à Carcassonne, 41 à Villeneuve-Minervois et 103 à Narbonne.

Cette augmentation globale est également due à une évolution de la typologie des publics très complexes qui a nécessité des prises en charge plus longues dans des configurations de prises en charge individualisées (exemple : situations handicaps, situations d'exclusions etc.).

192 mineurs au total ont séjourné à la SAE de l'Aude en 2023.

Nombre de mineurs accueillis	2020	2021	2022	2023
Carcassonne	55	33	48	48
Narbonne	66	46	69	103
Villeneuve Minervois	250	33	43	41
	371	112	160	192

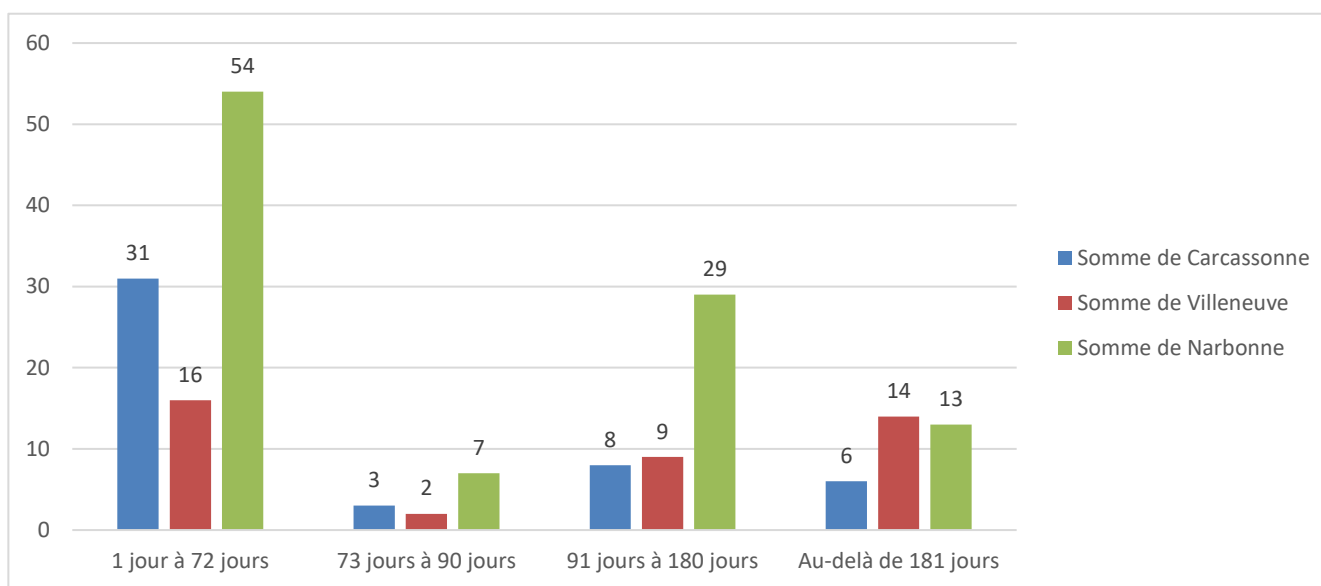
Un écart significatif apparaît entre le calcul des durées de séjours et le nombre de mineurs accueillis. Aussi, il est à noter que pour la SAE de l'Aude, des jeunes ont été accueillis entre 2020 et 2022, et que leur accueil a été prolongé sur l'année 2023. **Ces jeunes ne sont pas comptabilisés dans les accueils 2023, mais sont comptabilisés dans toutes les autres données.**

Nombre de mineurs accueillis entre 2020 et 2022 non comptabilisés	2023
Carcassonne	6
Narbonne	21
Villeneuve Minervois	13
	40

4. La durée des séjours :

2023	Carcassonne	Villeneuve	Narbonne
1 jour à 72 jours	31	16	54
73 jours à 90 jours	3	2	7
91 jours à 180 jours	8	9	29
Au-delà de 181 jours	6	14	13

Il faut signaler que le public accueilli rencontre des problématiques sociales, psychologiques et éducatives de plus en plus complexes qui nécessitent des modalités de prises en charge individualisées et coordonnées avec les partenaires du champ de la protection de l'enfance.



5. Les dérogations

La SAE reste une structure d'accueil d'urgence pour mineurs et s'efforce de trouver une orientation dans les plus brefs délais et dans les meilleures conditions ; afin de rendre le séjour des enfants le plus court possible (délai d'accueil de 3 mois). Malgré tout, on note cette année que pour 79 enfants la durée de séjour a dépassé ce délai. Il apparaît que 41 % des effectifs total ont dépassé les 90 jours de présence sur la SAE.

Sur les 79 enfants ayant dépassé une durée de séjour de 3 mois, 33 enfants sont néanmoins restés au-delà de 6 mois, ce qui représente 41% des dérogations réparties comme suit : 13 à Narbonne, 14 à Villeneuve, 6 à Carcassonne : ce qui représente 12 % pour l'unité de Carcassonne, 34 % pour l'unité de Villeneuve, 13 % pour l'unité de Narbonne.

Depuis 2021, la SAE de l'Aude a dû adapter son offre de service pour favoriser l'accueil de jeunes présentant un handicap. En plus du cadre réglementaire ASE, les accueils ont été mis en œuvre afin de répondre aux obligations légales de la Loi du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Aussi le travail mené par la SAE de l'Aude s'est inscrit pleinement sur la définition du handicap : *« constitue un handicap au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une »*

altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Concrètement, la mise en œuvre de ces actions s'est traduite par une personnalisation et une individualisation de la relation à l'enfant au travers de prises en charge individualisées, mais également par un étayage sanitaire paramédical (aide à la toilette, kinésithérapie, orthophonie, psychomotricité, etc.).

III – Les mineurs accueillis

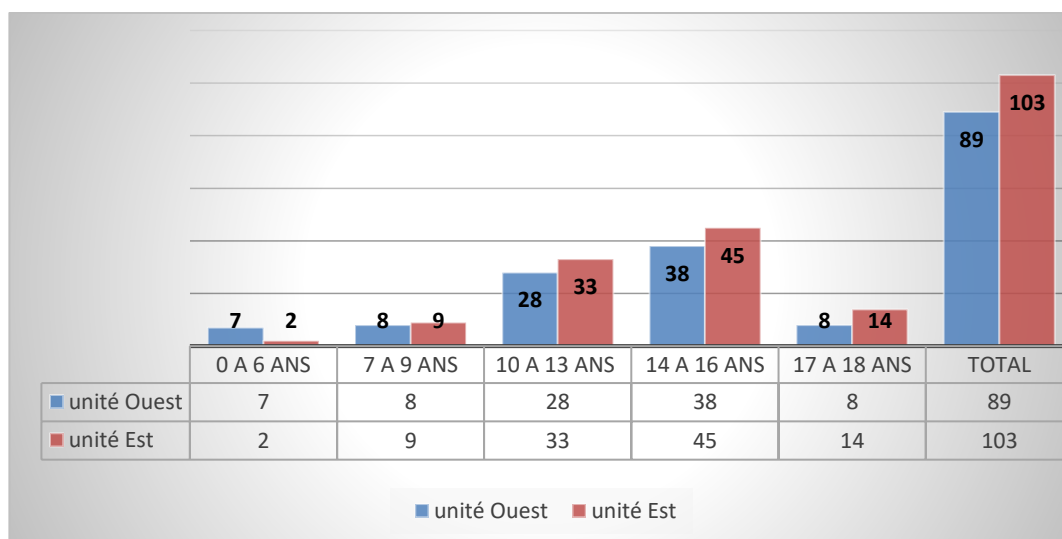
Il convient de rappeler que la SAE constitue « un groupe vertical », c'est-à-dire un groupe dans lequel cohabitent les enfants, selon le même mode de vie et quel que soit leur âge.

En 2023, la Structure Accueil Enfance de l'Aude a accueilli **232 enfants, dont 40 jeunes qui étaient déjà présent entre 2020 et 2022.**

	Carcassonne	Villeneuve	Narbonne	Total
Nombre enfants 2021	41	38	59	138
Nombre enfants 2022	50	56	87	193
Nombre enfants 2023	48	41	103	192

Tranches d'âge des enfants accompagnés

2023	Carcassonne		Villeneuve		Narbonne	
0 A 3 ANS	1	2.08%	0	0%	0	0%
4 A 6 ANS	0	0%	6	14.63%	2	1.94%
7 A 9 ANS	1	2.08%	7	17.07%	9	8.74%
10 A 13 ANS	15	31.25%	13	31.71%	33	32.04%
14 A 16 ANS	26	54.17%	12	29.27%	45	43.69%
17 A 18 ANS	5	10.42%	3	7.32%	14	13.59%
SANS INDICATION					-	



SAE DE NARBONNE – Unité EST

- MDS référentes (ACTUALISATION DES NOMS DES MDS)

MDS 2023	Nombre de situations	Durée totale des situations par MDS depuis l'accueil du jeune (N -2)	Durée moyenne de la totalité des situations (en jours)	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -2)
Carcassonne centre montagne noire	8	1731	216	972j – 174j – 235j – 34j – 26j – 150j – 134j – 6j
Carcassonne est	4	278	69	65j – 65j – 65j – 83j
Carcassonne Ouest	10	1811	181	875j – 232j – 98j – 109j – 109j – 141j – 101j – 73j – 32j – 41j
Coursan	9	673	75	214j – 15j – 60j – 133j – 56j – 56j – 35j – 52j – 52j
Lauragais	6	316	53	159j – 15j – 15j – 68j – 13j – 46j
Lézignanais	5	1150	230	969j – 96j – 79j – 1j – 4j
Haute Vallée	4	362	90	149j – 132j – 3j – 78j
Narbonne littoral	10	2175	217	729j – 560j – 137j – 129j – 76j – 178j – 186j – 21j – 107j – 52j
Narbonne ouest	10	1893	189	935j – 421j – 124j – 5j – 104j – 150j – 116j – 21j – 11j – 6j
Littoral Corbières	10	998	100	338j – 238j – 16j – 103j – 103j – 2j – 2j – 107j – 66j – 23j
Autres départements	27	473	18	2j – 1j – 1j – 1j – 1j – 1j – 1j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 85j – 5j – 83j – 3j – 32j – 32j

Nous avons 13 situations qui perdurent à la SAE de Narbonne avec des durées de séjour à plus de 200 jours.

Dérogations

MDS 2023	Nombre de situations	Nombre de dérogations	Taux de dérogations +6 mois	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne centre montagne noire	8	5	4.85%	972j - 174j - 235j - 34j - 26j - 150j - 134j - 6j
Carcassonne est	4	0	0%	65j - 65j - 65j - 83j
Carcassonne Ouest	10	7	6.80%	875j - 232j - 98j - 109j - 109j - 141j - 101j - 73j - 32j - 41j
Coursan	9	2	1.94%	214j - 15j - 60j - 133j - 56j - 56j - 35j - 52j - 52j
Lauragais	6	1	0.97%	159j - 15j - 15j - 68j - 13j - 46j
Lézignanais	5	2	1.94%	969j - 96j - 79j - 1j - 4j
Haute Vallée	4	2	1.94%	149j - 132j - 3j - 78j
Narbonne littoral	10	7	6.80%	729j - 560j - 137j - 129j - 76j - 178j - 186j - 21j - 107j - 52j
Narbonne ouest	10	6	5.83%	935j - 421j - 124j - 5j - 104j - 150j - 116j - 21j - 11j - 6j
Littoral Corbières	10	5	4.85%	338j - 238j - 16j - 103j - 103j - 2j - 2j - 107j - 66j - 23j
Autres départements	27	0	0%	2j - 1j - 1j - 1j - 1j - 1j - 1j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 2j - 85j - 5j - 83j - 3j - 32j - 32j

- Typologie des publics

On note pour l'année 2023 une évolution continue des publics accueillis au sein de la SAE-unité EST, tant par les âges que par les profils. Concernant la typologie des publics, la SAE (unité de Narbonne et de Carcassonne) a accueilli cette année encore des enfants qui présentent des troubles associés nécessitant des prises en charge spécifiques de type médico-social et/ou pédopsychiatrique.

Plus précisément, il est possible de constater que les enfants accueillis présentent des nouvelles pathologies telles que des déficiences sévères, l'autisme et des troubles du neuro-développement. Ces troubles se caractérisent par une perturbation du développement cognitif et/ou affectif, entraînant un important retentissement sur le fonctionnement adaptatif, scolaire, social et familial.

De plus, comme en 2022 l'analyse fait apparaître qu'il est possible d'établir une corrélation entre la durée du séjour et la typologie des publics (problématiques multiples).

- Causes de l'accueil

Causes du placement	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Enfant en danger	40	38.83%
Conflit familial	10	9.71%
Information préoccupante		
Fugue	12	11.65%
Echec placement	13	12.62%
Autres	28	27.18%

- Statut du jeune

Statut entrée	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
72h	18	17.48%
Accueil provisoire	4	3.88%
Accueil modulable		
Fugue	8	7.77%
Garde	35	33.98%
Mise à l'abri (repli mesure d'accompagnement à domicile)	9	8.74%
APU	1	0.97%
OPP	28	27.18%

- Situations antérieures

Situations antérieures	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Etablissements hors département	6	5.83%
Etablissements Aude – Lieu de vie et d'accueil	9	8.74%
Famille d'Accueil	7	6.80%
Famille d'Accueil hors département	2	1.94%
Famille Naturelle	49	47.57%
Famille Naturelle hors département	3	2.91%
Fugueurs	26	25.24%
Autres : Belle-mère, Tiers digne de confiance	1	0.97%

La synthèse fait apparaître que :

- 68% des enfants accueillis sont issues de leur famille naturelle
- 20 % des accueils proviennent d'un établissement
- 12 % des enfants proviennent d'une famille d'accueil.

- Orientation à l'issue de l'accueil

Orientations	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Ets Audois	25	24.27%
Ets hors Département	9	8.74%
Famille d'accueil	5	4.85%
Famille d'accueil Hors dépt	2	1.94%
Famille naturelle	12	11.65%
Famille naturelle Hors dépt	2	1.94%
Majeur	2	1.94%
Fugue	6	5.83%
Dans l'attente d'une orientation	1	0.97%
Autres	39	37.86%

SAE DE CARCASSONNE – Unité Ouest

- MDS référentes

MDS 2023	Nombre de situations	Durée totale des situations par MDS depuis l'accueil du jeune (N -1)	Durée moyenne de la totalité des situations (en jours)	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne est	4	148	37	81j – 36j – 4j – 27j
Carcassonne ouest	2	456	228	453j – 3j
Coursan	3	387	193	223j – 103j – 61j
Lauragais	5			22j – 5j – 45j – 86j – 108j
Haute Vallée	3	151	50	33j – 3j – 115j
Lézignanais	6	827	138	166j – 28j – 65j – 87j – 239j – 242j
Carcassonne centre Montagne Noire	6	537	89	137j – 2j – 276j – 31j – 60j – 31j
Narbonne ouest	2	24	12	22j – 2j
Littoral Corbières				
Autres départements	11	43	4	2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 3j – 3j – 3j
Narbonne Littoral	6	743	124	104j – 104j – 114j – 401j – 4j – 16j

Nous avons 5 situations qui perdurent à la SAE de Carcassonne avec des durées de séjour à plus de 200 jours.

- Dérogations

MDS 2023	Nombre de situations	Nombre de dérogations	Taux de dérogations	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne est	4	0	8.33%	81j – 36j – 4j – 27j
Carcassonne ouest	2	1	4.17%	45j – 3j
Coursan	3	2	6.25%	223j – 103j – 61j
Lauragais	5	1	10.42%	22j – 5j – 45j – 86j – 108j
Haute vallée	3	1	6.25%	33j – 3j – 115j
Lézignanais	6	3	12.50%	166j – 28j – 65j – 87j – 239j – 242j
Carcassonne centre Montagne Noire	6	2	12.50%	137j – 2j – 276j – 31j – 60j – 31j
Narbonne ouest	2	0	4.17%	22j – 2j
Littoral Corbières				
Autres départements	11	0	22.92%	2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 2j – 3j – 3j – 3j
Narbonne Littoral	6	4	12.50%	104j – 104j – 114j – 401j – 4j – 16j

Sur Carcassonne, nous constatons 14 demandes de dérogation qui représente 29% des effectifs.

- Causes de l'accueil

Causes du placement	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Enfant en danger	26	54.17%
Conflit familial	14	29.17%
Information préoccupante		
Echec placement	8	16.67%
Sans indication		

- Statut du jeune

Statut entrée	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
72h	8	17%
Accueil provisoire	2	4%
Fugue		
Garde Placement judiciaire	18	37%
OPP	11	23%
Mise à l'abri (repli de mesure d'accompagnement éducatif à domicile)	9	19%

- Situations antérieures

Situations antérieures	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Etablissements hors département	5	10.42%
Etablissements Aude	4	8.33%
Famille d'Accueil	6	12.50%
Famille d'Accueil hors département	2	4.17%
Famille Naturelle	24	50.00%
Famille Naturelle hors département	5	10.42%
Lieu de Vie et d'Accueil	2	4.17%

La synthèse fait apparaître que :

→ 60 % des enfants accueillis proviennent de leur Famille Naturelle.

→ 40 % des accueils proviennent d'un établissement, LVA ou famille d'accueil.

- Orientation à l'issue de l'accueil

Orientations	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Ets Audois	12	25%
Ets hors Département	5	10.42%
Lieux de vie	5	10.42%
Famille d'accueil hors département	2	4.17%
Famille d'accueil	2	4.17%
Famille naturelle Hors dept	5	10.42%
Sans orientation (fugueur, majeur, fin de prise en charge)	1	2.08%
Dans l'attente d'une orientation	7	14.58%
Famille naturelle	9	18.75%
Tiers digne de confiance		

Il apparaît que 14 jeunes sont retournés vivre auprès de leur famille après leur passage à la SAE et 12 jeunes ont été placés dans des établissements Audois.

SAE DE VILLENEUVE – Unité Ouest

- MDS référentes

La MDS ayant **orienté le plus de situations** au cours de l'année 2023 vers la SAE de Villeneuve sont **Carcassonne Centre**.

MDS 2023	Nombre de situations	Durée totale des situations par MDS depuis l'accueil du jeune (N -1)	Durée moyenne de la totalité des situations (en jours)	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne centre montagne noire	15	1926	385	124j - 1j - 1j - 79j - 313j - 313j - 117j - 238j - 263j - 246j - 5j - 2j - 47j - 172j - 5j
Carcassonne est	5	1249	250	312j - 295j - 312j - 312j - 18j
Carcassonne ouest	9	1736	193	102j - 53j - 73j - 26j - 208j - 400j - 208j - 502j - 164j
Coursan	2	118	59	59j - 59j
Lauragais	2	163	81	1j - 162j
Haute vallée	1	117	117	117j
Lézignanais	2	90	45	59j - 31j
Narbonne littoral	2	270	135	135j - 135j
Narbonne ouest	2	491	245	4j - 487j
Littoral Corbières	-			
Autres départements	1			5j

Nous avons 14 situations qui perdurent à la SAE de Villeneuve Minervois avec des durées de séjour à plus de 200 jours.

Dérogations

MDS	Nombre de situations	Nombre de dérogations	Taux de dérogations	Répartition nb de jours par jeune depuis l'accueil (N -1)
Carcassonne centre montagne noire	15	7	17.07%	124j - 1j - 1j - 79j - 313j - 313j - 117j - 238j - 263j - 246j - 5j - 2j - 47j - 172j - 5j
Carcassonne est	5	4	9.76%	312j - 295j - 312j - 312j - 18j
Carcassonne ouest	9	6	14.63%	102j - 53j - 73j - 26j - 208j - 400j - 208j - 502j - 164j
Coursan	2	0	0%	59j - 59j
Lauragais	2	1	2.44%	1j - 162j
Haute vallée	1	0	0%	117j
Lézignanais	2	0	0%	59j - 31j
Narbonne littoral	2	2	4.88%	135j - 135j
Narbonne ouest	2	1	2.44%	4j - 487j
Littoral Corbières	-			
Autres départements	1	0	0%	5j

Il apparait que **+ de 50 %** des effectifs ont bénéficié d'une dérogation de plus de 90 jours et 8 jeunes sont à la SAE depuis **+ de 300 jours**.

- Causes de l'accueil

Causes du placement	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Enfant en danger	22	53.66%
Conflit familial	9	21.95%
Rapprochement parental		
Echec placement	7	17.07%
Incapacité Ponctuelle des Parents	2	4.88%

- Statut du jeune

Statut entrée	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
72h	4	9.76%
Accueil provisoire + APU	8	19.51%
OPP	5	12.20%
Jugement Assistance éducative	24	58.54%

- Situations antérieures

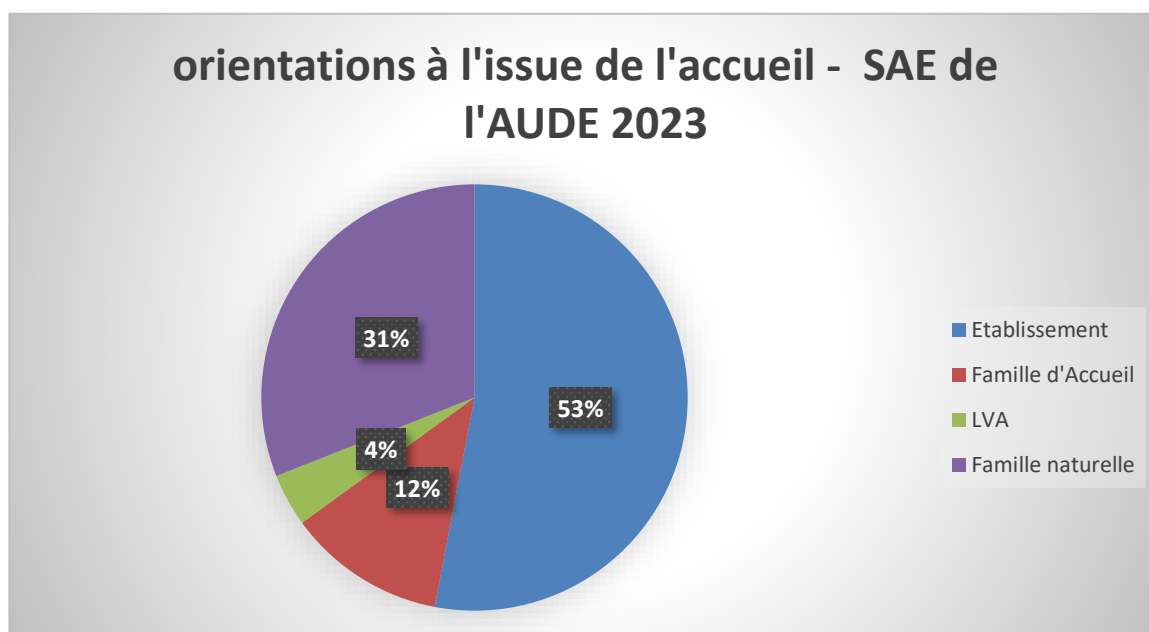
Situations antérieures	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Etablissements hors département		
Etablissements Aude	2	4.88%
Famille d'Accueil	6	14.63%
Famille d'Accueil hors département		
Famille Naturelle	33	80.49%
Famille Naturelle hors département		
Lieu de Vie et d'Accueil		

- Orientation à l'issue de l'accueil

Orientations	Nombre de situations concernées	Situations concernées en %
Ets Audois	12	29.27%
Ets hors Département		
Retour SAE Narbonne	3	7.32%
Famille d'accueil	3	7.32%
Famille d'accueil hors département		
Famille naturelle	9	21.95%
Famille naturelle Hors dépt		
Sans orientation (fugueur, majeur, fin de prise en charge)		
Dans l'attente d'une orientation	14	34.15%

La synthèse fait apparaître que 9 jeunes sont retournés vivre auprès de leur famille après leur passage à la SAE.

L'unité ouest a connu en 2023 un fonctionnement marqué par une stabilité sur les lieux d'accueil (site de Carcassonne et Villeneuve Minervois).



Conclusion

L'activité de la SAE de l'Aude a été marquée en 2023 par un contexte institutionnel de changement ayant entraîné, sur l'unité EST, une instabilité sur le plan RH qui a nécessité de réduire la capacité d'accueil et de fermer provisoirement un site d'accueil.

L'installation d'une nouvelle Direction et d'une gouvernance intégrée a permis d'enclencher un travail en transversalité sur l'adaptation du projet de service, l'anticipation de l'ouverture des premières maisonnées et l'harmonisation des prises en charge à travers un travail de formalisation.

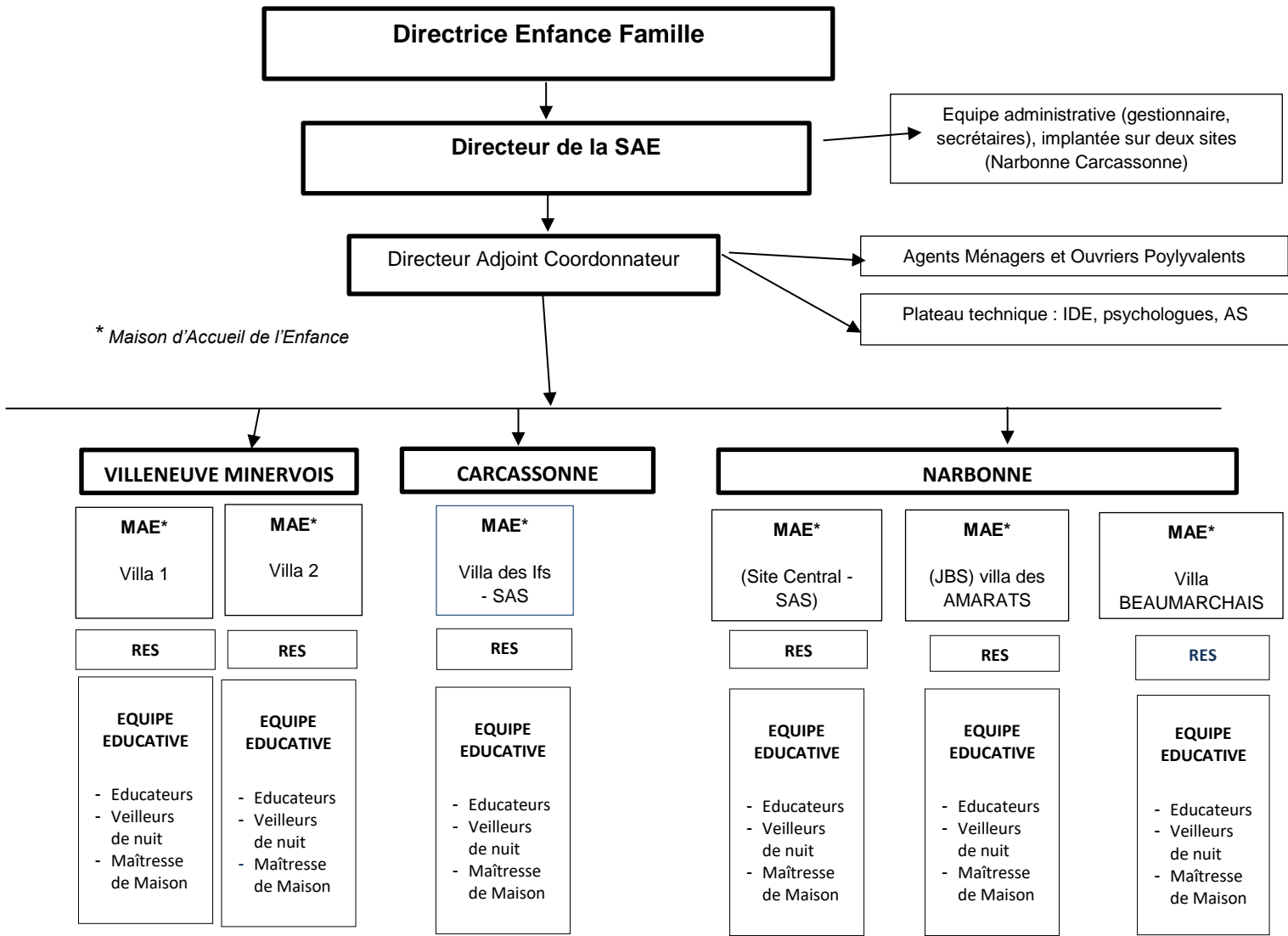
L'unité OUEST a pu jouer un rôle moteur en maintenant une activité soutenue, en se positionnant en support et en solidarité de l'unité EST en encourageant l'essaimage des bonnes pratiques.

Cette transversalité impulsée a permis d'amorcer un travail de mise en conformité avec la réglementation concernant les CDEF.

La SAE rentre dans une nouvelle phase organisationnelle avec un projet bâtimementaires ambitieux qui favorisera une dynamique pour assurer sa mission de service public dans l'intérêt des enfants accueillis.

Ce nouvel élan a vocation à s'amplifier sur l'année 2024 et au-delà.

L’organigramme de la SAE de l’Aude en 2023 est le suivant :



Annexe Organigramme de la SAE de l'Aude – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – SAE de l'Aude

Directeur la SAE de l'Aude	A	
Directeur adjoint – coordonnateur	A	
Services Généraux		
Gestionnaire financier	B	1 poste rédacteur
Total		3 postes permanents

Annexe Organigramme Unité de Carcassonne – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – Unité de Carcassonne

Responsables Educatif et Social et social	A	2 postes de responsable éducatif
Equipe psycho-éducative		
Accueil – Observation	A	10 postes éducateurs spécialisés poste ASE –
Démarches administratives – Liens avec les MDS et partenaires extérieurs	A	
Suivi des jeunes placés	A	0,5 poste psychologue
Référent Educatif	A	1 poste
Services Généraux		
Secrétariat SAE	B	0,5 poste de rédacteur
	C	0,5 poste d'adjoint administratif
Fonctionnement de la structure (entretien - surveillance)	C	3 postes de veilleur de nuit
	A	1 poste d'infirmière
	C	1 poste de maîtresse de maison
Ouvrier polyvalent	C	0,5 poste d'agent d'entretien
Total		19 postes permanents

Annexe Organigramme Unité de Narbonne – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – Unité de Narbonne

Responsable éducatif et social et social	A	3 postes de responsable éducatif
---	---	----------------------------------

Equipe psycho-éducative

Accueil – Observation	A	} 32 postes éducateurs spécialisés et moniteurs-éducateurs
Evaluation – Projets individualisés	B	
Evaluation – Projets individualisés		

Démarches administratives – Liens avec les MDS et partenaires extérieurs	A	2 postes ASE – ASS
---	---	--------------------

Suivi des jeunes placés	A	1 poste psychologue
-------------------------	---	---------------------

Référent éducatif	A	1 poste
-------------------	---	---------

Services Généraux

Ouvrier polyvalent	C	1 poste d'agent d'entretien
--------------------	---	-----------------------------

Secrétariat SAE	C	2 adjoints administratifs
-----------------	---	---------------------------

Fonctionnement de la structure (entretien - surveillance)	C	13 postes de veilleurs de nuit
--	---	--------------------------------

	A	2 postes d'infirmière
--	---	-----------------------

	C	3 postes de maîtresse de maison
--	---	---------------------------------

Total		60 postes permanents
-------	--	-----------------------------



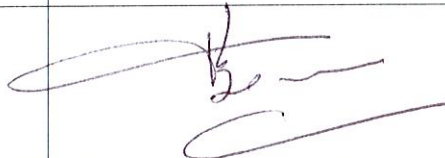


Annexe Organigramme Unité de Carcassonne – Postes permanents au 31/12/2023

Structure Accueil Enfance – Unité de Villeneuve Minervois

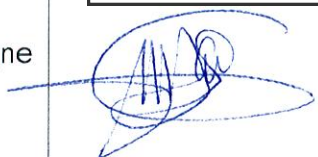



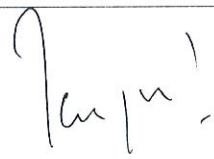
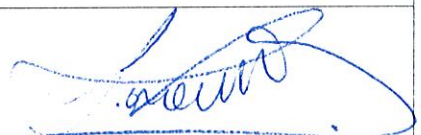
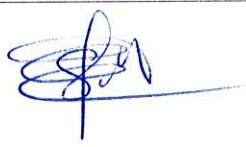
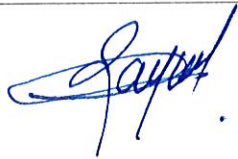
Responsable Educatif et Social	A	2 postes responsable éducatif
Equipe psycho-éducative		
Accueil – Observation	A	15 postes éducateurs spécialisés et moniteurs-éducateurs
Evaluation – Projets individualisés	B	
Démarches administratives – Liens avec les MDS et partenaires extérieurs	A	poste ASE - ASS
Suivi des jeunes placés	A	0,5 poste psychologue
Services Généraux		
Ouvrier polyvalent	C	0,5 poste d'agent d'entretien
Secrétariat SAE	C	0,5 poste Adjoint Administratif 0,5 poste de rédacteur
Fonctionnement de la structure (entretien - surveillance)	C	5 postes de veilleurs de nuit
soignante	A	1 poste d'infirmière ou aide-
	C	1 poste de maîtresse de maison
Total		26 postes permanents


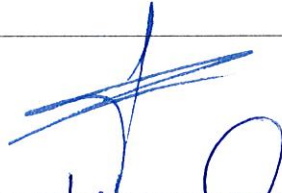


Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe de la structure accueil enfance
--

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

Délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe de la structure accueil enfance et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

Compte de gestion 2023 présenté par le Payeur Départemental,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 portant sur le rapport d'activité 2023 de la structure accueil enfance,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente les réalisations budgétaires au titre de l'exercice 2023.

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le compte administratif 2023 ainsi que le compte de gestion établi par le comptable concernant le budget annexe la structure accueil enfance.

Ces documents font suite au rapport d'activité de la structure accueil enfance (SAE) présenté précédemment et joint en annexe du compte administratif.

Le rapport d'activité ayant détaillé la structuration de l'activité, le compte administratif retrace l'impact budgétaire pour la collectivité des coûts de structure (capacité d'accueil, dépenses de personnel) et des coûts liés à la prise en charge physique des enfants.

Je vous rappelle que le résultat 2023 sera repris dès le vote du budget primitif. Il convient donc d'arrêter définitivement ces résultats.

I - COMPTE ADMINISTRATIF

1. Synthèse :

Pour l'exercice 2023, le compte administratif du budget annexe de la structure accueil enfance se présente comme suit :

En termes de mouvements budgétaires, le montant total des dépenses s'élève à 8 691 840,33 € et le montant des recettes à 8 888 018,65 €, soit un solde positif sur l'exercice de 196 178,32 €.

En intégrant les excédents antérieurs et les restes à réaliser, le budget de la SAE fait ressortir un résultat excédentaire de 579 532,85 €.

Dans le détail, le résultat se décompose ainsi :

Rubriques	Dépenses	Recettes	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur	Restes à réaliser	Résultat total
Fonctionnement	7 148 528,44	7 400 816,74	252 288,30	327 244,55	0,00	579 532,85
Investissement	1 543 311,89	1 487 201,91	-56 109,98	56 109,98	0,00	0,00
Total	8 691 840,33	8 888 018,65	196 178,32	383 354,53	0,00	579 532,85

2. Section d'exploitation :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Enfance Famille	6 518 155,23	7 312 190,65	794 035,42	12,18%
Dotation	6 157 904,00	7 311 032,35	1 153 128,35	18,73%
Activité de la SAE	360 251,23	1 158,30	-359 092,93	-99,68%
Administration générale	59 274,40	41 936,09	-17 338,31	-29,25%
Ressources humaines	48 159,47	29 455,96	-18 703,51	-38,84%
Budget et finances	11 114,93	12 480,13	1 365,20	12,28%
FONCTIONNEMENT REEL	6 577 429,63	7 354 126,74	776 697,11	11,81%
Opérations d'ordre	39 562,00	46 690,00	7 128,00	18,02%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6 616 991,63	7 400 816,74	783 825,11	11,85%

Les recettes réelles d'exploitation augmentent de 0,78 M€ (+ 11,81 %) par rapport à 2022, soit un montant total de 7,35 M€.

La dotation globale versée par le budget principal procure l'essentiel des ressources d'exploitation soit 99,41 %. Elle est en augmentation de 1,15 M€ par rapport à l'année précédente.

Les recettes propres à l'activité de la SAE sont en baisse de 0,36 M€ et correspondent exclusivement pour 2023 aux remboursements des frais d'accueil par les autres Départements d'un montant de 1 158,30 €. En effet, il n'y a pas eu d'accueil d'enfants d'autres Départements en 2023 et l'année 2022 a fait l'objet de rattrapage de facturation.

Les recettes de la mission administration générale (41 936,09 €) sont composées du financement des chèques-déjeuners (29 131,65 €) et de la régularisation par l'administration fiscale du prélèvement à la source (324,31 €). De plus le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée pour les dépenses d'exploitation est en baisse de 6 022,52 € pour s'établir à 5 020,59 €. Il est calculé sur les dépenses de maintenance de l'année n-1.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Enfance Famille	942 940,18	770 092,51	-172 847,67	-18,33%
Administration générale	5 631 904,07	6 225 594,61	593 690,54	10,54%
Ressources humaines	5 333 667,07	5 915 749,79	582 082,72	10,91%
Budget et finances	1 226,94	686,42	-540,52	-44,05%
Systèmes d'information et télécommunications	5 457,04	7 745,62	2 288,58	41,94%
Logistique et patrimoine	291 553,02	301 412,78	9 859,76	3,38%
FONCTIONNEMENT REEL	6 574 844,25	6 995 687,12	420 842,87	6,40%
Opérations d'ordre	129 545,09	152 841,32	23 296,23	17,98%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 704 389,34	7 148 528,44	444 139,10	6,62%

Les dépenses réelles d'exploitation s'élèvent à 7 M€, soit une hausse de 0,42 M€.

Les charges d'activité (dépenses liées à la prise en charge quotidienne des jeunes accueillis) de 0,77 M€ diminuent de 0,17 M€. Les principales baisses concernent les locations immobilières (23 383,48 €, soit - 0,10 M€), les prestations de ménages à l'extérieur (0,12 M€, soit - 15 141,53 €), les fournitures médicales (6 260,63, soit - 11 465,30 €), les charges d'internat (3 935,65 €, soit - 10 296,23 €), les frais d'alimentation (0,24 M€, soit - 0,08 M€) et l'habillement (0,04 M€, soit - 8 851,21 €). Les autres postes de dépenses incluent notamment les transports (0,16 M€, soit + 0,02 M€). Les autres frais divers s'élèvent à 26 475 € dont 18 495 € pour l'appui à l'animation de la démarche participative de transformation de la SAE en un Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF). Les autres prestations à caractère médico-social augmentent de 12 073,22 € et se portent à 26 126,02 €.

Les charges de personnel s'établissent à 5,92 M€ avec une hausse de 0,58 M€ consécutive à l'augmentation du point d'indice, aux mesures de revalorisation du régime indemnitaire, celles du SEGUR ainsi que le coût des renforts saisonniers.

Les charges de structure (entretien courant des bâtiments, fluides ...) de 0,31 M€ sont en hausse de près de 10 000 €.

Section d'investissement :

- Les recettes 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Administration générale (10682)	0,00	0,00	0,00	0,00%
FCTVA	9 867,03	39 816,04	29 949,01	303,53%
Enfance Famille	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
Subvention d'équilibre	178 203,05	1 294 544,55	1 116 341,50	626,44%
INVESTISSEMENT REEL	188 070,08	1 334 360,59	1 146 290,51	609,50%
Opérations d'ordre	129 545,09	152 841,32	23 296,23	17,98%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	317 615,17	1 487 201,91	1 169 586,74	368,24%

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 1,33 M€ et concernent principalement la subvention d'investissement en provenance du budget principal pour 1 294 544,55 €. Le fonds de compensation de la T.V.A. est en augmentation par rapport à l'année dernière de 0,03 M€ en lien avec les dépenses éligibles 2022.

- Les dépenses 2023 :

	CA 2022	CA 2023	EVOL° en €	EVOL° en %
Administration générale	242 721,53	1 496 621,89	1 253 900,36	516,60%
Logistique et patrimoine	242 721,53	1 496 621,89	1 253 900,36	516,60%
INVESTISSEMENT REEL	242 721,53	1 496 621,89	1 253 900,36	516,60%
Opérations d'ordre	39 562,00	46 690,00	7 128,00	18,02%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	282 283,53	1 543 311,89	1 261 028,36	446,72%

D'un montant de 1,5 M€, les dépenses réelles d'investissement augmentent de 1,25 M€.

Les dépenses en 2023 concernent principalement l'acquisition d'une villa à Pennautier (0,55 M€) et d'une villa à Cuxac d'Aude (0,67 M€), l'achat de mobilier et de matériel pour l'unité de Narbonne, l'achat d'un véhicule et des travaux sur les sites de Villeneuve, Cuxac d'Aude et Pennautier (0,28 M€).

Tels sont les éléments qui ressortent du compte administratif 2023 du budget annexe de la structure accueil enfance. Le double des pièces justificatives des dépenses et des recettes ainsi que les registres et bordereaux comptables sont tenus à disposition dans les services.

II - COMPTE DE GESTION

Monsieur le Payeur Départemental m'a fait parvenir le compte de gestion qu'il a établi pour 2023 pour le budget annexe de la structure accueil enfance. Ce document fait apparaître des résultats identiques à ceux du compte administratif.

LA PROPOSITION :

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- arrêter le compte de gestion 2023 du Payeur Départemental,
- approuver le compte administratif 2023.

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
35	35	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 15

Objet de l'affaire : Arrêté des comptes du Département pour 2023 : budget annexe de la structure accueil enfance

VU le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

VU la délibération du Conseil départemental du 13 avril 2023 adoptant le budget primitif du budget annexe de la structure accueil enfance et les délibérations subséquentes portant décisions modificatives du budget 2023,

VU le compte de gestion 2023 présenté par le payeur Départemental,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 présentant le rapport d'activité 2023 de la structure accueil enfance,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget 2023,

CONSIDERANT l'omission de la prise en compte des restes à réaliser de 2021 sur le compte de gestion, il apparaît un écart de 25 519,14 € entre le compte de gestion et le compte

administratif,

Envoyé en préfecture le 12/04/2024

Reçu en préfecture le 12/04/2024

Publié le

ID : 011-221100019-20240411-CA_2023_BA25-BF



CONSIDERANT que le montant du compte administratif de la collectivité est juste,

CONSIDERANT l'impossibilité pour la pairie départementale de corriger le compte de gestion à ce stade, il est entendu avec la pairie départementale que la correction sera opérée sur l'exercice 2024 et sera visible lors de l'édition du compte de gestion 2024,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE :

- De constater la stricte concordance du compte administratif au compte de gestion, établis pour le budget annexe de la structure accueil enfance au titre de l'exercice 2023 ;
- D'approuver le compte administratif afférent à l'exercice 2023 pour le budget annexe de la structure accueil enfance et de l'arrêter en dépenses à 8 691 840,33 € et en recettes à 8 888 018,65 €.

La Présidente du Conseil départemental,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Sandragne'.

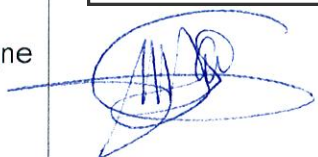



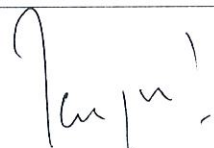
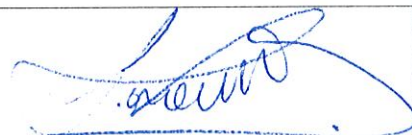
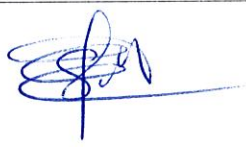
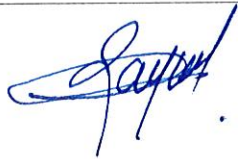
Hélène Sandragne



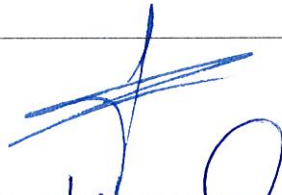


Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances
Service préparation budgétaire et prospective financière
Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 – Affectation du résultat 2023 : budget principal

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget principal pour l'exercice 2023,

Vu l'avis favorable émis par la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Action	Libellé programme	Code opération	Code enveloppe	Dépense - Nature analytique	Montant voté	Montant individualisé	Montant disponible	Montant proposé sur ce rapport	Nouveau montant disponible
					1	2	3 = 1 - 2	4	5 = 3 - 4
K26	Reprise du résultat	FINA-K203O010	K203E04	106 - 001/001/01 - 01	46 317 031,51		46 317 031,51	46 317 031,51	0,00
Total					46 317 031,51	0,00	46 317 031,51	46 317 031,51	0,00

Action	Libellé programme	Code opération	Code enveloppe	Recette - Nature analytique				Montant proposé sur ce rapport	
K26	Reprise du résultat	FINA-K203O010	K203E08	110 - 002/002/01 - 01				83 746 855,22	
K26	Reprise du résultat	FINA-K203O010	K203E03	250 - 10/1068/01 - 01				46 317 031,51	
Total								130 063 886,73	

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

En vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la clôture de l'exercice suivant. La délibération d'affectation prise par le conseil départemental est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise de ce résultat.

Je vous propose donc d'affecter le résultat **2023** tel qu'il ressort du **compte administratif 2023** que nous venons d'examiner.

Le résultat excédentaire est affecté selon les règles exposées ci-après :

- il sert en priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, par inscription d'une recette au compte 1068,
- pour le solde, l'assemblée délibérante peut décider de l'affecter soit en dotation complémentaire de la section d'investissement, soit en excédent de fonctionnement reporté.

Toutefois, lorsque le résultat cumulé est déficitaire, celui-ci est repris au budget de l'année suivante en fonctionnement et il ne peut faire l'objet d'aucune affectation.

Le solde d'exécution d'investissement fait l'objet, quant à lui, d'un simple report en section d'investissement.

Dans le détail :

Comme nous l'avons vu lors de l'examen du rapport précédent concernant le budget principal, le compte administratif 2023 a fait apparaître le résultat suivant :

RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

- Résultat de l'exercice (positif).....	27 182 213,41 €
- Résultats antérieurs (excédent).....	102 881 673,32 €
Résultat à affecter :	<u>130 063 886,73 €</u>

Pour mémoire, le résultat à affecter 2022 s'établissait à 144 160 068,70 €.

AFFECTATION DU RESULTAT

Couverture du BESOIN DE FINANCEMENT de la section d'investissement :

- Solde d'investissement de l'exercice (déficit).....	5 038 636,13 €
- Résultats antérieurs (déficit).....	41 278 395,38 €
Besoin de financement :	<u>46 317 031,51 €</u>

<u>RELIQUAT A AFFECTER</u>	83 746 855,22 €
----------------------------------	------------------------

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs :

- d'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de **46 317 031,51 €** en excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068),

- inscription de **83 746 855,22 €** en excédent de fonctionnement reporté (R002 - solde positif),

- inscription de **46 317 031,51 €** en solde d'exécution de la section d'investissement reporté (D001 - solde négatif)

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragué

Votants	Pour	Contre
36	36	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 06/05/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 16

Objet de l'affaire : Affectation du résultat 2023 - Budget principal

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget principal du Département pour l'exercice 2023,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif 2023 fait apparaître les résultats suivants :

	Budget principal
Résultat excédentaire de fonctionnement	130 063 886,73
Solde déficitaire d'investissement	46 317 031,51

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE

- d'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de **46 317 031,51 €** en excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068),
- inscription de **83 746 855,22 €** en excédent de fonctionnement reporté (R002 - solde positif),
- inscription de **46 317 031,51 €** en solde d'exécution de la section d'investissement reporté (D001 - solde négatif)



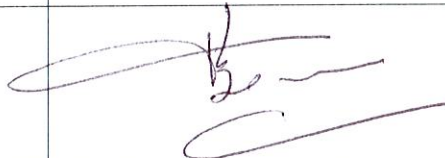


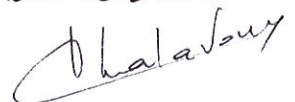
La Présidente du Conseil départemental,







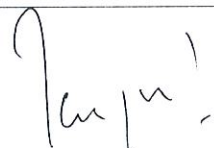
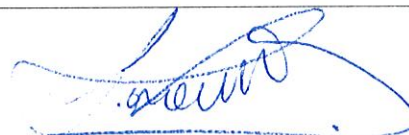
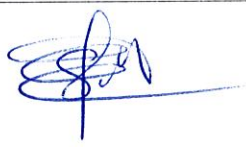
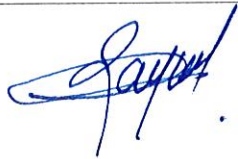
Hélène Sandragne






Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme 
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DORA Danville
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances
Service préparation budgétaire et prospective financière
Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe du laboratoire départemental d'analyses

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses pour l'exercice 2023,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Action	Libellé opération	Code opération	Code enveloppe	Dépense - Nature analytique				Montant proposé sur ce rapport	
K26	Reprise du résultat	FINA-K206O003	K206E01	108 - 001/001/921				37 299,81	
Total								37 299,81	

Action	Libellé opération	Code opération	Code enveloppe	Recette - Nature analytique				Montant proposé sur ce rapport	
K26	Reprise du résultat	FINA-K206O003	K206E02	250 - 10/1068/01				37 299,81	
Total								37 299,81	

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

En vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, les résultats de l'exercice antérieur sont affectés en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

Je vous propose donc d'affecter le résultat 2023 tel qu'il ressort du compte administratif 2023 que nous venons d'examiner.

Le résultat excédentaire est affecté selon les règles exposées ci-après :

- il sert en priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, par inscription d'une recette au compte 1068,
- pour le solde, l'Assemblée délibérante peut décider de l'affecter soit en dotation complémentaire de la section d'investissement, soit en excédent de fonctionnement reporté.

Toutefois, lorsque le résultat cumulé est déficitaire, celui-ci est repris au budget de l'année suivante en fonctionnement et il ne peut faire l'objet d'aucune affectation.

Le solde d'exécution d'investissement fait l'objet, quant à lui, d'un simple report en section d'investissement.

Le compte administratif 2023 concernant le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses a fait apparaître le résultat suivant :

RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

- Résultat de l'exercice (positif).....	37 299,81 €
- Résultats antérieurs	0,00 €
Résultat à affecter :	<u>37 299,81 €</u>

Pour mémoire, le résultat à affecter 2022 s'établissait à 30 546,04 €.

AFFECTATION DU RESULTAT

Couverture du BESOIN DE FINANCEMENT de la section d'investissement :

- Solde d'investissement de l'exercice (déficit)	6 753,77 €
- Résultats antérieurs (déficit).....	30 546,04 €
Besoin de financement :	<u>37 299,81 €</u>

<u>RELIQUAT A AFFECTER</u>	0€
----------------------------------	-----------

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs :

D'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de **37 299,81 €** en excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068),
- inscription de **37 299,81 €** en solde d'exécution de la section d'investissement reporté (D001 - solde déficit)

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
36	36	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 17

Objet de l'affaire : Affectation du résultat 2023 - budget annexe du laboratoire départemental d'analyses

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses pour l'exercice 2023,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif 2023 fait apparaître les résultats suivants :

	Budget annexe laboratoire départemental d'analyses
Résultat de fonctionnement	37 299,81 €
Solde déficitaire d'investissement	37 299,81 €

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE

- d'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de **37 299,81 €** en excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068),
- inscription de **37 299,81 €** en solde d'exécution de la section d'investissement reporté (D001 - solde déficit)


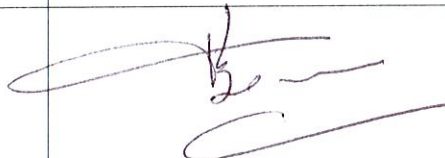

La Présidente du Conseil départemental,



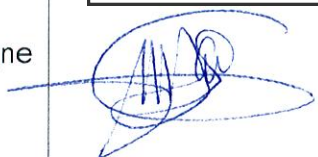



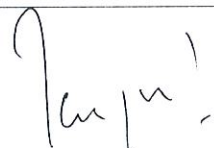
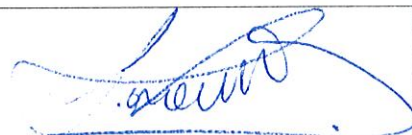
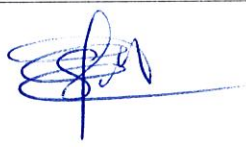
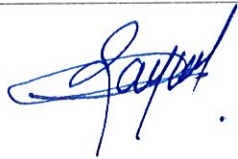
Hélène Sandragé



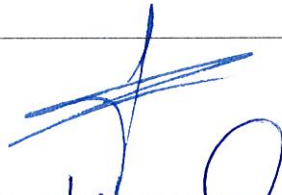


Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances
Service préparation budgétaire et prospective financière
Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement pour l'exercice 2023,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Action	Libellé opération	Code opération	Code enveloppe	Recette - Nature analytique				Montant proposé sur ce rapport	
K26	Reprise du résultat	FINA-K209O002	K209E01	108 - 001 001 921				16 461,99	
Total								16 461,99	

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

En vertu des dispositions du code général des collectivités territoriales, les résultats de l'exercice antérieur sont affectés en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

Je vous propose donc d'affecter le résultat 2023 tel qu'il ressort du compte administratif 2023 que nous venons d'examiner.

Le résultat excédentaire est affecté selon les règles exposées ci-après :

- il sert en priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, par inscription d'une recette au compte 1068,

- pour le solde, l'Assemblée délibérante peut décider de l'affecter soit en dotation complémentaire de la section d'investissement, soit en excédent de fonctionnement reporté.

Toutefois, lorsque le résultat cumulé est déficitaire, celui-ci est repris au budget de l'année suivante en fonctionnement et il ne peut faire l'objet d'aucune affectation.

Le solde d'exécution d'investissement fait l'objet, quant à lui, d'un simple report en section d'investissement.

Le compte administratif 2023 concernant le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement a fait apparaître le résultat suivant :

RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

- Résultat de l'exercice	0,00 €
- Résultats antérieurs	0,00 €

Résultat à affecter : 0,00 €

Pour mémoire, le résultat à affecter 2022 s'établissait à 0,00 €.

AFFECTATION DU RESULTAT

La section d'investissement ne présente pas de besoin de financement.

- Solde d'investissement de l'exercice (positif)	10 513,78 €
- Résultats antérieurs (excédent)	5 948,21 €
- Restes à réaliser 2023	0,00 €

Excédent d'investissement : 16 461,99 €

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs :

D'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de 16 461,99 € en solde d'exécution de la section d'investissement reporté (R001 - solde positif).

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
36	36	0
Abstentions		
0		
N'a pas pris part au vote		
0		

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 18

Objet de l'affaire : Affectation du résultat 2023 : budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement pour l'exercice 2023,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif 2023 fait apparaître les résultats suivants :

	Budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement
Résultat de fonctionnement	0,00 €
Solde excédentaire d'investissement	16 461,99 €

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE

- d'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de 16 461,99 € en excédent de la section d'investissement (R001) du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement.



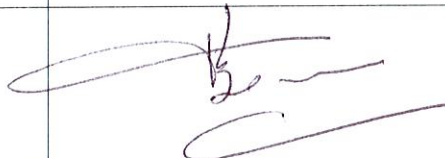


La Présidente du Conseil départemental,







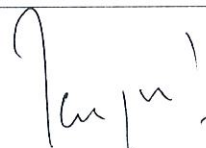
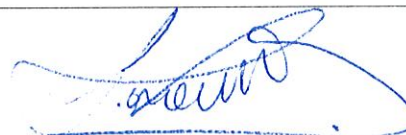
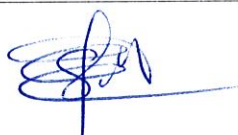
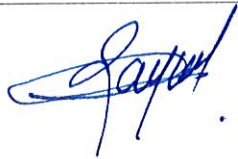
Hélène Sandragne



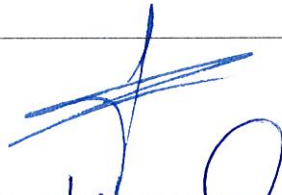


Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances
Service préparation budgétaire et prospective financière
Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024- Affectation du résultat 2023 : budget annexe du parc départemental / laboratoire routier

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects règlementaires

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Délibération du Conseil départemental du 27 octobre 2017 relative à l'intégration du budget annexe du laboratoire routier au sein du budget annexe du parc départemental sur l'exercice 2018,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe du Parc départemental et laboratoire routier pour l'exercice 2023,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Action	Libellé opération	Code opération	Code enveloppe	Nature analytique				Montant proposé sur ce rapport	
K26	Reprise du résultat	FINP-K210O002	K210E03	107 - 001/001/621-621				3 701 932,40	
Total								3 701 932,40	

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

En vertu des dispositions de l'article L 3312-6 du code général des collectivités territoriales, les résultats de l'exercice antérieur sont affectés en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

Je vous propose donc d'affecter les résultats 2023 tel qu'ils ressortent du compte administratif 2023 de ce budget annexe que nous venons d'examiner.

Le résultat excédentaire est affecté selon les règles exposées ci-après :

- il sert en priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, par inscription d'une recette au compte 1068,
- pour le solde, l'assemblée délibérante peut décider de l'affecter soit en dotation complémentaire de la section d'investissement, soit en excédent de fonctionnement reporté.

Toutefois, lorsque le résultat cumulé est déficitaire, celui-ci est repris au budget de l'année suivante en fonctionnement et il ne peut faire l'objet d'aucune affectation.

Le solde d'exécution d'investissement fait l'objet, quant à lui, d'un simple report en section d'investissement.

Le compte administratif 2023 concernant le budget annexe du parc départemental et du laboratoire routier a fait apparaître le résultat suivant :

RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

- Résultat de l'exercice	0,00 €
- Résultats antérieurs ..	0,00 €
Résultat à affecter :	<u>0,00 €</u>

Pour mémoire, le résultat à affecter 2022 s'établissait à 0,00 €.

AFFECTATION DU RESULTAT

La section d'investissement ne présente pas de besoin de financement.

- Solde d'investissement de l'exercice (positif).....	155 048,80 €
- Résultats antérieurs (excédent).....	3 546 883,60€
- Restes à réaliser 2023.....	0,00 €

Excédent d'investissement : 3 701 932,40 €

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs :

D'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de 3 701 932,40 € en solde d'exécution de la section d'investissement reporté (R001 – solde positif).

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
36	36	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 06/05/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 19

Objet de l'affaire : Affectation du résultat 2023 : Budget annexe du parc départemental / laboratoire routier

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements, ainsi que l'article L 3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe du Parc départemental / laboratoire routier pour l'exercice 2023,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif 2023 fait apparaître les résultats suivants :

	Budget annexe Parc départemental
Résultat excédentaire de fonctionnement	0 €
Solde excédentaire d'investissement	3 701 931,80 €

CONSIDERANT que les documents budgétaires sont erronés de 0,60 €, sur proposition du payeur départemental et afin de faire correspondre le résultat avec le résultat du compte de gestion de 3 701 932,40 € et le résultat corrigé du compte administratif,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE

- d'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de 3 701 932,40 € en excédent affecté à la section d'investissement (R001)
du budget annexe du parc départemental / laboratoire routier.



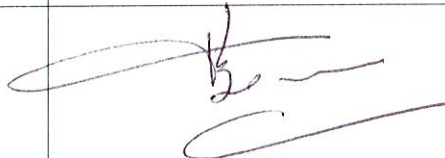


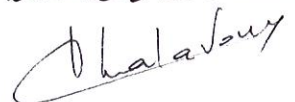
La Présidente du Conseil départemental,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Sandragne', with a stylized flourish at the end.





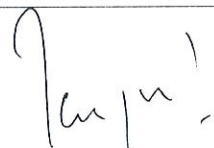
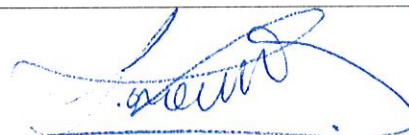
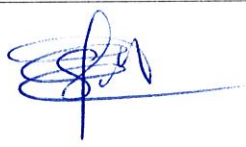
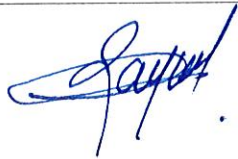
Hélène Sandragne






Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme 
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DORA Danville
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO

DGA ressources - Direction des finances
Service préparation budgétaire et prospective financière
Commission ressources et dialogue social

Session du 11 avril 2024 - Affectation du résultat 2023 : budget annexe de la structure accueil enfance

LE CADRE DE REFERENCE

1 – Aspects réglementaires

Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R 314-51 relatif à l'affectation du résultat,

Instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 présentant le rapport d'activité 2023 de la structure accueil enfance,

Délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe de la structure accueil enfance pour l'exercice 2023,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Action	Libellé opération	Code opération	Code enveloppe	Dépense - Nature analytique				Montant proposé sur ce rapport	
K26	Reprise du résultat	FINA-K213O002	K20136E04	1901 - 002/002/01-01				579 532,85	
Total								579 532,85	

LA PRESENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

L'activité de la structure accueil enfance relève d'un budget annexe soumis à l'instruction comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux. Les règles d'affectation du résultat d'exploitation de ce budget annexe diffèrent de celle du budget principal et sont définies par les dispositions de l'article R 314-51 du Code de l'action sociale et des familles.

Je vous propose donc d'affecter le résultat 2023 tel qu'il ressort du compte administratif que nous venons d'examiner.

Le résultat excédentaire est affecté selon les règles exposées ci-après :

- il sert en priorité à la réduction du financement des charges d'exploitation au titre du II – 1 de l'article R 314-51 du Code de l'action sociale et des familles,
- pour le solde, l'assemblée délibérante peut décider de l'affecter soit en dotation complémentaire de la section d'investissement, soit en excédent de fonctionnement reporté.

Toutefois, lorsque le résultat cumulé est déficitaire, celui-ci est repris au budget de l'année suivante en section d'exploitation et il ne peut faire l'objet d'aucune affectation.

Le solde d'exécution d'investissement fait l'objet, quant à lui, d'un simple report en section d'investissement.

Comme nous l'avons vu lors de l'examen du rapport précédent concernant le budget de la structure accueil enfance, le compte administratif 2023 a fait apparaître le résultat suivant :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

- Résultat de l'exercice (positif)	252 288,30 €
- Résultats antérieurs (excédent)	327 244,55 €
Résultat à affecter :	<u>579 532,85 €</u>

Pour mémoire, le résultat à affecter 2023 s'établissait à 327 244,55 €.

AFFECTATION DU RESULTAT

Couverture du BESOIN DE FINANCEMENT de la section d'investissement :

- Solde d'investissement de l'exercice (négatif)	- 56 109,98 €
- Résultats antérieurs (excédent)	56 109,98 €
- Restes à réaliser 2023 (écart)	0,00 €
Besoin de financement :	<u>0,00 €</u>

<u>RELIQUAT A AFFECTER</u>	579 532,85 €
----------------------------------	---------------------

LA PROPOSITION :

Je vous propose, Mesdames, Messieurs :

D'affecter les résultats de la manière suivante :

- inscription de **579 532,85 €** en excédent affecté à la section d'exploitation (R002).

La Présidente du Conseil départemental,

Hélène Sandragé

Votants	Pour	Contre
36	36	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Porté à connaissance
le : 12/04/2024

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du 11 avril 2024

Dossier n° 20

Objet de l'affaire : Affectation du résultat 2023 : budget annexe de la structure accueil enfance

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R 314-51 relatif à l'affectation du résultat,

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 présentant le rapport d'activité 2023 de la structure accueil enfance,

VU la délibération du Conseil départemental du 11 avril 2024 arrêtant les comptes du budget annexe du Département pour l'exercice 2023,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le compte administratif 2023 fait apparaître les résultats suivants :

	budget annexe structure accueil enfance
Résultat excédentaire d'exploitation 2023	579 532,85 €
Résultat excédentaire d'investissement 2023	0,00 €

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

après en avoir délibéré

DECIDE :

- d'affecter les résultats du budget annexe de la structure accueil enfance de la manière suivante :

- inscription de 579 532,85 € en excédent de la section d'exploitation (R002).

La Présidente du Conseil départemental,



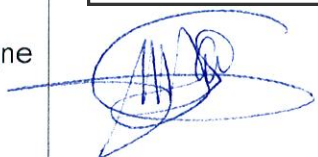



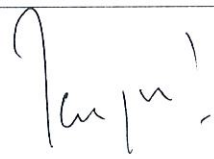
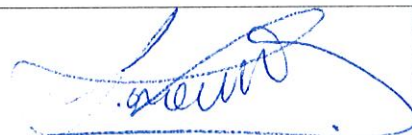
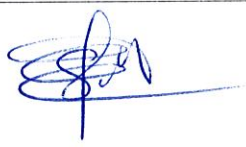
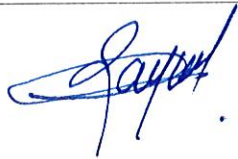
Hélène Sandragne



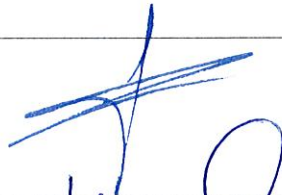
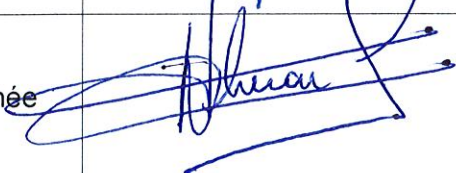

Session du Conseil départemental du 11 avril 2024

Liste d'émargement

Conseillers Départementaux	Canton	Signature
ALDEBERT Didier	Basses Plaines de l'Aude	
BARDOU Magali	Carcassonne 1	
BARO Hervé	Les Corbières	
BOURREL Marie-Christine	De la Piège au Razès	Pouvoir à Mme RIVEL
BRUNEL Eliane	Bassin Chaurien	
CATHALA Caroline	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à Mme CONQUET
CHALAVOUX Joëlle	La Haute Vallée de l'Aude	
CHANAUD Anthony	La Haute Vallée de l'Aude	Pouvoir à Mme Chalavoux
CHERRIER Muriel	La Vallée de l'Orbiel	Pouvoir à Mme SANDRAGNE

CONQUET Maria	Carcassonne 3	
DANILLON Chloé	De la Malepère à la Montagne Noire	
DEDIES Daniel	Carcassonne 3	
DUMONTET Valérie	Le Lézignanais	
DURA Danielle	Le Sud Minervois	
DURAND Jean-Luc	Narbonne 2	
DURAND Pierre	La Région Limouxine	
FORTUNÉ Kattalin	Les Corbières	
FRANCOIS Patrick	Narbonne 3	
GASPARINI Sébastien	Le Lézignanais	
GINIES Alain	Le Haut Minervois	

GRIFFE Paul	De la Malepère à la Montagne Noire	
LAPALU Christian	Le Sud Minervois	Pouvoir donné à DURA Danielle
LARRUY Marie-Ange	La Région Limouxine	
LECINA Thierry	Carcassonne 2	
MARTIN Henri	Les Corbières Méditerranée	
MAUGARD Patrick	Bassin Chaurien	
MORLON Francis	Narbonne 1	Pouvoir à Mme VERGNES
MOURAD François	Carcassonne 1	
NAVARRO-ESTALLE Françoise	Le Haut Minervois	
RAPPENEAU Philippe	La Montagne d'Alaric	Pouvoir à M. RAYNAUD
RAYNAUD Christian	La Vallée de l'Orbiel	

RIVEL Tamara	Carcassonne 2	
ROGER-MATEILLE Séverine	Basses Plaines de l'Aude	Pouvoir à M. ALDEBERT
SANDRAGNÉ Hélène	Narbonne 3	
SIRVENT Sandrine	Narbonne 2	
THÉRON-CHET Marie-Christine	Les Corbières Méditerranée	
VERGNES Magali	Narbonne 1	
VIOLA André	De la Piège au Razès	Pouvoir à M. BARO